

AFRIQUE

Tunisie : les sirènes de la démocratie

(Suite de la première page.)

Depuis le célèbre congrès de Ksar-Hellal en 1934, au cours duquel fut fondé le Neo Destour, M. Bourguiba a été le moteur de la vie politique tunisienne. Sa pensée, son action, ses méthodes, ont marqué toute la classe dirigeante. Il n'est pas un homme politique, fut-il dans l'opposition, qui ne se réfère encore aujourd'hui à lui. Ce leader politique exceptionnel, qui a su conduire son pays à l'indépendance avant de l'engager sur la voie du développement, a vu s'éloigner du pouvoir tous ceux qui, par leur personnalité, auraient pu un jour lui porter ombrage. Les hommes aujourd'hui en place au gouvernement ou à la tête du parti unique lui doivent tout. Le chef de l'Etat est aussi le président du parti socialiste destourien (P.S.D.). Il désigne son secrétaire général qui devient automatiquement le premier ministre. Il choisit lui-même les membres du bureau politique et du gouvernement. Ce système a donné à la Tunisie une remarquable stabilité. Il a évité au pays les soubresauts dont ont souffert depuis vingt ans tant de nations du tiers-monde. Il a aussi conduit à une certaine sclérose de la vie politique.

Pour l'équipe au pouvoir, la disparition du président Bourguiba, seule source de légitimité depuis plusieurs lustres, risque d'ouvrir une période difficile. Chacun cherche à aborder la succession dans les meilleures conditions possibles. Il en résulte un jeu subtil, tout en nuances. Tant que le chef de l'Etat est présent, il est exclu de prendre des initiatives ou des décisions susceptibles de l'irriter, et qui pourraient se retourner contre leur auteur. Qu'il définisse ou non les grandes orientations, il peut, tenant compte des conseils de son entourage, et notamment de sa femme Wassila, ordonner un remaniement ministériel, ou même changer de premier ministre.

S'il est un homme bien placé pour succéder un jour au Combattant suprême, c'est l'actuel chef de gouvernement. Depuis le congrès de Monastir de 1971, M. Bourguiba, qui a été désigné « président à vie » le 18 mars 1975, en a fait son dauphin. Il a régulièrement confirmé cette intonation. Le 2 avril 1976, l'Assemblée nationale a modifié certaines dispositions de la Constitution de 1959 et, notamment, l'article 57, qui prévoit désormais qu'en cas de vacance de la présidence de la République pour cause de décès, démission ou empêchement absolu, le premier ministre est immédiatement investi des fonctions de président de la République pour la période qui reste de la législature en cours de l'Assemblée nationale.

Original, comme M. Bourguiba, de Monastir, petite ville balnéaire au sud-est de Tunis, cet homme affable et doux, d'une

élégance un peu désuète, évoque plus le businessman, dont il a d'ailleurs souvent le langage, que le tribun populaire. Il se complait surtout dans les chiffres, qu'il manie avec dextérité. Là se trouve sans doute la clé de son succès. Il a joué avec persévérance le rôle d'un technocrate discret. Directeur de la banque centrale d'émission dans les années 60, il a su garder à l'époque ses distances avec l'expérience de M. Ben Salah, qui prônait l'industrialisation et les investissements à long terme, et tentait de mettre en place dans les campagnes un système coopératif. Appelé en 1970 au ministère de l'économie, puis à la direction du gouvernement, il s'est employé depuis, non sans succès, à remettre le pays dans une voie plus « orthodoxe ». Ses choix ont permis à la petite bourgeoisie, dont il est issu, de prospérer, et à la grande bourgeoisie d'affaires de renforcer ses positions.

Le contrat de progrès

L'anticommunisme, l'horreur du « collectivisme » et de « sa grisaille » ne pouvant constituer à eux seuls une doctrine politique, M. Nouria en a emprunté une à M. Chaban-Delmas en reprenant largement à son compte le thème de « la nouvelle société ». Il a baptisé son projet « contrat de progrès » et l'a fait adopter par le congrès du P.S.D. réuni à nouveau à Monastir, en 1974. Dans ce système, le développement du pays apparaît comme le fruit d'une collaboration confiante entre classes sociales, d'un dialogue constant entre le capital et le travail.

Cette philosophie n'a pas empêché les conflits sociaux de se multiplier en 1975 et 1976, en dépit du rôle de gendarme souvent exercé par l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.), centrale syndicale unique contrôlée par un membre du bureau politique du P.S.D., M. Habib Achour.

M. Nouria a-t-il voulu donner une crédibilité nouvelle à son projet ? Améliorer son image de marque dans le monde du travail ? Désamorcer des conflits sociaux d'autant plus explosifs que la Tunisie connaît, comme tant d'autres pays, l'inflation et la spéculation, dont sont victimes en premier lieu les couches les plus défavorisées ?

Une levée de bouilliers

La nouvelle loi de finances comprend tout un arsenal de mesures destinées à augmenter les rentrées fiscales en taxant fortement les signes extérieurs de richesse. Le tarif de la vignette auto a fait un bon spectacle, atteignant jusqu'à 5 000 francs pour une voiture de sport de moins de dix ans. Les « voyages d'agrément » à l'étranger sont désormais inscrits à la rubrique

« train de vie ». Depuis le 1^{er} janvier, le fisc considère que toute personne effectuant un tel déplacement dispose d'un revenu imposable au moins égal à cinq fois le prix du billet majoré de l'allocation en devises qui est au maximum de 1 000 francs.

D'énergiques dispositions ont été également prises pour lutter contre la fraude fiscale. Enfin, les revenus de certaines professions libérales, tels les médecins et les avocats, seront contrôlés. Les premiers devront utiliser pour délivrer leurs ordonnances des carnets à souche et les seconds verront leurs plaidoiries comptabilisées dans un registre tenu au tribunal.

qui risquent de saboter les rigueurs de la loi, si elle est appliquée. Les actes médicaux autres que les ordonnances échappent au contrôle — c'est le cas, par exemple, des interventions chirurgicales — et si les plaidoiries constituent l'essentiel des ressources des jeunes membres du barreau, elles rapportent beaucoup moins que les consultations dispensées par leurs aînés aux sociétés tunisiennes ou étrangères.

Les mesures d'austérité ne sont sans doute pas aussi « inflationnistes » que certains détracteurs du gouvernement l'affirment. Mais elles ne sont pas de nature à affecter sensiblement les grandes fortunes. Elles vont peser surtout

agriculteurs. Il engage également le gouvernement et le bureau politique du P.S.D.

Aux termes de ce pacte, les « partenaires sociaux » se déclarent décidés à préserver la paix sociale durant toute la durée d'exécution du V^e plan, qui entre en application cette année. Le salaire minimum garanti est augmenté de 33 % dans l'industrie et de 20 % dans l'agriculture à compter du 1^{er} février. Tous les salaires des secteurs public et privé sont majorés.

Le « pacte social » entraîne, pour l'Etat et pour les entreprises, des charges supplémentaires considérables. Au nom de l'U.G.T.T., M. Habib Achour s'est donc engagé à mener une active campagne pour augmenter la productivité et mobiliser les travailleurs autour de la réalisation des objectifs du Plan. Il a d'ailleurs entrepris immédiatement une tournée dans le sud du pays pour développer ces thèmes. Renseignons-nous à « réaliser » des ouvriers dont les salaires restent bas, et dont les conditions de vie et de travail sont pénibles ? Une nouvelle augmentation du coût de la vie est sans doute inévitable, à plus ou moins long terme, même si le gouvernement s'emploie, comme il s'y est engagé, à maintenir à leur niveau actuel les prix de certains produits de première nécessité, comme le pain, les pâtes alimentaires, le sucre et le thé.

Le « même langage »

Les syndicalistes de base et les chefs d'entreprise n'ont pris aucune part à l'élaboration de ce « pacte social ». Les uns le trouvent insuffisant, les autres démagogique. « Habib Achour, nous ont dit plusieurs responsables de syndicats ou de fédérations de l'U.G.T.T., n'a même pas consulté l'ensemble de la commission administrative. Nous avons été placés devant un fait accompli. Il a voulu renforcer sa position avant le congrès de la centrale, qui doit se tenir fin mars. Pour de nombreux syndicats, tels ceux des enseignants ou des banques, les acquis du « pacte » sont très inférieurs aux revendications. Plusieurs conventions collectives conclues en 1974 pour trois ans devaient être discutées cette année, et nous espérons depuis des mois ces négociations. Mais l'accord signé par Achour stipule que les conventions collectives ne pourront pas comporter, durant la quinquennale, de modifications susceptibles d'entraîner des charges nouvelles pour les entreprises intéressées.

« Le dialogue entre partenaires sociaux n'est d'autant plus facile qu'il s'est déroulé, entre membres du bureau politique du P.S.D., nous a confié de son côté un jeune industriel. Il n'est pas surprenant dès lors qu'ils aient « parlé le même langage ». Le premier résultat du « pacte » a été de grever lourdement le budget qui venait d'être adopté. »

Tandis que M. Nouria consacre tous ses efforts à donner de la consistance à son « contrat de progrès », et à renforcer dans l'esprit du public son image de technicien compétent et modéré, M. Tahar Belkhouja joue la carte de la libéralisation et de l'ouverture. Sahelien lui aussi — il est originaire de Mahdia — le ministre de l'intérieur multiplie depuis dix-huit mois, les propositions.

C'est avec une grande simplicité, autour d'une carafe de bière d'orange, que M. Tahar Belkhouja nous a reçus pour un long entretien dans sa villa proche de Belvédère.

Choisir entre deux méthodes

« La Tunisie, nous a-t-il expliqué, a considérablement évolué depuis vingt ans dans les domaines économique et social. Ces mutations doivent avoir leur traduction sur le plan politique. Notre parti, s'il est unique, doit être un mouvement, un rassemblement où tout le monde doit pouvoir se retrouver et coexister. Il est normal que, dans une organisation unique, des groupes se constituent, des personnalités s'affirment. Si cette tolérance n'existe pas, on ne peut pas rapprocher à certains de quitter le parti et de rester à l'écart. »

« Nous avons le choix entre deux méthodes : ou bien, on peut être de quelques affrontements, assés le pouvoir sur une autorité implacable, rigide, qui s'appuie sur la police du parti et trouvera sa justification dans l'histoire ; ou alors laisser de côté le langage de la force, amener les gens à s'engager politiquement afin que tous se retrouvent ensemble sur une large plateforme. »

M. Tahar Belkhouja est donc partisan du dialogue, de la discussion, y compris avec le groupe des « libéraux », dont le chef de file est M. Ahmed Mestiri, exilé du parti en 1972 après avoir livré et perdu une bataille pour la démocratisation du P.S.D. Mais il estime aussi que les structures du pays sont encore trop fragiles et qu'elles doivent garder la primauté par rapport aux hommes. S'il se déclare partisan de l'ouverture, celle-ci doit se réaliser dans le cadre du parti unique. Pourtant, l'idée du pluralisme fait son chemin, même dans l'esprit d'anciens responsables qui l'ont combattue dans le passé, et qui se trouvent, maintenant, soit à la marge de la vie politique, comme l'ancien premier ministre, M. Bahi Ladgham, soit dans une opposition ouverte, comme MM. Mestiri et Ben Salah.

DANIEL JUNQUA.

Prochain article :

LE P.S.D. ET LES AUTRES...



Ces mesures ont suscité une véritable levée de bouilliers de la part des intéressés. « Les médecins et nous-mêmes, nous a dit un jeune avocat, serons, en l'occurrence, de bons émissaires. On détourne sur nous l'attention de l'opinion publique. Plaidier et soigner n'est pas, en Tunisie, la meilleure façon de s'enrichir. La spéculation, la concussion, le détournement des deniers publics, le trafic d'influence, sont, de ce point de vue, bien plus rentables. »

Ce sont surtout les praticiens et les avocats les plus modestes sur les classes moyennes, qui étaient jusqu'à présent les plus acquis au gouvernement. M. Nouria met donc plus volontiers l'accent sur le « pacte social » qui vient d'être conclu sous son égide pour une période de cinq ans. Cet accord a été solennellement signé le 19 janvier par M. Habib Achour, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.), Fergani et Haj Ammar, président de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), organisation patronale, et Mohamed Ghedira, président de l'Union nationale des

Zaire

L'envoi de matériel à Kinshasa suscite des réserves dans les milieux politiques de Washington

De notre correspondant

Washington. — Au moment même où le Sénat confirmait à une large majorité (66 contre 28), le vote de la Chambre rétablissant l'embargo sur les importations de chrome rhodésien, le président Carter autorisait l'envoi d'urgence au Zaïre de matériel militaire et de médicaments. Le porte-parole de la Maison Blanche a précisé que le président avait personnellement approuvé ces livraisons à un « pays ami subsistant une attaque armée venant d'éléments non clairement identifiés », en ajoutant que le président n'avait jamais songé à envoyer des troupes et que ces livraisons ne comportant ni armes ni munitions ne marquaient « aucun changement dramatique dans la politique d'aide militaire au Zaïre ». Plus tard, le Conseil national de sécurité faisait savoir qu'il s'agissait simplement d'accroître l'envoi d'équipements et de matériels représentant seulement un million de dollars sur un total de 30 millions de crédits prévus au programme d'aide au Zaïre, et déjà autorisés par le Congrès. La décision du gouvernement a toutefois créé certain malaise dans les milieux politiques préoccupés par ce qui leur apparaît comme la première intervention de la nouvelle administration dans un conflit armé à l'étranger. Certes, le Département d'Etat s'efforçait de souligner que le Zaïre avait adressé des demandes d'assistance à des pays européens, et d'autre part que le Congrès avait été consulté. Mais le représentant Long, président de la sous-commission des appro-

priations (vote des crédits), affirmait avoir été surpris de voir l'envoi de matériel accompli par M. Schaufele, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, l'informant seulement de l'envoi au Zaïre du matériel demandé. Il a ajouté qu'il avait les plus grandes réserves à l'égard d'une décision concernant un conflit intérieur. Du côté officiel, on prétend justement qu'il ne s'agit pas d'un conflit interne, mais d'une intervention armée venant de l'extérieur. Toutefois, on admet qu'il n'y a pas de preuves solides d'une intervention militaire rhodésienne, contrairement à ce qu'affirment les autorités du Zaïre. Apparemment, le gouvernement a jugé nécessaire de répondre d'urgence aux demandes d'aide du Zaïre, Etat ami et client privilégié des Etats-Unis, puisque en plus de l'aide militaire, il reçoit 12 millions de dollars d'assistance économique et environ 15 millions d'aide alimentaire. Nombreux sont ceux qui au Capitole, s'interrogent sur la sagesse d'une initiative prise sans tenir compte des données exactes du degré de l'intervention extérieure. Le Washington Post se fait l'écho de ces critiques en notant dans un éditorial que le président Carter n'a expliqué « ni les circonstances ni l'enjeu justifiant une action américaine aussi rapide ». Il n'est pas indiqué non plus qu'il ferait appel à l'Organisation de l'unité africaine ou même aux Nations unies pour tenter de trouver une solution négociée du conflit.

HENRI PIERRE.

Ethiopie

Aggravation du climat d'insécurité

L'insécurité ne cesse de croître en Ethiopie, où se multiplient les assassinats politiques et les exécutions d'opposants à la junte. Trente et une personnes ont été « dénoncées » au cours des dernières quarante-huit heures, annonce, mardi 15 mars, l'agence éthiopienne d'information.

Il s'agit de vingt-quatre jeunes « socialistes » appartenant au Parti éthiopien révolutionnaire du peuple (PERP, clandestin, marxiste-léniniste) qui ont été « dénoncés » par leurs camarades « progressistes » de l'école technique d'Addis-Abeba et de sept autres jeunes gens, membres du PERP ou de l'ODE (Union démocratique éthiopienne - droite) « dénoncés » par l'Association des jeunes de la ville de Dodola, dans la province du Bale, « pour propagande anti-révolutionnaire ».

Toujours, selon l'agence éthiopienne, soixante-six « hors-la-loi » contre-révolutionnaires « ont été liquidés » au cours du week-end dernier, dont quarante-trois dans la province du Harrar, et vingt-trois dans la province du Bale. Ils ont été abattus au cours d'opérations menées conjointement par des unités composées de la milice paysanne et des forces de sécurité.

D'autre part, les travailleurs d'une auberge des environs d'Addis-Abeba ont été armés, rapporte mardi le journal éthiopien de langue anglaise Ethiopian Herald. Enfin, M. Cyril Blanchfield, diplomate de Trinidad-et-Tobago, a été blessé d'un coup de feu alors qu'il circulait en voiture à Addis-Abeba. M. Blanchfield est le premier diplomate à être victime d'une des fréquentes fusillades, et qui ont fait plusieurs centaines de morts dans la population éthiopienne. Cet incident est survenu deux jours après la mort d'un universitaire britan-

nique, M. William Hasting Morton, tué d'un coup de feu à Addis-Abeba (le Monde daté 13-14 mars) et que l'agence de presse éthiopienne a accusé d'espionnage pour avoir photographié une usine. — (A.F.P., Reuters.)

Argentine

TROIS NOUVELLES sectes ont été interdites mardi 15 mars en Argentine : l'Association internationale pour la conscience de Krishna, l'Association Dun et la Mission de la Lumière divine. Un décret gouvernemental interdit également tous « les groupes sectaires ou associations liés directement ou indirectement à ces sectes, ou qui prétendraient les remplacer ».

Il y a quelques temps déjà les autorités avaient pris des mesures identiques à l'égard des Témoins de Jéhova et des fidèles des sectes Guro Mahara Ji et Aïe Krishna. — (A.F.P.)

Finlande

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE AUTRICHIENNE, M. Rudolf Kirchschlager, est arrivé mardi 15 mars à Helsinki pour une visite officielle de quatre jours, la troisième effectuée en Finlande par un chef d'Etat autrichien. — (A.F.P.)

153
Rue de l'Université
Paris 7^e

Le quartier est exceptionnel.
Les appartements sont dans une résidence embellie de jardins,
accablée de 25 à 50 pièces et studios.

Livraison 3^e trimestre 1977.
Prix fermes et définitifs à la réservation.

Visitez l'appartement modèle
tous les jours
de 10 à 12 heures
et samedi de 10 à 12 heures

(Bannière dimanche et lundi)
au GEPIC,
51, Champs-Élysées, Paris 8^e
Tél. 256 25 33

Une réalisation SERDI.

محند النحل

ASIE

Timor-Orient, un nouveau test pour la politique de M. Carter

Une nouvelle occasion de vérifier jusqu'où peut aller la volonté du président Carter de « moraliser » la politique extérieure des Etats-Unis va se présenter. M. Malik, ministre indonésien des affaires étrangères, a déclaré, le 14 mars, que son pays n'achèterait plus d'armes aux pays communistes, et passerait toutes ses commandes aux Etats occidentaux. « Nous avons, a-t-il dit, demandé des navires de guerre aux Pays-Bas (dont l'Indonésie est une ancienne colonie). Peut-être, des armements lourds nous seront-ils livrés par les Etats-Unis. Nous attendons la visite du président Carter, qui est actuellement retenu dans son pays par ses occupations. »

La veille, la Washington Post avait révélé qu'un rapport secret circulait parmi certains parlementaires américains, qui accablent les bruits ou supposés d'armes livrées par les troupes indonésiennes à Timor-Orient. Selon ce document, les soldats du général Suharto, le chef de l'Etat indonésien, ont tué quelque cent mille personnes dans l'ancien territoire portugais, soit plus de 15 % de la population. Une commission spéciale entendra le 23 mars, à Washington, plusieurs témoins, parmi lesquels M. James Dunn, ancien consul d'Australie à Timor-Orient.

Ce diplomate, qui a écouté le récit de nombreux réfugiés à l'étranger, était en poste avant que le changement de régime à Lisbonne, en 1974, n'ait bouleversé la situation à Timor. Sans attendre le retrait des Portugais, le Fretilin (Front libérateur timorais de la libération nationale) avait pris alors le contrôle de la plus grande partie du pays, avec, semble-t-il, le soutien de la majorité de ses habitants. Après plusieurs mois de confusion, l'armée indonésienne, répondant à l'appel « du mouvement des indés », a pénétré dans le territoire, envahissant un territoire que ses chefs convoitaient depuis 1945, et occupait Dili, sa capitale, le 7 décembre 1975, sans que les forces portugaises encore présentes opposent de résistance. Le 24 juin 1976,

l'Indonésie, invoquant le souhait d'une « Assemblée populaire », au demeurant peu représentative, annexait officiellement l'ancienne colonie.

Cette politique du test accompli se heurte à la résistance du Fretilin, selon lequel les troupes indonésiennes ne tiennent que 30 % du territoire. Le reste du territoire, installé à Maubara, une « délégation permanente », établie à Mepuco, capitale du Mozambique (au sein des liens existant entre les nationalistes des anciennes colonies portugaises), l'ont été de la victoire des maquisards, suivies de représailles sur la population : exécution sommaires, viols, déportations. Selon Radio-Maubara, deux mille quatre-vingt-quatre soldats indonésiens ont été tués par la Fralim à proximité de Dili, entre le 23 novembre 1976 et le 23 février 1977.

Il faut sans doute faire la part de la propagande dans ces bulletins de victoire et des récits d'atrocités. Mais comment contester, en bloc, les témoignages recueillis à Dili par des réfugiés qui, réfugiés en Australie (dont la côte se trouve à environ 500 kilomètres de l'île), parlent de génocide ? Quelle signification attacher au fait que, à Dili, vingt mille personnes ont demandé un passeport pour la Portugal ?

Tout en sa proclamation nationaliste avant tout, la Fralim mise sur le soutien des pays communistes. Il a envoyé une délégation à Phnom-Penh en juillet 1976. Cette démarche peut inquiéter, mais elle ne justifie pas la silence complice des gouvernements occidentaux devant les accès de l'armée indonésienne. M. Carter devrait peut-être se pencher définitivement sur un petit peuple dans le désespoir et la haine de l'Occident, s'il répondait par la négative à la demande d'armes de la diplomatie américaine dans la Sud-Est asiatique, et s'il expliquait le sens de son refus.

J. de G.

CORRESPONDANCE

La nouvelle Constitution afghane

L'ambassade d'Afghanistan nous a adressé les précisions suivantes au sujet de la première Constitution « républicaine » qui vient d'être adoptée à Kaboul (le Monde du 16 février) :

« La Grande Assemblée ne comprend pas uniquement les chefs de tribus, mais des représentants de toutes les classes de la société afghane. Elle était composée à la fois des représentants élus de la nation, des membres du comité central de révolution, des membres du cabinet, des membres du comité de rédaction ainsi que d'un certain nombre de militaires et de fonctionnaires civils. Le 14 février 1977, le chef de

l'Etat de l'Afghanistan, Son Excellence Mohammed Daoud, fut élu, à l'unanimité et pour six ans, président de la République. Nous vous précisons également que la nouvelle Constitution comprend un préambule et cent trente-six articles répartis en treize chapitres et que selon cette nouvelle Constitution le président de la République doit prêter serment devant la « Loya Djirga », ce qui fut fait le 15 février 1977.

Après la cérémonie du Serment, le président de la République dissout la « Loya Djirga » dont le rôle est alors terminé.

Les tentatives de compromis entre Manille et les rebelles musulmans semblent avoir échoué

De notre correspondant

Bangkok. — Le président Marcos a repoussé au 21 avril le référendum sur l'autonomie des treize provinces du Sud (« le Monda » du 16 mars). Initialement prévu pour le 21 février, ce scrutin avait déjà été reporté au 17 mars.

La décision du chef de l'Etat philippin intervient au moment où les négociations, à Tripoli, entre les représentants de Manille et les séparatistes musulmans du M.N.L.F. — Moro National Liberation Front — par l'entremise du colonel Kadafi, qui soutient ces derniers, sont au bord de la rupture. Une tentative de dernière minute pour empêcher la reprise d'une guerre sanglante, qui a coûté en cinq ans plusieurs dizaines de milliers de vies humaines, a été entreprise : Mme Imelda Marcos, l'ambassadrice

du président, s'est rendue, le 10 mars, à Tripoli, accompagnée du secrétaire à la Défense, du chef de la gendarmerie et du commandant en chef des forces armées dans le Sud.

Le président Marcos compte sur le colonel Kadafi pour amener le M.N.L.F. à plus de souplesse. Il espère que le dirigeant libyen « usera de son autorité pour obtenir une solution pacifique ».

Aujourd'hui, à Manille comme chez les partisans du M.N.L.F., l'atmosphère est au pessimisme. Après quelques semaines pendant lesquelles on a cru que le « cessez-le-feu » conclu le 23 décembre 1976 serait respecté, les deux parties s'accusent mutuellement de violer la trêve. Manille affirme que le M.N.L.F. a profité de la cessation des hostilités pour

recruter et entraîner des milliers de soldats — ses forces seraient passées de sept mille à dix mille hommes — lever des impôts et menacer les résidents chrétiens. Les musulmans, pour leur part, déclarent que les troupes philippines ont reçu des renforts et ont lancé récemment une attaque contre un camp d'entraînement de la Bangsa Moro Army, ou B.M.A., la branche militaire du M.N.L.F.

Toutefois, la cause principale du différend est l'interprétation de l'accord du 23 décembre : le texte en avait été laissé volontairement très vague, et devait être précisé au cours de négociations ultérieures. Or les points de vue des deux parties apparaissent inconciliables. Le président Marcos entend organiser un référendum dans les treize provinces musulmanes concernées, dont huit seraient à majorité chrétienne.

Le M.N.L.F. refuse ce scrutin. Les chefs de la B.M.A. auraient même reçu des instructions pour lancer une offensive le jour du référendum. De plus, Manille considère la future autonomie comme assez formelle, et entend maintenir un certain contrôle sur la zone musulmane qui pourrait être créée. Le M.N.L.F. veut y créer un Etat pratiquement indépendant au sein de la République

philippine, la Bangsa Moro Islamic Region, avec une armée, un drapeau et une capitale : Zamboanga.

On voit mal comment Mme Marcos parviendra à relancer les négociations et à réduire la méfiance des chefs du M.N.L.F. Ces derniers sont prêts à reprendre la guerre et bénéficieront, en cas d'échec des pourparlers, du soutien en armes de la Libye, et peut-être aussi d'autres pays arabes. Une des raisons qui avaient poussé M. Marcos à négocier avec le M.N.L.F. était son souci d'éviter que les pays musulmans ne cessent leurs livraisons de pétrole aux Philippines.

Même au cas où une solution négociée au conflit était trouvée, il faudrait des années pour rétablir le calme dans le Sud. En état de dissidence pendant tout la période coloniale, espagnole et américaine, les musulmans philippins, qui constituent à peine 10 % de la population, se sont depuis longtemps séparés du reste de la nation. Ils sont plus riches, plus éduqués, moins riches, ne disposant pas de titres de propriété sur une terre qui leur avait été attribuée par le droit coutumier islamique, les musulmans ont dû reculer, au point d'être devenus minoritaires dans leur propre pays, la grande île de Mindanao.

PATRICE DE BEER.

Laos

Les montagnards méos constituent le principal élément des mouvements de résistance au régime

Selon une dépêche de l'agence de presse vietnamienne reçue le mardi 15 mars à Hongkong, le chef de l'Etat laotien, M. Souphanouvong, a déclaré que les tâches prioritaires du gouvernement, en 1977, étaient de « maintenir l'ordre et la sécurité et de renforcer le potentiel de défense afin d'écraser toutes les tentatives de sabotage de l'ennemi ».

Cet « ennemi », où faut-il le chercher ? Parmi les partisans de la monarchie, comme en témoigne l'arrestation récente de l'ex-roi Savang Vatthana (« le Monde » du 15 mars), mais aussi parmi les montagnards méos, dont des pilotes laotiens ayant fui leurs pays disent qu'ils sont les cibles principales des bombardements de l'aviation gouvernementale.

Udon (Thaïlande) (A.P.). — D'après les témoignages de réfugiés et de missionnaires occidentaux, les Méos sont chassés de leurs villages par les troupes gouvernementales laotiennes chargées de briser leur résistance traditionnelle à l'autorité centrale.

Pour ces témoins, l'offensive militaire et l'opération de transfert de population lancées contre les Méos risquent d'aboutir à un « génocide culturel ». Selon des pilotes transfuges de l'aviation laotienne, qui avaient pour mission de bombarder des villages méos, l'offensive gouvernementale a contraint les tribus de montagnards à se réfugier dans les régions les plus reculées du pays. Ces pilotes, qui se sont posés récemment en Thaïlande, affirment d'autre part que de Vietnamiens participent aux côtés d'unités Pathet-Lao à la réduction des maquis méos et d'autres foyers de résistance. L'un d'eux assure avoir effectué des missions régulières à Hanoi pour charger du matériel et des munitions. D'après de nombreux diplomates occidentaux, quelque 30 000 soldats nord-vietnamiens sont restés au Laos après la fin de la guerre, et selon des informations fragmentaires, ces effectifs auraient été renforcés à la fin de l'année dernière.

La rébellion méo est surtout active dans les régions situées autour de la plaine des Jarres. On signale aussi des foyers de résistance dans la province de Sayaboury, limitrophe de la Thaïlande, et jusque dans certaines zones proches de Louang-Prabang, la capitale.

Les missionnaires occidentaux travaillant dans les camps de réfugiés méos situés en Thaïlande affirment qu'il existe un va-et-vient continu de maquisards sur la frontière. D'après les réfugiés, un grand nombre de leurs compagnons ont été envoyés dans des camps de rééducation et y sont toujours détenus, notamment les maquisards soupçonnés d'appartenir à l'armée secrète du général Vang Pao, financée et équipée par la C.I.A. pour combattre les communistes.

De plus en plus près de Vientiane

Les Méos, dont la résistance au Pathet-Lao est moins fondée sur une opposition d'ordre idéologique que sur une volonté farouche de préserver leur personnalité, étaient environ 350 000 avant la guerre. Entre 1960 et 1974, ce chiffre aurait baissé de plus de 20 % en raison de famines, d'épidémies et des bombardements de l'aviation américaine.

On estime généralement que les Méos constituent aujourd'hui le principal foyer de rébellion contre les régimes communistes d'Indochine. Bien qu'il soit difficile de prendre l'exacte mesure de leur résistance, tous les indices montrent qu'elle a marqué des points. Des informations font état d'attaques rebelles lancées de plus en plus près de Vientiane.

EN SOUPLESSE

V6. Les moteurs de la Ford Granada : 2.300 cm³, 2.600 cm³, et 3 litres sont à 6 cylindres en V. La Ford Granada c'est aussi la suspension à 4 roues indépendantes, une voie extralarge, et une direction ultra-précise qui en font une vraie grande routière.



- Il existe 4 modèles : Granada, Luxe, GL et Ghia.
- Moteurs à 4 cylindres : 10 CV et 11 CV.
- Moteurs à 6 cylindres : 13 CV, 15 CV et 17 CV.

Essayez-en une chez un des 610 concessionnaires, agents et points de vente Ford en France.

Ford Granada

Légendaire robustesse et sécurité.



CHEZ LES CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS FORD DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS :

ETS. BUFFARD
110/112 bd de l'Hôpital
PARIS 13
707.79.19

LA CHAPELLE
20 bd de la Chapelle
PARIS 18
206.19.40

ROCHEBRUNE
58/60 av. Parmentier
PARIS 11
805.29.02

R.V.A.
93 bd Raspail
PARIS 6
222.73.80

SADVA
19 rue de Presbourg
PARIS 16
500.32.00

SAFT
76 rue de Longchamp
PARIS 16
553.18.40

LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS PRÉVOIT LA CONSTRUCTION DE NEUF CENTRALES NUCLÉAIRES

Lisbonne (A.F.P.). — Le Portugal lance un programme d'investissement de 280 millions d'escudos (35 millions de francs environ) cette année pour la prospection et l'exploitation des réserves d'uranium que possède le pays, révèle le « Diário de Lisboa » dans son numéro du 15 mars.

Ce programme est lié au projet de construction de neuf centrales nucléaires d'ici à l'an 2000. Le gouvernement prévoit la création à cet effet d'une entreprise nationale de l'uranium et la restructuration de la Junte de l'énergie nucléaire. Au cours de la récente visite à Bonn de M. Mario Soares, les dirigeants ouest-allemands se sont montrés intéressés par la fourniture de centrales nucléaires et par l'exploitation de l'uranium portugais. Interrogé à ce sujet, lundi 14 mars, au retour de sa tournée européenne, M. Soares a affirmé que la construction de centrales était « une nécessité nationale, parce que le Portugal n'est pas assez riche pour acheter le pétrole dont il a besoin et parce qu'il ne peut pas compter non plus sur son énergie hydraulique ».

INÉ en 1913, docteur en droit, M. Wormser, après avoir été en 1933 attaché à l'ambassade de France à Rome, a appartenu de 1934 à 1935 à différents cabinets ministériels et a été jusqu'à la guerre chargé de cours à la faculté de droit de Dijon. Engagé en 1941 dans les Forces françaises libres, il est entré en 1945, à la demande, au commissariat national aux affaires étrangères du Comité de libération nationale. Après la guerre, il est nommé à l'ambassade de France à Londres, puis, à partir de 1948, reste sept ans aux affaires économiques du Quai d'Orsay, dont il devient le directeur en 1954. A ce titre, il joue un rôle essentiel dans toutes les négociations européennes. Ambassadeur à Moscou (1966-1968), à Bonn (1968-1974), ambassadeur à Paris (1974-1976), M. Wormser a été élevé à la dignité d'ambassadeur de France. Il entrerait prochainement dans les affaires privées.

M. WORMSER QUITTE LA CARRIÈRE DIPLOMATIQUE

M. Olivier Wormser, ambassadeur de France près la République fédérale d'Allemagne, quittera son poste dans un mois environ, déclare-t-on de source autorisée. M. Wormser, qui aura atteint la limite d'âge à la fin du mois de mai 1978, a demandé, pour des raisons de convenance personnelle, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 30 juin 1977.

(Publié)
— Chapiro Anne Frank du Bnei Brïh
— Centre Rochi

SOIRÉE POUR LE TRICENTENAIRE DE SPINOZA avec les Professeurs J. ASKENAZI et R. MISRAHI
Le 17 mars à 21 heures, 30, boulevard de Port-Royal, PARIS-5^e.

مكتبة النخيل

EUROPE

Union soviétique

M. Anatole Charanski est arrêté au moment où le docteur Stern est libéré

De notre correspondant

Moscou. — Une libération anticipée, une nouvelle arrestation, un procès au cours. C'est, semble-t-il, le régime de la double écouleuse qu'ont adoptées les autorités soviétiques à l'égard des dissidents, deux semaines avant l'arrivée à Moscou de M. Vance, le secrétaire d'Etat américain.

La libération anticipée, annoncée mardi après-midi 15 mars par l'agence Tass, est donc la promesse de ce mercredi ne fait pas état, ne concerne pas à proprement parler un dissident. Le docteur Mikhaïl Stern, qui avait été condamné en décembre 1975 à trois ans de prison, a été libéré. Stern a été libéré devant un tribunal de Vinnitsa (Ukraine), n'ayant en effet jamais fait parler de lui avant son procès. Contrairement à ses fils, il n'envisageait même pas de demander à quitter l'U.R.S.S. pour émigrer en Israël. Mais c'est parce qu'il a refusé de souscrire une autorisation parentale est nécessaire, même si la condamnation est déjà ancienne, depuis longtemps, que le docteur Stern a été libéré devant un tribunal et condamné à une lourde peine pour corruption.

Que ce procès et son instruction n'aient constitué qu'une sinistre comédie, il suffit pour s'en convaincre d'en lire le compte rendu qui a été publié en France, et dont l'authenticité n'a jamais été contestée par les autorités soviétiques compétentes (1).

La décision de la Cour suprême d'Ukraine de libérer le docteur Stern n'est pas tant par « les principes de l'humanisme socialiste », auxquels se réfère l'agence Tass, que par le « contre-projet » du docteur Stern qui doit servir le 24 mars prochain à Amsterdam.

Pourtant que d'affronter une nouvelle campagne au cours de laquelle certains partis communistes occidentaux n'auraient pas pu ne pas se manifester, les autorités soviétiques ont préféré faire libérer le docteur Stern en invoquant des arguments dont le tribunal n'avait pas voulu entendre parler : l'état de santé du médecin, son âge, le fait qu'avant son procès il n'avait jamais eu affaire à la justice.

Il est probable, maintenant, que le docteur Stern va demander à quitter l'U.R.S.S. C'est en tout cas ce qu'il avait déclaré à l'issue de son procès, expliquant qu'il lui serait impossible, après une telle épreuve, de continuer à vivre volontairement en Union soviétique. Le docteur, dont la femme avait légué, au début du mois de mars, un appel aux présidents Giscard d'Estaing et Carter, ainsi qu'à MM. Mitterrand et Marchais, a déjà reçu des invitations de plusieurs institutions médicales américaines.

(1) Un procès ordonné en U.R.S.S., éd. Gallimard.

● L'agence Tass a dénoncé mardi 15 mars une « nouvelle provocation antisoviétique » de la part de la Ligue de défense juive. Dans une dépêche datée de New-York, Tass rapporte qu'un vingtain de « hooligans » ont causé « de sérieux dégâts matériels » en s'attaquant aux bureaux de l'Institut de New-York et d'agitation contre la représentation de l'Union soviétique est un maillon de la chaîne des activités criminelles de la Ligue de défense juive dirigées contre les établissements et les citoyens soviétiques aux Etats-Unis », déclare Tass. — (A.F.P.)

Quelques heures après l'annonce de la libération du docteur Stern on apprenait, à Moscou, l'interpellation de M. Anatole Charanski, l'un des membres du groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki. L'arrestation de M. Charanski, qui n'a pas encore été confirmée par l'agence Tass, ne constitue pas une surprise puisque ce militant juif avait été accusé, il y a deux semaines, par les Izvestia, d'espionnage au profit de la C.I.A. Depuis, M. Charanski était ostensiblement escorté dans tous ses déplacements par huit policiers en civil du K.G.B. M. Charanski, qui est âgé d'une trentaine d'années, a demandé, il y a plusieurs années, à émigrer en Israël où réside déjà sa femme, mais cette autorisation lui a toujours été refusée pour des raisons de « sécurité ». Ce spécialiste de l'informatique jouit d'un rôle important parmi les opposants dans la mesure où il constituait un « pont » entre les activistes juifs et les contestataires politiques. M. Charanski est, en particulier, très lié à M. André Sakharov.

Mardi également, trois artistes

dissidents qui avaient formé un comité chargé de dénoncer les violations de la liberté de création ont été convoqués au K.G.B. où on leur a fait savoir que leurs activités sont contraires à la législation soviétique. Il s'agit de deux peintres, dont Oscar Sabine, et d'un musicien.

A Leningrad, enfin, se poursuit, ce mercredi, pour la seconde journée, le procès de deux peintres non officiels, Oleg Volkov et Ouli Ribakov, accusés d'avoir peint, en novembre dernier, des slogans antisoviétiques sur plusieurs monuments de la ville, dont la statue Pierre et Paul. Les deux peintres se seraient reconnus coupables au cours des premières audiences.

JACQUES AMALRIC.

Tchécoslovaquie

Les signataires de la « Charte 77 » adressent un nouveau document aux autorités

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Par crainte sans doute de manifestations de sympathie trop importantes à l'occasion des obsèques, ce mercredi 16 mars, du journaliste Jan Patocka, l'un des porte-parole de la Charte 77, la police a procédé, dans la journée de mardi, à Prague, à une série d'interpellations dans les milieux contestataires. Des perquisitions ont également eu lieu. Parmi les personnes appréhendées figurent Mme Jirouskova, historienne d'art, MM. Hejlicek, philosophe, et Peter Uhl. Mme Silhanova, femme de M. Venek Silhan, l'un des dirigeants du P.C. lors du congrès clandestin de Vienne, qui s'est tenu dans les premiers jours de l'occupation soviétique, en août 1968, aurait été conduite dès lundi dans les locaux de la police.

D'autre part, plusieurs signataires de la Charte 77, parmi lesquels l'écrivain Ludwik Vaculik, ont été convoqués pour interroger ce mercredi, essentiellement à l'heure prévue pour les funérailles du professeur Patocka. Une cérémonie religieuse devrait avoir lieu vendredi à la mémoire du philosophe défunt.

Le coup qui les a frappés avec la disparition de l'un de leurs porte-parole n'a pas empêché les responsables de la Charte 77 de rendre public, mardi, un nouveau document, le septième depuis le mois de janvier. Ce texte, qui porte encore la signature de Jan Patocka, ainsi que celle de M. Hajek, le seul porte-parole de la Charte encore en liberté, attire l'attention sur les abus qui émanent dans la vie économique et sociale. Il critique le système de sécurité de l'emploi, dénonce la discrimination contre les femmes, et fait état d'un large mécontentement des salariés sur les lieux de travail.

Le document constate encore

qu'il existe en Tchécoslovaquie « un chômage caché assez important » qui se manifeste par l'existence d'institutions et d'emplois inutilisés, « compte tenu du modernisme de la technologie et de l'organisation du travail ». A propos du travail des femmes, le document déclare qu'elles ne travaillent pas pour la plupart, « pour avoir une vie meilleure et plus indépendante, mais par nécessité économique, parce que le salaire de leur mari ne suffit pas à assurer un niveau de vie même modeste ».

Les responsables de la Charte 77 indiquent que six cent dix-sept personnes ont, à ce jour, signé ce document.

Enfin, de source proche de la Charte 77, on nous demande d'indiquer que l'information selon laquelle M. Zdenek Mlynar, ancien dirigeant du P.C. et député, a demandé un visa d'études pour l'étranger, est inexacte (Le Monde du 16 mars). — M. L.

● M. Robert Fontillon, membre du secrétariat national du parti socialiste français, a indiqué, mardi 15 mars, qu'il fera déposer une gerbe, au nom de sa formation, sur la tombe de Jan Patocka, l'un des rédacteurs de la Charte 77, mort dimanche à Prague. Le secrétariat international du P.S. ne précise pas selon quelles modalités s'effectuera cet hommage au philosophe disparu.

● M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, a déclaré mercredi 16 mars : « A l'heure où ses amis pleurent le décès du professeur Patocka, porte-parole de la Charte 77, il convient de saluer le courageux combat mené par cet homme pour la défense des droits de l'homme et pour les libertés ».

Tous vos champs de réflexion sont dans Champs.

Champs, c'est une nouvelle collection où sont publiés, pour la première fois au format de poche, de grands textes abordant les sujets majeurs de la réflexion contemporaine.

Tous les champs de connaissance y sont explorés — psychanalytique, économique, politique, écologique, historique... — par les spécialistes les plus éminents. Emmanuel Le Roy Ladurie, Jean Orieux, Vladimir Jankélévitch, Robert Escarpit inaugurent cette collection. Tous les mois, quatre nouveaux « Champs » paraîtront chez votre libraire.

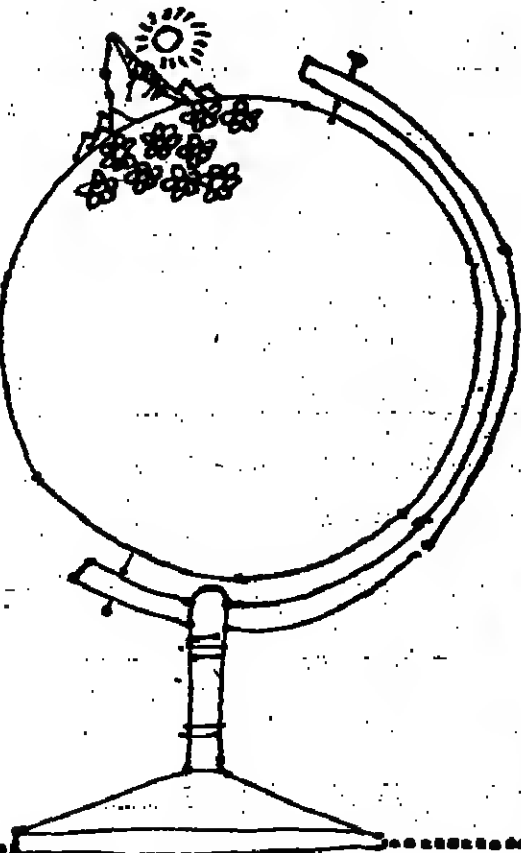


CHAMPS
Une collection éditée par Flammarion.

alfa romeo
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF
GAP
122 R. VAILLANT COUTURIER
93130 NOISY-le-SEC
PANTIN 845-97-67

Toujours souriante
à l'horizon des loisirs
la Suisse —
Mettez le cap sur
cet univers de vacances!

Voyez votre agence de voyages ou:
l'Office National Suisse du Tourisme,
11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. 073 6330



SUISSE
le plus beau pays du monde

après le vôtre

EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN ESPAGNE A L'APPROCHE

Les représentants des partis reconnus et des indépendants pourront faire acte de candidature aux élections prévues en juin

Madrid. — Un conseil des ministres extraordinaire a approuvé, le 15 mars, à Madrid, le décret-loi qui fixe les modalités des prochaines élections générales. Le texte du décret n'est pas encore connu, seul a été diffusé un résumé établi par le gouvernement. Il est difficile de faire une analyse complète, mais à première vue le décret donne aux candidats les garanties normales dans un pays démocratique.

Après quarante années de dictature, les Espagnols vont enfin participer, dans la première quinzaine de juin, à des élections générales. Seront élus trois cent cinquante députés au scrutin proportionnel et deux cent quatre-vingt sénateurs au scrutin majoritaire.

Le déroulement de la campagne et du scrutin sera contrôlé par des conseils électoraux aux différents échelons : Conseil national, conseil provincial (chaque province constitue une circonscription) et conseil de zones. Ces conseils seront présidés par des représentants du pouvoir judiciaire — en sont exclus les fonctionnaires du gouvernement. Ils comprendront des délégués des partis politiques et des collèges électoraux.

Pendant la campagne électorale, d'une durée de vingt et un jours, ces conseils rempliront certaines fonctions qui sont normalement de la compétence des autorités gouvernementales. Il leur appartiendra, par exemple, de donner les autorisations nécessaires pour les réunions électorales, les meetings, la propagande, etc.

Vers la légalisation du parti communiste

Après le scrutin, le gouvernement accordera une subvention aux partis qui auront participé à la compétition : ils recevront une somme proportionnelle aux votes qu'ils auront recueillis. Mais, pour avoir droit à ces avantages, un parti devra recueillir au moins 3 % des suffrages. D'autre part, le gouvernement s'engage à installer des panneaux pour les affiches de propagande. Tous les partis auront accès à la radio et à la télévision officielle, ainsi qu'à la presse officielle (on s'attend que la presse du Mouvement passe aux mains de l'Etat dans les plus brefs délais). L'application du principe d'égalité des chances sera contrôlée par les conseils électoraux.

Trois cent cinquante députés seront élus au congrès selon les modalités suivantes : deux représentants par province plus un représentant pour chaque groupe de 144 500 électeurs. Chaque province sera représentée au Congrès par au moins trois députés. Les grandes villes comme Madrid et Barcelone auront chacune une trentaine de députés. Tous les Espagnols, hommes et femmes, âgés de vingt et un ans sont électeurs et éligibles. Les militaires et les juges en activité ne pourront pas poser leur candidature. Sont également inéligibles les ministres, les hauts fonctionnaires de l'administration et des syndicats.

L'élection des députés se fera par scrutin de liste complète, bloquée et fermée. Des listes de coalition pourront se constituer. Des indépendants pourront également former une liste, à condition qu'elle soit présentée devant

De notre correspondant

le conseil électoral par un millième des électeurs de la circonscription. Cette disposition permettra, le cas échéant, à M. Suarez de présenter ses amis, et au parti communiste de se présenter, même s'il n'est pas légalisé ces prochaines semaines, ce qui est d'ailleurs fort improbable. A Madrid, on attend la légalisation du P.C. pour le 25 mars, après le rapport favorable remis le 14 de ce mois à la Cour suprême par l'avocat au Conseil d'Etat.

Vers un remaniement

Les personnes actuellement inéligibles, en raison des fonctions qu'elles exercent (ministres, etc.), pourront faire acte de candidature, à condition de donner leur démission.

Cette disposition pourrait provoquer un remaniement gouvernemental, car certains ministres voudront vraisemblablement être candidats.

Les sénateurs : quatre par province, cinq pour les provinces insulaires (Baléares et Canaries), et deux pour chacune des places de souveraineté (Ceuta et Melilla), seront élus au scrutin majoritaire.

Il est possible qu'avant les élections disparaissent le secrétariat général du Mouvement (qui constitue un ministère), ainsi que le ministère des relations syndicales. Quant au ministère du travail, il serait scindé en un ministère de la santé et de la sécurité sociale et un ministère du travail et des relations syndicales qui intégrerait bon nombre de fonctionnaires syndicaux.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

Dangereux printemps au Pays basque

De notre envoyé spécial

Saint-Sébastien. — Trois cents étudiants sont restés assis, mardi soir 15 mars, sur les trottoirs, au carrefour de la rue d'Espagne et de la rue Hernani, interrompant la circulation pendant les obsèques de leur camarade, José-Luis Aristizabal, tué dimanche par une balle en caoutchouc tirée par les forces de l'ordre. Mais les funérailles se sont déroulées sans incident en l'église de la Sainte-Famille, en présence de deux mille personnes. La famille de la jeune victime avait fait publier un communiqué demandant que la cérémonie ne soit politisée ni d'un côté ni de l'autre.

Après la messe, pourtant, plusieurs milliers de personnes, des jeunes en majorité, ont tenté de se diriger vers le domicile de la famille Aristizabal. Les manifestants marchaient en silence derrière des banderoles drapées de crêpe noir. Sur la place du Centenaire, le cortège s'est heurté à d'importantes forces anti-émeutes. Pendant que les pourparlers entre le capitaine de

de Saint-Sébastien : « Nous sommes en train de détruire non seulement notre coexistence pacifique, mais encore l'avenir et le prestige de notre cité ».

Mais c'est au niveau des mouvements politiques que l'appel au calme prend sa véritable signification. Le bureau exécutif du parti nationaliste basque réclame fermement au gouvernement de Madrid de tenir ses promesses de libération de tous les prisonniers politiques. Au peuple basque, il demande d'établir une distinction « entre ceux qui bravement s'insurgent pour l'émancipation et ceux qui l'utilisent comme moyen d'agitation à des fins partisans ».

Les journaux locaux ont publié une communication de l'E.T.A. (branche militaire), reprenant, revendiquant un attentat contre le garde civil dont les obusques ont été célébrés lundi à Mondragón. Mais l'Euzkadi Buru Batzarra (bureau politique du P.N.B.) affirme que cet attentat n'a officiellement été revendiqué par aucune organisation politique.

Les jeunes communistes de l'Euzkadi ont, de leur côté, dénoncé les actions meurtrières, qui sont une violation des droits de l'homme provoquée par des forces politiques de droite comme de gauche.

Dans Saint-Sébastien, la vie était à peu près normale mardi soir. Mais des véhicules de la police armée et de la garde civile patrouillaient dans les rues de la cité. Le problème de l'existence même de ces forces a été évoqué lors d'une conférence de presse à la fin du premier congrès socialiste du P.S.O.E. d'Euzkadi, qui vient de se tenir dans la capitale du Guipuzcoa. M. Felipe Gonzalez, après avoir condamné les actes de violence, qu'il a vivement déplorés, a déclaré à leur sujet : « Les forces chargées du maintien de l'ordre existent dans tous les pays, quel que soit leur régime. Elles constituent un élément de l'organisation de l'Etat. Le problème réside dans la forme prise par leur action, qui doit être strictement au service de l'ordre public ».

Pour l'avenir des provinces comme l'Euzkadi, la Catalogne, la Galice, les îles Baléares et les Canaries, le parti socialiste ouvrier espagnol renouvellera son statut fédéral dans le cadre de l'Etat espagnol.

LEO PALACIO.

Italie

DIVERGENCES AU SEIN DU P.C.

(Suite de la première page.)

M. Amintore Fanfani, président du Sénat, en avait fait autant la veille à titre personnel.

C'est une volonté assez claire de montrer aux autres forces politiques qu'elle reste le parti dominant et que le cabinet de M. Andreotti dépend d'elle avant de dépendre « de la majorité des obtentions ».

Chez les communistes, des divergences apparaissent au grand jour. Le comité central du P.C.I., réuni à Rome pour étudier le chômage des jeunes, a prolongé ses travaux. On y a entendu le 15 mars un dirigeant de premier plan, M. Giorgio Amendola, reprendre à son compte l'idée selon laquelle les syndicats ont trop bien défendu les salaires et du fait même, négligé les chômeurs. « Les syndicats, a-t-il dit, ont pris en charge les intérêts des travailleurs au détriment des chômeurs parmi lesquels les femmes sont la majorité. (...) Il n'y a pas deux Italie. » M. Amendola critique aussi bien le « corporatisme » de certains ouvriers que l'« extrémisme » de beaucoup de jeunes.

Pour lui, il ne faut pas seulement isoler les franges violentes du « mouvement étudiant », mais s'en prendre à l'ensemble de ce mouvement, qui défend des « positions fausses ».

L'inquiétude de M. Amendola l'amène à juger « inopportune, pour le moment, une modification d'attitude de la part du P.C.I. » vis-à-vis du gouvernement. Ce serait, selon lui, « favoriser le dessein de la droite », qui cherche à provoquer une crise pour « faire revenir le pays en arrière ».

Ces idées ne sont pas partagées par d'autres dirigeants communistes comme M. Giancarlo Pajetta. Le « ministre des affaires étrangères » du P.C.I. voit dans les « retards et les incertitudes » du moment « l'inévitable conséquence de l'obstructionnisme au gouvernement », et il précise : « Nous ne sommes pas au gouvernement, nous jugeons même ce gouvernement inadéquat pour répondre aux besoins du pays. » Allant dans le même sens, un autre responsable du P.C.I., M. Gerardo Chiaromonte, estime que « les très graves événements des derniers jours rendent urgent un pas en avant sérieux », dans le sens d'une participation directe des communistes au pouvoir.

Ce pas en avant, certains membres du P.C.I. voudraient le faire dans l'autre sens : selon eux, le parti doit regagner l'opposition avant qu'il ne soit trop tard.

ROBERT SOLÉ.

bravo la 12

469 F* par mois



Pour partir en Renault 12, il vous suffit de verser un loyer mensuel modéré, payable d'avance, ainsi qu'un dépôt de garantie récupérable ** en fin de contrat.

Ce dépôt peut éventuellement être constitué par la reprise de votre véhicule actuel. En fin de contrat, vous pourrez choisir en toute liberté :

- soit acheter la voiture, pour un montant égal à votre dépôt de garantie, dans le cas où aucune nouvelle sortie d'argent,
- soit renoncer à cet achat, rendre la voiture et récupérer votre dépôt de garantie initial.

* Modèle	Prix catalogue au 28/2/77	Dépôt de garantie récupérable	Mensualités pendant 4 ans
Renault 12L	23700 F	2300 F	469 F la 1 ^{re} année 661 F la 2 ^e année 718 F la 3 ^e année et la 4 ^e année*

Option d'achat à la fin de la 4^e année : 2300 F, soit un prix total d'acquisition de 33 092 F T.T.C. (barème au 15/03/77). L'option d'achat peut également être levée en fin de 2^e ou 3^e année. Votre concessionnaire Renault vous donnera toute précision à ce sujet.

** Le véhicule devant être en bon état de fonctionnement et d'entretien, conformément aux normes argus.

RENAULT 12

Renault préconise elf

Veuillez me faire parvenir sans engagement, toute information concernant les diverses possibilités de financement de la Renault 12

Nom _____

Adresse _____ N° _____

Code Postal _____ Ville _____

Retourner ce bon à Renault-Informations BP 142 / 92106 Boulogne-Billancourt.

Grèce

CENT QUARANTE MILLE SALARIÉS SONT EN GRÈVE

Athènes (A.F.P.). — Les trente mille employés et ouvriers de l'Office grec des télécommunications ont entamé lundi 16 mars une grève de trois jours. Mardi, les trolleybus d'Athènes se sont également mis en grève, ainsi que les soixante-dix mille ouvriers du textile.

Depuis samedi et pour trois jours, d'autre part, les conducteurs de train ont arrêté le travail, alors qu'à Salonique le personnel des hôpitaux prévoit une grève de quarante-huit heures.

Quant à la grève du personnel enseignant des écoles secondaires publiques, elle est entrée lundi dans sa troisième semaine. Celle du personnel des écoles privées est prolongée d'une semaine.

Au Pirée, plus de quatre-vingts cargos attendent d'être déchargés. Depuis trois semaines, une grève des dockers a peu à peu frappé de paralysie ce port, l'un des principaux de la Méditerranée orientale.

On estime à environ cent quarante mille le nombre actuel des grévistes de toutes catégories en Grèce.

دستمان النخيل

EUROPE

DE LA PREMIERE CONSULTATION NATIONALE

Du Movimiento au mouvement

(Suite de la première page.)

C'est à ces bien-pensants désemparés que s'adresse évidemment en priorité l'Alliance populaire de M. Manuel Fraga Iribarne, ancien ministre de l'Information du général Franco et premier ministre de l'insularité de la monarchie. M. Fraga est d'un tempérament trop autoritaire pour que le libéralisme dont il se réclame depuis plusieurs années déjà ne doive pas être compris comme un piège. « musclé », A ses côtés, M. Laureano Lopez Roda, ambassadeur à l'Onu, et M. Fraga, porte la caution d'un économiste dont le nom a été associé comme commissaire au Plan puis comme vice-président du conseil, à la spectaculaire croissance qu'il a fait de l'Espagne insulaire d'il y a un demi-siècle, le dilemme puissance industrielle du monde.

De l'avoué général, l'Alliance populaire est devenue l'une des principales forces qui se préparent à affronter des élections en principe législatives et en fait constituantes, dont le premier ministre, M. Adolfo Suarez, a promis qu'elles se dérouleront avant le 30 juin. L'ambition de l'Alliance est, à première vue, paradoxale puisqu'elle tend à non de moins qu'à faire ratifier par le peuple souverain la prolongation, pour l'essentiel, d'un système qui lui a été imposé par la force. Elle ne manque pourtant pas d'atouts. Outre le poids de l'inconnu qu'éprouvent beaucoup de socialistes de l'ordre moral, la dégradation rapide de la situation économique impressionne d'autant plus que le pouvoir, comme l'opposition démocratique, paraissent d'accord pour renvoyer après les élections des mesures d'austérité qui s'imposent à l'évidence. Or il y a plus d'un million de chômeurs, l'inflation se maintient aux environs de 20 % par an, le taux de couverture des importations est inférieur à 50 %, la misère des salaires versés représente plus de la moitié du revenu national, le paysanerie excédée barre les routes. Les dirigeants de l'Alliance populaire se donnent les gants de poser aux gens sérieux, face aux « gentils amateurs » qui seraient, selon eux, les membres du gouvernement actuel, auxquels ils reprochent de compromettre, par leurs initiatives inconsidérées, le prestige du roi, puisque aussi bien M. Suarez, à entendre tel ou tel de ses conseillers, ne serait toujours, en fait, que le « secrétaire » du souverain.

C'est un procès bien rapide fait à un homme qui doit tout, certes, à Juan Carlos, mais qui, pour cette

raison même, cherche par tous les moyens à placer la monarchie au-dessus des partis. Il n'y aurait pas d'autre explication au refus du premier ministre de trancher lui-même l'épineuse question de la légalisation du parti communiste et de renvoyer la décision au tribunal suprême. En fait, nous a-t-on dit de divers côtés, dans cette Espagne où la séparation des pouvoirs n'existe même pas en théorie, le tribunal est aux ordres du gouvernement, et si celui-ci, comme on a toutes les raisons de le penser, souhaite la légalisation, il aura satisfaction, même si les magistrats n'apprécient guère — ils l'ont fait savoir — de se voir transférer cette responsabilité. L'idée de M. Suarez serait de dégrader ainsi celle du roi et la sienne propre, en la laissant assumer par une cour dont le président a eu sa famille massacrée pendant la guerre civile par les républicains, et auquel on ne pourra donc pas reprocher de complaisance systématique vis-à-vis de ces « marxistes » dont les mains, aux yeux de la grande majorité des Espagnols, demeurent pleines de sang.

Une politique des petits pas

Le premier à savoir est M. Carrillo lui-même que la Phalange accuse d'avoir ordonné l'assassinat à Barcelone, en novembre 1936, de plusieurs milliers de prisonniers nationalistes. Le secrétaire général du P.C.E. a démenti catégoriquement ces imputations, en invoquant des arguments qui paraissent « a priori » l'innocenter, mais le fait est que les sondages les plus récents ne donnent à ses candidats que de 6 à 7 % des voix. Dans ces conditions, l'interdiction du parti serait évidemment une erreur politique, d'autant plus difficile à justifier que le gouvernement compte introduire la proportionnelle régionale pour les élections à la Chambre basse. Empêcher le P.C.E. de présenter des candidats ne pourrait que fausser les résultats, à supposer même que dans ce cas les autres partis de l'opposition démocratique, et notamment le parti socialiste ouvrier « rénové », de Felipe Gonzalez, qui a les faveurs de la Deuxième Internationale socialiste, ne décident pas de boycotter les urnes. En tout cas, pour le moment, on voit à la possibilité d'un succès marquant d'un parti communiste dont la stratégie est uniquement à long terme, dans la mesure où il lui faut d'abord réaccoutumer les Espagnols à son existence. Ce qu'il ne peut faire, selon M. Carrillo, qu'en adoptant dans tous les domaines une attitude « responsable » — quitte à s'exposer ainsi aux attaques de l'ultra-gauche, toujours très vivantes dans un pays où anarchisme et trotskisme prospèrent à la volée de la guerre civile.

Il lui faudrait davantage cependant pour désarmer les présumptions d'hommes qui continuent de voir les rouges avec les yeux d'un Franco ou d'un Carrero Blanco. Or ils sont nombreux, non seulement dans les organisations d'extrême droite, comme les « *guerrilleros du Christ-Roi* », mais aussi dans certains secteurs de l'armée et de la police. Personne n'en est plus conscient que le chef du gouvernement dont le souci principal est de ne laisser s'ouvrir aucun hiatus dans la légitimité, pour ne pas fournir le moindre prétexte à ceux qui rêvent d'un coup d'Etat. Aussi bien jusqu'à présent a-t-il réussi à faire ratifier par les Cortes du franquisme toutes les mesures prises pour substituer au franquisme un régime qui ne lui ressemble pas plus que celui de M. Caramanlis à la fin des colonies grecs.

Une telle politique ne peut être menée qu'à petits pas. On traite avec les syndicats « clandestins », mais on ne rétablit pas la liberté syndicale. On débâte l'abolition des tranches après l'avoir laissé s'ac-

compter cinq millions, seulement qui fient les journaux et qui ont donc un minimum d'accès au débat d'idées. Les dix-sept millions d'autres se contentent de regarder la télévision. Or celle-ci n'a pour ainsi dire pas changé par rapport au vieux temps. La loi électorale permet que les Etats y servent totalement libres pendant la campagne. Acceptations en l'augure.

Le drame basque

A plus forte raison semble-t-il difficile que les éléments conservateurs, héritiers d'un régime qui a délibérément ignoré, pendant quatre décennies, les problèmes régionaux, soient capables d'accomplir les actes révolutionnaires nécessaires pour faire la paix avec les séparatistes. Du côté catalan, il est vrai, la situation s'est détendue, même si certains gestes du pouvoir, de portée surtout théorique, font sourire les catalanistes. Ce n'est pas parce que le mot « généralité », par lequel on désignait, sous la République, le gouvernement catalan, a fait sa réapparition au-dessus du nom de la députation provinciale, que l'autonomie a été restaurée. Du moins le catalan a-t-il retrouvé droit de cité — cinq mille livres ont été publiées en cette langue, en 1976, à Barcelone. Même dans les milieux de gauche, volontiers sceptiques à l'égard des intentions du gouvernement, on s'écartera pas la possibilité d'une solution satisfaisante. On entend pourtant exprimer, tel ou tel, le crainte que, la province volont plus à gauche que les reste de l'Espagne, un conflit ne puisse éclater entre Madrid et Barcelone après les élections. Une situation de ce genre s'était présentée en 1934, où l'on avait vu le gouvernement légal de la Catalogne appuyer l'insurrection des Asturies. Ce souvenir n'a pas peu pesé dans le déclenchement de la guerre civile.

Quatre-vingts partis

Mais que se passera-t-il s'il n'y a pas d'engagement au préalable ? Le peuple espagnol est en pleine confusion. Plus de quatre-vingts partis, de dimension nationale ou régionale, dont la moitié pour la seule Catalogne, s'appellent à solliciter ses voix. Beaucoup ne sont séparés que par des nuances ou des rivalités de personnes. Certains courants, à la tête desquels on trouve pourtant des hommes prestigieux, ont des idéologies si éloignées que s'agitent pas à présenter des candidats partout. C'est le cas notamment de la démocratie chrétienne. De toute façon, sur vingt-deux millions d'électeurs appelés à s'inscrire, on en

compte cinq millions, seulement qui fient les journaux et qui ont donc un minimum d'accès au débat d'idées. Les dix-sept millions d'autres se contentent de regarder la télévision. Or celle-ci n'a pour ainsi dire pas changé par rapport au vieux temps. La loi électorale permet que les Etats y servent totalement libres pendant la campagne. Acceptations en l'augure.

Le drame basque

A plus forte raison semble-t-il difficile que les éléments conservateurs, héritiers d'un régime qui a délibérément ignoré, pendant quatre décennies, les problèmes régionaux, soient capables d'accomplir les actes révolutionnaires nécessaires pour faire la paix avec les séparatistes. Du côté catalan, il est vrai, la situation s'est détendue, même si certains gestes du pouvoir, de portée surtout théorique, font sourire les catalanistes. Ce n'est pas parce que le mot « généralité », par lequel on désignait, sous la République, le gouvernement catalan, a fait sa réapparition au-dessus du nom de la députation provinciale, que l'autonomie a été restaurée. Du moins le catalan a-t-il retrouvé droit de cité — cinq mille livres ont été publiées en cette langue, en 1976, à Barcelone. Même dans les milieux de gauche, volontiers sceptiques à l'égard des intentions du gouvernement, on s'écartera pas la possibilité d'une solution satisfaisante. On entend pourtant exprimer, tel ou tel, le crainte que, la province volont plus à gauche que les reste de l'Espagne, un conflit ne puisse éclater entre Madrid et Barcelone après les élections. Une situation de ce genre s'était présentée en 1934, où l'on avait vu le gouvernement légal de la Catalogne appuyer l'insurrection des Asturies. Ce souvenir n'a pas peu pesé dans le déclenchement de la guerre civile.

Quatre-vingts partis

Mais que se passera-t-il s'il n'y a pas d'engagement au préalable ? Le peuple espagnol est en pleine confusion. Plus de quatre-vingts partis, de dimension nationale ou régionale, dont la moitié pour la seule Catalogne, s'appellent à solliciter ses voix. Beaucoup ne sont séparés que par des nuances ou des rivalités de personnes. Certains courants, à la tête desquels on trouve pourtant des hommes prestigieux, ont des idéologies si éloignées que s'agitent pas à présenter des candidats partout. C'est le cas notamment de la démocratie chrétienne. De toute façon, sur vingt-deux millions d'électeurs appelés à s'inscrire, on en

compte cinq millions, seulement qui fient les journaux et qui ont donc un minimum d'accès au débat d'idées. Les dix-sept millions d'autres se contentent de regarder la télévision. Or celle-ci n'a pour ainsi dire pas changé par rapport au vieux temps. La loi électorale permet que les Etats y servent totalement libres pendant la campagne. Acceptations en l'augure.

Le drame basque

A plus forte raison semble-t-il difficile que les éléments conservateurs, héritiers d'un régime qui a délibérément ignoré, pendant quatre décennies, les problèmes régionaux, soient capables d'accomplir les actes révolutionnaires nécessaires pour faire la paix avec les séparatistes. Du côté catalan, il est vrai, la situation s'est détendue, même si certains gestes du pouvoir, de portée surtout théorique, font sourire les catalanistes. Ce n'est pas parce que le mot « généralité », par lequel on désignait, sous la République, le gouvernement catalan, a fait sa réapparition au-dessus du nom de la députation provinciale, que l'autonomie a été restaurée. Du moins le catalan a-t-il retrouvé droit de cité — cinq mille livres ont été publiées en cette langue, en 1976, à Barcelone. Même dans les milieux de gauche, volontiers sceptiques à l'égard des intentions du gouvernement, on s'écartera pas la possibilité d'une solution satisfaisante. On entend pourtant exprimer, tel ou tel, le crainte que, la province volont plus à gauche que les reste de l'Espagne, un conflit ne puisse éclater entre Madrid et Barcelone après les élections. Une situation de ce genre s'était présentée en 1934, où l'on avait vu le gouvernement légal de la Catalogne appuyer l'insurrection des Asturies. Ce souvenir n'a pas peu pesé dans le déclenchement de la guerre civile.


Quatre-vingts partis

Mais que se passera-t-il s'il n'y a pas d'engagement au préalable ? Le peuple espagnol est en pleine confusion. Plus de quatre-vingts partis, de dimension nationale ou régionale, dont la moitié pour la seule Catalogne, s'appellent à solliciter ses voix. Beaucoup ne sont séparés que par des nuances ou des rivalités de personnes. Certains courants, à la tête desquels on trouve pourtant des hommes prestigieux, ont des idéologies si éloignées que s'agitent pas à présenter des candidats partout. C'est le cas notamment de la démocratie chrétienne. De toute façon, sur vingt-deux millions d'électeurs appelés à s'inscrire, on en

L'ÉCOLOGIE CHEZ ROBERT LAFFONT


Vient de paraître Erik P. Eckholm **LA TERRE SANS ARBRES** La destruction des sols à l'échelle mondiale Dans la même série Peter Stiegele et Otto Klee **PLUS D'EAU POTABLE POUR DEMAIN ?** Noël Mostert **LES SUPER-TANKERS** Menace sur les océans Dr R. Reding **SAUVER NOTRE PLANÈTE** Fernand Gigon **LE 400^e CHAT** ou les collines de Manhattan Roger Garaudy **LE PROJET ESPERANCE** Robert Jungk **PARI SUR L'HOMME** L'optimisme comme défi

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 688
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Folies-Champs
75008 PARIS - Cedex 02

Entre Gourmets au Cochon d'Or
"La Côte de Bœuf Sauce Moelle".

An Cochon d'Or
est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.
192, av. Jean-Jaurès - Paris 19^e.
Tél. 607.23.13.

VOITURES D'EXPORTATION T.T. SEDAX
3, rue Scheffer, 75016 Paris
727.54.64 + 553.28.51 +
Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda
Toutes marques étrangères

Finlition exportation
Faible kilométrage
Garantie usine
Toutes possibilités de crédit-leasing
EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H.
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIERE

La Carte American Express est honorée par des milliers de restaurants.

En France. Et à l'étranger.
AMERICAN EXPRESS

L'AVENTURE DANS UN PAYS INSOLITE LE Y ÉMÉN
Des vols à 1.500 F
Nos expéditions à partir de 2.700 F
Un guide : 15 F
LES SEYCHELLES
Vols avec Vercochka Ketch de 13 m.
Pêche au gros sur des bateaux spécialement équipés.
Les plages étendues.
Transparence de 250 km Seychelles vous attendent.
Une semaine, vol + vols en plongée à partir de 3.250 F.
ILE MAURICE
Découvrez et repartez hors du commun vol et séjour à partir de 3.500 F.
Même si vous rêvez d'autres horizons, passez nous voir au téléphone-maison.
544-21-99 et 544-20-43
PASSEPORT
61, rue de Valenciennes, 75006 PARIS Lits. A 209
Métro : Bercy

Entre Gourmets chez Charlot 1^{er} Merveilles des Mers
"Le Loup Grillé au Fenouil".

Charlot 1^{er} Merveilles des Mers
est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.
128 bis, bd de Clichy - Paris 18^e.
Tél. 522.47.08.

A proximité de Toulon, un exemple intéressant d'habitat sauvegardant l'environnement.
Jouissant d'un climat particulièrement clément, la région toulonnaise bénéficie encore d'opportunités immobilières attrayantes pour ceux qui désirent y vivre en permanence, y passer des vacances ou encore y investir.
Nous y avons rencontré l'un de ces promoteurs, fanaliques de l'environnement qui a su remarquablement bien concilier les impératifs de construction moderne avec la protection des sites.
C'est une dame, active, passionnée, amoureuse de sa pinède : "J'ai le culte de la Nature. Aussi, tout a-t-il été fait pour l'épargner malgré certains cas, on a ébranché, dévié les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver ça et là quelques arbres que le bon sens aurait incité à sacrifier".
Le charme du petit port de Saint-Mandrier.
Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors la

la Pinède Saint-Georges
Studios, 2, 3 et 4 pièces
Livraison printemps 1977
Possibilité de location.
Renseignements et vente sur place (7 jours sur 7).
Tél. 04-92-59-52
En un mot, tout ce qu'il faut pour vivre heureux, à la méditerranéenne.
La seconde tranche de la Pinède Saint-Georges est très avancée. L'appartement-témo attend les visites. Pourquoi pas la vôtre ?
Pour recevoir notre documentation gratuite en couleur, envoyer ce bon à SOGERIM - 47, av. Hoche - 75008 Paris - Tél. 924 45 63
Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

POLITIQUE

Les élections municipales

PARIS : M. d'Ornano désavoue M. Tolu (C.D.S.) qui se maintient contre M. Couve de Murville

La seule liste « communiqué » de la majorité, conduite par M. Frédéric-Dupont, ayant été réélue dans le premier tour dans le 7^e arrondissement, il reste 103 postes de conseillers municipaux, sur 109, à pourvoir à Paris. L'application de la dure règle qui élimine les listes n'ayant pas atteint au premier tour 12,5 % des inscrits, et la pratique, dans chacun des deux camps en présence, du désistement en faveur du mieux placé, ont considérablement réduit le nombre des concurrents pour le 20 mars. Il n'y a plus que 33 listes en lice, au lieu de 149 le 13 mars, et 201 candidats au lieu de 875. L'union de la gauche applique sans exception la discipline du désistement. Sur les dix-sept secteurs en ballottage, elle est présente dans quinze et éliminée dans les 8^e et 16^e arrondissements, en raison de la faiblesse de ses résultats au premier tour. Les communistes sont en tête dans les 1^{er}, 4^e, 10^e, 11^e, 13^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements ; les socialistes dans les 2^e, 3^e, 5^e, 6^e, 9^e, 12^e, 14^e, 15^e et 17^e.

Dix duels opposeront les listes parrainées par M. Chirac à la gauche dans les 1^{er} et 4^e arrondissements, les 5^e, 6^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e et 17^e. Cinq duels opposeront les listes parrainées par M. d'Ornano dans les 2^e et 3^e arrondissements et les 12^e (M.M. Planchet et de Bénouville), 18^e, 19^e et 20^e.

Dans le 8^e arrondissement — et ce fut la surprise de la soirée du dépôt des candidatures pour le second tour — la liste d'Ornano, conduite par M. Tolu, conseiller sortant, C.D.S., s'est maintenue contre celle de M.M. Couve de Murville, député R.P.R., et Bourguin, C.N.I., soutenue par M. Chirac, contrairement aux accords négociés le matin même par le président du R.P.R. et le ministre de l'Industrie.

Les pressions amicales des dirigeants du C.D.S. et notamment de M. Lecanuet, la démarche de M. d'Ornano lui-même, n'ont pas fait revenir M. Tolu sur ses intentions. M. Tolu considère que l'absence d'un danger de gauche

dans le 8^e arrondissement — par élimination — l'autorise à se présenter et à offrir un véritable choix aux électeurs plutôt que de laisser une seule liste en lice.

Les menaces de mesures de rétorsion dans le 18^e arrondissement, où M. Chirac aurait pu rendre la pareille en maintenant sa liste contre celle de M. d'Ornano, ou dans d'autres secteurs en s'abstenant de concrétiser le désistement au moment du vote, notamment dans le 15^e arrondissement, où se présente M. d'Ornano, n'ont pas davantage fait fléchir M. Tolu. Celui-ci a été désavoué, mercredi, par M. d'Ornano, dans une lettre que le ministre de l'Industrie a adressée à M. Couve de Murville.

Dans le 15^e arrondissement, Mme François Giroud se retire en face de la liste conduite par Mme de Hautecloque, en précisant : « En maintenant ma liste au deuxième tour, j'aurais trahi les engagements pris. En la retirant, je les respecte. »

Les candidats jacobins ne donnent aucune

consigne de vote, mais invitent les électeurs à ne céder ni aux tentes ni aux chantages d'où qu'ils viennent.

La gauche, éliminée par la règle des 12,5 % dans les 8^e et 16^e arrondissements, espérait pouvoir se présenter quand même en estimant que la présence d'une seule liste lui nuirait en droit. (Cette éventualité ne se présente que dans le 18^e arrondissement.)

L'administration a refusé des inscriptions affirmant que la loi ne prévoit un tel « rattrapage » que dans le seul cas où une seule liste atteint ou dépasse au premier tour la barre d'élimination de 12,5 % des inscrits. Les représentants de l'union de la gauche ont été déçus de porter le différend devant le tribunal administratif.

On trouvera ci-dessous, par secteur, les listes en présence au second tour et, ensuite, les réflexes des résultats des autres tests au premier tour. — A. L.

Les listes en présence au second tour de scrutin

1^{er} SECTEUR (4 sièges), 1^{er} et 4^e arrondissements.
Gauche : M.M. Bidjeck, M. Hamon (7881) ; Chirac : M. Krieg, dép. c. s. R.P.R., C.N.I. (16559).

D'Ornano (5315) ; écol. (2187) ; ext. g. (778) ; Jobert (380) ; Le Pen (376) ; apol. (220) ; royal. (127).

2^e SECTEUR (4 sièges), 2^e et 3^e arrondissements.
Gauche : M.M. Dayan, P.S. ; Dabedès ; Lang (7885) ; d'Ornano ; M.M. Dominati, dép. c. s. ; Finalet et Jonville, c. s. R.I. ; Gailard, C.D.S. (7777).

Chirac (2947) ; écol. (2271) ; ext. g. (698) ; Le Pen (404) ; Jobert (1879) ; apol. (138) ; royal. (78) ; Paris pour tous (0).

3^e SECTEUR (4 sièges), 5^e arrondissement.
Chirac, M. Chirac, dép. prés. du R.P.R. ; Dohet, dép. c. s. R.P.R. ; Roux, c. s. R.P.R. ; gauche, Mme Goldet, P.S. (222).

D'Ornano (4179) ; écol. (4107) ; ext. g. (1826) ; Jobert (460) ; Le Pen (1371) ; Don Quichotte (223) ; les femmes dans la cité (236) ; royal. (51).

4^e SECTEUR (4 sièges), 6^e arrondissement.
Chirac, M.M. Bas, dép. c. s. R.P.R. ; Collet, R.P.R. ; Dohet, c. s. m.l. prés. (8508) ; gauche, M. Barraud, P.S. (5215).

D'Ornano (5069) ; écol. (13235) ; Jobert (476) ; ext. g. (444) ; Le Pen (356) ; royal. (188).

5^e SECTEUR (4 sièges), 8^e arrondissement.
Chirac, M.M. Couve de Murville, dép. R.P.R., Bourguin, C.N.I. (7411) ; d'Ornano, M. Tolu, c. s. C.D.S. (5272).

Gauche (2945) ; écol. (1887) ; Le Pen (462) ; Jobert (431) ; ext. g. (256) ; apol. (1207) ; royal. (156).

7^e SECTEUR (4 sièges), 9^e arrondissement.
Chirac (Mme Kasperik, dép. c. s. R.P.R. ; Mme Nebout, rad. (9510) ; Gauche (M. Reggiani, P.S. (4447).

D'Ornano (4211) ; écol. (1592) ; Apol. (972) ; ext. g. (643) ; Républicains démocrates indépendants (585) ; Le Pen (439) ; royal. (71).

8^e SECTEUR (4 sièges), 10^e arrondissement.
Gauche : M.M. Lhostis, c. s. P.C. ; Luchaire, M.R.G. ; Moussé, P.S.U. (11730) ; Chirac : M.M. Marcus, dép. c. s. R.P.R. ; Cros, c. s. R.P.R. ; C.N.I. (10300).

D'Ornano (5349) ; écol. (2561) ; ext. g. (1813) ; Le Pen (711) ; Jobert (648) ; apol. (208) ; royal. (107).

9^e SECTEUR (4 sièges), 11^e arrondissement.
Gauche : M.M. Berlemont, c. s. P.C. ; Sarra, c. s. P.S. ; Wios, c. s. P.C. (2248) ; Chirac : M. Fanton, dép. R.P.R. (13649).

D'Ornano (5989) ; écol. (4998) ; ext. g. (1705) ; Le Pen (1137) ; Jobert (130).

10^e SECTEUR (9 sièges), 12^e arrondissement.
Gauche, M. Bouls, P.S. (11983) ; 12^e union, M. Planchet, c. s. R.P.R., C.D.S., R.I., rad. ; M. de Bénouville, dép. app. R.P.R. (13973).

Chirac (13596) ; écol. (15824) ; ext. g. (1969) ; Jobert (1399) ; Le Pen (9911).

11^e SECTEUR (7 sièges), 13^e arrondissement.
Gauche, Mme Vognet, c. s. P.C. ; Moulinet, c. s. P.S. ; Mme Delbos, c. s. P.C. ; M. Benassaya, c. s. P.S. (28275) ; Chirac : M. Avice, R.P.R. ; C.N.I. (13580).

D'Ornano (5641) ; écol. (7170) ; ext. g. (2284) ; Jobert (1430) ; Le Pen (935) ; royal. (224).

12^e SECTEUR (7 sièges), 14^e arrondissement.
Gauche : Mme Parmentier, P.S. ; M. Schwartzberg, M.R.G. ; M. Bourdet, P.S.U. (19130) ; Chirac : M. de La Malène, dép. c. s. R.P.R. ; centriste, M. Dangles, c. s. R.P.R. ; M. de Saevsky, c. s. R.P.R. (15415).

D'Ornano (11236) ; écol. (8002) ; ext. g. (2071) ; Jobert (1137) ; Le Pen (759) ; royal. (184).

13^e SECTEUR (11 sièges), 15^e arrondissement.
Chirac : Mme de Hautecloque, dép. c. s. R.P.R. ; M. Marotte, dép. c. s. R.P.R. ; Chéroux, c. s. R.P.R. ; Roux, dép. c. s. R.P.R. ; Rocher, c. s. R.P.R. ; Vell, c. s. C.N.I. ; Debrion, c. s. R.P.R. (2773) ; gauche : M. Rocque, P.S. ; M.R.G. ; P.C. ; M. R.-V. Pihes (26026).

D'Ornano (21274) ; écol. (9461) ; ext. g. (15231) ; Jobert (3320) ; Le Pen (1703).

14^e SECTEUR (9 sièges), 16^e arrondissement.
D'Ornano, M.M. Lépine, c. s. C.D.S. ; Mesmin, dép. c. s. C.D.S. ; Mme Marechal, c. s. C.D.S.

M. Sarre : nous aurons le concours de la plupart des abstentionnistes et des écologistes

Au cours d'une conférence de presse réunie mardi 15 mars, M. Georges Sarre, candidat socialiste à la mairie de Paris, a déclaré qu'en 1977, dans la capitale, la gauche avait gagné de dix à quinze points entre les deux tours. « La gauche a des réserves, a-t-il dit, la droite a déjà épuisé ses réserves. La mauvaise politique de la campagne, par les querelles de la droite, a fait passer au second plan le véritable débat, celui du maître-mot de Paris. Cela se traduit par le pourcentage élevé d'abstentions et par les voix qui se sont portées sur Paris-Ecologie. »

« Ceux qui ont voté pour les écologistes ont revoté pour plus grande qualité de la vie. Par

M. FISZBIN : peuvent-ils faire oublier le passé ?

M. Henri Fiszbin, député communiste, candidat à la mairie de Paris, a déclaré, mardi 15 mars : « M.M. Chirac et d'Ornano tiennent d'annoncer officiellement qu'ils ont remis leur prétendue opposition et proclamé leurs retournements sous les auspices de la majorité giscardienne. Ils ne craignent pas de se réclamer de la droite d'une société de liberte pour motiver leur désistement réproché et appeler à reconduire la majorité sortante. »

« Après avoir laissé en toute impunité Chirac et d'Ornano monstrositément agressifs, l'opposition donne des ordres pour réprimer l'attachement à Paris. »

« M. Mitterrand participera à des manifestations de soutien aux candidats socialistes dans les onzième et dix-huitième arron-

cette affirmation collective, ils ont aujourd'hui acquis une responsabilité politique. C'est à eux de se prononcer sur le président de la République, le béton, toutes les nuisances, sont la conséquence d'un pouvoir incarné par des hommes qui réalisent de la démagogie et se livrent à une grotesque entreprise de récupération. C'est pour-quoi nous savons que le deuxième tour va concrétiser la poussée de la gauche à Paris. C'est pourquoi nous savons que la possibilité d'enlever Paris à la droite reste ouverte. Nous aurons le concours de la majorité des abstentionnistes et des Parisiens qui, par leur vote, ont marqué l'importance des problèmes écologistes parce que les uns et les autres savent que nous sommes les seuls à pouvoir concrétiser leurs aspirations. »

M. Sarre a conclu : « M. d'Ornano termine son équipe dans une impasse. Ce fait constitue un camouflet pour le président de la République, qui est d'ores et déjà, et quoi qu'il arrive au deuxième tour, le vaincu de ce scrutin. L'évidence, pour tout le monde, c'est le grand danger que représente Chirac pour Paris. (...) Partout, la droite réelle : Paris doit vibrer à l'union du pays. Jacques Chirac ne passera pas. »

LE MEETING DE LA GAUCHE AURA LIEU A LA PORTE DE PANTIN

Le P.C.F., le P.S., le Mouvement des radicaux de gauche, le P.S.U. et les socialistes d'opposition appellent à un meeting, vendredi 18 mars, « pour le succès de la gauche à Paris », placé sous la présidence de M.M. Henri Fiszbin et Georges Sarre.

Ce meeting, auquel participeront M. Michel Mousel, secrétaire national du P.S.U., le général François Binoche, coprésident du Front progressiste (gauche d'opposition), M.M. Robert Fabre, Georges Marchais et François Mitterrand, se tiendra, à 20 h 30, à la Villette, porte de Pantin.

CORRESPONDANCE

M. Olivier de Bazouguère, de Paris-16^e, nous écrit :

« Ils vivent à l'âge des experts ! Ces spécialistes qui auraient pu croire un téléopérateur martien dans son fauteuil face aux tribunes-salées électorales qui sévissent en France depuis peu. Las, le pauvre électeur, lui, les oreilles bourdonnantes et les yeux fatigués par les sondages divers, les commentaires autorisés périphériques, écrits, télévisés — ceux du réveil, ceux du café, ceux de la tisanne — une fois son devoir accompli derrière le rideau de l'isolement, comment osera-t-il de se retrouver à tout seul, face à son âme et à sa conscience, doit affronter le plus grand des fléaux : l'après. »

« La vie nous apprend qu'avant tout, on prend, puisque justement l'on est avant : assauts, originalité, dynamisme, imagination, tout est autorisé. »

Après, c'est toujours le retour à la réalité, la fin du rêve, et c'est souvent difficile. En tous les cas, désagréable. Ainsi, on compte, et nous les avons dénombrés si souvent :

— Les spécialistes du « début d'après », qui, une minute voire une seconde après la clôture, sont pris d'un délire verbal qui semble vouloir arrêter le temps tant la précipitation les emporte.

— Les chevaliers du « milieu d'après », ceux-ci raisonnent, sur quelques bribes de réalités. Nous nous éloignons là de la passion littérarisée.

— Et puis, enfin, et surtout, les rois de l'« après-après », dont l'empereur est sans nul doute le ministre d'Etat, sublime acteur qui

Une soirée d'experts

veut à tout prix nous donner l'air de ceux qui, sans cesse le champ va de ses papiers au sommet de ses lunettes, sans regarder les vilains micros.

En fait ce qui est grave, ce n'est pas la mise en scène, mais bien — malheureusement — le livret.

Ainsi, que penser du monceau, du tissu, de l'océan d'inepties, de contre-vérités, de barbarismes que l'on se voit asséner et envers lesquels, assommés, par l'avant, le devoir malgré tout accompli, nous ne trouvons plus les forces de réagir.

« Ils se comparent ce qui — par essence même — ne peut être composé, comme les scores des politiques dans quelques centaines de communes aux municipales par rapport aux scores de ces mêmes « politiques » aux dernières présidentielles ou aux dernières cantonales dans tout — ou partie du pays — et cela « après ». »

« Avant » ce n'est guère mieux : on ignore délibérément dans la plupart des sondages-simulation-municipalités la structure sectorielle différenciée propre au mode de scrutin. Qu'importe ce que l'on compare pourvu qu'il ait quelque chose à dire.

Quel donc a encore la force, le désir, l'envie de réfléchir un instant de se dire — par exemple — et de le trouver tout seul — que, par le jeu de la bipolarisation, un glissement d'un pour cent de l'électorat dans un sens ou dans un autre, un jour, pourra faire basculer à gauche, ou à droite, la plus grande partie des communes « bloquées » ? Mais que signifie un glissement d'un pour

cent ? Un pour cent par rapport à quoi de plus ou de moins ?

Le temps qui nous était imparti pour réfléchir est écoulé. Revenons à nos témoins — abominables, — l'élite de notre politique politicienne et à leurs : « Je voudrais revenir quelques instants en arrière... » ; Permettez-moi cependant de constater, et vous ne me contredirez pas : « Pour une fois je serai d'accord avec vous, du moins avec la première partie de votre exposé qui se consacre à la définition des objectifs que justament... » ; « Il y a quelque chose qu'on a du mal à comprendre... »

Où, beaucoup de mal.

Prochaine réforme, monsieur le président, et il s'agit d'une réforme en profondeur : créer un diplôme d'Etat d'expert-comptable en analyse politique.

Quelques bases — mais surtout solides — de statistiques, beaucoup de droit administratif, un peu de constitutionnel, énormément de sciences d'autocritique, magnétoscopie, quelques retraites dans la montagne, et, nous en sommes sûrs, nous n'aurons plus (et ce dit sans allusion particulière) tous ces charlots.

HAUTS-DE-SEINE

ISSY-LES-MOULINEAUX. La section du parti socialiste dénonce le fait que M. Mianard, maire sortant, se prétende socialiste, alors qu'il a appelé à voter pour M. Giscard d'Estaing en 1974 et qu'il est exclu du parti socialiste depuis 1971. Le P.S. ajoute que seule la liste conduite par M. Guy Ducloux, député communiste, comporte des représentants du parti socialiste.

M. d'Ornano regrette le caractère « dilatoire » de la réponse de M. Chirac à ses propositions

Après la réponse de M. Chirac jugeant « prématurées » certaines de ses propositions (notamment celle concernant l'attribution du poste de premier adjoint au maire), M. Michel d'Ornano a rendu public mardi après-midi 15 mars une déclaration dans laquelle on lit notamment : « Si j'ai proposé ce matin à M. Jacques Chirac une procédure d'organisation, à l'issue de la ville de la majorité en cas de victoire de celle-ci, c'est d'une part, parce que M. Jacques Chirac avait lui-même publiquement soulevé la question de l'élection du maire de Paris. C'est d'autre part, parce qu'il s'agit non pas d'avantages individuels dérisoires, mais de désistements réciproques — à travers les divers secteurs de Paris — des deux listes de la majorité qui ont obtenu respectivement 26 et 22 % des suffrages des électeurs : il s'agit des voix incertaines vis-à-vis des électeurs, tels qu'ils ont tenu à s'exprimer, de ne pas assurer une représentation équitable des deux listes dans la gestion de la ville de Paris. »

Après avoir rappelé ses propositions (désignation du candidat à la mairie par le groupe le plus important de la majorité, désignation du candidat au poste de premier adjoint par le « groupe minoritaire » et répartition « proportionnelle » des postes de responsabilité), M. d'Ornano ajoutait : « Toute réponse dilatoire serait contraire à la recherche sincère de l'unité de la majorité qui est, depuis l'origine, ma seule préoccupation. »

Au micro de R.T.L., mercredi matin, M. d'Ornano a estimé que M. Chirac avait « tout à fait tort » de rejeter ses propositions « naturelles et modérées ». Il a ajouté : « Il ne me paraît pas possible d'imaginer que quelqu'un qui sera élu avec 26 % de voix recueillies au premier tour par lui-même et le report des 22 % de suffrages qui se sont portés sur mes listes, puisse ignorer ces voix-là et dire : je gère Paris tout seul avec les seules voix du quart de la population parisienne. »

Interrogé sur les propositions que lui avait faites M. d'Ornano mardi 15 mars, M. Jacques Chirac a déclaré qu'il était d'accord avec celle concernant les désistements, ajoutant : « J'ai toujours

proposé un pacte majoritaire en quatre points, comportant notamment l'affirmation claire de désistement automatique en faveur de la liste de la majorité la mieux placée. »

Pour ce qui est de la proposition de M. d'Ornano concernant la désignation du maire et du premier adjoint chargés des finances, M. Chirac avait indiqué : « Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. On ne peut pas se partager des postes germes de la culture à Paris, et c'est ne demandera d'actualité qu'un lendemain du second tour de l'élection. Car, pour le moment, il y a un danger toujours réel de voir de la gauche à Paris, et c'est contre celui-là qu'il faut lutter prioritairement. »

Enfin, en ce qui concerne Mme Girood, M. Jacques Chirac avait estimé que le conflit qui opposait actuellement le secrétaire d'Etat à la culture à certains responsables de la Résistance était un problème de décoration qui ne ressortait qu'à des questions d'honneur. Il a ajouté : « La justice est saine, je n'ai à faire aucun commentaire d'aucune sorte sur cette question. »

Les présidents de groupe de la majorité à Maffignon

M. CHINAUD : il règne partout le meilleur climat d'unité.

Les présidents des trois groupes de la majorité à l'Assemblée nationale, M.M. Claude Lemaire (R.P.R.), Roger Chénouet (R.I.) et Max Lejeune (réf.), qui avaient été reçus à déjeuner, mardi 16 mars, par le premier ministre, ont indiqué qu'ils avaient eu avec M. Raymond Barre les problèmes de la rentrée parlementaire. « L'élection du Parlement européen », a notamment déclaré le président du groupe R.P.R. à sa sortie de l'hôtel Maffignon, ne sera pas la pomme de discorde dans la majorité. » M. Lemaire a néanmoins précisé que cette question n'avait pas été traitée au cours du repas qui réunissait aussi autour de M. Raymond Barre M.M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, et Antoine Rufenacht, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre.

En revanche il a été question, outre les problèmes parlementaires, de l'entretien qui avait eu lieu dans la matinée entre M.M. Chirac et d'Ornano. M. Chénouet a déclaré au sujet de cet entretien : « Les trois présidents de groupe de l'Assemblée nationale s'en réjouissent. Il y a eu d'accord dans Paris le climat d'unité qui a régné partout en province et qui est le meilleur que l'on puisse imaginer. »

M. CHIRAC : priorité aux espaces verts.

En réponse à une série de questions qui lui étaient posées par l'Association pour la protection des villes d'art, M. Chirac a annoncé son intention, s'il est élu maire de Paris, de se saisir des dossiers de cinq projets, envisagés ou en cours, qualifiés de « grands projets de Paris » : le terrain Citroën, la Villette, Vaugirard, esplanade des Invalides, « pour voir dans quelle mesure ils peuvent être accélérés ou que, du moins, une première tranche importante soit ouverte au public. »

M. Chirac indique que pour toutes les grandes opérations de ce genre il donnera la priorité aux travaux de boisement et de plantation. Il se déclare favorable à la création de deux parcs boisés aux Bagnoles et à Bercy et il compte étudier « personnellement » avec la S.N.C.F. « l'affectation des très nombreuses emprises dont elle dispose dans Paris. Je suis certain de pouvoir dégrader ainsi plusieurs dizaines d'hectares pour les équipements sociaux et sportifs », assure-t-il.

وكان الراحل

dans la capitale

L'unité de l'opposition est mieux assurée que celle de la majorité

(Suite de la première page.)

Les relations demeurent tendues à Paris entre MM. d'Ornano et Chirac, bien que l'on n'entende pas dans la capitale qu'une seule bavarde, celle du huitième arrondissement, où M. Tullu, tête de liste d'opposition, a refusé de se dissocier au bénéfice de M. Couve de Murville, R.P.R.

Imposée par la nécessité, l'unité de l'opposition n'est pas pour autant véritablement assurée. L'ancien premier ministre, qui vise la mairie de la capitale, mais regarde bien au-delà et bien plus haut, a accepté le principe des désistements qu'il avait toujours défendus et que ses amis n'ont enfreint dans aucun des dix-sept secteurs en ballottage, mais il a opposé aux propositions de son interlocuteur, tantôt une acrobie ironie, tantôt un souverain mépris. Pas question de « vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué », en d'autres termes, que le maire sera M. Chirac et que son premier adjoint chargé des finances sera M. d'Ornano, pas question de désavouer ceux qui ont attaqué Mme Giroud : « La justice est saine », a répondu sèchement le chef du R.P.R. Je n'ai à faire aucun commentaire d'aucune sorte sur cette question.

M. d'Ornano n'avait plus qu'à déplorer les « réponses dilatoires » qui lui avaient été faites tandis que son ami M. Chirac affirmait de façon assez cocasse qu'il « régnait un peu partout le meilleur climat d'unité » et que les radicaux avaient agi avec une étrange satisfaction du « processus de désescalade » engagé dans la capitale. En vérité la rude « bataille de Paris » n'est pas véritablement terminée et la question qui se pose avant le second tour comme avant le premier est de savoir si elle ne portera pas préjudice un peu partout à la crédibilité des candidats majoritaires.

RAYMOND BARRILLON.

LES QUATRE CANDIDATS A LA MAIRIE DE PARIS AU MAGAZINE « L'ÉVÉNEMENT »

Les quatre candidats à la mairie de Paris, MM. Michel d'Ornano (R.P.R.), Henri Flandrin (P.C.), Georges Sarre (P.S.) et Jacques Chirac (R.P.R.), débattent en direct le jeudi 17 mars, au magazine « L'Événement » de TF1 (qui est avant exceptionnellement à 20 h 30).

Le second tour des élections municipales, et après ? est la question posée par la rédaction de TF1.

Le parti radical approuve pleinement, dans un communiqué, le processus de désescalade en cours à l'instigation de la majorité, et tout particulièrement à Paris : « Hommes d'union et de conciliation, les radicaux, souligne le communiqué, n'ont pas méprisé la possibilité d'un concert d'improvisation et d'innovation qui a caractérisé les élections municipales de 1977 ».

Pour le second tour du scrutin, le parti radical socialiste a appelé les électeurs à voter sans défiance pour les listes de la majorité face aux tenants du programme communiste.

M. Pierre-Christien Tattinger, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, ancien élu à la mairie de Paris, dans le 10^e arrondissement, sur la liste d'Ornano, a lancé le 16 mars dans l'hebdomadaire « l'Économiste » un nouvel appel à l'union de toutes les formations de la majorité : « L'union sera demain nécessaire pour gérer Paris. Comment, déclare-t-il notamment, cette nécessité pourrait-elle être saignée et cohérente et elle se passait dans la passion, dans la suspicion et les arrière-pensées ? Elle l'est aujourd'hui pour gagner. » « Dans de nombreux secteurs, poursuit-il, l'écart demeure très faible. Aucune voix ne doit désertir le camp de la majorité. »

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a désigné M. Jacques Riba comme rapporteur spécial du parti socialiste pour les problèmes des rapatriés.

Le nouveau « Code des communes », dont le Journal officiel a commencé la publication (le Monde du 8 février), est désormais édité sous forme de livre broché par la direction des J.O. L'ouvrage ne comporte pas plus de 150 pages. Il est vendu au prix de 15 francs.

* Direction des journaux officiels, 26, rue Desaix, 75732 Paris Cedex 13.

DANS LE XVIII^e ARRONDISSEMENT M. d'Ornano n'est pas assuré de siéger au Conseil de Paris

Un pied du Sacré-Cœur, sur les pentes de la Butte Montmartre se joue sans doute la plus importante des batailles parisiennes pour le second tour. Deux listes s'affrontent : celle de la majorité, conduite par M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, et celle de l'opposition, conduite par M. Chirac, président du groupe radical indépendant de l'Assemblée nationale, et celle de la gauche, conduite par M. Louis Bachelot, député communiste, et Claude Estier, membre du secrétariat du P.S. Toutes les autres listes ont été éliminées faute d'avoir obtenu un nombre de suffrages exprimés représentant 12,5 % de celui des électeurs inscrits, et notamment celle qui était conduite par M. Jean Le Tac, député R.P.R.

La gauche détient la représentation de ce secteur au conseil de Paris depuis 1965. A l'époque, elle avait enlevé les sièges en raison du refus de nombre d'électeurs communistes et d'extrême droite de voter pour la liste de M. d'Ornano.

C'est dire qu'en outre le courant centriste et les amis de M. Le Tac ont contesté et sont contestés. A deux reprises, ils ont tenté de faire obstacle à la liste d'Ornano, mais ont été défaits. En conséquence, M. Le Tac s'estime de la voir aujourd'hui appeler à l'union sacrée pour barrer la route à la coalition « socialo-communiste ».

« En ce qui me concerne, explique le député R.P.R. de Clignancourt (20^e circonscription), je ne suis toujours bien entendu avec les deux camps. Je ne suis pas un homme de gauche, mais je ne suis pas non plus un homme de droite. Je suis un homme de Paris. En conséquence, je n'ai rien de commun avec ceux qui ont soutenu d'Ornano, même si Chirac, à l'instar de moi, est un homme de Paris. Je suis un homme de Paris, et c'est tout. »

Déjà légalement contraint de se retirer, M. Le Tac est toutefois officiellement désigné en tant que tête de liste conduite par le ministre de l'Industrie et de la Recherche. Il n'a pas plus l'air de le regretter que le ministre de l'Industrie et de la Recherche, par discipline. Il n'a pas plus l'air de le regretter que le ministre de l'Industrie et de la Recherche, par discipline. Il n'a pas plus l'air de le regretter que le ministre de l'Industrie et de la Recherche, par discipline.

Plusieurs éléments peuvent contribuer à une telle situation. En premier lieu le fait que la liste centriste de 1971 n'était pas homogène. Si Mme Petit-Moreau se retrouve à présent derrière M. d'Ornano, l'un des principaux animateurs de la liste, M. René Téboux, est aujourd'hui plus ou moins proche des radicaux de gauche et son journal, l'Indépendant de Montmartre, fait campagne pour l'opposition. En second lieu, chez les écologistes aussi, la gauche peut bénéficier de sympathies actives et elle multiplie les appels en leur direction. MM. Bachelot et Estier sont d'ailleurs membres de l'association de défense de Montmartre, active dans l'arrondissement. L'une des responsables de la liste écologiste était l'épouse de M. Daniel Mothé qui a quitté le P.S. en janvier dernier parce qu'il lui reprochait de n'être pas

suffisamment autogestionnaire. Un courant de gauche traverse donc ce milieu, dans le dix-septième comme ailleurs, fort composite. Bien que le ministre de l'Industrie manifeste une grande sensibilité aux problèmes du cadre de vie, il est handicapé dans ses relations avec les écologistes par le fait que ses fonctions gouvernementales l'empêchent de patronner les centrales nucléaires. En outre, dans le dix-huitième, un incident a opposé les écologistes au service d'ordre de M. d'Ornano, lorsque ceux-ci ont voulu, le 9 mars, venir interroger le ministre qui tenait un meeting au pied du Sacré-Cœur.

Enfin, en troisième lieu, une certaine révolte se manifeste dans une fraction de l'extrême gauche. En particulier, nombre d'anciens résistants, fidèles à M. Le Tac, ne veulent en aucun

cas entendre parler d'un vote en faveur de M. d'Ornano. Qui plus est, les militants gaullistes ont le sentiment d'avoir été trahis et le clament bien haut. Ils en veulent en particulier à M. Jean Bernasconi, ancien député U.D.R. des quartiers de la Chapelle et de la Goutte-d'Or (20^e arrondissement), et à Mme Binoche, ministre du XVIII^e, de figurer sur la liste de M. d'Ornano. Pendant la campagne du premier tour, les affiches portant la photographie de Mme Binoche étaient, par exemple, systématiquement couvertes d'une étiquette anonyme marquée du simple mot : « Gironette ». Quant à la circulaire électorale de M. Le Tac, elle était entièrement tournée contre M. d'Ornano et son équipe.

Des rancœurs se sont donc créées, qui paraissent difficiles à effacer en quelques jours.

Si la passion est surtout présente chez les gaullistes — et M. Le Tac est un homme du combat, pour ne pas dire d'agression —, il existe aussi des militants écologistes que les responsables du R.P.R. peuvent prendre en compte à deux niveaux.

An niveau de l'arrondissement, si la liste de M. d'Ornano est acceptée, le dernier siège gaulliste se trouvera fortement menacé puisque les républicains indépendants seront en situation de soutenir la liste d'Ornano pour l'un des deux, et pour celui pour le ministre de l'Industrie et de la Recherche. Ils devraient en effet avec 24,9 % des suffrages la liste du député actuel (21,1 %). Or ne siège — celui de M. Le Tac — n'est, au vu des résultats du premier tour, pas menacé par la gauche, qui n'a obtenu dans la circonscription que 37,05 %.

An niveau parisien, M. d'Ornano, lors de ses négociations avec M. Chirac, a manifesté une certaine réticence à laisser les radicaux prendre en compte les problèmes de finances, sa volonté d'intervenir activement dans la gestion de la capitale et de ne pas laisser les radicaux prendre en compte les problèmes de finances, sa volonté d'intervenir activement dans la gestion de la capitale et de ne pas laisser les radicaux prendre en compte les problèmes de finances.

En vertu de la loi du 31 décembre 1975, les compétences de la Ville de Paris, qui est à la fois un département et une commune, seront plus clairement définies. La commune et le département

ayant les mêmes limites géographiques, il n'y aura qu'une seule assemblée. Dans le Conseil de Paris, les radicaux tantôt comme conseil municipal, tantôt comme conseil général du département. Le préfet de Paris, qui est le représentant du département de Paris, conjointement avec le préfet de la Seine, assurera la coordination de l'administration départementale, exercera les compétences qui relèvent de l'Etat et sera l'exécutif de la collectivité départementale (1).

Comment représenter l'Etat, le préfet de Paris exécutera notamment les programmes d'équipement de la capitale. Pour les finances, il exercera le contrôle de l'Etat, dans les conditions du droit commun, sur plusieurs organismes, notamment les sociétés d'habitat, les sociétés d'économie mixte, les établissements hospitaliers, sanitaires et sociaux.

L'urbanisme et la construction concurrencent des domaines où les compétences sont partagées entre l'Etat et la commune. Ainsi, l'urbanisme est partagé entre le département de Paris et la commune de Paris. L'urbanisme est partagé entre le département de Paris et la commune de Paris.

Enfin, le nouveau préfet devra pouvoir mieux qu'avant conseiller les intérêts de Paris avec ceux de la région.

La bataille pour la mairie de Paris ayant été d'une grande ampleur, on peut toutefois se demander si, finalement, les radicaux, entre Paris et l'Etat, ne seront pas plus difficiles qu'entre Paris et la région. — J. P.

(1) Les services de la préfecture (urbanisme, voirie, etc.) ont été transférés à la commune de Paris, boulevard de la Chapelle (4).

cas entendre parler d'un vote en faveur de M. d'Ornano. Qui plus est, les militants gaullistes ont le sentiment d'avoir été trahis et le clament bien haut. Ils en veulent en particulier à M. Jean Bernasconi, ancien député U.D.R. des quartiers de la Chapelle et de la Goutte-d'Or (20^e arrondissement), et à Mme Binoche, ministre du XVIII^e, de figurer sur la liste de M. d'Ornano. Pendant la campagne du premier tour, les affiches portant la photographie de Mme Binoche étaient, par exemple, systématiquement couvertes d'une étiquette anonyme marquée du simple mot : « Gironette ». Quant à la circulaire électorale de M. Le Tac, elle était entièrement tournée contre M. d'Ornano et son équipe.

Le véritable intérêt du R.P.R.

Bien sûr, chez les gaullistes, personne ne se livre officiellement à de tels calculs.

Dans le camp des giscardiens, si on s'accorde à estimer que la bataille sera difficile, divers éléments permettent d'envisager l'optimisme. En premier lieu, le fait que M. Le Tac s'est, en premier tour, effondré dans des proportions importantes. Le président de la République, M. d'Ornano dans l'arrondissement, a certainement contribué à la victoire de M. Le Tac. A cela s'est ajoutée la part des électeurs de la majorité, le désir de « voter utile » et se portant sur le premier tour sur l'homme qui paraissait devoir mener le combat au second.

De nombreuses inconnues subsistent toutefois. D'une part, bien sûr, le comportement des abstentionnistes. D'autre part, celui d'un électeur qui n'a pas voté (de 8 à 9 %) mais, semble-t-il, peut homogénéiser. En 1973, M. Chirac avait mené contre M. Estier une campagne d'appointement efficace auprès des électeurs. Cette année, M. d'Ornano a pris sur sa liste M. Jean-Pierre Pierre-Roch, animateur local de la LICA, qui cotise ainsi M. Bernasconi dont il est le directeur. En outre, la politique française au Proche-Orient gêne les giscardiens, alors qu'ils en montrent moins de solidarité en 1973.

THIERRY PFISTER.

Le préfet d'Ile-de-France devient aussi préfet de Paris

Le conseil des ministres de ce mercredi 16 mars devait nommer M. Lucien Lanier, préfet de la région Ile-de-France, en tant que préfet de Paris qu'occupait M. Jean Tualle. Ainsi, le gouvernement va aligner le régime administratif de cette région sur le droit commun, puisqu'en province le préfet de région est aussi préfet du département où se trouve la capitale régionale. En nommant le préfet de Paris alors que la « bataille » pour la mairie continue, le gouvernement rappelle ainsi aux futurs élus de la majorité comme de l'opposition, que l'Etat entend bien ne pas s'effacer complètement de la capitale.

En vertu de la loi du 31 décembre 1975, les compétences de la Ville de Paris, qui est à la fois un département et une commune, seront plus clairement définies. La commune et le département

ayant les mêmes limites géographiques, il n'y aura qu'une seule assemblée. Dans le Conseil de Paris, les radicaux tantôt comme conseil municipal, tantôt comme conseil général du département. Le préfet de Paris, qui est le représentant du département de Paris, conjointement avec le préfet de la Seine, assurera la coordination de l'administration départementale, exercera les compétences qui relèvent de l'Etat et sera l'exécutif de la collectivité départementale (1).

Comment représenter l'Etat, le préfet de Paris exécutera notamment les programmes d'équipement de la capitale. Pour les finances, il exercera le contrôle de l'Etat, dans les conditions du droit commun, sur plusieurs organismes, notamment les sociétés d'habitat, les sociétés d'économie mixte, les établissements hospitaliers, sanitaires et sociaux.

L'urbanisme et la construction concurrencent des domaines où les compétences sont partagées entre l'Etat et la commune. Ainsi, l'urbanisme est partagé entre le département de Paris et la commune de Paris. L'urbanisme est partagé entre le département de Paris et la commune de Paris.

Enfin, le nouveau préfet devra pouvoir mieux qu'avant conseiller les intérêts de Paris avec ceux de la région.

La bataille pour la mairie de Paris ayant été d'une grande ampleur, on peut toutefois se demander si, finalement, les radicaux, entre Paris et l'Etat, ne seront pas plus difficiles qu'entre Paris et la région. — J. P.

(1) Les services de la préfecture (urbanisme, voirie, etc.) ont été transférés à la commune de Paris, boulevard de la Chapelle (4).

Tribune du 20 mars UN CONDOTTIERE MUNICIPAL

par GILBERT COMTE

« Je suis convaincu que c'est à Paris, une fois de plus, que va se jouer le sort de notre société », affirme Jacques Chirac. Pas seulement celui de la France, des gaullistes, ni même le sien ! Car les élections municipales de Paris, ce sont les idées de Paris. Noble instant où l'on se détache des disputes subalternes, s'éloigne de leur confus brouhaha, s'élève jusqu'à l'horizon historique, et contemple de là le seul soleil qu'une longue expérience gouvernementale invite à regarder en face : l'avenir de l'ensemble social !

En septembre, son message adressé aux membres de l'U.D.R., comme une sorte d'appel du 18 juin à usage domestique, lançait déjà quelques formules définitives : « Dans les dix-huit mois qui viennent, notre pays jouera son destin lors des élections législatives... Je vous invite à défendre avec détermination les valeurs et les vertus qui sont notre fierté et qui font la grandeur de notre peuple. » Dans cette phrase, « élections législatives » ajoutées à « destin » suggèrent qu'entre l'épisodique et l'éternel, un balisage ne voit pas de différence. Le programme qu'il propose maintenant aux Parisiens révèle, derrière l'ignorance des mots, un mépris des idées tout aussi redoutable.

Si la bataille pour l'hôtel de Ville concerne des intérêts aussi vastes qu'il l'essou, chaque phrase prononcée par lui ou son nom doit en appeler, pour l'essentiel, à l'abnégation collective des Français, tous peins de rendre ses efforts inutiles.

Aux grands principes mobilisateurs, le R.P.R. et son chef prêtent néanmoins les vieilles ficelles d'un électoralisme rebattu, comme si les prochaines échéances politiques leur inspiraient moins d'effroi qu'ils en affectent. L'élu de la Corrette arpentée, harangue les marchés jour après jour, tient sans répit conférence de presse sur conférence de presse, découvre à ses auditeurs ahuris le profil vraiment nouveau d'un Chirac écologiste en diable, expert en circulation, métro, bus, correspondances, espaces verts.

Le croire-vous ? Cet éminent chef de l'époque brutale où Georges Pompidou sacageait la perspective des Champs-Élysées avec les tours de la Défense, l'éclat de la bride aux promoteurs, nous lègue l'infâme tribune de Beaubourg, ne révèle dans son voisinage qu'épouvantables aménagements agricoles, arbres, troupeaux de moutons dans un Paris campagnard, symphonie presque avec les gauchistes.

En cette éminente fin d'hiver où le douze ou treize centimes épermié invite à croire aux miracles, il sort à chaque instant de sa poche quelque projet de rénovation urbaine merveilleux comme un conte de Mille et Une Nuits. Il s'enthousiasme pour « la voie souterraine Châtelet-Gare du Nord avec l'interconnexion R.A.T.P.-S.N.C.F. », se mobilise comme un croisé pour « le doublement des ponts de Bercy et d'Austerlitz et des quais du quinzisième arrondissement », ou se déchaîne contre les spéculateurs.

Où, les spéculateurs ! Ensuite, il déluge Philippe Descharie aux questions ouvrières.

Tant de sollicitude pour la vie quotidienne émeut. A condition de ne pas mélanger les genres, l'essentiel et l'accessoire. Car enfin, une société dont « le sort » dépend de « la voie nouvelle Varsovie-Montparnasse », ne se porte pas si mal, à moins de confondre le destin avec le métro. Les réformes judiciaires proposées par le R.P.R., après quelques emprunts sans vergogne aux programmes d'urgence de la gauche, ne sont que de bons compléments, nullement les violentes mesures de sauvegarde sociale qu'exige un univers en péril. A manier si seulement des mots de nature si diverses, le rival de M. d'Ornano montre qu'il n'en apprécie ni le sens ni le poids. Une telle ignorance peut entraîner à commettre bien des sottises.

Une prodigieuse activité des jambes explique-t-elle qu'il en fasse tellement, et si peu, prenne un homme d'Etat, pour un homme-orchestre ? Passe en quelques instants d'une ambition nationale à un destin municipal ? Dans une époque sans loi, devrions-nous, aux idées d'ordre, se que mal 1968 fut aux valeurs de l'autre camp : une caricature et une illusion ? Avec lui, le gaullisme amorce en tout cas une évolution singulière. L'héritier dans le général n'a pas encore les chrysanthèmes. Il distribuera la carte orange.

Quand une autre « bataille de Paris » s'ouvrira en 1987, six mois après la création du Rassemblement du peuple français, son fondateur ne brigue pas l'hôtel de Ville. Il envoie sagement son frère Pierre le prendre à sa place. Ne l'aurait-il pas eu qu'avec Soustelle, Michel, Malraux, Diebold, Copland, Louis Valtin. Il disposait de lieutenants intrépides, prestigieux, capables d'enlever pile de tenir la position. Chirac hâte d'un personnel plus pauvre, moins sûr. Dans ce sérail byzantin, à qui se fier quand chacun ne pense qu'à soi et ne songe qu'à trahir ?

Faute de seconds disponibles, notre personnage prend tout le travail sur ses larges épaules, puis tient différents discours pour chaque situation. La qualité du langage exprime donc celle d'une technique, mais probablement aussi d'une nature. En des cas semblables, un certain ton aide à s'y reconnaître. « Le style, c'est l'homme même », diagnostiquait Buffon. Mais qu'est un homme sans style ? Celui-là n'en a aucun. Un mystère plane sur lui. Malgré son assurance, les coups d'Etat, les coups de gousset, sa vraie personnalité ressort incomplètement.

Comme tant d'autres, dans sa génération, il parle un français bâlé, corré, parfois étonnamment pauvre de sensibilité, d'imagination, où les redites suppléent le raisonnement, où les mots « croissance », « expansion » épuisent toute l'idée. Comment comprendre un peuple sans connaître sa langue ?

Entendons-nous bien ! Lui attend de lui qu'il rêve de Flaubert, se prenne pour un artiste, gratifie les rivaux de la rue Saint-Benoît d'un grand nombre de funambules dialectiques, qu'il éparpille les différences entre Schopenhauer et Kierkegaard, d'un III de fer philosophique tendu entre la Cité de Flore et les Deux-Magots. Les grands politiques se passent avantageusement d'esthétique, et leur œuvre n'en souffre pas pour autant.

Après tout, Blamarcz trouvait à Wagner « une tête de vieux singe ». Il n'en réalisa pas moins l'unité allemande. Par son éducation, toutes les fibres de son cœur, le chancelier de la rue Saint-Benoît, les différences entre Schopenhauer et Kierkegaard, d'un III de fer philosophique tendu entre la Cité de Flore et les Deux-Magots. Les grands politiques se passent avantageusement d'esthétique, et leur œuvre n'en souffre pas pour autant.

Après tout, Blamarcz trouvait à Wagner « une tête de vieux singe ». Il n'en réalisa pas moins l'unité allemande. Par son éducation, toutes les fibres de son cœur, le chancelier de la rue Saint-Benoît, les différences entre Schopenhauer et Kierkegaard, d'un III de fer philosophique tendu entre la Cité de Flore et les Deux-Magots. Les grands politiques se passent avantageusement d'esthétique, et leur œuvre n'en souffre pas pour autant.

A sa place, n'importe quel essai d'analyse sans doute d'expliquer ses vrais buts, au-delà d'un palais national rue du Faubourg-Saint-Honoré. Une démagogie étroite, utilitaire, opposée à ce dessin d'invincibles obstacles. Finalement, toute sa rhétorique se ramène à l'éternel « moi ou le chaos » trop connu depuis 1965. Mais à l'avenir, il oppose ingénument une carrière de cascadeur politique.

POLITIQUE

Les élections

Neuf « triangulaires » et cinquante-deux duels dans les villes de plus de trente mille habitants et les chefs-lieux de moins de trente mille

Un scrutin de ballottage aura lieu dimanche 20 mars dans cinquante villes de plus de trente mille habitants et onze chefs-lieux dont la population n'atteint pas ce seuil (exception faite de Paris et de la région parisienne). Il y aura neuf élections triangulaires et cinquante-deux duels (dont deux, au Cannet et à Mulhouse, entre deux listes de la majorité).

A gauche, les délégués se sont réunis dimanche 13 mars dans les villes où une vive polémique avait opposé les partenaires avant le premier tour. C'est ainsi que le P.C. appelle à voter pour les socialistes à Marseille, dans les sept secteurs où la liste de

M. Defferre devance celle de M. Lazzarino ; à Villeurbanne, où M. Henu a pris le meilleur sur M. Desgrand ; à Saint-Brieuc, où M. Le Fol, maire sortant, a su préserver un mince avantage sur M. Quemper ; à Angoulême, où la liste socialiste, dont la moyenne d'âge est légèrement inférieure à quarante ans, peut, grâce à son dynamisme, conquérir la mairie (pendant la liste conduite par les radicaux de gauche et désavouée par la direction nationale du M.R.G. laisse ses électeurs libres de se prononcer à leur guise) ; à Laval, où le maire sortant, M. Pinçon, P.S., devrait conserver son siège. En revanche, à Aix, le P.C. associé au O.A.M.

et à d'anciens membres du P.S., se retire purement et simplement. Pour sa part, le parti socialiste se désiste en faveur du P.C. à Toulon et Evreux. A Brive, M. Charbonnel refuse de se retirer en faveur de la gauche. L'extrême gauche appelle à voter pour les listes d'union de la gauche. Cependant, à Rennes, la liste maoïste préconise l'abstention et, à Saint-Brieuc, le P.S.U. ne donne pas de consignes de vote.

Dans la majorité, le désistement n'est pas automatique. Et à Toulon, M. Simon-Lorière, R.P.R., invite ses électeurs à reporter leurs voix sur M. Arreckx, R.I. Il arrive que les perdants des « primaires » se retirent purement et simplement. C'est précisément le cas, à Toulon, de M. Arion, ancien président du comité départemental de soutien à M. Giscard d'Estaing. C'est aussi le cas de M. Martin, maire de Nancy, devancé par M. Coullais, R.I. ; de M. Camo, R.I., battu à Perpignan par M. Alduy, maire sortant, P.S.D. ; de M. Scutelle, réformiste, dont les listes sont nettement dominées, à Lyon, par celles de M. Collob, maire sortant, à Saint-Malo, et peut-être à Alençon, le maintien de deux listes de la majorité donne une bonne chance de victoire à la gauche. A Ajaccio, Mende, Saumur, Colmar, Annecy, les risques sont

moindres, bien que la majorité y soit également divisée. Les écologistes et les « jobéristes », enfin, dont les voix feront la décision dans plusieurs villes, refusent de se prononcer en faveur de l'une ou l'autre des listes en présence. Il en est ainsi notamment au Mans (où cependant des membres de l'U.J.P. présents sur la liste écologiste de M. Pouille, appellent à voter pour la majorité) ; à Saint-Étienne, où M. Fournier, président national de l'U.J.P. conseille à ses électeurs « soit de voter en leur âme et conscience en faveur du programme qui leur semble le mieux correspondre à leurs aspirations, soit de s'abstenir » ; à

AIN
BOURG-EN-BRESSE. — Un. g. : M. Robin, P.S. (7 198) ; maj. : M. Barberot, C.D.S. m. s. (4 703).
Maj. : 3 412.

ALLIER
VICHY. — Maj. : M. Lécarrin, m. s. (1 301) ; Un. g. : M. Belorgey, P.S. (5 218).
Act. loc. : 2 343.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
DIGNE. — Maj. : M. Rinaldi, R.P.R. (3 473) ; Un. g. : M. Bouffier, app. rad. g. (3 447).

ALPES-MARITIMES
NICE (1^{er} secteur). — Liste M.R.D.E.C.I.N. : M. Bailet, R. (24 821) ; Un. g. : M. Cressa, P.C. (22 141).
Mour. dém., écol., 7 348.

ANGOULEME
NICE (2^e secteur). — Liste M.R.D.E.C.I.N. : M. Madaen, R.I. (22 148) ; Un. g. : M. Labica, P.C. (19 988).
Mour. dém., écol., 7 064.

ANGOULEME
NICE (3^e secteur). — Liste M.R.D.E.C.I.N. : M. Binda, R.P.R. (16 391) ; Un. g. : M. Pasquetti, P.C. (14 841).
Mour. dém., écol., 4 808 ; act. roy., 421.

LE CANNET. — Maj. : M. Ba-chelet, R.P.R. (5 519) ; Maj. : M. Dueros, ex étiq. m. s. (2 423).
P.S., 1 897 ; Renouveau commun., 1 578 ; P.C., 1 105 ; écol., 653.

GRASSE. — Maj. : M. de Pont-michel, R.I. m. s. (6 437) ; Un. g. : M. Vassolo, P.C. (5 820).
Act. loc. : 2 538.

AUDE
CARCASSONNE. — Un. g. : M. Gayraud, m. s. P.S. (8 974) ; maj. : M. Ches, R.P.R. (7 161).
Rad. g., 2 299 ; Ext. g., 1 178.

AVEYRON
RODEZ. — Maj. : M. Boscardy-Monservin, m. s., R.I. (4 294) ; Un. g. : M. Salvan, P.S. (3 779).
Cent., 336.

BOUCHES-DU-RHONE
AIX-EN-PROVENCE. — U.G.S.D. : M. Ciccolini, m. s., P.S. (13 842) ; maj. : M. Jolissains, rad. (13 548).
G.A.M., P.C., ex-P.S., 9 442 ; repatriés, 2 177.

MARSEILLE (1^{er} secteur). — Liste Defferre : M. Rocca-Serra, P.S. (14 247) ; maj. : M. Pujol, R.P.R. (11 280).
P.C., P.S.U., gauil. opp., 3 189 ; écol., 3 013 ; Mour. dém., 347.

MARSEILLE (2^e secteur). — Liste Defferre : M. Vigouroux, P.S. (13 033).
P.C., P.S.U., gauil. opp., 10 227 ; maj., 4 406 ; écol., 1 413 ; ext. g., 552.

MARSEILLE (3^e secteur). — Liste Defferre : M. Defferre, m. s., P.S. (15 863) ; maj. : M. Garello, ex étiq. (11 379).
P.C., P.S.U., gauil. opp., 3 034 ; écol., 1 207.

MARSEILLE (4^e secteur). — Liste Defferre : M. Loo, P.S. (19 217) ; maj. : M. Gardell, R.I. (8 162).
P.C., P.S.U., gauil. opp., 1 196 ; écol., 2 556 ; ext. g., 394.

MARSEILLE (5^e secteur). — Liste Defferre : M. Boanai, P.S. (13 537).
P.C., P.S.U., gauil. opp., 11 425 ; maj., 6 435 ; écol., 3 123 ; ext. g., 663.

MARSEILLE (7^e secteur). — P.C., P.S.U., gauil. opp., 15 577 ; maj., 6 014 ; écol., 2 268 ; ext. g., 753.

MARSEILLE (8^e secteur). — P.C., P.S.U., gauil. opp. : M. Po-sado, P.C. (15 377).
Liste Defferre, 10 903 ; maj., 3 745 ; ext. g., 780.

CHARENTE
ANGOULEME. — Maj. : M. Chiron, cent. g., m. s. (7 363) ; P.S., M. Boucheron (Boucheron (4 877)).
P.C., 4 368 ; div. g., 1 184.

CHER
BOURGES. — Un. g. : M. Rim-bault, P.C. (14 246) ; maj. : M. Bolede, m. s., R.I. (7 792).
R.P.R., 7 397 ; ext. g., 1 478.

CORREZE
TULLE. — Un. g. : M. Pranchère, P.C. (5 071) ; majorité : M. Mouly, P.S.D. m. s. (4 848).
BRIVE-LA-GAILLARDE. — Un. g. : M. Chamblade, P.C. (9 013) ; gauil. opp. : M. Char-bonnel, m. s. (6 893) ; maj. : M. Dupuy, R.P.R. (6 350).

CORSE-DU-SUD
AJACCIO. — Maj., bonap. : M. Orsano, m. s., bonap. (7 375) ; Un. g. : M. Parazzi, P.C. (5 453) ; maj. : M. Rossi, C.D.S. (4 632).

COTES-DU-NORD
SAINT-BRIEUC. — Maj. : M. Morin, cent. (3 347) ; P.S. : M. Le Fol, m. s. (7 286).
P.C., 7 198 ; P.S.U., 1 085.

CREUSE
GUERET. — Un. g. : M. Beck, P.S. (3 316) ; maj. : M. Chan-trelle, m. s., mod. maj. (3 276).
Cent., 336.

EURE
EVREUX. — P.C., M. Plaisance (8 901) ; maj. : M. Blois, mod. maj. (5 472).
P.S., 3 610 ; écol., 1 591.

HAUTE-GARONNE
TOULOUSE (3^e secteur). — Maj. : M. Cavallé, R.I. (19 011) ; Un. g. : M. Savary, P.S. (17 315).
P.S.U., aut. g., écol., 2 094 ; ext. g., 1 028 ; act. loc., 623.

HERAULT
MONTPELLIER. — Maj. : M. Delmas, m. s., R.I. (28 320) ; un. g. : M. Frêche, P.S. (27 473).
Ecol., 4 062 ; rad., 3 312 ; ext. g., 1 185.

BEZIERS. — Un. g. : M. Bal-migère, P.C. (17 103) ; maj. : M. Brouse, m. s., rad. (12 646).
Cent., 5 177.

ILLE-ET-VILAINE
RENNES. — Un. g. : M. Hervé, P.S. (38 162) ; maj. : M. Chaudet, R.I. (31 593).
P.S.U., écol., 3 967 ; ext. g., 1 699 ; ext. g., 1 039.

SAINT-MALO. — Un. g. : M. Chopier, P.S. (17 182) ; maj. : M. Debonnet, R.P.R. (8 210) ; cent. g. : M. Rehel, P.D.S. (5 815).
Div. g., 1 802.

INDRE
CHATEAUX-ROUX. — Un. g. : M. Bernardet, P.C. (9 212) ; cent. g. : M. Bernardet, m. s. (7 988).
Maj., 3 839 ; Mour. dém., 2 334.

ISERE
GRENOBLE. — Un. g. : M. Du-boudet, P.S., m. s. (27 223) ; maj. : M. Parlaud, ex étiq. (20 523).
Ecol., 5 054 ; ss étiq., 1 730 ; ext. g., 804.

JURA
LONS-LE-SAUNIER. — Un. g. : M. Auger, P.C. (3 061) ; maj. : M. Felt, R.I. m. s. (2 800).
Cent. g., 2 265 ; act. loc., 349 ; écol., 350.

LANDES
MONT-DE-MARSAN. — Div. g. : M. Lamarque-Cando, soc. ind. m. s. (4 600) ; Un. g. : M. Du-rout, P.S. (3 957).
Maj., 2 279 ; act. loc., 361.

LOIRE
SAINT-ETIENNE. — Un. g. : M. Sanguedoce, P.C. (33 279) ; maj. : M. Durand, rad. m. s. (32 265).
U.J.P.-Mour. dém., 6 158 ; ext. g., 2 368.

SAINT-CHAMOND. — Maj. : M. Gidrol, act. loc. (7 712) ; Un. g. : M. Gidrol, P.S. (6 933).
Ecol., 1 567.

HAUTE-LOIRE
LE PUY. — Maj. : M. Four-neyron, C.D.S. (4 953) ; Un. g. : M. Léger, P.S. (3 024).
Mod. et div. g., 1 734.

LOIRE-ATLANTIQUE
NANTES. — Un. g. : M. Che-nard, P.C. (4 508) ; maj. : M. Mo-ric, m. s., R.I. (3 160).
Mour. dém., 12 285.

LOIRET
ORLEANS. — Maj. : M. Thi-nat, m. s., rad., 18 550 ; Un. g. : M. de la Fournière, P.S., 14 518.
Ext. g., 4 502.

LOT-ET-GARONNE
AGEN. — Div. g. : M. Esquirol, m. s., étiq., 8 225 ; P.S., M. Lau-rissere, 4 170.
Maj., 2 636 ; P.C., 2 517.

LOZERE
MENDE. — Maj. : M. Coederc, R.I. (1 559) ; Un. g. : M. Fabre, P.S. (1 400) ; mod. : M. Tremolet de Villers, div. d., m. s. (1 337).

MAINE-ET-LOIRE
SAUMUR. — Mod. maj. : M. Mehel, m. s., act. loc. (4 835) ; Un. g. : M. Delecheau, P.S. (4 189) ; g. étiq. : M. Gouaud, act. loc. (3 198).

MANCHE
SAINT-LO. — Maj. : M. Pa-tournas, m. s., R.I. (3 213) ; Un. g. : M. Mignon, P.S. (2 248) ; maj. : M. Daillet, C.D.S. (2 109).
P.S.U., div. g., 1 838.

MAYENNE
LAVAL. — P.S. : M. Pinçon, m. s. (11 303) ; act. loc. : M. d'Au-bert, ex étiq. (8 381).
Maj., 3 658 ; P.C., 1 751.

MEURTHE-ET-MOSELLE
NANCY. — Maj. : M. Coullais, R.I. (15 272) ; Un. g. : M. Cureau, P.S. (11 399).
Maj. (M. Martin, m. s.), 9 544 ; ext. g., 3 248.

MORBIHAN
VANNES. — Maj. : M. Chapel, R.I. (7 160) ; Un. g. : M. Ollivier, P.S. (6 204).
Act. loc., 2 399.

MOSELLE
METZ. — Maj. : M. Rausch, m. s., C.D.S. (17 578) ; Un. g. : M. Laurain, P.S. (15 573).
Mod., 7 557.

THIONVILLE. — Un. g. : M. Souffrin, P.C. (9 002) ; cent. g. : M. Ditch, m. s., C.D.S. (5 638).
R.I., 3 690.

NORD
LILLE. — Un. g. : M. Mauroy, m. s., P.S. (30 758) ; maj. : M. Sé-gard (38 074).
Ext. g., 4 303.

TOURCOING. — Un. g. : M. Chastille, P.S. (18 875) ; maj. : M. Biary, R.P.R. (18 232).
Cent., 7 233.

ORNE
ALENCON. — Un. g. : M. Mauger, P.S. (4 980) ; maj. : M. Cren, m. s., cent. (3 990) ; act. loc. : M. Laurent, act. loc. (3 160).
Ecol., 1 567.

PYRENEES-ORIENT.
PERPIGNAN. — Act. loc. : M. Alduy, m. s., P.S.D. (17 216) ; Un. g. : M. Argellès, rad. g. (18 997).
Maj., 9 501 ; ext. g., aut. g., 1 290.

HAUT-RHIN
COLMAR. — Maj. : M. Rey, m. s., C.D.S. (9 035) ; Un. g. : M. Wamser, P.S. (7 312).
Act. loc. : M. Kaul, ex étiq. (6 811).

MULHOUSE. — Maj. : M. Mul-ler, m. s., M.D.S.F. (14 073) ; mod. : M. Kienler, souk. R.I. (10 754).
Un. g., 6 705 ; écol., 5 134 ; rad. g., div. g., 1 935.

RHONE
LYON (1^{er} secteur). — P.R.A.D.E.L. : Mme Balas, maj. (4 659) ; Un. g. : M. Vasserot, P.C. (12 789).
Rass. pour Lyon, 1 458 ; écol., 855 ; G.U.I.G.N.O.L., 438.

LYON (2^e secteur). — P.R.A.D.E.L. : M. Henri Collob, C.N.I.P. (4 464) ; Un. g. : M. Tré-visan, P.C. (2 700).
Rass. pour Lyon, 2 158 ; écol., 1 038 ; G.U.I.G.N.O.L., 790.

LYON (3^e secteur). — P.R.A.D.E.L. : M. Soulier, ex-P.S. (10 912) ; U. g. : Mme Da-fourt, P.S. (6 334).
Rass. pour Lyon, 2 668 ; écol., 1 899 ; ext. g., 1 729 ; G.U.I.G.N.O.L., 1 301.

LYON (4^e secteur). — P.R.A.D.E.L. : M. Faussurier.

mod. maj. (5 727) ; Un. g. : M. La-real, P.S. (4 085).
Rass. pour Lyon, 1 389 ; écol., 1 091 ; G.U.I.G.N.O.L., 769.

LYON (5^e secteur). — P.R.A.D.E.L. : M. Lorenzi, mod. maj. (8 498) ; Un. g. : M. Bre-baud, P.S. (4 661).
Ecol., 1 733 ; Rass. pour Lyon, 1 310 ; G.U.I.G.N.O.L., 1 107.

LYON (7^e secteur). — P.R.A.D.E.L. : M. Bayet, mod. maj. (8 432) ; Un. g. : M. Brun, P.S. (6 800).
Ecol., 1 824 ; mod. maj., sout. Rass. pour Lyon, 1 893.

LYON (8^e secteur). — Un. g. : M. Bernardin, P.S. (8 988).
P.R.A.D.E.L. : M. Fenech, C.D.S. (8 551).
Ecol., 1 315 ; Rass. pour Lyon, 964 ; ext. g., 936.

RHONE
BRON. — Un. g. : M. Soust, m. s., P.S. (8 886) ; maj. : M. Raoul, mod. maj. (4 407).
Ext. g., 2 543.

VILLEURBANNE. — Maj. : M. Gignaire, m. s., M.D.S.F. (12 161) ; P.S. : M. Henu (10 968).
P.C., 9 884 ; mod. maj., 2 204 ; Mour. dém., 1 200 ; ext. g., 890.

HAUTE-SAONE
VESOUL. — Maj. : M. Chan-trel, R.I. 3 300 ; Un. g. : M. Ba-tlogg, P.S. 2 044.

SARTHE
LE MANS. — Un. g. : M. Jarry, P.C. (32 847) ; maj. : M. Maury, C.D.S., m. s. (28 593).
S. étiq., 8 553.

M. MARCHAIS : nous sommes satisfaits.

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a souligné mardi 15 mars, à l'Antenne 2, en réponse aux déclarations de M. Barre indiquant qu'il n'a pas l'intention de modifier la politique arrêtée pour 1977 (le Monde du 18 mars) : « M. Barre va effectivement poursuivre une politique au service des grands monopoles, politique dont les Français subissent durablement les conséquences. Ils ont élu, dans leur majorité, dimanche dernier, qu'ils n'étaient pas d'accord avec cette politique-là. Ils vont sans doute la confirmer dimanche. Je la pense et je la souhaite. Et après les élections, nous poursuivrons notre travail d'opposition pour défendre les intérêts de ceux qui souffrent de cette politique-là ».

M. Marchais a ajouté : « Nous sommes satisfaits du fait que les élections de dimanche dernier constituent un progrès de la gauche dans ses différentes composantes. C'est ce que nous souhaitons : un progrès qui donne un bon équilibre, une bonne représentation aux différents partis de gauche. (...) »

« Je fais simplement observer que le P.C.F. s'est bien tenu dans ce premier tour des élections municipales et que certains observateurs avertis y voient déjà les premiers signes des résultats de la politique que nous avons élaborée, définie à notre vingt-deuxième congrès ».

HAUTE-SAVOIE
ANNECY. — Div. g. : M. Pa-mex, m. s. (7 387) ; Un. g. : M. Goy, P.S. (5 613) ; maj. : M. Gache, R.I. (4 617).

SAONE-ET-LOIRE
MACON. — Un. g. : M. Ro-gnard, P.S. (8 251) ; maj. : M. Re-candé, m. s., mod. maj. (3 627).
Mod., 3 300.

SAVOIE
CHAMBERY. — Maj. : M. Du-mas, m. s., R.P.R., 7 908 ; Un. g. : M. Ampe, P.S., 7 680.
Ecol., 3 798.

TARN
ALBI. — Un. g. : M. Castel, P.S. (9 952) ; maj. : M. Mathieu, C.D.S., m. s. (9 280).
Div. g., ss étiq., 2 807.

VAR
TOULON. — Maj. : M. Arreckx, R.I. m. s. (24 739) ; P.C. : Mme de March (19 445).
Maj., 21 235 ; P.S., 10 790 ; écol., 3 498 ; div. d., 2 371.

HYERES. — Maj. : M. Bonard, R.P.R., m. s. (5 235) ; P.S. : M. Perron (6 800).
P.C., 2 693.

VIENNE
POITIERS. — Un. g. : M. San-trol, P.S. (13 910) ; maj. : M. Grandon, C.D.S. (13 845).
Rad., 1 725.

BELFORT (Territ. de)
BELFORT. — Un. g. : M. Che-hant, P.S. (9 853) ; maj. : M. Bon-net, mod. maj., m. s. (7 636).
Ecol., 1 688 ; ext. g., 972 ; mod., 338.

GUADELOUPE : annulation.

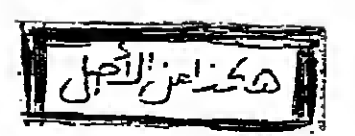
Le premier tour de l'élection municipale de Sainte-Anne a été annulé, mardi 15 mars, par le tribunal administratif de Basse-Terre. De nouvelles élections seront organisées dans un délai de deux mois, sous le contrôle d'une délégation spéciale. Des incidents étaient produits le 13 mars dans trois des bureaux de vote de la commune, rendant impossible la proclamation des résultats. Le maire sortant de Sainte-Anne est M. Hégalspé-lé, député apparenté communiste. Il avait pour adversaire un candidat R.P.R. M. Baptiste.

LE DÉPUTÉ DE MAYOTTE EST ÉLU AVEC 100 % DES SUFRAGES EXPRIMÉS

M. Younoussa Ramana, qui se réclame de la majorité présidentielle, a été élu, dimanche 13 mars, député de la collectivité territoriale de Mayotte : il était le seul candidat.

Les résultats ont été les suivants :
Insc., 18 848 ; vot., 15 260 ; suff. expr., 14 888 ; M. Younoussa Ramana (Mour. pop. mahorais), 14 888.

CINQUANTENAIRE de MADRILIOS DU LUNDI 14 AU SAMEDI 26 MARS



Les élections municipales

Prises de position

Le Centre indépendant (majorité présidentielle) : « Ce scrutin municipal confirme le résultat des élections cantonales et des élections départementales. La gauche attend la barre des 50 % parce que les électeurs du centre d'opposition ont préféré se reporter sur le parti socialiste plutôt que de suivre M. Lecanuet dans la majorité, à laquelle celui-ci appartient sans avoir accepté les institutions de la V^e République. C'est l'adversaire qui a été élu, mais la gauche a été élue. C'est l'adversaire qui a été élu, mais la gauche a été élue. C'est l'adversaire qui a été élu, mais la gauche a été élue. »

pas encore conscients du danger. » Le Groupe action-junesse (extrême droite) a publié mardi 15 mars une déclaration dans laquelle, « face à la collusion réaffirmée des diverses composantes de la majorité », il « appelle les nationalistes à refuser leurs voix aux candidats républicains et à dénoncer toutes les manœuvres de ralliement ». Le G.A.J. appelle d'autre part ses militants et sympathisants à participer à la manifestation que le comité Alain-Bocquier organise le 20 mars, à 20 heures, sur les Champs-Élysées, à Paris.

ni sur les hommes ni sur le programme, mais par solidarité avec les millions de travailleurs qui veulent les voir élus. »

L'Organisation communiste des travailleurs (extrême gauche) : « Les travailleurs de ce pays ne veulent plus d'un régime corrompu au service des exploitateurs, représentés par Giscard, Chirac et Barre. Ils veulent un régime qui défende leurs intérêts et qui leur permette de participer à la vie de la cité. C'est pourquoi ils ont voté pour la liste de la gauche, la seule qui défende leurs intérêts et qui leur permette de participer à la vie de la cité. »

Le Parti des forces nouvelles (extrême droite) a publié mardi 15 mars une déclaration dans laquelle on lit : « Tout doit être mis en œuvre pour faire obstacle à la gauche. Sa progression n'a été que le résultat de la trahison de l'adversaire qui a été élu, mais la gauche a été élue. C'est l'adversaire qui a été élu, mais la gauche a été élue. C'est l'adversaire qui a été élu, mais la gauche a été élue. »

Lutte ouvrière (trotskiste) : « Les résultats des listes d'extrême gauche, presque partout où elles se sont présentées, montrent qu'une fraction plus que significative de l'électorat de gauche a voulu voter contre la droite, mais condamner, en même temps, la politique de compromission et de renoncement du P.S. et du P.C. Nous appelons tous ceux qui ont voté pour les listes d'extrême gauche à reporter, au second tour, leurs voix sur la liste de l'union de la gauche, sans aucune illusion. »

Le Comité pour l'indemnisation des spolies des départements d'Algérie (l.), qui préside M. Gaston Aroles, appelle les électeurs à voter pour les listes d'union de la gauche au second tour, « la majorité ayant refusé de voter une loi d'indemnisation complète des rapatriés, de réajuster leurs retraites, d'accorder l'amnistie aux patriotes et de faciliter la réintégration des anciens harbis. »

« L'Union des juifs pour la résistance et l'entraide et le Cercle Germain Crémieux (l.) se félicitent du progrès des listes de formations de gauche au premier tour des municipales dans l'ensemble du pays et notamment dans de nombreuses villes de la banlieue parisienne et divers arrondissements de Paris, où vit une dense population juive. Ces deux organisations appellent la population juive à voter massivement au deuxième tour des élections pour les listes de l'union de la gauche. »

Dans les départements

PUTEAUX : la gauche soumet le résultat des élections au tribunal administratif.

La liste d'union de la gauche, conduite par M. Ginter, P.C.F., a décidé de saisir le tribunal administratif du résultat du scrutin à Puteaux, où M. Giscard d'Estaing, modéré favorable à la majorité, a été élu par 5 743 voix contre 5 154 voix à la gauche. Communistes et socialistes estiment que de nombreuses irrégularités expliquent le score réalisé par le maire sortant. Dans une protestation, portée par vote d'adhésion et de tractat à la connaissance de la population puténoise, les candidats de l'union de la gauche signalent notamment : « Plusieurs de nos concitoyens n'ont pas reçu, à leur domicile, leur carte d'électeur. Par contre, de très nombreuses personnes domiciliées à l'étranger de notre commune ont voté à Puteaux. D'autre part, un certain nombre d'électeurs se sont vu refuser sans raison des listes électorales, alors qu'ils demeurent toujours à Puteaux. » D'autres anomalies, tout aussi troublantes, ont également été relevées. »

SAINT-MALO : les séquelles de l'imbroglio

Saint-Malo. — Le verdict est rendu. Les élections municipales de Saint-Malo ont été annulées. Le maire sortant, M. Marcel Planchet, maître de Saint-Malo, se déclare à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique. Il ne pouvait pas se représenter, mais vingt-deux conseillers municipaux, élus (sur trente-trois) se présentaient à nouveau. Ils n'ont obtenu que 5 115 voix, soit la moitié des suffrages recueillis par M. Planchet, élu dès le premier tour en 1971. Cette liste d'opposition centriste, conduite par M. Marie-Ange Rehel, adjoint au maire, n'arrive qu'en troisième position après la liste d'union de la gauche (7 163 voix) conduite par M. Chopier (P.S.) et une liste d'union pour le développement et la prospérité de Saint-Malo, conduite par M. François Debonnet, proche du R.P.R. (6 210 voix). La liste conduite par M. Debonnet (R.P.R.) n'obtient que 1 802 voix, est éliminée. Avant le premier tour, l'union des trois courants de la majorité

De notre correspondant

n'avait même pas été tentée. Elle ne se sera pas davantage pour le second tour. M. Monseu, éliminé, refuse de donner des indications de vote et souligne même avec insistance que « les deux tiers de ses voix sont des voix de gauche ». M. Rehel, espérant toutefois gagner une partie au moins de l'électorat de M. Monseu, refuse d'entendre les appels au désistement que lui lance avec insistance M. Debonnet. Il maintient sa liste et refuse de soutenir un « candidat tacite » à Saint-Malo, parachuté par M. Bourges. Le différend qui oppose depuis dix ans la municipalité sortante à M. Bourges, ministre de la Défense, maire de Dinard, est toujours réel. Batru en 1967 lors d'une élection partielle à Saint-Malo, le député n'est pas intervenu dans la campagne électorale. La présence de nombreux R.P.R. sur la liste de M. Debonnet, s'explique cependant à une bonne partie de l'électorat pour voir en M. Debonnet l'homme de M. Bourges. M. Rehel refusera-t-il jusqu'au

Le maintien de M. Rehel rendrait probable le succès de l'union de la gauche.

Craignant un retrait de dernière heure, l'opposition réserve ses attaques à M. Debonnet et se refuse à voter pour les voix socialistes qui se sont portées sur M. Rehel. Membre du parti socialiste jusqu'en 1974, M. Rehel en avait été exclu après avoir refusé de démissionner de la municipalité qui s'était rompue en fait. L'un des animateurs du comité de soutien à la candidature de M. Giscard d'Estaing en 1974. Le P.S. Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis). — M. Coenen, qui conduisait une liste que nous avons présentée comme favorable à la majorité, nous indique que si ses collègues ne lui-même n'ont aucune attache politique et qu'il se réclame uniquement de l'action locale et de l'écologie (cette liste a recueilli 579 voix, contre 3 712 à celle de l'union de la gauche, qui a enlevé les 27 sièges à pourvoir). Le P.S. Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis). — M. Coenen, qui conduisait une liste que nous avons présentée comme favorable à la majorité, nous indique que si ses collègues ne lui-même n'ont aucune attache politique et qu'il se réclame uniquement de l'action locale et de l'écologie (cette liste a recueilli 579 voix, contre 3 712 à celle de l'union de la gauche, qui a enlevé les 27 sièges à pourvoir).

Précisions et mises au point

● **Alès (Gard).** — La liste conduite par M. Gilles (R.L.) devançant, avec 4 443 voix, la liste de la majorité conduite par M. Jallu, qui en a obtenu 3 114.

● **Argentan-sur-Creuse (Indre).** — La liste conduite par le maire sortant, M. Frappat, div. g., éliminée au premier tour, ne comptait pas de socialistes. Le nouveau conseil municipal est composé de 17 div. g., 5 mod. et 1 R.P.R.

● **Brancay (Essonne).** — M. Jacob, qui conduisait une liste au premier tour, sur laquelle figuraient des représentants du parti communiste et du Mouvement des radicaux de gauche, est radical de gauche et non communiste.

● **La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).** — La liste du parti communiste, conduite par M. Gerval, a obtenu 1 381 suffrages, et celle du parti socialiste, conduite par M. Gelly, 1 597.

● **Chantilly (Oise).** — Les vingt-sept candidats de la liste d'union de la gauche ont obtenu 5 115 voix, soit la moitié des suffrages recueillis par M. Planchet, élu dès le premier tour en 1971. Cette liste d'opposition centriste, conduite par M. Marie-Ange Rehel, adjoint au maire, n'arrive qu'en troisième position après la liste d'union de la gauche (7 163 voix) conduite par M. Chopier (P.S.) et une liste d'union pour le développement et la prospérité de Saint-Malo, conduite par M. François Debonnet, proche du R.P.R. (6 210 voix). La liste conduite par M. Debonnet (R.P.R.) n'obtient que 1 802 voix, est éliminée. Avant le premier tour, l'union des trois courants de la majorité

● **Marty-le-Roi (Yvelines).** — La liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. Béranger, radical de gauche, a en 5 élus, dont M. Béranger. Il ne reste donc que 22 sièges en ballottage.

● **Marseille (Bouches-du-Rhône).** — La liste écologiste conduite par M. Thibaut, qui a obtenu 1,75 % des suffrages dans les sept secteurs où elle était présente, se félicite d'avoir « prouvé que des hommes et des femmes résolus sans moyens financiers, étaient capables de faire réagir les Marseillais contre une attitude régressive et passiste » et laisse à chacun le soin de choisir au second tour « en son âme et conscience les candidats les plus aptes à assurer le mieux-être des Marseillais ».

● **Nice (Alpes-Maritimes).** — Dans le deuxième secteur, le nombre des suffrages exprimés était de 48 880.

● **Nogent-sur-Oise (Oise).** — M. Lemme, maire sortant, nous signale qu'il n'appartient pas au R.P.R. et que la liste qu'il conduit se prononce « apolitique ». La liste d'union de la gauche a obtenu 9 sièges au premier tour ; 12 sièges restent en ballottage.

● **Parthenay (Deux-Sèvres).** — La liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant M. Julien, R.L., a obtenu 25 sièges. Un seul siège reste en ballottage.

● **Pontarlier (Doubs).** — M. Thibaut (R.L.), qui conduisait l'une des listes opposées à

celle de M. Edgar Faure, maire sortant, président de l'Assemblée nationale, nous indique qu'il n'a jamais appartenu au mouvement d'extrême droite Occident. Aujourd'hui, il déclare (contrairement à ce qui était indiqué dans le communiqué) que nous avons fait suivre les résultats des élections municipales dans le Doubs, ni à une autre organisation de la même famille politique, si ce n'est au comité Tixier-Vignancour en 1963. M. Thibaut fut l'un des animateurs du comité de soutien à la candidature de M. Giscard d'Estaing en 1974.

● **Le P.S. Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis).** — M. Coenen, qui conduisait une liste que nous avons présentée comme favorable à la majorité, nous indique que si ses collègues ne lui-même n'ont aucune attache politique et qu'il se réclame uniquement de l'action locale et de l'écologie (cette liste a recueilli 579 voix, contre 3 712 à celle de l'union de la gauche, qui a enlevé les 27 sièges à pourvoir).

● **Sainte-Genève-des-Bois (Essonne).** — M. Thoreau, chef de file de la liste écologiste, qui a obtenu 1 038 voix, nous précise que sa liste comprenait également des membres du P.S.U., dont lui-même.

● **Yvelines (Haute-Saône).** — La liste de la majorité conduite par M. Charriot, R.L., a obtenu 25 sièges au premier tour et non 25 comme nous l'avions indiqué dans le Monde du 15 mars. La liste d'union de la gauche n'a eu d'ailleurs qu'un siège à pourvoir au second tour.

Venez habiter sur la colline résidentielle du Cannet, et dominez la baie de Cannes.

Venez habiter sur la colline résidentielle du Cannet et dominez la Baie de Cannes. Avec le charme de ses villas et ses jardins, le Cannet est devenu le Paradis des amoureux de Cannes, de ceux qui aiment la vie de la Côte mais recherchent le calme. Sur la colline du Cannet, et dans un parc de 5.000 m² avec piscine privée, vient de s'édifier la Résidence Queen, un petit immeuble de 3 étages aux qualités de construction et de prestations exceptionnelles : cuisines aménagées, climatisation, vestes loggias, jardins privés en rez-de-jardin. Quant à la vue sur la Rade et sur les îles, elle est saisissante de beauté et cela, même depuis le rez-de-jardin. Il reste encore à la Résidence Queen une dizaine d'appartements bien destinés, pouvant satisfaire les plus difficiles aussi bien comme résidence principale, de loisirs et de vacances, que comme valeur de placement. Les prix des appartements étant nettement moins chers qu'à Cannes, à qualité égale.



RESIDENCE QUEEN
du studio au 4 pièces, piscines, isolation phonique et thermique soignée. Appartements livrables dès cette année. Lors de votre prochain séjour sur la Côte, téléphonez-nous à LFFI, nous vous ferons visiter l'appartement-témoin.
Nier, Tél. : (93) 87 19 07
Cannes, Tél. : (93) 38 39 76

PARIS HEBDO spécial élections municipales

● **Progrès de la gauche**
Paris, rien n'est joué
Trois déclarations : Georges Marchais, François Mitterrand, Robert Fabre

● **Deuxième tour très ouvert**
Les tableaux et les analyses détaillées de « PARIS HEBDO »
En vente le jeudi - abonnement : 6 mois : 30 F - 12 mois : 50 F
autocollant : 100 F - chèques à l'ordre d'André Réau - Paris Hebdo, 120, rue la Fayette - 75010 Paris.

ILLUSIONS COMPTABLES

Avec ou sans « réévaluation », la Comptabilité traditionnelle « à partie double » ne permet pas de connaître la situation financière réelle des Entreprises, parce qu'elle ne tient pas compte de l'évolution des indices de prix. En période d'inflation, elle effleure des bénéfices très supérieurs à la réalité. En effet, la valeur d'un objet acheté 1 000 F devient 1 050 F lorsque son indice spécifique de prix dépasse de 5 % ce qu'il était au moment de son achat. Si on le revend alors 1 020 F, la Comptabilité « à partie double » enregistre un bénéfice de 20 F, alors que, en réalité, il y a une perte de 30 F. C'est pourquoi elle ne peut pas servir d'outil de gestion. Pour connaître leur situation financière, les Chefs comptables doivent pratiquer la

COMPTABILITÉ INDEXÉE

pour établir, comme mille Entreprises américaines le font pour l'exercice 1976, une seconde clôture comptable traduisant la réalité. La publication de cette seconde clôture permet de donner une information valable à toutes les personnes intéressées au premier chef par le succès ou la survie de l'Entreprise.
PATRONS, ACTIONNAIRES, COMITÉS D'ENTREPRISE.
C'est la
CONDITION NÉCESSAIRE D'UNE BONNE GESTION
La Comptabilité Indexée est enseignée par mon ouvrage : « SORTIR DE L'ILLUSION », que j'envoie par poste tous pays contre versement à l'avance d'une contribution à mes frais d'au moins 100 F français, ou que je remets gratuitement en mains propres lors de leçons d'environ 2 heures que je donne bénévolement dans des villes francophones aux Chefs comptables et aux Professeurs qui se groupent pour me le demander. Téléphoner de préférence le samedi matin
Émile KRIEG, 7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS.
C.C.P. 1030-11 Paris. — Téléphone : (1) 265-58-76.

CINQUANTENAIRE de MADELIOS

DU LUNDI 14 AU SAMEDI 26 MARS

DES PRIX CINQUANTENAIRE DANS TOUS NOS RAYONS

des VESTE sport exemples : pure laine	390 F	PANTALON 55 % polyester 45 % laine	130 F	CHEMISE 87 % polyester 33 % coton	50 F	CHAUSSURES semelle cuir	165 F
--	-------	--	-------	---	------	----------------------------	-------

PLACÉ DE LA NATION - PARIS - ORVET DE 20 H 45 A 18 H 15 - PARCOURS GATILLES POUR NOS CLIENTS

Le Monde de l'éducation
NUMÉRO DE MARS
LES COMMUNES ET L'ÉCOLE



Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol - 75003 Paris, 272.25.09.
Capel Rive Gauche : centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
Capel Madeleine : 28 bd Malesherbes 75008 Paris, 266.34.21.



une LANGUE en 3 mois
Linguaphone : une nouvelle méthode audio-visuelle active, basée sur le dialogue. Sur cassettes ou sur disques. Se pratique chez soi, 28 langues enseignées : allemand, anglais, espagnol, italien, etc.

GRATUIT
En échange de ce bon, vous recevrez gratuitement une cassette à écouter et un disque et une cassette de démonstration. (Cocher la case de votre choix.)

Nom : _____
Prénom : _____
Profession : _____
N° : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Quelle langue voulez-vous étudier ? _____

LINGUAPHONE
12, rue Lincoln - 75003 Paris
Belgique, rue du Midi, 54-1000 Bruxelles
Suisse C.P. 215 bd Malesherbes, 17-1211 Gland

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

VOYAGES EN OCCITANIE

III. — Du pétard au bulletin de vote

par MARC AMBROISE-RENDU

Par la chanson engagée et par la leçon de grammaire, les occitanistes s'efforcent de persuader treize millions et demi de méridionaux qu'ils ont une langue et une culture qui leur sont propres. En prenant part aux conflits sociaux, parfois en usant de l'explosif, les « ultras » du mouvement tentent à présent d'éveiller une « conscience politique ». Mais tout cela se traduit-il par un projet cohérent capable de séduire les électeurs ? (« Le Monde » des 15 et 16 mars).

« Moi je me suis senti occitan le jour où j'ai compris que les départements viticoles faisaient les frais de la politique algérienne... » dit Jean Vialade, un des leaders des comités d'action viticole, ces commandos créés en marge des syndicats pour défendre les vigneronnes du Languedoc. Ce grand gaillard grisonnant, aux allures romanesques, marche en tête de toutes les manifestations malgré ses cinquante ans et ses multiples responsabilités. Il est à la fois régisseur d'un domaine de 150 hectares, propriétaire-exploitant de 20 hectares de vigne, président de la coopérative de Ribaut (Aude) et vice-président du syndicat des vigneronnes de Carcassonne (trente mille exploitants). « Jeannot » Vialade, c'est quel-

qu'un que l'on écoute et que l'on suit dans le Midi viticole. Il y a dix ans, les vigneronnes clamaient en français : « Nous voulons vivre ! ». Aujourd'hui, il n'est pas une seule de leurs manifestations d'Aries à Carcassonne, sans que l'on voie s'élever des banderoles « Volém vivre el país ! ».

« La solution de nos problèmes, continue Vialade, c'est l'occitanisme. Nous prendrons en main notre destin, nous ne verrons plus le T.V.A. pour construire le périphérique de Paris. Défendre la viticulture c'est aussi défendre notre façon de parler, de vivre, une culture, une civilisation. » « Jeannot » n'explique pas comment une région occitane plus autonome trouverait mieux que Paris une solution à la surproduction du vin. Il ne dit pas non plus que l'amalgame entre l'occitanisme et le planard déplaît à nombre de militants d'autres régions non viticoles. Mais sa démarche est caractéristique. Elle montre comment les thèmes occitanistes pénètrent dans les esprits à l'occasion de conflits locaux ou corporatifs. Au Larzac, les leaders des « 103 » ne sont pas « oc », mais sur la porte de certains de leurs hommes on peut lire « Aici parlem occitan » : « Ici on parle la langue d'oc ». Cet été, à la fête du mouvement Lutte occitane, au pied des ruines de Montségur, on argumentait furieusement contre le futur parc national du Haut-Arège, alors que le plus souvent les « oc » sont très proches des mouvements écologiques. Pourquoi cette opposition ? Parce qu'il s'agit d'un projet « parisien », de la mainmise de l'État centralisé sur un morceau du pays d'oc.

En Occitanie, comme en Armorique, on discrédite les têtes politiques des mouvements régionalistes en leur passant les menottes pour quelques heures. On mesure l'opinion. Mais est-ce par calcul ou par impuissance que les policiers n'arrêtaient jamais des « combattants de l'ombre » ? Sans doute, tant qu'il n'y a pas mort d'homme, ne veut-on pas risquer un procès politique qui tournerait à l'escalation des « héros » et révélerait les sentiments partisans. Ceux-ci existent donc. Peut-être aussi les militants jouissent-ils d'une complicité générale. Mais est-ce par calcul ou par aveugle. Cette hypothèse est encore moins favorable à « un pouvoir parisien ».

Celui-ci, pourtant, solidement appuyé sur les notables locaux ne s'inquiète guère. Il constate que les chansons, les cours de langue d'oc, les « manifs » et les pétards ne débouchent sur aucun projet politique. Il lui suffit de lire les manifestes des deux mouvements les plus en pointe. Lutte occitane et Volém vivre el país (V.V.V.P.), pour s'en convaincre. Sous la violence des mots, on ne trouve qu'un régionalisme bien tempéré.

Où sont donc les penseurs de l'occitanisme ? L'un des plus radicaux, François Fontan, fonda le Parti national occitan en 1959. Objectif : l'indépendance. Il réside en Italie où l'autonomisme occitan trouve de chauds supporters dans la province de Cuneo. Ceux-ci y ont même conquis deux municipalités. Mais de ce côté de la frontière, en dehors de quelques dizaines de partisans, personne ne veut plus entendre parler de François Fontan.

Il faut donc grimper jusqu'au hameau de Campestre, sur le Larzac, pour rencontrer Robert Lafont, cinquante-trois ans, auteur d'une vingtaine de livres en occitan (poésie, roman et théâtre) et d'une quinzaine d'autres en français, destinés à « vendre » l'idée occitaniste. On le trouve au coin de la cheminée. Titulaire de la chaire — la seule d'ailleurs — de littérature occitane à l'université de Montpellier, ce pourrait être un mandarin. Il a pourtant osé descendre dans l'arène politique lors des élections présidentielles de 1974. Il devait être le candidat des minorités régionales, mais il ne réussit à réunir que quatre-vingt-dix-sept signatures de notables sur les cent nécessaires. Cette fausse sortie l'a convaincu qu'il n'avait pas de destin politique. « On ne s'improvise pas représentant du peuple, dit-il en tisonnant.

Au reste, j'ai trop à faire : mes étudiants, qui seront enseignants d'occitan, un roman en cours, une étude de linguistique, des manifestations auxquelles j'assiste pour m'informer, des débats au rythme d'un par semaine... »

Que revendique-t-il ? Un meilleur enseignement de la langue d'oc à tous les niveaux scolaires et universitaires, un statut d'autonomie pour la culture, c'est-à-dire les livres, les disques, un théâtre, un cinéma, une radio, une

television « oc ». Un pouvoir socialiste régional, qui mettrait en route un plan de mise en valeur des ressources locales pour tirer l'Occitanie du sous-développement volontairement entretenu par Paris.

Robert Lafont ne cache pas que, pour faire aboutir ce projet, il compte beaucoup plus sur l'arrivée de la gauche au pouvoir que sur les seules forces des occitanistes. Ceux-ci d'ailleurs, en sont convaincus, qui reculent à la fois les gauchistes et la majorité. Pour sortir du ghetto, les militants « oc » choisissent le programme commun.

Les dirigeants socialistes ne refusent pas la main à leur ennemi. En décembre dernier, un colloque d'économie régionale s'est tenu à Narbonne, sur l'initiative du mouvement V.V.V.P. M. Georges Frêche, député socialiste de l'Hérault, participait aux travaux. L'un des socialistes présents a dit aux Occitans : « Organisez-vous : prenez vos responsabilités. Nous sommes à vos côtés pour continuer les discussions. »

M. Dexet a publié un journal en « oc » qui tirait à quinze mille exemplaires. Depuis des années, il se bat pour faire admettre à l'intérieur de son parti la revendication régionale. Bien sûr, il a sa chronique occitane dans l'« Echo ». Bien sûr, celui-ci a consacré un cahier de neuf pages à la question dans le numéro spécial marquant son trentième anniversaire. Mais ces mêmes pages dénoncent comme une illusion l'idée que l'Occitanie a été colonisée. Il s'agit simplement d'une part de la France déchirée par le capitalisme. On ne promet aux « oc » qu'un seul « droit nouveau » : celui d'apprendre et de parler leur langue. André Dexet soupire : « Le parti est encore beaucoup trop timide. »

En dehors d'un flirt avec les socialistes, les occitanistes n'ont

donc pas grand-chose à attendre des partis politiques. Il n'en va pas autrement dans les autres provinces à la recherche d'une identité. Les mouvements régionalistes sont seuls à mener leur combat. Mais en pays d'oc, plus qu'ailleurs, les thèses sont encore trop floues, les choix trop nébuleux pour être compris de la population. Robert Lafont avoue : « Je suis plus connu à Paris qu'en Occitanie. »

Pour être prophètes en leur pays, les occitanistes devront bien un jour élaborer un projet politique clair. Il leur faudra pour cela passer du sentiment à la raison, du rêve à la réalité, de la contestation à la proposition. Un très long chemin...

FIN

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol - 75003 Paris, 272.25.09.
Capel Rive Gauche : centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
Capel Madeleine : 28 bd Malesherbes 75008 Paris, 266.34.21.

Conscient que son avenir s'inscrit dans chaque événement du monde arabe, l'Homme Arabe aspire à comprendre.

Pour comprendre:

Redacteur en chef :

Parution : le 25 Février 1977

ALMOSTAKEAL

L'hebdomadaire de l'Homme Arabe.

Vous êtes : Politique, économique, sociale, et culturelle.

Diffusion : Le Monde Arabe, l'Europe et l'Amérique.

Rédaction : Les plus grands journalistes et éditorialistes Arabes.

دكان من الفضل

EQUIPEMENT

QUALITÉ DE LA VIE

CENT SOIXANTE-DIX MILLE PHOQUES CHASSÉS OU MASSACRÉS ?

Le coup de gourdin...

De notre correspondant

Montréal. — La chasse — pour certains le massacre — des bébés phoques a commencé, le mardi 15 mars, autour des îles de la Madeleine et sur les rives du Labrador, dans le golfe du fleuve Saint-Laurent. Les pêcheurs de l'endroit et les bateaux norvégiens venus spécialement pour cela, seront cette année soixante-dix mille. Parmi les différentes espèces de phoques, seuls ceux du Groenland seront chassés, la peau de leurs petits restant d'un blanc immaculé jusqu'à la troisième semaine.

Les chasseurs ont en face d'eux les représentants de plusieurs organisations de défense de l'environnement et de protection des animaux. Le directeur de la Fédération internationale pour la protection des animaux, Brian Davies s'est rendu sur place où il a fait venir plusieurs hélicoptères dans lesquels il espère embarquer des journalistes. Jusqu'à lundi, il était resté dans son hôtel devant lequel l'attendait une foule hostile de pêcheurs accompagnés de leurs familles.

Le journaliste suisse Franz Weber, qui a récemment créé une fondation pour la protection de la nature portant son nom, a lui aussi, projeté de conduire sur les rives de la chasse des journalistes et des photographes. Il a proposé de créer dans la province de Terre-Neuve une réserve de faune synthétique. Mais, outre que cela ne donnerait pas de travail à tous ceux qui sont aujourd'hui chasseurs de phoques dans cette partie du pays, cela n'apporterait pas de solution aux habitants des îles de la Madeleine.

Les membres de la fondation Green Peace, dont le siège est à Vancouver, se trouvent également sur les lieux, mais ils ont refusé de dire comment ils s'y prendraient pour interrompre la chasse. Ce sont sans doute les plus déterminés. Ils sont parvenus à empêcher, au cours de l'été 1976, la capture d'une centaine de baleines par des navires soviétiques dans le Pacifique (ils avaient également tenté, mais vainement, de perturber les essais atomiques français à Mururoa).

La chasse aux phoques dans la région est très ancienne, puisque Jacques Cartier l'avait vu pratiquer par des Indiens en 1534. Il y a très longtemps aussi que les

populations des environs ont pris l'habitude de se rendre sur les banquettes où les phoques femelles mettent bas, au début du mois de mars. A cette période de l'année la pêche est impossible pour tous ceux qui n'ont pas de très gros équipements, et le chômage s'accroît. Dans les îles de la Madeleine, par exemple, plus de 90 % de la population active. L'année dernière, quatre mille personnes ont participé à cette campagne de chasse qui a rapporté à l'économie de la région environ 3 000 000 dollars. Les pêcheurs affirment en outre que le terrain peuplé par les phoques et leurs mâles est à l'origine de la diminution de certaines espèces de poissons dans cette zone.

La connaissance du système écologique dans lequel évoluent ces phoques n'est pas parfaite, et si les pêcheurs exercent vraisemblablement en les accusant de manger trop de poissons, les protecteurs des animaux ne sont pas davantage de même de prouver que la chasse va faire disparaître les phoques du Groenland. Depuis 1967, la réglementation de la chasse aux phoques de l'Atlantique relève de l'ICNAF (Commission internationale des pêches de l'Atlantique nord). Le recense-

ment des phoques s'effectue par photographie (on utilise des films ultra-violet sur lesquels apparaissent distinctement les fourreaux blancs des petits), en profitant du fait qu'ils se concentrent fortement à l'époque de la mise bas.

Selon cette méthode, les experts de l'ICNAF ont calculé que la population de ces animaux était en hausse depuis 1972 et qu'il y avait eu trois cent mille petits en 1975, pour un nombre total d'un million deux cent mille phoques. C'est à partir de la qu'a été obtenu le chiffre de cent soixante-dix mille prises autorisées en 1977. De 1971 à 1974, les prises ont toujours été inférieures au contingent établi, mais elles lui ont été supérieures au cours des deux dernières années.

C'est surtout la façon dont ces phoques sont tués qui a soulevé des vagues d'indignation dans le monde entier. Venus des côtes par bateau, les hommes avancent au milieu des troupeaux de phoques et défont le crâne des petits d'un coup de gourdin, tandis que les mères, à quelques pas de là, s'agitent avec furie. Les zoologues ne savent pas si ces mères subissent un traumatisme psychologique. Il semble, d'autre part, que, du fait de la fragilité de leur crâne, les bébés phoques ne souffrent pratiquement pas. Mais le sang sur la banquette et sur cette peluche blanche, sous un ciel qui peut être d'un bleu limpide, est un spectacle assez horrible.

A cela, les habitants de la région demandent ce qui se passerait si l'on montrait, à l'heure du dîner, sur les écrans de télévision européens, la façon dont on égorgé les cochons dans certains abattoirs. Les populations pauvres, à l'extrême pointe atlantique du Canada, ont besoin de cette chasse pour vivre, et il semble que le gouvernement canadien soit décidé à les soutenir.

En attendant l'affrontement entre les pêcheurs et les protecteurs des animaux, si celui-ci doit avoir lieu, les colonnes réservées aux lecteurs dans les journaux canadiens sont remplies de lettres virulentes à l'égard des étrangers — et en particulier suisses — qui prétendent donner des leçons au Canada. Ainsi cette lettre d'un Québécois qui affirme : « Les âmes superstitieuses pleurent sur les phoques qui ont l'air perdus avec leurs deux yeux grands ouverts, mais personne ne parle du cochon parce qu'il a une sale puanteur. Ces moralistes me font penser à mon père qui était toujours assis et qui nous faisait la morale. »

ALAIN-MARIE CARRON.

[M. Franz Weber est accompagné dans sa croisière par Mme Brigitte Barbot. L'actrice avait récemment fait parvenir à l'ICNAF une lettre dans laquelle elle demandait un appui au président de la République M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'effet de lui faire connaître qu'il suivait son action avec la plus grande attention, et qu'il allait demander à M. Vincent Auzanet, ministre de la Qualité de la vie, d'entrer en contact avec les professionnels français de la fourrure pour connaître les mesures que ces derniers comptaient prendre au sujet de l'importation de peaux de bébés phoques.]

Si ces conversations n'aboutissent pas, on envisage, à l'ICNAF, d'interdire par décret les importations de peaux de bébés phoques.]

CONSTRUCTION NAVALE
LA FRANCE
REMONTÉ DU SIXIÈME
AU QUATRIÈME RANG MONDIAL
Londres (A.P.P.). — La production mondiale de navires de commerce a connu en 1976 un déclin pour la première fois depuis quinze ans (— 0,8 % par rapport au record établi en 1975), indiquent les statistiques du Lloyd's. Les observateurs notent la « performance » des chantiers français dont la production, en hausse de 45 %, a permis à la France de remonter du sixième au quatrième rang des constructeurs. Le Japon reste de loin en tête avec 48,5 % du marché, mais une chute de 8,6 %. La Suède a repris la seconde place à l'Allemagne fédérale (qui passe au troisième rang) avec un accroissement de 14,9 %. A la cinquième place demeure la Grande-Bretagne, suivie de l'Espagne et du Danemark.

La part des pétroliers dans la flotte mondiale est tombée de 60 % à 58 %.

Les statistiques ne reflètent que très imparfaitement la situation de la construction navale dans le monde, qui traverse une crise grave. En 1976, les lancements ont connu une chute de 13,5 % et les commandes ont enregistré une diminution beaucoup plus sensible. Etant donné le délai de fabrication des navires, c'est en 1977 et en 1978 qu'on appréciera, chiffres à l'appui, l'ampleur des difficultés apparues à ce jour.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Rhône-Alpes

Les citoyens et l'avenir de leur cité

• A Lyon et à Chambéry les habitants prennent la parole

• A Grenoble, on la leur donne

Lyon. — On a beaucoup parlé de « participation » au cours des dixième journées sociales régionales, organisées récemment par l'association la Chronique sociale de Lyon sur le thème « Le citoyen et sa ville ». Les journées auxquelles ont participé plus de cent vingt personnes (1). D'où vient cependant que les élus, à quelque parti qu'ils appartiennent, se soient

montrés aussi discrets dans un débat qui les concernait au premier chef ? S'ils ne détiennent pas, et parfois il s'en faut de beaucoup, tous les pouvoirs dans la construction et l'aménagement des villes, ils restent les « décideurs ». Quel candidat n'a pas en ce moment dans son programme municipal une référence à la « concertation » ou au « dialogue » ?

De notre correspondant régional

ainsi à se mettre davantage à l'écoute de la population.

Le concours d'idées pour l'aménagement de l'espace Cnrlal, auquel quarante-trois équipes d'urbanistes ont participé au départ, a permis ainsi à près de quatre mille Chambériens de prendre connaissance des projets et à huit cents d'entre eux de porter un jugement sur les cinq maquettes retenues par le jury.

A Grenoble, où la consultation des usagers — avec des imperfections certes — est entrée dans les mœurs depuis plus longtemps, la volonté d'interroger les Grenoblois sur l'avenir des terrains de la caserne Roche (trois hectares) a été plus spontanée.

Ces deux exemples — dont seul le premier a été évoqué aux journées sociales — conduisent à deux observations : la participation, si elle est sérieusement entreprise, entraîne des dépenses et allonge les délais de réalisation. Elle exige aussi et surtout une compétence et une forme d'esprit, notamment une « ouverture aux critiques », que les élus dans leur majorité sont loin de posséder aujourd'hui. N'est-ce pas la raison principale qui les fait abandonner si aisément parfois leurs pouvoirs aux techniciens ?

Comment organiser alors les

rapports entre l'élu, le technicien et le citoyen pour déboucher sur une véritable concertation ? Pour M. Charles Lambert, président de la Société française d'urbanisme, « il n'est pas possible de poursuivre le dialogue de sourde » auquel on assiste actuellement. « Il faut, selon lui, revendiquer un véritable statut de la participation. »

Pourquoi ne pas nommer des « médiateurs » ayant la confiance totale des populations ? L'unanimité s'est faite au moins sur un point essentiel : la participation ne s'improvise pas, elle s'apprend. Ne s'appellera jamais participation « la présentation froide, formelle, de deux ou trois maquettes dans un lieu difficile à découvrir et, de plus, fermé le dimanche. »

« Il faudrait surtout que l'on consulte les citoyens au moment de la détermination des grandes orientations d'urbanisme », a encore souligné M. Charles Lambert. Mais les usages s'ajoutent : les élus ne sont pas seuls à prendre des décisions qui engagent l'avenir d'un quartier, voire de leur ville tout entière, pour les vingt ou trente années à venir ? Non, ils pas pour préoccupation première — et normale après tout — la qualité de leur vie présente ? Et puis, « qui » consulter ? Quels sont les critères de « représentativité » ?

« Certains associations ne confient-elles pas les pouvoirs à leurs mandataires ? D'autres n'obéissent-elles pas à l'ordre ? D'autres encore ne forment-elles pas des « comités bidons » ? », s'est interrogé M. Régis Neyret. Même si elles sont presque toujours le résultat d'un refus de participation, les actions des associations de défense nées spontanément autour de projets controversés constituent, selon M. Paul Scherrer, président de l'Union des comités de Lyon, un « bilan considérable ».

BERNARD ELIE.

(1) La Chronique sociale de Lyon, 7, rue du Plat, 69001 Lyon Cedex 1.

Midi-Pyrénées

M. Savary propose à M. Barre de définir « d'un commun accord » une stratégie de développement

De notre correspondant régional

Toulouse. — D'un épais dossier constitué par une équipe d'élus de toutes tendances, de fonctionnaires, de membres du comité économique et social, d'universitaires, de syndicalistes, le conseil régional de Midi-Pyrénées a extrait un ouvrage que son président, M. Alain Savary, vient d'adresser au premier ministre et à tous les membres de son gouvernement.

Dans les commentaires de l'ouvrage qu'il a préfacé, le président de l'établissement public régional procède à une crasse analyse de la situation économique dans les huit départements de la région qui détiennent un triste record avec cinquante mille chômeurs recensés au 31 janvier 1977. A cette même époque, les offres d'emploi ont encore diminué. Pour dix-huit demandeurs, il n'y a qu'une offre. Cette constatation amène M. Savary à demander à M. Raymond Barre d'engager le gouvernement dans une « politique rigoureuse, volontariste et décentralisée de développement économique ». En résumé, c'est une stratégie de développement, ainsi que l'a déjà demandé le conseil régional.

D'autres « options significatives » sont mises en œuvre : valorisation du potentiel agricole de Midi-Pyrénées, de manière à freiner l'exode rural ; préservation du potentiel industriel régional par la dépollution et l'application de certaines « politiques sectorielles nationales » comme le programme prospectif en coopération européenne pour l'aéronautique, le plan de conversion dans les industries des cuirs, peaux et textiles, une aide à la reconstruction du bâtiment et des travaux publics.

M. Alain Savary se prononce pour la création d'un tissu dense de petites et moyennes entreprises dans les zones de croissance et demande que soit « réorganisé le milieu décisionnel régional » en renforçant les solutions décentralisées des banques d'administrations, ainsi que les états-majors. On empêcherait ainsi que la région, frappée de plein fouet par la crise, voit ses capitaux investis dans d'autres régions plus développées. Une banque régionale pourrait alors soutenir l'épargne locale et l'investir dans les huit départements de Midi-Pyrénées.

Dans la conclusion de sa lettre, M. Alain Savary propose au premier ministre : « Un plan spécial de développement doit être proposé au conseil régional et mis au point d'un commun accord. Faut-il d'une telle initiative dans un proche avenir, le renforcement devra être poursuivi. »

Et dans la présentation de l'ouvrage pour Midi-Pyrénées, M. Savary déclare d'ailleurs qu'« en décidant d'utiliser mieux son pouvoir de décision, le conseil régional n'a pas eu le

MÉTHODES MATHÉMATIQUES EN URBANISME

Stage organisé par l'Institut d'Urbanisme de l'Académie de Paris

QUARANTE HEURES, DU 25 AU 29 AVRIL 1977

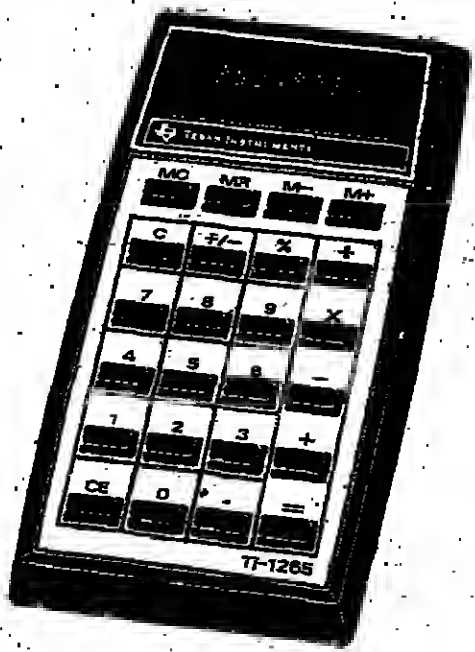
Inscriptions : Université de Paris, VIII, Service de la Formation

Permanence : Route de la Touraine 75015 PARIS CEDEX 12

Tél. : 3-74-12-30. Poste 389 - 374-72-26

Pour 89 F. ttc.

une calculatrice de poche... de bureau



- Calculatrice de poche.
- Affichage 8 grands chiffres verts.
- 4 opérations, pourcentage, constante automatique.
- Virgule flottante.
- Mémoire.
- Fonctionnement sur pile.
- Adaptateur secteur en option.
- Poids : moins de 125 gr.

La TI-1265 n'est pas qu'une calculatrice de poche. Certains fabricants considèrent qu'une calculatrice de poche n'est pas faite pour être utilisée sur une table.

Avec la TI-1265 Texas Instruments démontre le contraire. Le grand affichage vert à l'indication de l'écran de nuit à la TI-1265 une lisibilité parfaite que ce soit pour une utilisation dans la main ou sur la table. Un socle antidérapant lui procure une stabilité parfaite quelque soit le plan de travail.

TI-1265 la calculatrice de poche... de bureau.

A l'origine des calculatrices électroniques, une invention de Texas Instruments : le premier circuit intégré.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

Galeries Lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE
NICE-MONTPELLIER-LYON-NANTES

(1) Un comité pour Midi-Pyrénées, 337, page 20 P. Editions Privat, 14, rue des Arts, 31000 Toulouse.

SCIENCES

LE JAPON
POURRA-T-IL RETRAITER
SON COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE ?

Le premier ministre japonais, M. Fukuda, se rend, la semaine prochaine, à Washington, pour y rencontrer le président Carter. D'après le « Guardian » du 16 mars, les discussions porteront entre autres sur la mise en service, prévue pour cet été, d'une usine japonaise de retraitement de combustibles nucléaires irradiés. Construite à Tokamura, à 158 kilomètres au nord de Tokyo, cette usine a une capacité de traitement de 0,7 tonnes par jour, soit un peu plus de 200 tonnes par an, ce qui ne couvre pas les besoins japonais. Le Japon fait retraiter du combustible en Grande-Bretagne et négocie actuellement un nouveau contrat avec la Grande-Bretagne et la France.

La politique américaine actuelle est de limiter très sévèrement le retraitement des combustibles nucléaires, générateur d'un plutonium aisément convertible en bombes, et de s'opposer à l'entrée de tout nouveau pays dans le petit groupe de pays qui disposent de facilités de retraitement. D'où les difficultés faites à la France et à l'Allemagne fédérale en ce qui concerne la fourniture d'atomes de retraitement au Pakistan et au Brésil respectivement. Il est donc probable que le président Carter est peu favorable à la mise au service de l'usine japonaise et, comme le Japon dépend entièrement des États-Unis pour son approvisionnement en uranium enrichi, ces derniers disposent de moyens de pression considérables.

MÉDECINE

A Paris
UN SEUL NUMÉRO D'APPEL
POUR CONNAÎTRE
LE MÉDECIN DE GARDE

Pour permettre aux Parisiens d'appeler le médecin de garde de leur arrondissement, la chambre syndicale des médecins de Paris (affiliée à la Fédération des médecins de France) a décidé de mettre à leur disposition un numéro de téléphone unique (578-15-00). Les coordonnées de ce praticien continueront d'être données dans les pharmacies et les commissariats. Cette permanence des soins sera assurée la nuit et le dimanche, à partir du 1^{er} avril.

Cette initiative est vivement contestée par la Fédération des médecins de Paris, qui a déjà soutenu la création d'un service de garde dans le 14^e arrondissement. L'absence d'un service de garde durant la journée lui semble grave, dans la mesure où elle favorise le développement de structures parallèles comme l'AUMF ou SOS-Médecine. En outre, regroupant un nombre important de généralistes, cette organisation estime qu'elle doit être associée à la conception de toute structure permettant d'assurer à Paris une permanence des soins médicaux.

○ RECTIFICATIF. — Le président du Syndicat des kinésithérapeutes de groupe de la région parisienne est M. Boisson et non le docteur Poisson, comme nous l'avons indiqué par erreur dans un article du « Monde » de la médecine du 2 mars.

ÉDUCATION

M. André Henry au secours
de l'université de Vincennes

Dans la recherche des moyens de se survivre, l'université de Paris-VIII (Vincennes) a trouvé un allié : M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), invité par les sections syndicales de l'université à venir, mardi 15 mars, constater sur place les conséquences pratiques des restrictions budgétaires et à échanger avec les enseignants la perspective du transfert de Paris-VIII à Marne-la-Vallée (le Monde du 27-28 février).

Pour cette première visite à Vincennes d'un secrétaire général de la FEN, M. Henry, accueilli par les réactions passionnées et contradictoires propres à Paris-VIII, avait sans doute souhaité apporter une bonne nouvelle, après son entretien avec Mme Sauvaire-Silès lundi 14 mars. Mais il n'a pu offrir aux « vincennais » que la vague promesse du secrétaire d'Etat que « l'expérience de Paris-VIII serait étendue à d'autres universités ». M. Henry a cependant offert le soutien de sa Fédération à l'université. Il a proposé à ses interlocuteurs de les aider à obtenir de la Ville de Paris le renouvellement du bail pour le terrain actuellement occupé par l'université dans le bois de Vincennes. Le secrétaire général de la FEN s'est également engagé à retourner voir le secrétaire d'Etat aux universités, avec les propositions des responsables de Vincennes. Mais celles-ci tendent à se transformer en « réalisables » : « Nous refuseront toute solution qui toucherait l'expérience et qui sacrifierait les non-bacheliers et les salariés qui fréquentent Vincennes », a déclaré M. Pierre Merlin, président de l'université. M. André Henry s'apprête donc à ouvrir le médiateur d'un dialogue difficile.

Ph. Bg.

— Libres opinions —
VINCENNES : l'université étouffée

par MICHEL BEAUD (*)

PÉRIODIQUEMENT l'information resurgit : Vincennes est en difficulté ; l'université de Paris-VIII — c'est ainsi que la nomment les brochures officielles — est en danger de mort. Paradoxe : cette université où s'inscrivent chaque année trente mille étudiants et qui, en quelques années, a réussi à bénéficier d'une renommée mondiale, le pouvoir en annonce la fermeture pour 1978 ou 1980 (le création d'une nouvelle université à Marne-la-Vallée pouvant en offrir l'occasion).

Contrairement à ce que disent ou diront les porte-parole officiels, ce n'est pas principalement un problème de localisation des terrains : l'emprise concédée par la Ville de Paris est négligeable par rapport à ce que la même ville a accordé dans le bois de Boulogne à des clubs pour privilèges. Ce n'est pas principalement un problème de bâtiments : ceux-ci souffrent seulement de manque d'entretien (fuite de crédits), et pourront servir encore pendant de longues années ; les détruire serait, à une moindre échelle que La Villette, un nouveau, et absurde, gâchis.

La réalité est qu'à peine l'avail-il créée au lendemain de mai 1968, le pouvoir regretta d'avoir mis en place Vincennes et s'efforça de limiter le « mat », comme nous le notions dès 1971, « en brisant, en brisant, parfois même en brisant l'essence du travail, des efforts, des recherches qui s'y développent » : crédits accordés à chaque rentrée nettement en dessous du nécessaire et rallonge accordée en cours d'année, sous pression des Vincennais, mais trop juste et trop tard : menaces ou attaques contre les diplômés ; refus quand la nécessité s'en est fait sentir, d'ouvrir d'autres universités aux non-bacheliers et aux salariés ; refus des postes nécessaires pour les personnels administratifs, techniques et d'enseignement, d'où le gonflement d'emplois précaires de vacataires, contractuels, chargés de cours pour cette année et pour la rentrée prochaine, de nouvelles menaces se font jour ou s'aggravent : contre les étudiants étrangers, contre les enseignants associés (français et étrangers), contre les chargés de cours payés sur heures complémentaires.

Pourtant, nous restons attachés à Vincennes, non par inertie ou facilité, mais, malgré les difficultés, à cause de ce qui a pu y être entrepris et réalisé : ouverture aux non-bacheliers ; large accueil des salariés et des étrangers désireux de recevoir l'enseignement qui y est dispensé ; mode d'enseignement moins hiérarchique, moins répressif qu'ailleurs ; mode d'organisation moins hiérarchique et moins « militaire » ; attention plus grande apportée aux problèmes de notre temps ; coexistence et souvent coopération des multiples démarches liées à des disciplines différentes.

Et nous savons qu'au fond, Vincennes est menacée principalement parce que la liberté de pensée, d'expression, d'analyse et de critique y a été portée un peu au-delà de ce que le pouvoir tolère.

Car nous ne pouvons pas ne pas évoquer les récentes révolutions sur la Tribüne (1). Cette confrontation lancée par Nelson Rockefeller début des années 70, réunit des dirigeants publics ou privés des trois pôles du monde capitaliste : États-Unis, Europe occidentale, Japon ; parmi ses membres, des responsables qui ont récemment accédé à des postes de haute responsabilité : Jimmy Carter et une grande partie de son état-major, pour les États-Unis et Raymond Barre pour la France. Au cours d'une de ses sessions, cette conférence, a analysé le caractère « ingouvernable » des démocraties modernes et prévu leur reprise en main soit par la méthode douce, (contrôle de l'information et de l'enseignement notamment), soit par la méthode forte.

Nous devons prendre conscience de ce que, en ce moment, en France, est mise en œuvre une stratégie de « restriction » de la démocratie : reprise en main de l'information (radio, télé, presse, Parisien libéré, main basse sur le Figaro, France-Sol et des journaux de province par le groupe Hénault...) ; reprise en main de l'enseignement (réformes successives des trois cycles, traitement de cheval ou opération chirurgicale pour les universités ou les U.E.R. indisciplinées, menaces sur les L.U.T.). Au-delà de Vincennes, c'est beaucoup plus qu'est menacé.

C'est pourquoi, nous qui travaillons à Vincennes, nous savons trop, en défendant notre lieu et notre outil de travail, nous contribuons, à notre échelle, à étendre, au-delà de Vincennes, l'université, la liberté d'enseigner, de penser et d'apprendre et, plus encore, la démocratie.

(*) Ancien président de l'université Paris-VIII Vincennes, professeur à l'U.E.R. d'économie politique.

(1) Voir le Monde diplomatique de novembre 1976 et l'Unité du 11 janvier 1977.

REDOUTANT UNE BAISSSE DU « NIVEAU SCOLAIRE »

Deux syndicats de la FEN et la Fédération Cornet
constituent un « front commun »
contre la réforme Haby

Les responsables des deux principaux syndicats de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) : celui des instituteurs et des professeurs de collège (SNI-PEGC) et celui des enseignants de second degré (SNES) — ainsi que la Fédération des conseils de parents d'élèves (Fédération Cornet) ont présenté, mardi 15 mars, une plate-forme commune contre la réforme Haby, dont l'application est prévue pour la rentrée de septembre 1977. Toutefois, pour l'instant, seul le SNI a lancé une consigne de boycottage (le Monde du 12 février).

L'accord entre les trois organisations, qui ne concerne que la classe de sixième, porte sur cinq points : « Pas de classes de plus de trente élèves » ; « maintien des horaires actuels » (les actions de soutien, par exemple, amputent ces horaires d'une heure par semaine en français, en mathématiques et en langue vivante) ; « maintien de tous les dédoublements pour travaux dirigés » (soit dix heures par semaine) ; « mise en œuvre d'enseignements de soutien par des dotations supplémentaires » ; « maintien dans le service des professeurs de chaque classe et mise en place d'enseignements de rattrapage, grâce à la création provisoire de groupes à effectifs réduits (quinze élèves au maximum) » ; « attribution des moyens nécessaires pour assurer une réelle continuité ». Nous ne pouvons accepter, a notamment déclaré M. Raymond Métro, secrétaire général de la Fédération Cornet, qu'on diminue le niveau scolaire de nos élèves. Ce sera pourtant, selon lui, la conséquence d'une part de l'augmentation des horaires par le « soutien », d'autre part de la réduction des cours, cinquante minutes. « Au bout de trois ans, a-t-il ajouté, une année de programme aura sauté ».

« Les dangers de la réforme »

A partir de cette analyse commune, les trois organisations ont décidé de diffuser prochainement, à plusieurs millions d'exemplaires, un document « dénonçant les dangers de la réforme ». Elles entreprendront ensuite une campagne de signatures auprès de la population et éventuellement des actions communes au niveau départemental.

Le « front commun » qui unit le SNI et le SNES est exceptionnel. Il a, selon M. Maurice Pique, du SNI, une « importante signification ». Une session de formation consacrée aux problèmes de politique économique s'est organisée par l'Institut d'études politiques de Paris sous forme de dix séances de trois heures chacune : ces séances, destinées à des cadres supérieurs souhaitant actualiser leurs connaissances, auront lieu, à partir du 21 avril, à raison d'une séance mardi, de 19 heures à 19 heures, et seront animées en grande partie par les professeurs d'économie de l'I.E.P. Les thèmes abordés : la croissance française, les liens entre l'analyse et la politique économique ; échanges et problèmes monétaires extérieurs ; la politique industrielle ; monnaie, politique monétaire et système bancaire ; la politique des prix ; problèmes nouveaux de la politique fiscale ; la politique de l'épargne et du marché financier ; la politique sociale ; la politique de l'énergie.

Les Renseignements et inscriptions : I.E.P. Formation continue, 37, rue St-Guillaume, 75001 Paris Cedex 07, Tél. 280-39-80.

Le Monde diplomatique

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

ANGLETERRRE

RÉVISIONS BAC

4^e, 2^e, 1^{re}, BEPC

aux vacances de PAQUES dans la plus belle campagne de France. Une école moderne

COURS PRIVÉ MINERVA

Château de l'Épine

36 - CIRON Tél. (54) 37-99-07

Documentation sur demande :

INSTITUT MINERVA

64-10000 4, av. de Verdun 75008 PARIS 94 - ST-MARCE

Tél. : 387-34-63 Tél. : 366-99-23

Cours vacances en août ou septembre Année scolaire de la 6^e aux terminales A, B, C, D.

EMPLOI-FORMATION

Entreprises - particuliers - étudiants - orales

ANGLAIS

« English Home »

ESPAGNOL

« Centre Audiovisual del Colegio de España »

PARIS : Cours ouverts toute l'année, tous niveaux.

ANGLAIS - ESPAGNE : Stages intensifs, juillet, août.

ALLEMAND - PORTUGAIS

« Interlingua »

COMPAGNIE EUROPEENNE DE FORMATION

9, boulevard Gironde-Nouvelle 75002 Paris - Tél. 233-67-08

ANGLAIS - ESPAGNOL

Picard surgelés.

Maintenant 2 magasins à Paris.

Profitez des framboises en hiver du boudin blanc en été de 450 produits toute l'année et de 30 produits différents en promotion chaque mois.

PICARD

Paris 15^e - 16 rue Castagnary
Tél. 250.04.37 - 250.04.19
(Parking réservé devant le magasin).

Paris 17^e - 159 rue de Rome
Pavillons-sous-Bois - 22 bd Roy
Cergy - ZI des Béthunes Saint-Ouen-Aumône
Melun - 7 rue Eugène Briais.

CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMÉRICAINE. VOUS DÉCOUVRIREZ MIEUX LES U.S.A.

EXPERIMENT est un organisme d'échanges internationaux à but non lucratif qui favorise la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions.

EXPERIMENT vous initiera à la vie américaine et vous permettra d'améliorer votre anglais.

Nous vous proposons également d'autres destinations : le Brésil, l'Inde, l'Irlande, le Japon, le Mexique.

experiment France

Pour un monde plus ouvert

(Association loi de 1901, membre de l'UNESCO (B), agréée par le Comité National de l'Enseignement Supérieur)

89, rue de Turbigo, 75003 Paris - Tél. : 378-5003

هناك النقص

AÉRONAUTIQUE

L'AFFAIRE DASSAULT

Des membres de la commission d'enquête parlementaire ont acquis la conviction que certaines des révélations de M. de Vathaire étaient fondées

« Pas de scandale, mais des problèmes », reconnaît, en résumé, dans son rapport, la commission d'enquête parlementaire — dix députés de la majorité et cinq de l'opposition (1) — sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique. C'est au début du mois prochain

que l'Assemblée nationale décidera de rendre public ou non le contenu de ce rapport d'enquête.

Quatre mois de travail trouvent leur conclusion dans un rapport dactylographié de cent quatre-vingts feuillets environ, auquel sont annexés les procès-verbaux de certaines audi-

tions, et, à leur demande, les commentaires des représentants socialistes et ceux des députés communistes qui ont participé à la commission d'enquête. Les parlementaires ont, pour l'essentiel, dénoncé l'incohérence de la politique de construction aéronautique civile conduite, depuis une vingtaine d'années, par l'Etat, qui a

toléré des pratiques industrielles contestables et une non moins évidente dilapidation des fonds publics. En outre, plusieurs membres de la commission ont acquis la conviction que certaines des révélations de M. Hervé de Vathaire, l'ancien directeur des services comptables de M. Marcel Dassault, étaient fondées.

A l'origine de la création de cette commission d'enquête parlementaire, on s'en souvient, les révélations de M. Hervé de Vathaire sur la gestion comptable de plusieurs sociétés contrôlées par M. Marcel Dassault, député (R.P.R.) de l'Oise, le principal fournisseur de l'armée de l'air française. En fait, la commission d'enquête ne s'est pas contentée d'examiner le seul cas du groupe Dassault-Breguet, et elle a étendu son analyse à l'utilisation des fonds publics par toutes les entreprises, privées ou publiques, de construction aéronautique.

Le gouvernement ne semble pas avoir apprécié à la commission l'ont le concours requis par certains des parlementaires désignés par l'Assemblée nationale. C'est ainsi que l'audition de hauts fonctionnaires de l'inspection générale des finances ou du contrôle général des armées a été refusée par leur autorité administrative de tutelle. D'autre part, la commission n'a pas eu accès aux rapports, demeurés secrets à ce jour, de M. Pierre Mayer et du contrôleur des armées Lambert sur l'industrie de l'armement en France et la commercialisation des matériels à l'étranger.

De sa propre décision, enfin, la commission n'a pas annexé, à la fin de son rapport, les procès-verbaux de toutes les auditions

de responsables auxquelles elle a procédé. En particulier, les procès-verbaux des auditions de certains hauts fonctionnaires — tels MM. Jean-Laurent Delpech, ancien député ministériel pour l'armement, Claude Abraham, directeur général de l'aviation civile, et Engues de l'Estolle, directeur de l'industrie au ministère de l'Industrie et de la Recherche — ont peu de chances, à l'heure actuelle, d'être reproduits en marge du rapport officiel. De même, n'ont pas été annexés les procès-verbaux des auditions des dirigeants des compagnies aériennes françaises, tels MM. Pierre Giroulet (Air France), Robert Vergnaud (Air Inter) et Antoine Vell (Union des transports aériens).

En revanche, à côté d'annexes techniques composées principalement de notes rédigées par la délégation ministérielle pour l'armement, avant qu'elle ne soit transformée en délégation générale, le rapport parlementaire devrait inclure les procès-verbaux des auditions de plusieurs ministres — MM. Yvon Bourges, ministre de la défense, Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, Michel Durradeur, ministre délégué aux finances, et Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports — et de certains présidents-directeurs généraux, actuels ou anciens, de firmes aéronautiques.

L'audition de M. Dassault a été l'occasion, pour des représentants de la majorité et pour les députés de l'opposition membres de la commission, de confirmer la précision et l'authenticité des remarques de la Cour des comptes ou de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques sur la gestion financière des sociétés aéronautiques. Régulièrement, ces deux organismes mettent en évidence

l'existence de gaspillages dus au non-remboursement, par les industriels intéressés, de redevances ou d'aides accordées par l'Etat à un projet aéronautique. En la matière, les sociétés nationales utilisent autant que les entreprises privées le droit que leur reconnaît l'Etat de ne pas rembourser les avances consenties. Cette tolérance peut être considérée comme une aide indirecte à l'exportation, dès lors qu'elle permet à l'industriel concerné de pratiquer des prix de vente compétitifs. Mais, dans le cas présent, la question demeure de savoir si l'Etat n'entend pas, de cette façon, avantager une société au détriment d'une autre. Pour la construction de l'avion d'affaires Mystère-20, Dassault-Breguet a ainsi perçu, à titre d'avances remboursables, 35,7 millions de francs, contre 9,3 millions de francs pour la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), qui fabrique pourtant 56 % de la valeur de l'appareil.

L'Etat a accepté de même que soit reportée sur trois cent vingt-trois exemplaires produits l'exigence de remboursement de ses avances dans la construction du court-courrier Mercure par Dassault-Breguet. Le Mercure a été vendu à dix exemplaires seulement à Air Inter. D'une manière générale, la commission d'enquête a observé combien la situation privilégiée du groupe privé en France avait placé Dassault-Breguet en position d'imposer à la construction aéronautique nationale des contrats de sous-traitance qui logeaient à la perte. La contribution de la SNIAS à la construction du Mystère-20, sous la maîtrise d'œuvre de la société privée, s'est soldée par un déficit important. La sous-capitalisation des sociétés nationales, en particulier celle de la SNIAS, est, au demeurant, à l'origine de leurs

difficultés financières, dès lors qu'elles doivent supporter des emprunts bancaires, et donc des P.D.G. actuels ou anciens, de firmes aéronautiques. L'audition de M. Dassault a également permis à la commission parlementaire de définir le processus — légal ou simplement toléré et consacré par l'usage — par lequel la société aéronautique, allocataire de fonds publics, a subi des ponctions financières au profit d'une ou de plusieurs entreprises privées, qui échappent à tout contrôle gouvernemental.

En dépit du secret fiscal qui leur a été opposé par le gouvernement, certains des membres de la commission d'enquête ont acquis la conviction que des révélations de M. de Vathaire étaient fondées. Il a été confirmé, en particulier, que le groupe aéronautique Dassault-Breguet reverse, depuis plusieurs années, des droits de licences et des loyers indexés d'immeubles ou de terrains industriels à la Générale immobilière Marcel Dassault (G.I.M.D.), une société à l'abri de toute investigation. Dès lors, le contrôle du gouvernement sur la destination des crédits publics a été rendu partiellement inopérant par le transfert des actifs de la société aéronautique vers la G.I.M.D. et par l'appauvrissement de l'entreprise cotée en Bourse au bénéfice d'une société mère, plus discrète.

Cependant, la commission d'enquête a estimé que le problème de l'incompatibilité du mandat parlementaire exercé par M. Dassault avec ses fonctions d'actionnaire majoritaire d'une société détentrice de l'Etat ne relevait pas de sa compétence. Elle s'est toutefois inquiétée des conditions dans lesquelles le député R.P.R. de l'Oise avait recruté des anciens fonctionnaires, civils ou militaires, rémunérés à temps plein ou partiel, pour assurer ses rela-

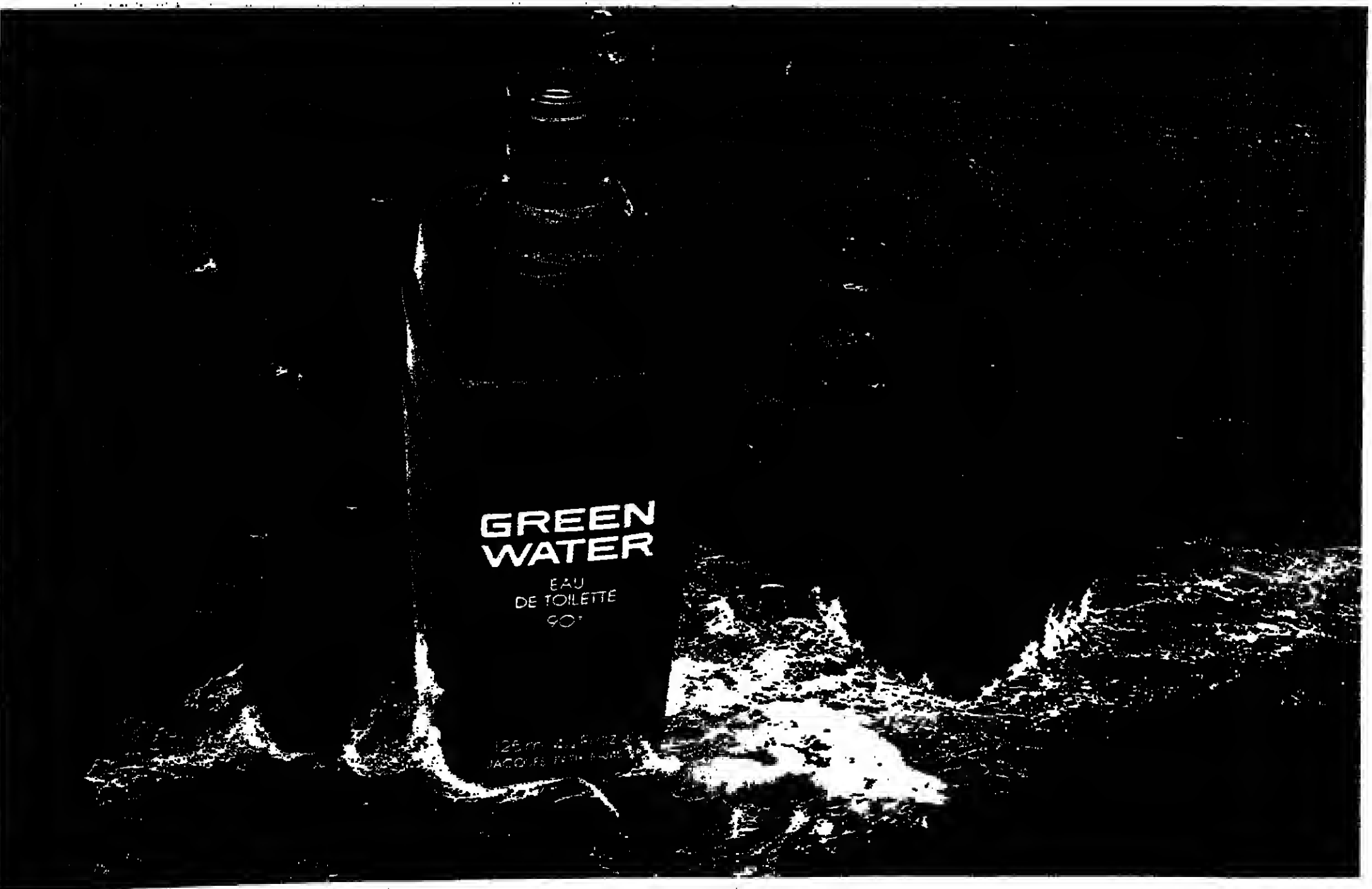
LOCKHEED A CONQUIS DEUX PROJETS D'UN AVION CONCURRENT DE L'AIRBUS

Londres (A.F.P.). — La société américaine Lockheed a annoncé, mardi 15 mars, à Londres, qu'elle étudie actuellement la construction d'un concurrent de l'Airbus européen, une version bi-réacteur de son avion gros-porteur Tristar, qui est tri-réacteur. Ce nouvel avion fait l'objet de deux examens distincts. Le premier type, qui serait le Tristar-600 ou L-1011-600, aurait de nombreux points communs avec le Tristar actuel.

Le second type est appelé par les responsables de Lockheed « avion court-moyen courrier à technologie avancée », et son humilité provisionnelle est L-1011-600-A. Il serait doté,

comme le 600, du fuselage rac-courré du Tristar, mais bénéficierait, en outre, d'ailes modifiées à profil « super-critique », qui amélioreraient l'aérodynamisme et la précision du pilotage et diminueraient le poids total et la consommation de carburant. Certaines parties, notamment la voilure et la dérive, seraient faites des matériaux composites, plus légers, plus rigides et plus durables.

Le 600-A, comme le 600, serait équipé de deux réacteurs Rolls-Royce RB-211 modifiés, développant une puissance moindre que ceux déjà en service, mais d'un rendement supérieur.



Green Water, vif et vert comme l'océan.

Une ligne complète de produits pour homme : eau de toilette, after shave, mousse à raser, déodorants spray et stick, savon.

JACQUES FATH - PARIS

LE MONDE

LES ISRAËLIENS FACE À L'O.L.P.

LA CRISE EN GRANDE-BRETAGNE

NOUVEAU PARIS

SOCIÉTÉ

Le gouvernement américain envisage de libéraliser la législation sur l'usage de la marijuana

La nouvelle administration américaine pourrait prochainement assouplir la législation en vigueur sur l'usage de la marijuana. Le docteur Peter Bourne, directeur du bureau de lutte contre l'abus des drogues — et conseiller du président Carter pour les questions sociales et scientifiques — a en effet présenté au Congrès les grandes lignes d'un projet qui « décriminaliserait » la consommation de la marijuana.

Le docteur Bourne a cependant précisé qu'il ne s'agissait pas de légaliser l'usage de cette drogue, mais seulement de ne plus considérer ceux qui s'y adonnent comme criminels. Ceux-ci ne risqueraient plus d'être condamnés à des peines d'emprisonnement mais à de simples

amendes, de « crime pénal », l'usage de marijuana deviendrait donc « offense civile » sans notification au casier judiciaire.

Recommandant l'adoption de cette législation au niveau fédéral, l'administrateur laisserait toutefois chaque Etat libre de se donner la loi qui lui convient. La libéralisation envisagée ne concernerait pas les trafiquants. Le docteur Bourne a également indiqué que l'administration « réexaminerait très soigneusement sa position sur la cocaïne ». Depuis quelques années, plusieurs Etats américains avaient adopté une législation plus « souple » et, dans d'autres, les instances judiciaires s'étaient montrées de moins en moins sévères à l'égard des « consommateurs » traduits devant les tribunaux.

Une drogue entrée dans les mœurs

De notre correspondant

New-York. — Il y a quatre ans, un jury de Norfolk (Virginie) condamna David Etheridge à cent vingt années de prison isentencieuse qui fut ensuite réduite par le juge à quarante années pour possession d'un sachet (25 grammes) de marijuana et tentative de le vendre. A la même époque, le gouverneur de l'Etat de New-York, Nelson Rockefeller, soumettait à l'Assemblée législative, à Albany, un projet de loi prévoyant que tout trafiquant de drogue serait automatiquement condamné à la prison à perpétuité.

M. Nixon avait qualifié la drogue d'« ennemi public numéro 1 » et déclenché une vigoureuse action répressive contre les trafiquants. Beaucoup d'eau a coulé depuis lors dans le Potomac, et l'usage de la marijuana est passé dans les mœurs de la classe moyenne. Le problème de la drogue s'est dépolitisé : la récession, l'inflation et le chômage préoccupent plus les Américains aujourd'hui que la toxicomanie. Lente-ment mais sûrement les autorités fédérales ont amorcé un virage en direction de la « décriminalisation » (ce qui ne signifie pas la légalisation) de la marijuana.

L'attitude du public a tellement évolué que Mme Rosalyn Carter, épouse du président, n'a pas hésité à se faire publiquement favorable à ce que la possession d'une petite quantité de marijuana ne soit plus considérée comme un crime. Peu après, on apprit que le fils aîné du président, Jack, avait été chassé de la marine, à l'âge de dix-sept ans, pour avoir fumé de la marijuana. Six Etats (Alaska, Colorado, Oregon, Californie, Maine, Ohio) ont aboli les sentences criminelles pour la possession de marijuana, et cinq Etats (New-York, New-Jersey, Michigan, Minnesota, Hawaii) sont sur le point de suivre leur exemple. La Commission nationale pour la marijuana (créée par M. Nixon), l'Association nationale pour l'éducation, l'Association américaine du barreau, le Conseil national des églises et l'Association médicale américaine préconisent toutes la décriminalisation de l'« herbe ».

Selon une statistique récente du

Conseil de l'abus de la drogue, trente millions d'Américains ont fumé, au moins une fois, de la marijuana. Une étude de cette organisation affirme qu'elle n'est pas plus dangereuse que l'alcool ou le tabac. En fait, la marijuana fait aujourd'hui partie des loisirs de la classe moyenne.

Cette drogue ne représente, toutefois, que 15 % de la consommation. L'héroïne en représente 60 %, et les autorités estiment que sept cent cinquante mille Américains s'y adonnent et que, malgré la répression, la situation dans ce domaine a empiré. C'est vrai pour les grandes villes et New-York vient en tête, si l'on en juge par le nombre de trafiquants appréhendés, et par le doublement en deux ans du nombre de morts. Le Mexique a remplacé la Turquie et le Triangle d'or comme principale source d'approvisionnement.

Le grand programme de méthadone — substance qui permet de compenser la privation d'héroïne — entrepris il y a huit ans par le gouvernement n'a pas donné les résultats escomptés. Huit cents cliniques spécialisées fournissent à quatre-vingt-neuf mille toxicomanes leur dose de

méthadone. Selon une étude récente, 70 % des toxicomanes ainsi traités se remettent tôt ou tard à l'héroïne. Les centres de méthadone sont étroitement critiqués, par ailleurs, pour diverses raisons : ils attirent de « mauvais éléments » dans les quartiers où ils se trouvent et ne règlent pas en profondeur les problèmes psychologiques des drogués.

La consommation de la drogue, loin d'être nouvelle aux Etats-Unis où on consomme, d'autre part, 12 milliards de cachets médicamenteux divers, y est chronique. L'usage de l'opium était très répandu au dix-neuvième siècle au sein de la classe moyenne : on estime qu'au début de notre siècle quatre cent mille Américains s'y adonnaient. Les administrations successives ont tenté de lutter contre le fléau, tantôt par des moyens répressifs, tantôt par des moyens médicaux ou éducatifs.

Que la toxicomanie américaine résulte de causes psychologiques, historiques ou sociologiques, il est sûr qu'en termes purement économiques la demande dépasse aujourd'hui l'offre, pour ce qui est de l'héroïne. Le problème ne pourra vraisemblablement pas être résolu par les seules méthodes répressives.

LOUIS WIZNITZER.

UNE RENCONTRE INTERNATIONALE A PARIS

Le développement de la presse féministe

Environ deux mille femmes ont participé, samedi 12 mars, à Paris, à une rencontre européenne de la presse « féministe », organisée par le collectif de rédaction d'un hebdomadaire en préparation, « Histoire d'Elles » (1). A côté des représentantes de la plupart des publications françaises, on notait la présence de femmes venues d'Allemagne, de Belgique, d'Espagne, de Grande-Bretagne, d'Italie et des Etats-Unis.

En France, cela avait commencé dans l'humour grinçant, le 28 août 1976, quelques femmes manifestant à l'Arc de triomphe en l'honneur de « la femme du soldat inconnu ». Dès ce moment, c'est la grande presse qui, par analogie avec le Women's Lib américain, a donné au mouvement de libération des femmes) que les militantes ont repris.

En avril 1971, après la publication par le *Nouvel Observateur* du « manifeste des 343 », — femmes qui déclarent avoir subi un avortement — est créée l'organisation Choisir, animée par M^{lle} Gisèle Halimi. De 1971 à 1973, *Le Torchon brûle* dépose ses six numéros, mais le mouvement se refuse à toute action extérieure, à toute production littéraire, en invoquant « l'impréparation des femmes » et « la récupération inhérente à toute production ».

Après les Journées de dénonciation des crimes contre les femmes, en 1972, et la Foire des femmes, en 1973, se crée la Ligue du droit des femmes, qui publie les *Nouvelles féministes*. Le GILF, Groupe

de liaison et d'information femmes-enfants, s'installe dans un local du quartier des Halles, à Paris, et accueille pendant deux ans les réunions de femmes de tous bords. Confrontée à la désorganisation croissante du centre, Michèle Baron, jusque-là responsable de l'information, quitte les lieux pour lancer *l'information des femmes*, avec l'appui d'une rédaction qui estime que « l'information est un instrument de lutte indispensable à l'élargissement du mouvement ».

Le dernier numéro du *Torchon brûle* lance l'idée d'une maison d'édition Des Femmes. Rapidement, cet organisme se concrétise, puisque dès 1973, le collectif Psychanalyse et Politique entre en possession d'une librairie à Paris et édite une cinquantaine de titres. A cela s'ajoute la parution, en 1974, du *Quotidien des femmes*, publication épisodique exprimant les « urgences politiques » du groupe.

A l'heure actuelle, la presse des « nouvelles femmes » persiste, selon la formule d'une participante, sous la forme de « petits machins militants utilisables fonctionnant à coup de souscriptions ». Mais la presse féminine établie ouvre, avec succès, ses colonnes aux idées féministes tout en ne cessant de célébrer, dans d'autres pages, « la femme éternelle ». C'est là ce que les pures et dures du mouvement qualifient de « compromis qu'une syllabe sépare de la compromission ».

Toutefois, il arrive que les succès couronnent aussi l'entreprise des féministes. C'est le cas des revues *Les Cahiers du GRIF* (belge) et *Sorcières* (française), cette dernière étant animée par Xavière Gauthier. C'est le cas d'*Effe* (la lettre F) (2) ce beau mensuel militant italien qui, depuis 1973, vend 30 000 exemplaires, aidé par l'appartenance de la très féministe Radio-Donna, qui diffuse deux heures par jour sur les ondes d'une « station libre » de Rome. Et puis, il y a pulvérisant toutes les prévisions, le succès d'*Emma* (3), ce mensuel allemand, né en janvier 1977 et

triant à 300 000 exemplaires. C'est que *Emma*, lancé par la féministe allemande Alice Schwarzer (4) parle de tout ce qui peut intéresser les femmes, et pas seulement les militantes. Cela va de l'interview de Romy Schneider à des conseils pratiques pour se passer du plombier, du portait d'une lectrice de quatre-vingt-trois ans à une satire des talons hauts. Ainsi, la presse des « nouvelles femmes » qui naguères ne prêchait que les « conversions » semble-elle prête à s'adresser à des couches sociales plus larges. Alice Schwarzer, qui a milité en France au M.L.F. de 1969 à 1974, fait maintenant remarquer : « Le patriarcat, désormais tout le monde sait ce que c'est, alors, il faut parler d'autre chose ».

MICHELE SOLAT.

LES PUBLICATIONS DE LANGUE FRANÇAISE

FRANCE

Bulletin des femmes travailleuses en lutte, 1973, tire à cinq mille exemplaires, 3 F, rythme de parution irrégulier, 70, rue Jean-Pierre-Timbaud, 75011 Paris, tél. 357-34-79.

Choisir, 1973, tire à cinq mille exemplaires, mensuel, 3 F, 102, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, tél. 705-21-48.

L'information des femmes, 1973, tire à cinq mille exemplaires, mensuel, 3 F, 14, rue Saussier-Leroy, 75017 Paris, tél. 522-34-35.

Les Nouvelles féministes, 1974, tire à mille exemplaires, 3 F, rythme de parution irrégulier, B. P. 370, 75023 Paris Cedex 12.

Les Pétroleuses, 1974, tire à cinq mille exemplaires, 3 F, rythme de parution irrégulier, B. P. 25, 75060 Paris Cedex 18.

Le Quotidien des femmes, 1974, tire à soixante mille exemplaires, 1,50 F, rythme de parution irrégulier, 70, rue des Saints-Pères, 75007 Paris, tél. 544-54-85.

Sorcières, 1973, tire à sept mille cinq cents exemplaires, cinq numéros par an, 15 F, 14, rue de l'Armourique, 75013 Paris, tél. 300-80-10.

BELGIQUE

Béatitudes en lutte, 1976, tire à mille exemplaires, mensuel, 30 francs belges, 1 E, avenue de la Colonne, 1050 Bruxelles.

Les Cahiers du GRIF (Groupe de recherche et d'information féministe), 1973, tire à cinq mille exemplaires, cinq numéros par an, 150 francs belges, 14, rue du Musée, 1000 Bruxelles.

CORRESPONDANCE

Une doctrine ancienne ?

Nous avons reçu de M. André Perot, secrétaire général de la Condition masculine, la lettre suivante :

Je crains que votre article « Les croisés du sexe fort », paru dans le *Monde* du 15 février, laisse penser que notre mouvement s'est donné une couleur politique. Vous parlez en effet de « réflexe conservateur », de militants « très classe moyenne » qui, montent, « ouz créateurs », contre le « féminisme qu'ils jugent de gauche ».

Or, ce n'est pas un réflexe conservateur que de prendre acte de l'évolution de la condition féminine pour rechercher une nouvelle définition de la condition de l'homme qui, elle aussi, doit évoluer. D'autre part, nous ne savons pas si la majorité de nos adhérents proviennent des classes moyennes, tant nous sommes peu intéressés par ces problèmes d'opinion politique ou de catégories sociales. Ce qui est vrai, cependant, c'est que les questions du divorce, qui sont au nombre de nos préoccupations, touchent fréquemment les classes moyennes où les divorces sont les plus nombreux et les incidences des pensions alimentaires plus sensibles.

En tout état de cause, on ne voit pas en quoi le désir, pour un homme divorcé, d'assurer la garde de ses enfants traduit un « réflexe conservateur » ou de « classe moyenne ».

Quant au féminisme qui ne serait que « de gauche », il faudrait être un bien mauvais observateur de la vie politique actuelle pour l'affirmer. Nous constatons néanmoins que la vogue du féminisme a plus de prise dans les milieux de gauche plus portés sans doute au renversement des traditions. Mais, maintenant que ces traditions sont renversées sur de nombreux points au profit du féminisme, nous espérons que tous les partis politiques de « mouvement » s'intéresseront à la défense des droits masculins et surtout de l'entente, trop ignorée du féminisme. C'est le féminisme qui est une doctrine ancienne, c'est notre action qui procède d'un esprit nouveau tendant à redéfinir les statuts respectifs de l'homme et de la femme dans notre société.

Automatique et toujours inégalé !

Aujourd'hui encore, le champ de mesure de l'Autoreflex reste le seul à s'adapter automatiquement à la focale de l'objectif utilisé : c'est la pondération variable KONICA !

Cet avantage majeur, toujours exclusif, s'ajoute à l'exceptionnelle simplicité et logique d'emploi de ce 24 x 36 reflex à automatisme total, avec présélection de la vitesse. Compact et léger, mais très robuste, il est servi par un viseur très lumineux, ultra confortable et par un procédé niche d'objectifs de très grande qualité !



Konica TC

AUTOREFLEX

la réussite au bout des doigts !

Depuis des années, des dizaines de milliers de photographes amateurs heureux vérifient à chaque instant les avantages de la légendaire lignée des 24 x 36 reflex automatiques Autoreflex de Konica. Peu de marques suscitent un tel engouement de la part de leurs possesseurs !

Le miracle Konica : oublier la technique, et pourtant réussir !

SCOP département KONICA, 21 rue du Fg-Saint-Antoine, 75540 Paris Cedex 11

BON Le futur acheteur votre documentation Konica

Nom _____

Adresse complète _____

A retourner à SCOP 21 rue du Fg-Saint-Antoine, 75540 Paris Cedex 11

Une condamnation en Californie

MILLE HEURES DE SOINS GRATUITS

Los Angeles (A.F.P.). — Accusé de détenir et de recréer de la cocaïne, un médecin reconnu de Los Angeles, le docteur Aaron Lax, a été condamné, mardi 15 mars, à soigner gratuitement, pendant mille heures, les malades d'une institution élitiste de la ville. Il devra également verser 100 000 dollars d'amende et subir douze années de mise à l'épreuve.

Âgé de soixante ans, le docteur Lax, installé à Beverly-Hills, était connu pour ses talents de célébrité du cinéma et de la musique « pop ». C'est un de ses « clients » qui l'a dénoncé après lui avoir noté de la cocaïne à 100 dollars le gramme. Le médecin se ravitaillait chez un pharmacien de Los Angeles qui préparait lui-même la drogue dans son officine.

La métropole californienne a la réputation d'être la capitale mondiale de la cocaïne. Selon certains rapports de police, des chanteurs se feraient ainsi payer leurs prestations « en nature », c'est-à-dire en cocaïne. Récemment, Mlle Angelica Huston, fille de l'acteur John Huston, a été inculpée après avoir été trouvée en possession de la même drogue, ce qui était déjà arrivé l'année dernière à l'épouse de Woody Allen, Mlle Louise Lasser.

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons dans le monde entier.

Service Télex

345.21.82 + 345.00.28

38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

هكسان الكحل

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

A Jouy

PROMENADES A GRENOBLE, DIJON ET TROYES

FLEURONS ET FLEURETTES

UNE bergerie en robe à poiliers, des poules, un petit pont, une ou deux vaches derrière une barrière de bois. L'ombre d'un arbre pour contenter fleurettes. Rousseau, le retour à la nature et à l'innocence, Marie-Antoinette au Hameau de Versailles. Des scènes rustiques, les plus belles de la ferme, l'Escoffier, une fable de la Fontaine, en camaïeu rouge, sépia ou bleu. C'est généralement l'image que l'on se fait de la toile de Jouy, dont les motifs, exhumés par les fabricants de tissu d'ameublement et de papiers peints, ont fait fortune dans les grands magasins, il n'y a pas si longtemps.

Une image un peu fautive. La manufacture d'Oberkampf à Jouy doit sans doute une bonne part de son succès à ces scènes champêtres que dessinait pour elle Jean-Baptiste Huet, mais il n'y a pas que cela. Une fois exposition nous le rappelle à Jouy-en-Josas, qui marque l'inauguration du musée Oberkampf, un petit musée municipal logé dans une partie du château de Montebello, sur les hauteurs. Il possède un honnête fonds d'archéologie et de dessins, mais qu'il faut restaurer ; et pour bien commencer, il a dû faire quelques emprunts, notamment au musée de Mulhouse, un grand frère inimitable en matière d'impression sur étoffe.

En fait, à Jouy, il reste peu de témoignages évidents de la formidable activité de la manufacture d'Oberkampf dans la dernière moitié du dix-huitième siècle et au début du dix-neuvième. La manufacture du bord de la Bièvre, dont l'épopée se situe dans les premières années du siècle dernier — elle employait alors plus de deux cents ouvriers — pérorait après la mort de son fondateur, Christophe-Philippe Oberkampf (1733-1815), fut fermée en 1843, et par la suite rasée. Et des centaines de milliers de planches d'étoffe disparurent.

Une bonne soixantaine de toiles imprimées, créées par la manufacture de 1760 à 1830, montrent la diversité de la production de Jouy, qui supporte la comparaison avec les tissus émanant d'autres centres d'industrialisation à la même époque, comme Rouen et même Nantes, qui n'ont pas cette finesse ni ce chic.

La manufacture a produit des tissus inspirés des toiles indiennes et persanes, aux motifs multicolores fabuleux, fleurs pour parfumer les tissus de robes, et dont on peut apprécier la qualité dans des catalogues d'échantillons. Ces motifs-là pourraient bien ressortir un printemps prochain.

La présentation des panneaux de toiles s'accompagne de documents utiles pour situer l'entreprise : le musée Oberkampf, explique les techniques employées, montre les progrès réalisés, de la planche de bois à l'impression au rouleau de cuivre, et les différentes opérations. Josette Bredet, qui s'occupe du musée, avait aimé exposer aussi des dessins de Huet, d'Hippolyte Lebas, de Demarne, de Fasset ou d'Honoré Vernat qui travaillèrent pour la manufacture. Mais ce musée est jeune et, pour obtenir des prêts importants, il faut d'abord faire ses preuves.

GENEVIEVE BREERETTE.

* Château de Montebello, Jouy-en-Josas, jusqu'au 31 mai. Les mardis, mercredis, samedis et dimanches de 14 à 18 heures.

Des bouquets, des tombeaux et des dieux

LE musée de Grenoble consacre une exposition à l'œuvre d'un bon peintre, Malheur, quelque chose de Fantin au musée de Grenoble. Il y a quelques natures mortes, dont l'une, exquise, d'après la Nature morte des florentins. Quelques copies des maîtres que Fantin fréquenta assiduellement au Louvre lors de son apprentissage chez Lecoq de Boisboudran. Quelques portraits : le sien, qui fut son premier envoi au Salon (de 1838), où il fut refusé, celui de sa femme, celui de Louise Rieusner, qui est une œuvre d'une tenue et d'une dignité des plus estimables.

Beaucoup de dessins, dont les études pour les groupes fameux du Jeu de Paume : l'Hommage à Delacroix, l'Atelier des Baignoires, l'Atelier du piano. Et plus encore de ces lithographies vaporeuses, idéales, chastement passionnées, remarquables d'exécution et un peu vides d'inspiration, où il a dit tout son amour pour la musique, qui était d'abord pour lui la musique allemande. Comme l'a écrit J.-E. Blanche dans un essai très admiré de Proust, qui est une des plus fortes pages de la critique d'avant-guerre : « Mystérieuse théophraste ! Toute cette Allemagne qui baignait de poésie si touchante l'intérieur de M. et Mme Fantin-Latour ! Ils croyaient au génie allemand, aux vertus, à la supériorité allemande, comme un Allemand y croit. »

Si cette exposition ne nous dit pas tout de Fantin, elle nous donne envie d'en savoir davantage. Fantin, en effet, c'est un cas. Il a été le peintre de la bourgeoisie libérale et intellectuelle, de cette bourgeoisie libérale, voltairienne, économe, qui, tout en sentant un peu le renfermé, admirait prudemment la nature à travers Michélet et à laquelle il dessinait ces innombrables tableaux de fleurs, qui commencent par le goût du plus noble des siècles. Car ce siècle n'a eu que la sagesse d'arrêter les bouquets, les corbeilles, les plantes vertes, les cache-pot, et, lorsqu'on voit une nature morte de Fantin, on pense aussitôt à la famille de Manet, aux frileux intérieurs de Mallarmé, à l'ordance de Proust, pour évoquer encore, et à l'appartement du boulevard Malesherbes avant que ne s'y insinuent les catégories 1900 d'Odette et les chrysanthèmes japonais de Mme Verdurin.

Un « popiste » anglais
Dagobert appelait l'atelier de Fantin « la tente ornée ». Et c'est bien ce que fut Fantin-Latour : un ornemaniste se tenant à égale distance de la résistance et du mouvement, très réservé à l'égard de l'Anodin Régime (celui des académies) et, furtivement modérément avec la Révolution. Grand ami de Manet, dont il a peint un portrait superbe, aujourd'hui à Chicago, il a fort bien vu où allait la peinture moderne, mais il n'a jamais jeté ses bouquets par-dessus les moulins. Il n'a voulu être que le premier, ou le dernier, des intimistes. Citons une dernière fois Jacques Blanche : « Mieux que personne au cours de la littérature et de l'art de France et d'ailleurs, son corps semblait serré aux rives de la Seine, entre le pont des Saints-Pères et l'Institut, pour lequel il avait un secret penchant, mais où il ne se déplaçait pourtant jamais à briser un siège, par fierté et pour du ridicule. »

Donc nous résumons une grande exposition Fantin. On ferait voir les Fantin de Lyon, ceux de Saint-Etienne, les Fantin de Paris, les Fantin du Nord, les Fantin d'Amérique (l'Amérique a toujours aimé Fantin et aujourd'hui sa passion pour lui). Cela serait superbe, cela ne coûterait pas tellement cher et les démolisseurs du musée de Grenoble devraient certainement à cela la plus belle tournée, laquelle nous régalent par ailleurs d'une exposition Hamilton, Richard Hamilton, un pop art anglais, pas pop art, pop art, et qui est même à l'origine du développement du pop art outre-Manche. Un artiste très curieux qui, après de bons débuts dans le foule Picasso-Klee, consacra sa carrière à la critique du design et des produits de la société de consommation, avec des variations parascapologiques sur les effets d'une litane purgative typiquement anglaise qui nous ont rappelés, bien sûr, Swift.

Voilà pour Grenoble. Passons aux Elusures. Cette transition manque évidemment de souplesse, mais nous n'en avons pas trouvé d'autre pour annoncer l'exposition présentée au Musée archéologique de Dijon : « Aspects de l'art étrusque dans les collections du Louvre. » Il s'agit d'une exposition itinérante organisée par le département des antiquités grecques et romaines : elle rassemble une centaine de pièces, dont certaines sont inédites (telles une étrange coupe à masque humain du sixième siècle et dont le pléier passent un peu insoupçonnées dans la présentation actuelle, en vérité fort délicate, des collections de ce département).

La parure de l'exposition obéit au plus louable souci didactique : après les bronzes des nécropoles villanoviennes (900-700 environ avant J.-C.), l'époque archaïque est évoquée par des terres cuites d'inspiration ionienne ou attique, des canopes, des urnes funéraires, par quelques-unes de ces délicieuses statuettes à propos desquelles on a souvent évoqué Glauconet, par ces antéfixes encore où se manifestent l'exubérance décorative, l'agressivité simplifiée, le naïveté, l'humour » et le goût des « stylisations hardies jusqu'à la caricature » qui caractérisent le travail des artisans étrusques.

Certaines de ces œuvres, des têtes de nègre en particulier, font paraître un peu démodés les produits plus distingués de l'époque classique et accablent par comparaison le crétinisme maladroit des pièces postérieures. D'ailleurs, on ne nous dira pas la plume : on nous montre les temps forts, on ne nous cache pas les faiblesses de l'art étrusque et c'est très bien, une civilisation ne se comprend pas qu'à travers les chefs-d'œuvre qu'elle produit, et l'on expose même, et avec bonheur, un objet étrusque qui est un faux, d'ailleurs très convenable, du sixième siècle. La présentation est agréable, le catalogue parfait : il est rare que l'on apprenne tant de choses en si peu de pages. Voilà une exposition modeste et telle qu'on devrait la multiplier tant que ne sera pas entreprise la nécessaire réorganisation des divers départements d'antiquités du Louvre.

Dijon-Paris. L'autouron ? Bon ! Un petit croquis sur Troyes ne fait que nous rappeler l'état d'esprit des routes dans le département : Troyes où nous attend une exposition Natoire. Natoire, un des grands oubliés du dix-huitième siècle que la révolution du goût désigne aujourd'hui aux recherches.



Natoire, l'un des grands oubliés du dix-huitième siècle.

chez des jeunes historiens et, en particulier, des pénalonnaires de l'Académie de France à Rome, dont Natoire fut pendant près de vingt-cinq ans directeur.
Né en 1700, élève de Lemoine, comme Boucher, plus tard son ami et son rival, premier prix de peinture en 1721, Natoire revint à Paris après quelques années de fructueux apprentissage romain. Fort à la mode, il est alors honoré de commandes importantes : les tentures de Don Quichotte et de Mero-Antoine pour Bestaule et les Gobelins, les panneaux (toujours en place) de l'Histoire de Psyché pour le salon ovale de l'hôtel de Soubise, décoré par Boffrand, qui sont peut-être ce qu'il a dit de plus vite et de plus charmant. Quatre séries destinées au château du contrôleur des finances Orry : les Saisons (perdues), l'Histoire des Dieux (avec un très bon Ganymède), l'Histoire de Clovis (le sujet est neuf, la manière ne l'est pas), l'Histoire de Télémaque, plus une encore que la prose du Cygne de Cambrai. Et enfin la chapelle de l'hospice des Enfants-Trouvés, où il retrouve Boffrand, un des plus importants ensembles religieux du dix-huitième siècle, détruit avec l'édifice lui-même lors du désaménagement de la façade de Notre-Dame.

Une réhabilitation fanatique

En 1751, il succéda à Jean-François de Troy comme directeur de l'Académie. C'est l'époque de sa carrière, c'est aussi le début de son déclin. Brave homme, vieux garçon placide et pieux, sans grande autorité, sensible à l'art, mais pensionnaire fort turbulent, il demeure étranger au milieu romain (lequel déteste d'ailleurs la colonie artistique française), vit entre son jardin du Campo Vaccino et les sites alors divins de la campagne romaine. Vieilles doucesment oubliées de sa carrière et d'un de ces frères qui est peintre et dont il fera son héritier. En 1775, on le remplace par Vien (l'hôtel de David est proche, qui arrive à Rome la même année) ; en 1777, il meurt à Castel-Gandolfo sans avoir revu la France.

Ces quelques œuvres importantes pendant ces longues années romaines : deux toiles pour la cathédrale de Besançon, dont une Descente de croix, qui est d'un très grand effet, et le plafond de Saint-Louis-des-Français (1754-1756) qui lui valut les sarcasmes de Menges et de Winckelmann. Menges, Winckelmann, plus tard Vien et David : dès 1780, Natoire est hors de course, et le goût du siècle. Diderot en tête, n'attache plus grande importance à l'équilibre (fragile, un peu superficiel) qu'il avait essayé de réaliser entre les séductions du style rococo et la grande manière. « Le choix des sujets nobles, le sens de la pureté du dessin, l'attention aux modèles antiques, qui étaient innés en lui » (Georges Brune).

Le peintre ? Disons-le tout net et sans craindre la tempête, à moins d'être partie prenante dans cette réhabilitation pieuse fanatique de l'autre dix-huitième siècle à laquelle nous assistons aujourd'hui (et à laquelle nous applaudissons). Il faut beaucoup de bonne volonté pour considérer avec faveur tel Triomphe de Bacchus ou Toilette de Vénus, dont le métier est excellent, la couleur vive, singulière, provocante, mais dont les gracieux visages disent une sorte de conviction naïve, la fatigue d'un répertoire, l'impossibilité de dépasser ses limites et même de les approcher. Mais quel dessin ! Quel dessin ! Quel dessin des figures d'académie, des études, des portraits, des scènes prises sur le vif (Un bal, Un atelier), voilà un maître. Et pour le vil, en volait qui l'ont fléchi les plus sceptiques : les lavis et les aquarelles de Rome, de Frascati, de Nemi, merveilleux de justesse, de sensibilité lumineuse, de séduction romanesque. Amide ou une compagne égarée de Diane étant toujours là pour poser sa main sur votre front. Les paysages de Natoire, qui annoncent les chefs-d'œuvre du tourment du siècle, devraient assurer le succès de l'exposition : de Troyes, celle-ci ira à Nimèze, qui est la ville natale de notre vieil ami, et terminera sa carrière à la villa Médicis. Elle sera complétée par une présentation, de mai à juillet, au château de Compiègne, de la tenture de Don Quichotte.

ANDRÉ FERRAGIER.

LIBÉRER LA MUSIQUE ANCIENNE

Là, tout n'est plus ordre et clarté

CELA ressemblait d'abord à une tentative de muséologie : les catalogues de Bach joués sur des instruments d'époque pas toujours très bien maîtrisés, avec des voix d'enfants en guise de soprano, voire à la polonoise, dans le même temps il paraissait suffisamment de versions modernes, pour rassurer ceux qu'une révision un tant soit peu radicale aurait effrayés, la « baroque » en musique étant par définition devenue peu à peu symbole de confort et d'ordre immuable. En outre, lorsqu'une culture se nourrit essentiellement de la connaissance présumée du passé, une remise en cause de l'interprétation des textes classiques (style, réalisation, phrasé, instrumentation) est certainement la chose la plus désagréable. On imagine les réactions que peut soulever un nouvel éclairage appliqué à certaines partitions réputées connues, parfois rabêchées, des dix-septième et dix-huitième siècles, redécouvertes progressivement depuis la fin du dix-neuvième et jouées, fautes de documents — et parce que cela semblait aller de soi — comme si elles avaient été écrites la veille, selon les conventions du solfège moderne.

Le mal n'était pas bien grand au début parce que, pour les solistes tout au moins, le romantisme n'avait pas étouffé l'idée qu'un interprète ne doit pas se borner à exécuter ce qui est écrit au pied de la lettre, mais utiliser la notation comme un support en allant aussi loin que le permet le « goût » (moins empirique qu'on l'a cru longtemps) auquel fait référence

tous les auteurs classiques. C'est ainsi que, de Busoni à Pablo Casals, en passant par des artistes aussi différents que Wanda Landowska ou Wilhelm Furtwängler, nous possédons quantité d'interprétations, parfaitement irréconciliables, mais habiles, du dix-huitième siècle, mais fidèles à un certain esprit de liberté et cohérentes en elles-mêmes.

C'est seulement depuis une trentaine d'années que les choses se sont gâtées : oncle de la débauche d'un romantisme qui n'était d'ailleurs plus très authentique, les interprètes, en rejetant certaines traditions rendues caduques par le manque de pratique, ont cherché le salut dans un respect absolu du texte : toutes les croches devaient être rigoureusement égales, il ne faut pas presser le mouvement dans un crescendo quel que soit le registre et les problèmes que cela pose, chaque son doit tendre vers une perfection abstraite. En croyant assainir l'interprétation de la musique ancienne on avait seulement réussi à la stériliser, la rendant par là totalement inoffensive, donc commercialement. Tout ou tard de réputation, joué à contrepoint, égal, il ne faut pas presser le mouvement dans un crescendo quel que soit le registre et les problèmes que cela pose, chaque son doit tendre vers une perfection abstraite. En croyant assainir l'interprétation de la musique ancienne on avait seulement réussi à la stériliser, la rendant par là totalement inoffensive, donc commercialement.

Pour qu'un art aussi élitiste que celui qui s'est épanoui aux dix-septième et dix-huitième siècles ait pu devenir aussi immédiatement accessible deux cents ans plus tard lorsqu'il avait disparu tous les critères raffinés permettant de l'apprécier, il faut qu'il ait été singulièrement adapté au goût des nouveaux maîtres. En déclarant « la jeunesse a besoin d'ordre et de clarté », c'est pour cela qu'elle aime

Jean-Sébastien Bach », Karl Münchinger se montre un serviteur zélé de ce que nous devons appeler l'ancienne école, animée, quoi qu'il y paraisse, par le même esprit de pureté et de rigueur que l'école de Bernstein prévoyant le réalisme intégral.

Mais certainement aujourd'hui « la jeunesse » réclame quelque chose d'autre — en parfaite concordance là aussi avec la libération de l'écriture d'avant-garde, — une interprétation plus souple, plus libre, « sophistiquée », différente si possible à chaque exécution. Or cela correspond parfaitement à ce que nous apprend la redécouverte des textes anciens, des traités de composition ou des méthodes instrumentales. D'autre part, on peut aujourd'hui reproduire les instruments anciens avec une fidélité accrue, on commence à les maîtriser et l'on peut se faire une meilleure idée, compte tenu de leurs limites, des interprétations qu'ils imposent (parce qu'à cette époque on n'écrivait pas pour, mais d'après l'instrument).

Depuis vingt-cinq ans, la France était restée à l'écart d'un mouvement qu'elle avait fait évoluer en sortant de l'ombre tout un répertoire oublié, mouvement qui s'est développé en Suisse, en Belgique, aux Pays-Bas (où se trouvent actuellement les meilleurs interprètes de la musique ancienne). Dans ce contexte, la création récente de l'Institut de musique et de danses anciennes d'Ile-de-France fait figure d'événement. Il organise des concerts d'Alex von Egmund et William Christie le 18 avril, Frans Bruggen, Anner Bijlma et Gustav Leonhardt le 24 mai, prépare pour septembre la réédition de l'opéra de Rameau, acte de ballet de



Jean-Philippe Rameau, édite une revue les Grands maîtres : enfin, il propose des ateliers pour la musique vocale.
S'il ne s'agit pas d'une première initiative en ce domaine, du moins celle-ci, semble-t-elle, en associant la danse et la déclamation dramatique, offrir de sérieux garanties pour l'avenir de plus en plus menacé par l'imposture des musiciens médiocres qui se mentent, fautes de mieux, à la musique ancienne.

GERARD CONDÉ.

* Institut de musique et de danses anciennes d'Ile-de-France. Directeur : Philippe Beaumant. Renseignements, 35, rue Saint-de-Nicolas, 75006 Paris.

EN BREF

Le cinéma, la société et l'histoire

Le deuxième Festival international de critique historique du film, organisé par les Amis du cinéma de Perpignan et la Cinémathèque de Toulouse, aura lieu au Palais des congrès de Perpignan (tél. 01-35-54) du 28 mars au 3 avril. Thème choisi : la film polémique, reflet de sociétés et de jour par jour. « Le populisme et le crime » (avec Judex), « films policiers allemands » et « Le dossier du vampire de Dusseldorf », « films policiers français », « Cops et G-men, la crise économique et la new deal », « Panorama du film noir américain » (avec un hommage à Harry Hawthorne), « La Guépeuse déguisée » (films polonais, soviétique et tchécoslovaque), « Police, politique, policiers et politiciens en Italie » (Rosi et Petri), « corruption à l'américaine ».

« Cinéma et histoire », pour les Journées cinématographiques de Valence (du 1^{er} au 7 avril), animées par Jacques Grant et Jacques Pétit, rédacteurs à Cinéma 77. Thème : « Les années 50 vues par le cinéma » (faillite et recherche des morales, avec des films de Y. Allégret, Bresson, Carné, Cayatte, Dequin, Duvivier, Grémillon, Guilly, Tati, pour la France, et d'Antonioni, Contalavi, Fellini, Lattuada, Matarazzo, Risi, Rossellini, pour l'Italie. La journée du 7 avril sera consacrée à « Rossellini et l'histoire », avec projections de *Descartes*, *Pascal*, *Saint-Augustin*, *Le Messie* et *l'Age des médiums*. Roberto Rossellini sera présent.

* Reos : Centre culturel de Valence, 7, rue des Sœurs-Grises. Tél. 43-42-33.

Deux stages musicaux

Pratiquer la musique, toutes les musiques, professionnels et amateurs mêlés, à un moment qui préside à de nombreuses expériences aujourd'hui.

A la Sainte-Baume, recherche et méditation autour de partitions de notre temps : du 31 mars au 6 avril, des ateliers (chant, instruments, écoute, postures corporelles et respiratoires), des concerts (Inde, Iran, Moyen Age occidental, chaque soir à 21 h.), des conférences, le tout à des tarifs indexés sur les revenus de chacun.

A Laon, stage « musique ancienne et folklore » : du 4 au 9 avril, concerts et causeries, mais également un club, et l'opinion des spécialistes sur Guillaume de Machaut ou sur la tradition orale.

* Rena : Centre international de la Sainte-Baume. Tél. 03-20-19 : stage de Laon chez Anne Le Lay, 58, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. Tél. 700-63-94.

Premier concours de jazz d'Aquitaine

Réserve à tous les musiciens amateurs français, Sigmé organise, les 25, 27 et 28 mai, le premier concours de jazz d'Aquitaine. S'inscrivant dans le programme des activités de Sigmé Jazz Focus, cette manifestation est ouverte à tous les solistes, petites et grandes formations de toutes tendances, du New Orleans au jazz rock. Les musiciens amateurs intéressés doivent faire parvenir leur candidature par écrit avant le 15 avril. D'autre part, Sigmé Jazz Focus, présente en avril le trio de Sam Rivers (les 14 et 15) ; un Festival de films de jazz (les 18, 19, 20) ; Ella Fitzgerald, Tommy Flanagan et Joe Pass (le 21) ; Art Blakey et les Jazz Messengers (le 22). En mai : Enrico Rava (les 11 et 12) ; Count Basie (le 18) ; Cecil Taylor en solo et en quintette, ainsi que la formation de Barney Wilen (sous réserve, les 27 et 28 mai).

* Rena : Sigmé, ex-Imbol, Laon, rue Fortin, 33000 Bordeaux. Tél. (56) 44-60-27.

Le Bolchoï sur pellicule

Les danseurs du Bolchoï sont à Paris. Aucun balletoman ne l'ignore. Du 25 mars au 4 avril, l'événement est complété par une manifestation baptisée « Festival » : dix jours de projection de films. Sparscus, la Belle au bois dormant, Roméo et Juliette, la Lac des cygnes. Anna Keréline : tous les spectacles de la troupe, ici sur pellicule, visibles dans la salle Bleue du Palais des congrès.

Le Festival international du film magyar

Les Hongrois sourient d'eux-mêmes aujourd'hui

« **Q**UELQUE part en Europe » : c'était il y a longtemps. C'était la guerre et, aussi, en Hongrie, le pouvoir des Croix flechées, ministres archanges d'un fascisme importé, nationaliste et antisémite. *Quelque part en Europe*, le film de Géza Radvanyi, a été réalisé juste après la tourmente, en 1947. Cette œuvre, vite devenue classique, a été le signe du réveil, l'annonce d'un printemps fragile. Ailleurs en Europe, à pareille époque (1948-1949), d'autres cinéastes comme Vittorio de Sica (*Schiccià*), Roberto Rossellini (*Rome ville ouverte*), Joseph Losey (*Le Petit Garçon aux cheveux verts*), racontaient la même histoire : celle des enfants ballottés, des adolescents marqués.

Budapest. Février 1977. Les hôtes du Festival international du film magyar étaient invités à une fête de famille. En effet, la société Hungarofilm (chargée de distribuer le cinéma hongrois à l'étranger) avait organisé, en hommage à Géza Radvanyi, un anniversaire. Les trente ans de son film ont été célébrés dans la grande salle du cinéma Voros-Csillag, comble. On a revu, ou vu, l'aventure d'une bande d'enfants rescapés du massacre, groupe étrange constitué au hasard des jours, des rencontres, errant en quête de nourriture à voler. Ces jeunes chapardeurs, redoutés des villageois veilleurs de poulaiers, sont recueillis par un solitaire, chef d'orchestre qui a fui le monde pour oublier la guerre, et qui attend au fond d'un château en ruine les temps meilleurs, la musique retrouvée. Le vieux sage (ou lâche), est, par la présence de cette horde, contraint de rentrer dans la vie, dans la lutte. Il protégera les gosses, les défendra, justifiant leur vagabondage nuisible.

Emouvant éloge du pacifisme. *Quelque part en Europe* a été baptisé « chef-d'œuvre du néo-réalisme hongrois » (sous-entendu « inspiré par le cinéma italien, influent à l'époque »). Tout est plus simple, à propos d'un film aussi fort, les images n'ont pas besoin du discours. On est encore ici au temps du muet. C'est cela, tout est plus simple : « *Mon film, à ce moment-là, c'était un peu comme une caresse* », dit, dans un sourire, Géza Radvanyi, tout modeste, racontant comment il avait recruté ses « petits » dans un collège populaire maintenant disparu, comment ils avaient tourné et vécu ensemble. « *Il m'escortaient : aucun ennemi n'aurait pu m'approcher* », dit le cinéaste, un verre à la main. Il est de ceux dont on dit : « *Un bon vieux* », vraiment. Il parle avec André Kovács, aujourd'hui réalisateur et qui fut un de ses « acteurs », parmi les aînés. Toute l'équipe est venue pour les retrouvailles. Les gamins au front lisse sont des messieurs mûrs, un peu engoncés dans leur costume de ville. Il y a aussi une femme, élégante dans sa longue robe vert pâle : la jeune fille énigmatique du film a gardé son mystère, son regard. Elle est là, silencieuse.

Par le studio Bela-Balazs

Ce moment a sûrement été le plus important de la semaine à Budapest. Semaine intense. On désirait « voir » le plus possible : regarder les films inscrits sur la liste officielle du Festival, et ceux qui, à côté, étaient projetés dans divers studios de la ville. A la demande. La centralisation de la distribution nationalisée — offre au cinéphile étranger l'avantage de pouvoir ainsi solliciter sans difficulté la projection de tout film hongrois ancien ou récent —

sans parler ici des ressources offertes par la Cinémathèque (1).

Une trentaine de films — longs métrages surtout — entraînent dans la sélection de cette année. Quelques-uns avaient déjà été présentés au cours du dernier festival où à l'étranger. Comme ceux de Judith Elek ou d'Istvan Dardal. La Hongrie produit environ vingt films par an, ceux-ci sont financés par la direction générale de la cinématographie, rattachée au ministère de la culture, les deux studios, Hunnia et Mafilm, en assurent, à parts égales, la fabrication. Une entreprise unique gère la distribution à l'intérieur du pays, plus ou moins bien, semble-t-il. En dehors de l'industrie existe le studio Bela-Balazs offert aux jeunes cinéastes, comme un champ d'expérimentation, un champ libre, qu'il s'agisse des sujets choisis ou des techniques utilisées. Depuis 1961, tous les étudiants diplômés de l'école du cinéma sont passés par le studio Bela-Balazs, prenant part pour un temps aux décisions, aux projets.

Dans ce creuset s'est formée la nouvelle vague hongroise, une génération de réalisateurs qui, en 1966, étaient encore des étudiants, sinon des lycéens.

La plupart des images montrées en février étaient celles de ces cinéastes, riches d'un enseignement sérieux, et instruits de l'exemple des cinéastes étrangers — souvent de bons exemples, suivis parfois à retardement (qu'importe).

Une histoire vraie

Peut-être faut-il mettre à part *Labyrinth*, d'András Kovács. Cela pour diverses raisons. Né en 1925, l'ami de Géza Radvanyi est « avant » les autres, dans le temps, mais aussi un peu « à côté » par sa manière : son style, ses préoccupations, s'inscrivent dans une cohérence, la ligne qu'il creuse depuis les *Inimitables* (1964), *Jours glacés* (1966), *Les Murs* (1968), posant toujours la même question : l'individu est-il victime des circonstances ou peut-il être responsable, changer les choses, sa vie à lui et la vie collective ? *Labyrinth* est un long film en noir et blanc, un film fait de monologues et de dialogues, l'image venant en sus — surcroît dont le réalisateur se soucie moins. Il dit lui-même avec humour : « *Je suis un cinéaste radiophonique* ». André Kovács a le goût du paradoxe et *Labyrinth* prouve son art d'interroger les contradictions. Le héros du film est un metteur en scène qui ne parvient pas à achever son film : il est mécontent du jeu de l'actrice, Anna, dont la vie privée est, à ce moment-là, difficile. Le tournage interrompu, Anna suggère de modifier son personnage en rapport avec sa personnalité à elle, submergée par la jalousie. L'histoire du film est une histoire vraie : un ami, ministre, l'a racontée au cinéaste, mais vient lui suggérer de ne pas tourner l'épisode du suicide d'un directeur d'usine (« *Il est dangereux de soulever ce genre de problèmes...* »).

Le metteur en scène construit son film comme il l'entend. Il est attaqué de toutes parts, chacun cherchant à trouver dans le film sa propre justification. Sa vérité s'affronte à la vérité des autres. Et même son ancienne femme retrouvée lui sera hostile. Conclusion d'András Kovács : l'artiste doit défendre sa vérité, son rôle est de révéler aux autres ce qu'ils ne voient pas ou ne comprennent pas. Tout en les écoutant.

Après la projection du film, André Kovács a répondu aux questions des

spectateurs hongrois, insistant sur la fonction sociale de son travail, proposant des « réponses » : « *Si j'ai tort, je l'admets, mais si j'ai raison, il faut analyser pourquoi, oser dire la vérité. Les metteurs en scène doivent traduire, affronter la réalité. Il est cependant difficile de s'orienter en ce moment. La société hongroise est complexe.* »

« *Il n'y a pas de grands changements, donc il n'y a pas de grandes œuvres* ». Selon lui, l'intellectuel (donc le cinéaste) doit prendre ses responsabilités. Le conflit imaginé pour les besoins du scénario doit impliquer le public, le concerner. A en croire les réactions de son auditoire, le cinéaste d'András Kovács y réussit. Ce cinéaste est aussi — ce qui est fréquent en Hongrie — réalisateur pour la télévision. Il ajoute : « *Restent toujours ceux qui disent : « Nous ne comprenons pas », et pire, ceux qui affirment : « Nous ne comprenons pas ceux qui disent comprendre ».* »

Le film *Labyrinth* vaut moins par ce qu'il est que par ce qu'il éclaire : il permet d'appréhender le cinéma hongrois en général, de sentir le rôle des images dans ce pays, la considération dont bénéficient les cinéastes en tant que tels. Ce n'est pas un hasard si dans la liste des signataires hongrois de la Charte des 77, on ne trouve pas un seul nom de cinéaste. Leur signature a un poids tel qu'ils ont hésité à s'engager, ou refusé de le faire.

Pourtant... les plus intéressants, les plus réussis de tous les films présentés à Budapest sont des films, d'une certaine façon, « politiques ». Des thèmes reviennent constamment : la période du fascisme est très exploitée, aussi bien par un autre « ancien », Zoltan Fabri (*Le Cinquième Secau*) que par László Ránody (*La Petite de l'assistance*), une fillette des années trente, vue par Judith Elek qui a écrit le scénario. L'histoire plus lointaine est aussi un sujet privilégié : celle du dix-neuvième siècle troublé dans *Le vent siffle sous leurs pieds*, un western de la puzza — la grande plaine — par György Szompa. Histoire encore avec *Segessur* — ou les *crisateurs d'un mythe* — d'András Lányi, une réflexion sur l'utilisation du poète Petőfi, bafoué puis « récupéré », ou bien encore avec *Le Rôle étrange de Pal Sándor*, qui montre les victimes de la Terreur blanche, après la chute de la République des conseils en 1919.

Le mur n'est pas traversé

A côté de l'histoire-refuge, bials par lequel sont dites des choses d'aujourd'hui, il y a aussi la vie quotidienne en Hongrie, peinte avec une finesse souvent à la limite de la subversion. Les caricatures pleines d'humour du Parti, des tracasseries administratives, de la routine aliénante, d'une certaine inégalité, ne

dépoussent justement jamais « la limite », le mur n'est pas traversé, le mot n'est pas dit. Le croquis exact et drôle reste griffonné, ne devient pas véritable critique. On demeure entre les lignes, ouvertement. Et le public rit. Les Hongrois sourient d'eux-mêmes. Dans leur pays on parle.

Parmi ces films témoins, et témoignages : *Le Voyage en Angleterre* d'Istvan Dardal, fiction-documentaire sur la difficulté de faire avancer les idées neuves chez les paysans, les paysannes en particulier. *Newt* d'András Kovács, qui raconte la situation d'une jeune femme, mère célibataire qui travaille à l'usine en préparant des examens et prendra le risque d'un second enfant qu'elle aura seule (le deuxième homme qui l'aime refusant de la voir travailler, lui refusant sa liberté). Maria Messaros — qui était la femme de Miklos Jancso — poursuit elle aussi son chemin féministe, sans agressivité mais très efficacement. Il faut citer encore *Hors jeu* de Peter Szacs, *Un piano dans les airs* de Peter Szacs, et *Foot à l'arabienne* de Janos Rozsa, qui, chacun à leur manière, sont des « photographies » de la vie du pays.

Un tramway dans la campagne

Deux films de cette année ne sont dégagés nettement, sans longueurs, très « travaillés », de bons films en un mot. Le Sabre, réalisé par János Domolky raconte l'aventure du sous-directeur d'une usine qui, séjournant en Autriche, vend sa voiture pour acheter un sabre hongrois, historique, afin que celui-ci revienne au musée national de son pays. Accusé de trafic de devises, il est renvoyé, puis soupçonné de folie. Après diverses péripéties il sera « réhabilité », transformé en héros par les journaux : « *Ici, les choses changent vite* », dit un des personnages.

Enfin, le film d'Istvan Szabo : *Les Contes de Budapest*. Retour à l'après-guerre, dans un monde bouleversé où l'on s'entend pendant une heure et demie, très courte, les sans-abri qui fuient la dévastation et vont pleins d'espoir vers la ville, où peut-être, ils pourront manger et revivre. Ils y vont sur un vieux tramway jaune abandonné sur la rive du fleuve. Ils l'ont remis sur les rails, le poussent dans la campagne. Les obstacles se multiplient ; le groupe, rejoint par d'autres vagabonds, grossit. Les drames surviennent, vite oubliés, à cause de la nécessité. Istvan Szabo le réalisateur de *l'Age des illusions* est allé au bout de l'allégorie. Ses images ont la couleur des rêves. C'est bien vrai qu'à Budapest roulent des tramways jaunes.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(1) Voir dans le Monde du 4 janvier 1976 : « La cinémathèque de Budapest », par Louis Marcorée.

Th. SAINT-GEORGES
PROLONGATION
LE MAITRE de SANTIAGO
de Montherlant
« Brûlant comme la glace. »
« Qui aime Montherlant doit aller au St-Georges. La souffie passe. »
« Performance d'acteurs. »
France-Soir
Loc. : TRI. 63-47

PETIT ODEON 18h30
joué au 27 mars
GUERRE AU TROISIÈME ÉTAGE
de Pavel KOHOUT
Texte français : Henry BERGEROT
mise en scène : Denis LLOCA

ONNE BADINE PAS AVEC L'AMOUR
D'ALFRED DE MUSSET
par la compagnie MORIN-TIMMERMAN
jusqu'au 2 avril
Musset coulé dans le moule de Brecht (l'Aurore)
AU THEATRE 13
24 rue Daviel Paris 13e
tél. 589.05.99

LE CENTRE DRAMATIQUE DE NANTERRE
ET LE THEATRE DES 2 RIVES
présentent au
THEATRE DES AMANDIERS
7, av. Pablo-Picasso à Nanterre
du 10 au 26 mars 1977 à 20 h. 30
Dimanche 15 h. 30,
relâche dimanche soir et lundi

L.S.B.
LE SALAMANDRES' BUSINESS
Places : 25 F. Adhérents : 12 F.
Métro : Nacotte-Préfecture
204-18-81

STAGE THEATRE ET POÉSIE
CENTRE DE BEAUREGARD-BELLEUSE 02300 SAINTE-SOULÈNE
du 4 au 9 avril 1977
Programme :
— Formation du comédien (expression corporelle, vocale, improvisation)
— Diction de poèmes
— Dramatisation d'une poésie (transposition dynamique, plastique et sonore)
Thème : Miguel-Angel ASTURIAS, poète guatémaltèque, Prix Nobel de Littérature 1967.
Responsable : Claude VARRY, conseiller technique et pédagogique
EXPRESSION DRAMATIQUE
Coté : 250 F (hébergement et repas compris)
Renseignements et inscriptions :
DIRECTION REGIONALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
Rue Fortin, 3 étages, place Alphonse-Piquet
80039 AMIENS CEDEX - Tél. : (32) 91-28-86.

Theâtre des Champs Elysées
Piano ★★★
21 MARS 1977
20h30
STEPHEN BISHOP
Récital. Beethoven
PHILIPS
S. BISHOP a enregistré pour Philips les Bagatelles pour piano, de Beethoven - disque n° 6500 530

15 DERNIÈRES AVANT REPRISE EN JUILLET
BOUFFES-PARIISIENS
LA BELLE HELENE
de Jacques Offenbach
4, RUE MONSIEUR 75002 Paris 0238774
Sous 20h45, tout dimanche et lundi
Dimanche, matins 15 h. et 18 h.

دكان النحل

ORIENT ET OCCIDENT AU FESTIVAL DE RENNES

Peut-on encore parler de tradition?

DANS les arts traditionnels, il faut distinguer d'abord ce que l'on a pris l'habitude d'appeler folklore. Bien qu'il soit censé désigner diverses formes d'expression populaire, ce terme évoque principalement les divertissements collectifs qui, de tous temps, ont surgi dans la plupart des pays du globe à l'occasion des fêtes : danses, chants, etc. Généralement très codifiés, les systèmes structurels qui les régissent sont en principe assez simples afin de permettre la plus large participation. Mais le mot folklore a pris aujourd'hui un sens péjoratif, et ceci à cause d'un grand nombre de groupes professionnels qui dépendent d'organismes culturels ou commerciaux — quand ce n'est pas directement d'un gouvernement — et qui, trop souvent, affaiblissent des traditions dont ils tendent à conserver la lettre plutôt que l'esprit. Des exceptions existent heureusement. Mais s'il est relativement aisé de garder une authenticité dans les pays où la tradition s'affirme bien vivante, il est évidemment très difficile de le faire dans ceux où son oubli se révèle si profond que l'on se sent contraint de procéder à une re-création. Si, en l'absence de références précises, il est souvent bien difficile à l'observateur de se faire une idée sur l'authenticité des spectacles auxquels il assiste, ses réactions dépendent inévitablement, et pour une large part, de sa propre subjectivité.

Des dictons et des contes

A Rennes, les controverses n'ont pas manqué d'aller bon train. Ainsi on a beaucoup apprécié le lutiste et le violoniste de l'île de Crète, mais pas les danseurs. On bien l'inverse... Peu de jugements définitifs ont été émis sur le spectacle impressionnant huliné des montagnes de Bavière : professionnels outranciers ou reflet de l'âge d'un pays ? Par contre, on se retrouvait en terrain plus connu avec les manifestations celtiques, et si les chants et danses des îles Hébrides (1) pouvaient apparaître à la longue assez monotones dans leur répétitivité un peu rudimentaire, il ne serait venu à personne l'idée de mettre en doute l'authenticité de leur caractère. Et bien qu'il s'agisse, cette fois, de création théâtrale, la jeune troupe de semi-amateurs du Béréja de Colombie a emporté l'adhésion de l'ensemble du public en mêlant avec une contagieuse conviction des musiques, des chants, des poésies, des danses et des danses issues d'un même fonds commun dans des spectacles tragico-comiques basés sur des dictons ou des contes. Mais on peut se demander si une certaine limitation, quelle soit volontaire ou involontaire, ne tend pas à passer pour vertu en matière de traditions populaires : c'est assurément la virtuosité, le professionnalisme trop évident qui nous dérangent et nous apparessent aujourd'hui suspects.

Fascination et imposture

Selon un curieux phénomène de mise en cause de l'égo, à Rennes, les artistes dont l'authenticité était la plus discutée avaient la particularité de se présenter seuls, ou nettement détachés de leurs compagnons. Tel l'indien Sioux Tony Shearer qui, par ses mélodies à la flûte et ses longs récits, fascinait les uns, tandis que d'autres allaient jusqu'à le considérer comme un imposteur... Ou encore le traceur de « Vee Vee » du rite vaudou de Haiti. Mais cette fois encore, sur quels critères un non-initié peut-il juger ce qui lui échappe quasi totalement ? En revanche, il n'était nullement nécessaire d'être un expert pour se rendre compte que la voix mélancolique de la chanteuse vénézuélienne appartenait au bel canto européen plutôt qu'à la tradition populaire de son pays.

Autre question que l'on pourrait se poser lors de ce Festival : une authenticité véritable implique-t-elle nécessairement une certaine naïveté ? Qui est le plus authentique du conteur togolais qui, vivant à chaque instant sa tradition, n'a aucune gêne à y incorporer quelques rudiments d'anglais fraîchement appris, ou de l'artiste capable de se distancer de celle-ci pour en approfondir les règles ? En d'autres termes, faut-il considérer la tradition comme le reflet d'une forme d'existence communautaire spécifique ou bien comme une entité artistique autonome ?

Dialogue avec le silence

Nous arrivons enfin à la tradition « savante », et c'est peut-être là qu'on a été mis en lumière les problèmes les plus aigus. A la suite d'un colloque qui a réuni pendant deux jours une quinzaine de musicologues et de musiciens de plusieurs pays sur le thème des rapports établis aujourd'hui entre les musiques d'Orient et la musique méditerranéenne d'Occident, et de deux concerts donnés par le Florilegium Museum de Paris et l'Ensemble des Saqqabouiers, une double rencontre mettait en présence, d'une part, le joueur de zarb (2) iranien Djamehid Chemirani et le spécialiste de flûte ancienne, René Clemencic (fondateur du célèbre Clemencic Consort) et, d'autre part, les lutistes Mourir Bachir et Karl Heinz Bötter, respectivement à l'oud (3) et au luth médiéval.

Sur certaines miniatures des Centiges de Santa-Maria, d'Alphonse Le Sage, figurent côte à côte une musique chrétienne et une musique musulmane apparemment en parfaite harmonie. Cela n'a guère été le cas lors des fameuses rencontres tant il apparaissait clair qu'à moins de déviations stylistiques d'une part ou d'autres, les structures formelles ne pouvaient se compléter. Si la rencontre Chemirani-Clemencic avait le mérite de montrer les différences fondamentales entre les rythmes des deux musiques, celle de Mourir Bachir et Karl Heinz Bötter ne pouvait qu'être vouée à l'échec. C'est que le maître iranien de l'oud est un cas unique dans le monde musical arabe : il mêle jusqu'à des hauteurs inconnues avant lui les subtilités de l'art des maqams (4) avec une richesse d'inspiration qui fait de lui un des improvisateurs les plus bouleversants de son époque. Il fait entrer dans son jeu un certain nombre d'éléments jusqu'à l'absolument étrangers à la culture arabe : des nuances pianissimo, des glissandos, et surtout un abandon de toute régularité de tempo, et même de toute continuité rythmique, abandon qui le conduit à un véritable dialogue avec le silence. Un art quasi psychanalytique selon la formule heureuse du Dr Chabrier. Mais le paradoxe veut qu'un amateur de musique contemporaine européenne rompu aux discontinuités de la musique sérielle soit bien plus à même de comprendre cet art qu'un auditeur arabe non prévenu. Dès lors peut-on encore parler de tradition ? Ne vaudrait-il pas plutôt évoquer une création individuelle dont certains aspects sont issus de la tradition arabe, et d'autres plus proches d'une contemporanéité occidentale, ce qui n'est à nos yeux nullement infamant.

DANIEL CAUX.

- (1) Petites îles de la mer du Nord dépendant du Danemark.
- (2) Instrument de percussion en bois de mûrier recouvert d'une peau et joué à mains nues.
- (3) Luth arabe.
- (4) Les modes arabes.

* Les musiciens du NU sont jusqu'au 31 mars au Théâtre-Club Campagne Première.



LES CRÉTOIS AVAIENT MENÉ LE BAL

Le Festival des arts traditionnels de Rennes s'est ouvert par des spectacles de danse. O'autres leur ont succédé : évolutions égyptiennes des Crétois communiquant leur exaltation d'appartenance à une civilisation millénaire, danses populaires de Bavière où d'étranges fêtes masquées rappellent en vieux fond de croyances animistes, flamenco gitan de Grenade, danses savantes de l'Inde (Kathak — que certains donnent pour origine au flamenco — Odissi), enfin une initiation à la gestuelle du cérémoniel vaudois.

Ce choix ne procède pas d'un goût de l'exotisme et du pittoresque : il tend au contraire à retourner aux sources de la danse populaire, à gommer l'image déformée, voire isolée, qu'en donnent trop souvent les ballets dits folkloriques, ces spectacles défilants touristiques à l'usage des publics occidentaux. La place privilégiée qu'est en train de prendre la danse dans cette recherche des arts traditionnels annonce une renouveau d'une forme de représentation par quoi s'est exprimée la vie sociale et religieuse, individuelle et collective avant que l'évolution de l'humanité n'en dissocie les éléments.

A Rennes, il ne s'agissait pas de reconnaître une danse de musée, mais de montrer au public différents aspects d'une culture d'héritage encore vivante et significative dans son pays d'origine, qu'il s'agisse de danses popula-

res ancrées sur les gestes quotidiens ou de danses à caractère religieux. Transportés dans le cadre austère de la Maison de la culture, privés de leur environnement naturel, ces spectacles ont perdu leur vrai, une certaine dimension : pourtant, ce n'est pas gênant. On pourrait dire qu'il y a limite le spectateur entre dans le cadre laissé libre par sa propre imagination. Etendu à un nombre de groupes que l'on peut souhaiter encore plus important, plus concentré à l'avenir, une telle confrontation fait ressortir plus de points communs que de différences. Ce sont les mêmes angoisses et les mêmes aspirations qui de tout temps ont mené l'homme à travers la plénitude de la danse.

Dans l'esprit de Chérif Khaznadar, directeur de la Maison de la culture, la rencontre qui peut se produire à Rennes entre les différentes troupes est essentielle. C'est peut-être à la cathédrale, ouverte à tous, que se sont passées les choses les plus intéressantes, quand les Crétois ont mené le bal en démontrant les subtilités de leurs cabriolets enroulés, que les jeunes filles de la troupe soudanaises ont fait valser les Colombie ont été rappelées à l'ordre par une danse moustachue et que les danseurs des îles Hébrides ont participé à leur tour à cet échange de motifs et de pas.

MARCELLE MICHEL.

galerie cloude renoud 71, boulevard Raspail, 15 de 12 h. à 19 h. - 222-15-98 Jean-Yves Bourgain La légende intérieure du 17 mars au 16 avril	LA HUNE 14, rue de l'Abbaye VIEIRA DA SILVA Mars 1977	GALERIE LAMBERT 14, r. St-Louis-en-l'Île, Paris-4 Tel. 7 325-14-21 Le zoo de Peggy Goldstein Sculptures en bois et Dessins Exposition du 3 mars au 2 avril 77	DEBORAH TAFT L'opéra GALERIE SINFABRE 15, rue de Valenciennes, PARIS 226-61-77 - jusqu'au 20 avril	Galerie Passali 33, rue de Valenciennes, PARIS (9) - 265-46-98 CALY JEAN PICART LE DOUX TAPISSERIES D'AUBUSSON Vernissage le 17 mars de 17 h. à 21 h.
GALERIE CARACTERES 7, r. de l'Arbalète, Paris - 337-06-98 KROL Du 15 mars au 16 avril	LA MANDRAGORE Galerie d'Art et d'Essai 13, rue Mayer (9) - 588-95-90 JEAN-JACQUES GIRAUD Du 15 au 25 mars	Galerie VERCAMER 3 bis, r. des Beaux-Arts - 633-16-80 GENEVIÈVE LASSUS FEMTURES - DESSINS Du 15 mars au 2 avril	ART MODERNE JAUBERT S.A. 10 MARS - 9 AVRIL J. JOËTS (1884-1959) Peintures Aquarelles Dessins 75, rue SAINT-HONORE - VIII 286-64-70	galerie nichido 61, rue de Valenciennes-Saint-Honoré - 75006 Paris - 268-82-88 NICOÏDSKI Premier Prix Nichido 1976 - Rencontre avec le Japon Peintures et dessins EXPOSITION PROLONGÉE JUSQU'AU 28 MARS
Centre d'ART INTERNATIONAL 89, boulevard Raspail (9) - 548-58-42 ŒUVRES des JEUNES ARTISTES UNION SOVIETIQUE T.J.J. sans samedi et dimanche	Walter A. M. VERNIN Peintre flamand Galerie La Boue au 16, rue Grégoire-de-Tours Exposition jusqu'au 28 mars 1977 Tel. : 633-46-78	Galerie BENO D'INCELLI 41, rue de Valenciennes, Paris (9) - 225-10-18 MARYAN Peintures et Pastels 2 au 28 mars	Musée national d'art moderne l'Œuvre de Marcel Duchamp Février - Mai 1977 Centre Georges Pompidou	Galerie de France 3, Fg Saint-Honoré - Paris 8 ^e SERGE POLIAKOFF 60 gouaches 1946-1969 ZUSH première exposition à Paris 10 MARS - 16 AVRIL
Atelier Seize Rodolphe PLANQUETTE Gaston COPPENS Dessins - Aquarelles - Pastels Exposition du 17 mars au 19 avril 1977 Vernissage jeudi 17 mars, 18 h. 162, rue de la Pompe, Paris (16) 222-35-93	GALERIE LOUISE LEIRS 47, rue de Valenciennes-2 ^e - 282-97-33 ANDRÉ MASSON 28 tableaux 3 mars - 9 avril	Galerie PRINCEPI 12, rue de la Ferronnellerie, 1 ^{er} - 233-18-11 de 12 h. à 19 h. Marc LANDOWSKI « Terre » 3 mars - 4 avril	LA BELLE HELENE	DU 18 MARS AU 24 AVRIL LA BANDE DESSINÉE CANADIENNE DEPUIS 1900 HELEN FRANCES GREGOR : CONTREPOINTS TAPISSERIES THE GRAND WESTERN CANADIAN SCREEN SHOP SÉRIGRAPHIES Centre culturel canadien 5, rue de Constantine, 75007 Paris, M ^{re} Invalides. 551.35.73 3 galeries ouvertes tous les jours de 9h à 19h.

Une sélection



« Ciné Folies » vu par Bonafé.

Cinéma

LE CASANOVA DE FELLINI

Ou le séducteur réduit à un sexe infatigable et mécanique. Entièrement tourné en studio, ce film, d'une beauté funèbre, est traversé d'éclairs, de visions, de monstres, de fêtes lugubres. Presque d'une imposture, réalité travestie, masque de mannequin du comédien Donald Sutherland devenu la plus surprenante des créatures féliniennes. La course au plaisir de ce Casanova homme-objet, c'est aussi la décomposition, la mort d'une civilisation (la nôtre) qui s'écroule sous les parures du dix-huitième siècle.

L'UNE CHANTE L'AUTRE PAS d'Agnes Varda

Deux femmes se libèrent en découvrant, chacune de son côté, la collectivité des femmes. Elles apprennent à devenir autonomes, cohérentes, à vivre leur sexualité et leur maternité : comédie et mélodrame, fiction romanesque et témoignage d'une époque (des années 60 à nos jours), où la condition féminine a considérablement changé. C'est Varda, on rit, on pleure et on chante. Une œuvre chaleureuse à l'égard de tous ses personnages, et de ses spectateurs. Thérèse Liotard et Valérie Mairesse y sont, merveilleusement, des anti-stars.

CINÉ FOLLIES de Philippe Collin

Il y avait, en France, dans les années 30, des films où l'on chantait, pour un oui pour un non, dans des décors de rues, de boîtes de nuit, de théâtre et de music-hall. Philippe Collin a choisi des séquences de certains de ces films — qu'on ne voit jamais à la télévision — il les a réunies par d'amusantes idées de liaison pour composer une sorte de comédie musicale avec des interprètes qui furent tous célèbres, même dans les seconds rôles. C'est une façon d'écrire l'histoire jamais faite d'un cinéma français qui rendrait tristes, à force d'insouciance et d'euphorie, les luttes sociales, la crise économique, le fascisme et les menaces de guerre.

PAIN ET CHOCOLAT de Franco Brusati

Pour conter les épreuves d'un ouvrier italien immigré en Suisse, perdu entre deux mondes et qui se sent étranger sur la Terre, Franco Brusati monte sur un ton très particulier, très personnel, l'humour et l'émotion. Et Nino Manfredi atteint une dimension chaplinesque.

PROVIDENCE...

Plongée dans l'univers mental d'un vieil homme — un écrivain — qui, au cours d'une insomnie provoquée par la maladie et la souffrance, s'abandonne à ses chimères et transforme les membres de sa famille en personnages de roman, révélant ainsi ses propres sentiments. Resnais explore la conscience et, avec superbe, fait coexister le réel et l'imaginaire.

...et MURIEL OU LE TEMPS D'UN RETOUR d'Alain Resnais

A Boulogne-sur-Mer, ville reconstruite au passé perdu, une femme court à la recherche de ses souvenirs, de sa vérité, au moment où elle retrouve un ancien amour qui vit dans le mensonge. Un jeune homme tente d'accumuler des témoignages sur la guerre d'Algérie, qui l'a traumatisé. Temps du retour sur soi-même et de la mémoire émettent, déchirément et mystérieusement, la conscience humaine. Sur un scénario et des dialogues de Jean Cayrol, le plus beau, le plus significatif des films de Resnais.

MÉLIES TEL QU'EN LUI-MÊME

Seize films de Georges Méliès (dont certains colorisés au pochoir) projetés à la bonne vitesse du cinéma muet, avec accompagnement de piano dans l'esprit de l'époque. Pour redécouvrir un art toujours vivant, les sources du spectacle cinématographique.

LE TRÉSOR DE LA SIERRA MADRE de John Huston

Des vagabonds qui se sont faits chercheurs d'or trouvent, au terme d'une aventure harassante, un échec absurde. Walter Huston, le père de John, qui joue avec Humphrey Bogart, reçoit l'Oscar de l'interprétation. Autres Oscars : scénario et réalisation. C'était en 1948. Une reprise importante.

— ET AUSSI : Nuit d'or, de Serge Moati (une esthétique flamboyante et l'inquietant Klaus Kinski) ; Le Jardin de pierres, de Parviz Kimiavi (la fable du berger pauvre iranien, de l'art et de la religion) ; Irène, Irène, de Peter Dal Monte (à la recherche du sens de la vie et du mystère féminin) ; Je demande la parole de Glib Panfilov (une femme soviétique entre sa fonction officielle et sa vie privée) ; Des journées enlées dans les arbres (Madeleine Renaud et la petite musique de Marguerite Duras) ; Jour de fête, de Jacques Tati (un facteur rural sur son vieux vélo) ; Le Préte-Nom, de Martin Ritt (Woody Allen contre le maccarthysme) ; Cette sacrée vérité, de Leo McCarey (le modèle étonnant de la comédie américaine d'avant guerre) ; L'ombre des anges, de Daniel Schmid (des masques dans une Nekropolis) ; Edgar Munch, la danse de la vie, de Peter Watkins (l'hommage inspiré et fraternel au peintre du cri).

Théâtre

LOIN D'HAGONDANGE à la Porte Saint-Martin

Enlées sur une planète morte, tom de la ville où le temps continue de couler, un homme et une femme essaient de se rejoindre à travers l'amour, de vivre enfin pour eux-mêmes, mais ils ne savent pas, ils n'ont jamais su, ils ont toujours servi

à quelqu'un à quelque chose. Le regard de Patrice Chéreau sur les héros anonymes de Jean-Paul Wenzel : un événement.

L'ONCLE VANIA à l'Odéon

Débordé de travail, surtout depuis que des usines sont implantées dans la campagne et que les ouvriers y ont des accidents, le docteur Astrov trouve, néanmoins, le temps de défendre le sort des forêts, des rivières, et de secouer son vieux copain Vania, qui s'est éteint de mélancolie. Mise en scène passionnante de Jean-Pierre Miquel, confirmation d'une actrice exceptionnelle : Françoise Bette dans le rôle de Sonia.

LE NUAGE AMOUREUX à la Cité internationale

A la Cité internationale, Mehmet Ulusoy et ses camarades français et turcs représentent le chef-d'œuvre de Nazim Hikmet, conte d'amour et de couleurs sur la paix, la guerre, le bonheur. Un enchantement populaire.

HISTOIRES DE L'ONCLE JAKOB au Récamier

Des histoires drôles pour le courage de courir, pour résister à la mort par tous les moyens, par tous les espoirs, en attendant l'inévitable, la déportation. C'était au ghetto de Lodz, c'était une situation extrême, racontée ici avec les seules ressources d'une théâtralité pure. Le théâtre interroge l'histoire. (Jusqu'au 20.)

VERS BATHORY à Essai

— Voir notre article page 21.

LE GRAND PARLER au Théâtre Essai

Contes fabuleux des Indiens guaranis coulés dans le creux de l'oreille par les comédiens de l'Atelier Philippe Adrien, amateurs géants explorant la petite île de Robinson. Une méditation fiévreuse à partager. (Jusqu'au 18.)

— ET AUSSI : La Jeune Fille Violaine (magnifique combat avec l'ange) ; Étrange éditeur aux Blanches-Manteaux (Jean Bois, poète de l'invisible) ; La Jeune Lune à la Cartouche (des inventions par milliers) ; Les Dames du jeudi, au Studio des Champs-Élysées (les petits fous du souvenir) ; Les Mirabelles à la Cour des miracles (des travestis se sophistiquent) ; l'Œuvre au TEP (pour Sylvie Genty) ; Guyette Lyr au théâtre d'Essai (un ciseau-clown qui fait des siennes).

Musique

PELLÉAS ET MÉLISANDE vu par Jorge Lavelli

Après Idoménée et Faust, Jorge Lavelli met en scène Pelléas et Mélisande, de Claude Debussy ; la limpidité de son regard, son absolue sensibilité à la musique, donnent à l'œuvre avec ce chef-d'œuvre qui l'ont d'interprétations ont montré l'indispensable, parce qu'essentiel. Avec Frederica von Stade, Richard Stilwell, Gabriel Bacquier et Roger Soyer, sous la direction de Lorin Maazel (Opéra de Paris, les 18, 22, 26 et 29 mars).

UN CYCLE BUCQUET au Marais

Aidé de prodigieuses toutes les richesses d'un tempérament exceptionnel, la plume de Marie-Françoise Bucquet donne cinq concerts de suite au Centre culturel du Marais : « Voyage de do en do », de Cabezón à Xenakis, en passant par Bach, Schubert, Takemitsu, Kagel, etc. (le 21 mars) ; première audition en France de quatorze trios de Haydn (avec Jean Leber et Alain Meunier, les 23, 26 et 28) ; Grande fugue de Bee-

thoven à quatre mains (avec Lisa Jacob, le 30). Toute la musique vit sous ses doigts (26, rue des Francs-Bourgeois, Paris-3°).

JOURNÉES DE CHANT CHORAL

L'Institut de musicologie de Strasbourg organise, du 17 mars au 27 avril, des brillantes « journées de chant choral », qui s'ouvriront avec les Saisons d'H. Sauguet, et la Symphonie de psaumes de Stravinski, trois cents jeunes interprètes sous la direction de J.-S. Bérard (Palais des fêtes, le 17) et un concert de musique médiévale par le Florilège Musicum de Paris (église Saint-Étienne, le 23).

BERIO, BOULEZ, HOLLIGER

par l'Orchestre de Paris L'IRCAM entraîne l'Orchestre de Paris dans les mers mouvementées de la musique actuelle, mais sous la conduite d'un navigateur d'expérience, Pierre Boulez. Programme de grand intérêt : Atembogen, de Heinz Holliger, qui met en évidence l'aspect physique des événements sonores, sons-bruits du souffle ou de l'archet ; composant le tissu sonore ; Laborintus II, de Berio, écrit à la demande du Groupe de recherche musicale, pour le sept centième anniversaire de Dante, œuvre de haut lyrisme ; et Rituel à la mémoire de Maderna, de Boulez, une cérémonie assez stupéfiante (Feyel, le 23 mars).

— ET AUSSI : IRCAM au Conservatoire : le soliste contemporain (du 16 au 18) ; Intégrale Beethoven, par le Quatuor Amadeus (Gaveau, les 18 et 19) ; Le Couronnement de Poppée, de Monteverdi, avec T. Zylis-Gara et E. Tappy (Radio-France, le 17) ; Ensemble 22m : Pablo, Xenakis, etc. (TEP, le 17) ; Animation en Chantrelles par l'Orchestre de Lille (Eschadour, le 17) ; Saintes, les 18 et 25 ; Cognac, le 21 ; La Rochelle, le 23 ; Angoulême, le 24) ; Quatuor Parangin (église N.-D. de Boulogne, le 18) ; Journée Balit (Radio-France, le 18, à 14 h. 30 et 20 h. 30) ; Schubert, par U. Reimann et M. Nordmann (Concertgebouw, le 18, à 17 h. 30) ; Schubert, par G. Hartman et C. Ivadi (le 20, à 11 h.) ; Beethoven, par l'Orchestre Lamoureux, direction P. Paray, le 20, à 17 h. 45) ; ACIC : Xenakis, Takemitsu, Bussotti, Lacharte, etc. (musée Guimet, le 21 à 17 h. 15, 19 h. et 21 h.) ; Schoenberg, Liszt, Beethoven, par l'Orchestre philharmonique, dir. J.-P. Liguéro, avec R. Ginon (Radio-France, le 22) ; une semaine, avec J. Estournet (Essai, du 22 au 26) ; Mozart, par M.-J. Fies (Gaveau, le 23, à 18 h. 45).

Expositions

ANDRÉ MASSON...

L'année dernière on était les quatre-vingts ans d'André Masson. A Paris étaient présentés deux cents dessins, avenue du Président-Wilson ; tandis que, à New-York, le Musée d'Art moderne organisait la brillante exposition qu'accueille aujourd'hui le Grand Palais. Cette exposition, forte de cent quarante-cinq peintures et dessins, concentre l'attention sur deux phases capitales de la création du « peintre-poète » : les années 1924-1929, au service de l'« imaginaire pur » ; les années 1941-1946, celles du séjour américain, du dernier surintendant de la génération du surréalisme.

...et ANDRÉ DERAÏN au Grand Palais

Le parcours d'une personnalité d'exception qui débuta dans l'éclat coloré d'une période fauve, avant d'entrer dans le monde intérieur de la peinture muséale, électorale, cultivée... Un pari sur l'absolu. Deraïn a préféré risquer l'échec plutôt que de s'assurer une réussite provisoire.

DESSIN CONTEMPORAIN à l'ARC

Une exposition à trois voix. Pierre Léonard confronte un choix de dessins de quinze artistes (Beyss, Iponidguy, Gijzen, Christy, Titus-Carmel, J. Jean-Marie Poinet, avec Saytour, Vialat, Grand, Claraboud et d'autres, vers plutôt tourné vers le travail d'atelier. Liliane Touraine s'est inspirée de la phrase de Stravinski : « La musique, c'est d'abord de la calligraphie » et propose des partitions d'une solennité de compositeurs.

LE « GRAND VOYAGE » de Francisco Goya

aux « Paces » de Saint-Ouen Une tour de bois de six mètres de haut, des plates-formes, des passerelles, tout un « complexe » visuel et auditif pour une lecture nouvelle de l'œuvre grand de Goya. Un spectacle-exposition coproduit par la Maison de la culture de Saint-Denis et la municipalité de Saint-Ouen et réalisé avec l'aide de la Bibliothèque nationale.

— ET AUSSI : Jean Helton, Jean

Launoy et René Auberson au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris ; Marcel Duchamp, au centre Georges-Pompidou ; Equipo Cronica, galerie Karl Flinker.

— EN PROVINCE : Jean Dubuffet,

au Musée des beaux-arts du Havre. Fantin Latour et Richard Hamilton (lire notre article page 60) au musée de Grenoble. Notaire, au musée de Troyes. La « Domus Aurea » d'Anne et Patrick Poirier, au CAPC de Bordeaux.

Variétés

COLETTE MAGNY au Théâtre de la Ville

Chanteuse hors du commun, passionnée, la voix de blues qui pleure les mots, les syllabes, Colette Magny chante pour la première fois depuis quarante ans dans une grande salle à Paris. (18 h. 30). Jusqu'au 19.

CLAUDE NOUGARO à l'Olympia

Heureux, détendu, simple, Claude Nougaro présente son meilleur tour de chant avec un langage magnifiquement maîtrisé, un puzzle d'images, de larges poèmes arrachés à la vie. (20 h. 45).

ANNE SYLVESTRE au Palais des Arts

Avec un souffle égal, une inspiration robuste, Anne Sylvestre continue à parler d'elle et des autres, à mettre à jour des émotions ou des sentiments. (20 h. 45).

Danse

LE BOLCHOÏ au Palais des Congrès

Deux programmes d'extraits de ballets consacrés chacun à un grand compositeur, Tchaïkovski et Prokofiev, trouvent leur unité dans les chorégraphes toutes revues par Grigorovich.

Un ballet de haute école, Don Quichotte, dans deux interprétations prestigieuses : Vassiliev-Maximova, le 23 ; Bessmertnova-Lavroski, le 25.

L'ENSEMBLE FOLKLORIQUE D'ISRAËL aux Champs-Élysées

Les danses traditionnelles, ombres chinoises et show à l'américaine avec deux vedettes de la chanson : Romi Toner et Ruhama.

STUDIO MEDICIS / 14 JUILLET PARNASSE

AU FESTIVAL DE VENISE
DELPHINE SEYRIG a obtenu le Prix de la
Meilleure interprétation féminine pour
MURIEL
Réalisation
ALAIN RESNAIS
Prix International
des Critiques
Scénario et dialogues
JEAN CAYROL
Pour moi, MURIEL, c'est le
PREMIER film d'Alain Resnais.
HENRI LANGLOIS

U.G.C. MARBEUF v.o. - 14 JUILLET-PARNASSE v.o. - DANTON v.o.

Le seul et unique
film encore inédit
en France de
PIER PAOLO PASOLINI
ENQUÊTE SUR LA SEXUALITÉ
PAR LE SCÉNARIO D'ALBERTO MORAVIA ET CESARE MUSATI
COMIZI D'AMORE

ATTILA
pierre cornille
mise en scène:patrick guinand
du 4 au 27 mars à 20 h 45
THEATRE DE GENNEVILLIERS
41, avenue des Grésillons. 92230 gennevilliers. 753 2630

هكذا نحن

Une nouvelle Sonia à l'Odéon

Quand l'abeille actrice fait son miel

A U théâtre de l'Odéon les spectateurs sont soit après avoir épuisé, comme l'ont été les critiques, par la présence et le jeu de l'actrice Françoise Bette qui est Sonia dans la pièce de Tchekhov, l'Oncle Vanja.

L'événement est précieux, parce que cette jeune actrice se conduit sur scène avec une rare retenue. On pourrait son temps à essayer de relever chez elle un seul de ces agréments d'apparat, de ces ornements du dehors, ou bien une seule de ces pratiques au besoin subtiles d'enchantement, qui déterminent parfois l'ascendant d'une comédienne sur le public.

L'aspect de Françoise Bette est simple. Ses gestes sont naturels. Sa voix est franche. C'est le partage hérité d'une aventure intérieure qui fait que l'attention profonde de chaque spectateur est sollicitée, comme elle l'avait été déjà lorsqu'elle concourut au Conservatoire, en juin 1974, Françoise Bette avait interprété avec Gérard Philou une scène de Tarte à la crème, — prestation qui nous avait fait écrire ici même que rien, dans les théâtres « professionnels », n'était alors comparable en beauté et intelligence à cet exercice d'élèves.

L'événement est précieux aussi parce que la richesse d'émotion et de méditation que suscite l'art de Françoise Bette n'implique pas un climat de vedettariat personnel.

D'une part, le travail de cette actrice s'inscrit dans une démarche collective, qui est rigoureuse

aussi, celle que Jean-Pierre Miquel a orientée avec cette présentation de l'Oncle Vanja, et qui a le rare mérite non seulement de laisser la pièce de Tchekhov libre de dire elle-même, tranquillement, ce qu'elle dit, mais de laisser le public lui-même, tranquillement, l'entendre.

Et les phrases de Tchekhov sont si singulières dans leur nudité qu'il faut un certain temps, à chacun des personnages, pour se laisser séduire par ce que dit l'autre. Et de même pour le public. « Et le tout, dit Françoise Bette, est de ne pas laisser ces silences changer l'esprit, adoucir l'air, le tout est qu'après chaque silence, chaque parole attaque à son tour avec sa vraie vigueur. »

D'autre part, nous voilà une fois de plus invités à découvrir que l'art d'une grande actrice ou d'un grand acteur d'aujourd'hui a été éveillé par l'enseignement d'Antoine Vitez.

Laissant de côté la richesse « technique » de cet enseignement, nous voudrions insister sur sa sagesse essentielle : Antoine Vitez n'a eu de cesse (n'a de cesse) qu'il ne libère les actrices et les acteurs d'un milieu fermé, d'une vie étroite.

Si distinctives que soient les voies du théâtre, et ses ardeurs, Vitez a appris à ses élèves à nourrir décidément l'art de l'acteur de toutes les valeurs et de tous les échecs d'une vie complète, partagée, sociale, d'une vie d'action, de passion, de méditation.

Il y a bien sûr chez l'acteur, comme chez tout créateur, une part de solitude, et Vitez encourage toujours à vivifier cette solitude, par la lecture il va de soi, mais aussi par l'écriture, la peinture — n'importe quelle ressource active.

Il arrive donc à Françoise Bette, ancienne élève d'Antoine Vitez, d'écouter, de dessiner. Le texte que nous publions d'elle n'a pas d'ambition. Mais il est passionnant à lire, parce qu'on y voit l'actrice travailler seule, entre les répétitions, et l'émotion de cette présence non descriptible qui saisit chaque soir les spectateurs de l'Odéon, pour leur bien.

MICHEL CURNOT.



Cet enfant que l'on nous enlève

par FRANÇOISE BETTE

ECRIRE pour mettre sur le papier ce labyrinthe de questions enchevêtrées, ce grincement d'incertitudes.

Ecrire sous forme de texte à compléter plus tard. Parce que je ne sais pas : pourquoi ne pas prendre ce risque ? Parce que, dans les cours trop longs de mon métier, je ne suis pas certaine de n'être que comédienne.

Histoires drôles ou tristes que je vis chaque jour sur une scène. J'ai très envie de raconter...

Combien de fois n'ai-je pas envie ceux qui n'ont pas besoin d'autres êtres pour exercer leur art. Solitude du comédien dans le théâtre. Se retrouver seule après l'effervescence du travail. Comme si l'accouchement d'un enfant et que tout de suite après on me l'enlève. Apprentissage du don sans prolongement. Vouée à l'anonymat, l'actrice ne peut même pas choisir l'anonymat. Apprentissage de la discipline, de la docilité, du mot dit pas plus haut qu'un autre, non, je ne veux pas de cette vocation.

Un comédien doit lire, écrire, regarder. On apprend plus à être actrice en regardant une peinture, en écoutant, en lisant son marché ou de la maintenance dans une cave d'éditeur qu'en restant dans l'attente d'un coup de fil. Pourquoi réduire notre univers à la chaise placée à côté du téléphone et au bureau de chômage ?

Si je ne suis pas traversée par cette vie que je rencontre à travers l'espace des rues, des maisons, du carré ou du triangle de ciel qui se découvre, d'une rencontre possible, je puis être comédienne, bien sûr, mais une comédienne morte au théâtre, morte à l'art.

Vivre et croire que l'on vit. Croire en ce Dieu qui est en moi, en « mon Dieu ». L'écouter. Sans cela, je ne suis pas : sans cette foi, je ne suis pas. Je fais partie de cet immense troupeau qui va de gauche et de droite sans penser pourquoi. Je veux ressembler non pas

lent à la marchande de légumes qu'au sourire de la marchande de légumes. Pour ce sourire, il faut vivre. Plutôt que de rester « mon Dieu », l'abandonnerai ce métier.

De même, écrire pour se confesser, se rassurer, s'extasier... non ! L'écriture abondante en ce domaine. Autre chose !

Exemple :

Lieu : une pâtisserie.

Personnages : l'habitée, au choix. Les angoles jeunes vieux cadres employés professeurs de français ou de belge retraités femmes veuves divorcées jeunes filles abandonnées enceintes...

Sujet : un cadre sort de sa voiture (belle et grosse voiture). Il entre dans la pâtisserie (Bourdieu, les gâteaux y sont très bons — suggestion, appât). Il observe longuement les gâteaux (souligner l'importance du regard).

« Monsieur que désirez-vous ? (le vendeur). »

« Un bébé au rhum, un très gros. »

« Ici, le monsieur dévore le gâteau en cinq-sept, plutôt en une-dix. »

Durée : deux heures, vu l'étude très complexe de chaque mouvement du monsieur.

Sujets à finir : il n'y a qu'à ouvrir les yeux. Les sujets nous entourent, mais le toi nous manque. Ou le silence, peut-être aussi. J'enais un temps de repos, de calme, dans cette ville. Le bruit des autres.

Et l'absence des autres ? « Otez donc, courez pas comme ça dans les escaliers, vous faites sortir le poussière ! » « Mariée ou célibataire ?... Ah, vous ne vivez pas seule... Mettez ça aussi, sur le papier. »

Plus tard, j'y penserai. Au théâtre, à travers ces rôles que l'interprète, toutes ces personnes

La comtesse dans un miroir

Les deux Hélène

L A comtesse hongroise Erzebeth Bathory torturait des jeunes filles, se baignant dans leur sang. Bains de jouvence qui lui valurent d'être emmurée dans son propre château. Quelqu'un lui apportait chaque matin un peu de nourriture par un vasistas, comme à une bête malade. Elle a ainsi vécu trois ans d'obscurité, de silence, de solitude, avant de mourir, et personne ne peut dire ce que furent ces mille jours.

On connaît deux ou trois livres sur elle. Le cinéma ne s'en est emparé que pour en faire une coquette sanglante (si le lifting avait existé, elle n'aurait pas tué), une vamp aux lèvres rouges (Delphine Seyrig se postichant délicieusement dans un *Marquis* bad ironique) : rien de sérieux, le personnage fait peur. Ludovic Janvier a voulu traverser cette peur, aller « Vers Bathory » (c'est le titre de la pièce) par le moyen du théâtre, terre des monstres. Et puis sans doute a-t-il pensé qu'elle n'était pas « représentable », et il a imaginé une comédienne travaillant à partir de bribes biographiques. Tout le texte est là, dans cette approche professionnelle, démonstrative. Le mythe d'Erzebeth plane, le personnage est la comédienne : Hélène Vincent, blonde, vulnérable, le front haut bombé des vierges flamandes, sans rien de commun avec l'autre.

L'autre, qui est-elle ? Hélène cherche en elle-même ce qui la rapproche, ce qui l'éloigne de cette femme. Elle était comtesse, psychopathe, son pouvoir était absolu. Au-delà des circonstances sociales, historiques, elle était une femme. Une femme qui a suivi un chemin dont elle a franchi les limites. Quel est le chemin, où sont les limites ? Les tortures, les meurtres ? Erzebeth ne voulait pas un obstacle, l'effacement de son corps. Elle ne tuait pas pour se protéger des autres, mais pour préserver l'intégrité de son corps. Pour rester belle, séduire. Qui ? Elle. Femme enfermée dans son état de femme.

Ludovic Janvier laisse voir une fureur haineuse contre cet état

inaccessible. Le metteur en scène, Pierre Dux, préfère laisser une femme qui s'appelle Hélène explorer les cendres de sa vie pour y trouver les racines du mal d'Erzebeth. Qu'est-ce que le « mal » ? La fureur haineuse contre la féminité se transforme en révolte contre la condition féminine telle qu'elle est vue, vécue, acceptée. Quelque chose qui vient du plus lointain des temps, des femmes de tous les jours, de partout. Hélène dit « non » comme Erzebeth.

Donneuses de vie, donneuses de mort, de plaisir... Hélène écarte la mythologie, écarte parler son corps, découvre — effleure plutôt — des ressources que le langage masculin découvre. Dans son miroir, la comédienne Hélène Vincent contemple son image avec un narcissisme attentif, y superpose les masques d'Erzebeth.

Les clefs proposées par l'auteur ne sont rien : quelques renseignements sur des pratiques épouvantables. Tels quels, ils pourraient faire les titres de journaux spécialisés. Mais le trouble ne des mots ? Ludovic Janvier l'exorcise en le faisant endosser par un personnage abstrait, indéfini, la « comédienne ». Hélène Vincent ne se défend pas, elle le prend, s'en nourrit, vacille sans tomber, le jeu et le théâtre la retiennent. Elle suit un mouvement qui vient d'elle et de l'autre — d'Erzebeth — par elle à une nageuse qui s'abandonnerait aux courants en spirale d'une mer très profonde, dans le chaud, dans le froid et le bleu qui devient vert. Une nageuse qui battrait des bras et des jambes de temps en temps pour revenir à la surface et voir aussi le ciel. Elle connaît alors quelque chose qui est le « bien » et le « mal » tout à la fois, qui existe par delà les notions, les interdits.

Hélène-Hélène Vincent raconte une histoire de femme et seulement de femme sans rapport avec le texte, puisqu'elle est racontée par elle, à tous. Qui est Hélène Vincent ?

COLETTE GODARD.

★ Béziers, 22 h.

PUBLICIS MATIGNON - PARAMOUNT OPERA
CAPRI GRANDS BOULEVARDS - MOULIN ROUGE - STUDIO JEAN COCTEAU
PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT SAITE - PARAMOUNT BASTILLE
CONVENTION SAINT CHARLES
Périphérie : PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT ELYSEE II
PARAMOUNT Orly - PUBLICIS DÉTOUSSÉ

LES LOULOUS
INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

VI^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE PARIS DU FILM ENCHANTEMENT ET DE SCIENCE-FICTION
30 films inédits en provenance du monde entier présentés pour la première fois en France en compétition internationale.
Tous les soirs de 20 h. à 24 h.
La soirée : 20 F.
Renseignements : R.I.P. 525-50-50.
12 AU 22 MARS - GRAND REX
M^e Bonnes-Nouvelle - PARIS (2^e)

RÉCAMIER
6 représentations exceptionnelles
PHÈDRE
de Jean Racine
Mise en scène Antoine Bonnelier
les lundis 21 et 28 mars, 4 avril
les samedis 26 mars, 2 avril
à 20 h. 30
Matinées dimanche 27 mars à 17 h.
Tél. : 548-63-81

STUDIO DE LA HARPE - JEAN RENOIR - 14 JUILLET BASTILLE
LE PLUS BEAU FILM ALGERIEN DE CES DERNIÈRES ANNÉES
NOUA
UN FILM DE ABDELAZIZ TOLBI

STUDIO DES URSULINES
16, rue des Ursulines (2^e)
2^e SEMAINE
des CAHIERS
du CINEMA
20 films inédits
Débats avec les réalisateurs et les rédacteurs de la Revue

PROGRAMMEUR XIII: INSTRUMENTS, BANDES MAGNÉTIQUES, DANSES, MUSIQUE DE L'INDE, PROJECTIONS
17 h. 15 : théâtralisation de sonore par BOESWILLWALD musique de l'Inde par TUBLU BANERJEE, Rite
19 h. : ■ XENAKIS ■ ■ VANDENBOGAERDE ■ bandes magnétiques ■ TAKEMITSU ■ ANCONA ■ musiques instrumentales ■ METAFORMES D'E. S. WEILL chorégraphies de MURIEL JAEER
21 h. : ■ TESSIER ■ RUSSOTTI ■ ■ VARESE ■ LACHARTRE ■ roga du soir chorégraphie du silence ■ avec TUBLU BANERJEE, Muriel JAEER TRIO DESLOGERES ■ QUINTEITE A VENT DE PARIS
MUSÉE GUIMET
6, place d'Orléans - 75004 Paris
LUNDI 21 MARS
Prix des places : 5 et 10 F. (après-midi 7 et 15 F. le soir)
Location : FNAC-Alpha, Copier-Ortus et sur place une demi-heure avant les séances

Une critique délirante

**ELYSEES LINCOLN - QUINTETTE - 14 JUILLET BASTILLE
ENTREPOT - ATHENA**

CENTRE BEAUBOUËG

Entrée principale, rue Saint-Martin (277-28), 10 h.

Sauv. mard., de 15 h. à 22 h. à samedi et dimanche, de 10 h. à 19 h.

MARCEL OUCHMAN, microscopie.

— Salle des manifestations temporaires, entrée 5, rue J. F. J. jusqu'à 2 mai.

MICHEL SÉLUPPO, sculpture.

— Salle d'exposition du cabinet d'art graphique, jusqu'à 16 mai.

LES CENTRALES

GERARD RICHTER — Entrée libre jusqu'à 21 mars.

LES OUVRIERS 1956-1976. — Entrée libre, jusqu'à 11 avril.

COLLECTIF CÉNTRATION. — Entrée libre jusqu'à 11 avril.

Centre d'artisanat industrielle (entrée libre)

QUI DÉCOULE LA VILLE? — Jusqu'à 11 avril.

QUINZE POSTERS POUR AM-

62-67. Tous les jours, de 10 h. à 14 h. Entrée : 5 F. jusqu'à 10 avril.

J. OAU, A travers bois et marais par monts et par vaux. — Musée de la ville de Rouen, 10 h. à 17 h. Entrée : 5 F. Archives (277-30-27). Entrée : 5 F. Sauv. mard., de 10 h. à 17 h. jusqu'à 10 avril.

LA RENAISSANCE DES CAHIERES DU MOÛS — Maison de Belzay, 47, rue Raynouard (234-56-38). Sauv. lundi et mardi, de 10 h. à 19 h. 40. Entrée : 5 F. jusqu'à 17 avril.

GRANDES DEMEURES ANGEVINES DE XIX^e SIECLE — Musée de la ville de Angers, 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (1867-34-14). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. jusqu'à 10 avril.

LE PARIEN CRÊZ LUT AU XIX^e SIECLE — Hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-au-Temple (277-11-30). Sauv. mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. jusqu'à 18 avril.

ANDRÉ OERAIN. — Grand Palais, entrée place Clémenceau (21-61-24).
Sauf mardi, de 9 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F ; le dimanche, jusqu'à 17 h.

ANDRE MASSON. — Grand Palais (voir ci-dessus).

QUINZE JOURS D'ARTS VISUELS

SALON DES ARTISTES INDÉPENDANTS : Perspectives israéliennes (1967-1972) ; Israël et la Palestine (1925-1952). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'à 12 heures.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU MUSÉE D'ORLÈANS. — Musée du Louvre, salle des États (269-39-29). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. 45. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche).

MARCHÉS MANIPIULABLES.

JEAN HELDIN, Les marches (1972-1971). — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

DAVID WILSON (723-81-37). Sauf lundi et mardi, de 10 h à 17 h. 45. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). De 18 heures au 17 avril.

JEAN LAINDIS, Peintures. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Du 18 mars au 17 avril.

BENE ABERJONDIS, peintre gallois. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 avril.

TROIS ASPECTS OU OSSIGN CONTEMPORAINE. — Art 2 du Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 12 avril.

ESPACE V DE PATRICK FLEURY, un mouvement d'art contemporain et latino-cyrique. — Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Du 17 mars à 18 heures, diffusion de films.

LA RAISON DÉSSINEE CANADIENNE. — ODEUS (voir ci-dessus).

FRENCH GREGE, contrepoints tapisseries. — THE GRAND WESTERN GALLERY (voir ci-dessus).

TERESA CARVALHO, peintures, sculptures. — Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (531-25-71). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Du 18 mars au 24 avril.

PETER PELLSD, sculpteur. — OVE (voir ci-dessus).

PETTER PEDSEN, peintures. — PETER PETTER PEDSEN, dessins. — Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (531-25-71). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Du 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 avril.

ANNA KATZ, gouaches. — Institut néerlandais, 121, rue de Lille (1705-85-29). Sauf lundi, de 13 h à 18 h. Entrée libre. Du 14 h à 18 h.

WOLFFI ALOISE MULLER, Trois créateurs d'art brut. — Porte de la Suisse, 11, rue de Scribe (373-00-29). Du 14 h à 18 h.

FELIX ROZEN, œuvres récentes. — Centre Bachmann, 10, rue de Valenciennes (339-20-20). Jusqu'au 7 avril.

OCHI, peintures et dessins. — C.I.H. Internationale, 23, boulevard de Strasbourg (59-19-11). Du 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 mars.

JAKOBSSON, Une grande œuvre. — Musée du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées. Jusqu'au 3 avril.

LES MÉTIERS DE LA TABLE. — Maison des métiers d'art français, 25, rue du Cab (261-58-54). Jusqu'au 10 avril.

LA PORCELAINE DE KUSUBE. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (200-32-14). Sauti mardi, de 12 h à 18 h.; le dimanche, de 11 h à 18 h. Tous les dimanches, à 16 h., cérémonie traditionnelle du thé par Fécot, Frasnak, Jusqu'au 3/36.

GRANDS SALONS. — Balthus, 10 rue de Valenciennes, 10/11, 12/13, 14/15, 16/17, 18/19, 20/21, 22/23, 24/25, 26/27, 28/29, 30/31, 32/33, 34/35, 36/37, 38/39, 40/41, 42/43, 44/45, 46/47, 48/49, 50/51, 52/53, 54/55, 56/57, 58/59, 60/61, 62/63, 64/65, 66/67, 68/69, 70/71, 72/73, 74/75, 76/77, 78/79, 80/81, 82/83, 84/85, 86/87, 88/89, 90/91, 92/93, 94/95, 96/97, 98/99, 100/101, 102/103, 104/105, 106/107, 108/109, 110/111, 112/113, 114/115, 116/117, 118/119, 120/121, 122/123, 124/125, 126/127, 128/129, 130/131, 132/133, 134/135, 136/137, 138/139, 140/141, 142/143, 144/145, 146/147, 148/149, 150/151, 152/153, 154/155, 156/157, 158/159, 160/161, 162/163, 164/165, 166/167, 168/169, 170/171, 172/173, 174/175, 176/177, 178/179, 180/181, 182/183, 184/185, 186/187, 188/189, 190/191, 192/193, 194/195, 196/197, 198/199, 200/201, 202/203, 204/205, 206/207, 208/209, 210/211, 212/213, 214/215, 216/217, 218/219, 220/221, 222/223, 224/225, 226/227, 228/229, 230/231, 232/233, 234/235, 236/237, 238/239, 240/241, 242/243, 244/245, 246/247, 248/249, 250/251, 252/253, 254/255, 256/257, 258/259, 260/261, 262/263, 264/265, 266/267, 268/269, 270/271, 272/273, 274/275, 276/277, 278/279, 280/281, 282/283, 284/285, 286/287, 288/289, 290/291, 292/293, 294/295, 296/297, 298/299, 300/301, 302/303, 304/305, 306/307, 308/309, 310/311, 312/313, 314/315, 316/317, 318/319, 320/321, 322/323, 324/325, 326/327, 328/329, 330/331, 332/333, 334/335, 336/337, 338/339, 340/341, 342/343, 344/345, 346/347, 348/349, 350/351, 352/353, 354/355, 356/357, 358/359, 360/361, 362/363, 364/365, 366/367, 368/369, 370/371, 372/373, 374/375, 376/377, 378/379, 380/381, 382/383, 384/385, 386/387, 388/389, 390/391, 392/393, 394/395, 396/397, 398/399, 400/401, 402/403, 404/405, 406/407, 408/409, 410/411, 412/413, 414/415, 416/417, 418/419, 420/421, 422/423, 424/425, 426/427, 428/429, 430/431, 432/433, 434/435, 436/437, 438/439, 440/441, 442/443, 444/445, 446/447, 448/449, 450/451, 452/453, 454/455, 456/457, 458/459, 460/461, 462/463, 464/465, 466/467, 468/469, 470/471, 472/473, 474/475, 476/477, 478/479, 480/481, 482/483, 484/485, 486/487, 488/489, 490/491, 492/493, 494/495, 496/497, 498/499, 500/501, 502/503, 504/505, 506/507, 508/509, 510/511, 512/513, 514/515, 516/517, 518/519, 520/521, 522/523, 524/525, 526/527, 528/529, 530/531, 532/533, 534/535, 536/537, 538/539, 540/541, 542/543, 544/545, 546/547, 548/549, 550/551, 552/553, 554/555, 556/557, 558/559, 560/561, 562/563, 564/565, 566/567, 568/569, 570/571, 572/573, 574/575, 576/577, 578/579, 580/581, 582/583, 584/585, 586/587, 588/589, 590/591, 592/593, 594/595, 596/597, 598/599, 600/601, 602/603, 604/605, 606/607, 608/609, 610/611, 612/613, 614/615, 616/617, 618/619, 620/621, 622/623, 624/625, 626/627, 628/629, 630/631, 632/633, 634/635, 636/637, 638/639, 640/641, 642/643, 644/645, 646/647, 648/649, 650/651, 652/653, 654/655, 656/657, 658/659, 660/661, 662/663, 664/665, 666/667, 668/669, 670/671, 672/673, 674/675, 676/677, 678/679, 680/681, 682/683, 684/685, 686/687, 688/689, 690/691, 692/693, 694/695, 696/697, 698/699, 700/701, 702/703, 704/705, 706/707, 708/709, 710/711, 712/713, 714/715, 716/717, 718/719, 720/721, 722/723, 724/725, 726/727, 728/729, 730/731, 732/733, 734/735, 736/737, 738/739, 740/741, 742/743, 744/745, 746/747, 748/749, 750/751, 752/753, 754/755, 756/757, 758/759, 760/761, 762/763, 764/765, 766/767, 768/769, 770/771, 772/773, 774/775, 776/777, 778/779, 780/781, 782/783, 784/785, 786/787, 788/789, 790/791, 792/793, 794/795, 796/797, 798/799, 800/801, 802/803, 804/805, 806/807, 808/809, 810/811, 812/813, 814/815, 816/817, 818/819, 820/821, 822/823, 824/825, 826/827, 828/829, 830/831, 832/833, 834/835, 836/837, 838/839, 840/841, 842/843, 844/845, 846/847, 848/849, 850/851, 852/853, 854/855, 856/857, 858/859, 860/861, 862/863, 864/865, 866/867, 868/869, 870/871, 872/873, 874/875, 876/877, 878/879, 880/881, 882/883, 884/885, 886/887, 888/889, 890/891, 892/893, 894/895, 896/897, 898/899, 900/901, 902/903, 904/905, 906/907, 908/909, 9

• ABC (Gds Bds) • MADELEINE • CARAVELLE • NATION
E • MISTRAL • UGC ODEON • ST-GERMAIN HUCHETTE
oine • ARTEL/Rosny • TRICYCLE/Asnières • ARTEL/Nogent
INOR/Aulnay • FLANADES/Sarcelles • GAUMONT/Envy.

N DELON JEAN YANNE
MAGUEDON

un film d'ALAIN JESSUA

d'après le roman de **DAVID LIPPINCOTT** Editions Flammarion
avec **RENATO SALVATORI** et **MICHEL DUCHAUSSOY**
Musique de **ASTOR PIAZZOLLA**
EDITIONS MANICIAN - CUBIC
PIANO MANIC - MARIAN
Une co-production :
LIRA FILMS-ADEL PRODUCTIONS - FILMES SpA
Produit par **ALAIN DELON** - Distribué par **Sony**
Producteur associé exécutif **NORBERT SAADA**

JEAN APT - S. FASSUREUR - 20 h., dim., de 14 h. à 18 h. Jus-
squ'au 9 avril.
1555-1838 (MOULIN-LAUGUE). Sagess-
se, l'abbé de M.A.C. de Soulevier.
Gambetta (1847-1922). Sauf dim. et
14 h. à 23 h. sam. de 14 h. à
18 h. jusqu'au 31 mars.
20 h., dim., de 14 h. à 18 h. Jus-
qu'au 16 avril. ARIEU AUX HALLES.
Dessins et commentaires de P. Levan-
tad, avec un texte de Georges de Nevers,
11, rue de Nevers (1832-47-90).
DESSINS D'AUJOURD'HUI : Alva-
rado, Delamont, Grenier, Orta, Bal-
lard, L. G. (1890-1960).
50, rue Jacqui (120-35-31). Sauf dim.
et lundi, de 14 h. à 18 h. 30. Jus-
qu'au 2 avril.

J.-M. MEURICE - J. P. FERRICAO :
20 h., dim., de 14 h. à 18 h. Jus-
qu'au 23 mars. Peintures récentes.
— Galerie Saurabourg, 23, rue du
Renard (887-31-31). Jusqu'au 18 avril.
JEAN-PAUL LAFITE : 20 h., dim., de
14 h. à 18 h. Jusqu'au 18 avril. Cava,
Café, Credo, Mathelli, Meszar, Mor-
tzeau. — Galerie La Passerelle-Saint-
Gervais, 10, rue de Valenciennes (882-31-31).
Jusqu'au 31 mars.

**20 h., dim., de 14 h. à 18 h. Jus-
qu'au 9 avril.**
ISSY-LES-MOULIN-LAUGUE : Sagess-
se, l'abbé de M.A.C. de Soulevier.
Gambetta (1847-1922). Sauf dim. et
14 h. à 23 h. sam. de 14 h. à
18 h. jusqu'au 31 mars.
20 h., dim., de 14 h. à 18 h. Jus-
qu'au 16 avril. ARIEU AUX HALLES.
Dessins et commentaires de P. Levan-
tad, avec un texte de Georges de Nevers,
11, rue de Nevers (1832-47-90).
DESSINS D'AUJOURD'HUI : Alva-
rado, Delamont, Grenier, Orta, Bal-
lard, L. G. (1890-1960).
50, rue Jacqui (120-35-31). Sauf dim.
et lundi, de 14 h. à 18 h. 30. Jus-
qu'au 2 avril.

J.-M. MEURICE - J. P. FERRICAO :
20 h., dim., de 14 h. à 18 h. Jus-
qu'au 23 mars. Peintures récentes.
— Galerie Saurabourg, 23, rue du
Renard (887-31-31). Jusqu'au 18 avril.
JEAN-PAUL LAFITE : 20 h., dim., de
14 h. à 18 h. Jusqu'au 18 avril. Cava,
Café, Credo, Mathelli, Meszar, Mor-
tzeau. — Galerie La Passerelle-Saint-
Gervais, 10, rue de Valenciennes (882-31-31).
Jusqu'au 31 mars.

13. **SEUR DIN** et **LUNDI**, de 13 h. à 19 h.
AL HELD, - Galerie Roger d'Amé-
 court, 4, rue Beaubourg (277-15-12).
 Jusqu'au 18 avril.
BABOD, **Sigues extérieures**, - Galerie
 Rietz-Raymond, 19, rue de Valenciennes
 (329-35-27). Jusqu'au 23 avril.
REIN, **œuvres récentes**, - Galerie
 Denon, 10, rue Beaubourg (277-15-10).
 Jusqu'au 18 avril 31 mars.
CHRISTIAN BEZARD, **Gigi** et
œuvres récentes, - Galerie du
 Bonaparte (1053-71-85). Jusqu'au
 25 mars.
BLOMSTEDT, **œuvres**, - Galerie Daniel-
 Janssen, 10, rue de Valenciennes
 (246-11-73). Jusqu'au 18 avril.
MARCELLE CARHUN, **Peintures**,
 gouaches, croquis, - Salon Des
 Arts 186, boulevard Saint-Germain
 (272-77-87). Jusqu'au 25 mars.
MIHAEL CIEKIAKIAN, **Le ventre** de
 l'homme, - Galerie du Bonaparte,
 Galerie Carpentier, 46, rue du Bas
 (246-11-83). Jusqu'au 27 mars.
J.-B. CHERBAC, **Œuvres**, - Galerie du
 Littéraire des Vosges (287-73-28).
 Jusqu'au 2 avril.
ALAN OAVIE, **Tapis marocains**, - Le
 Louvre, 10, rue de la Harpe (236-
 02-91). Jusqu'au 27 mars.
DUNOYER ou **SEGONZAC**, **Poésie**
 de la nature, Aquarielles, dessins,
 et gravures, - Galerie du Bonaparte,
 des Saint-Pères 1264-04-021. Jusqu'au
 6 avril.
NINA OUBENEN, **Auëis**, - Galerie
 du Bonaparte, rancée, rue de Seine
 (326-94-32). Jusqu'au 26 mars.
EQUIPO CRONICA, **La Trama**, -
 Galerie Centre-Pinckney, 10, rue de
 Valenciennes (277-15-73). Jusqu'au 5 avril.
JOUAN **FERRER**, **L'arbre** s'écroule,
 - Galerie du Bonaparte, 10, rue de
 Valenciennes (277-15-73). Jusqu'au 5
 avril.
BORDEAUX, - Domes, Auzia,
 d'Anne et Patrick Poirier, - Expo-
 sition 1, entrepôt Lainé, rue Grand-
 boulevard (44-16-35). Jusqu'au 27
 mars.
FRANÇOIS PUYER, **du Grand-
 boulevard**, Jusqu'au 27 mars.
FRANÇOIS PUYER, **œuvres récentes**, - Une
 famille de peintres au dix-neuvième
 siècle, - Richard Hamillon, Musée,
 du Louvre (44-62-22). Jusqu'au
 2 avril.
L'ON, **Nouveaux savoirs**, - Centre
 d'Art Contemporain, 10, rue de Valenciennes
 (277-15-73). Jusqu'au 27 mars.
TOUS les jours, de 11 h. à 21 h.
 Jusqu'au 27 mars.
Œuvres récentes, - Centres, objets et
 sculptures insolites, - Centre d'ac-
 tion culturelle, avenue Charles-de-
 Gaulle 22-27. Jusqu'au 27 mars.
MARCO NUN-BAREUT, **Pignat**, -
 Centre d'Art Contemporain (78-30-32).
 Jusqu'au 27 avril.
MARSHALL, **œuvres**, - Louis Le
 Salle, - Peintures et dessins, Gal-
 erie du Bonaparte, 10, rue de Valenciennes
 (246-11-83). Jusqu'au fin avril.
Trois vitrines, trois collections, Musée,
 du Louvre (44-62-22). Jusqu'au 27
 mars.
Jusque fin mai.
NANTES, **Exposition d'Antenne**, -
 Musée des Beaux-Arts, 10, rue de
 Clémenceau (74-83-24). Jusqu'au 27
 mars.
PARIS, **Œuvres**, - Léonard de Vinci, Jans-
 sen, peintre, chercheur, - Maison de
 la culture André-Malraux, Jus-
 qu'au 30 mars.
SALON, **Œuvres**, - Bernard Ory, treize
 ans de sculpture, - 158 rue de Valenciennes,
 11, rue Saint-Charles (158-25-68). Jus-
 qu'au 27 mars.
TRAVES, **Charles-Joseph Natouze**,
 Musée (43-49-48). Jusqu'au 27
 mars.
VENCE, **Prof. Drea**, dessins récents,
 Galerie A. Drea, 13, rue Lamar-
 que (58-13-13). Jusqu'au 27 mars.

MIREILLE GLODDEZ MIALHE. — Galerie Artcurial, 9, avenue Matignon (256-70-70). Jusqu'au 5 avril.

BRION GYSSIN. Le dernier musée, — Galerie Rappin, 12, rue Pavée (187-80-36). Sauf sam. et dim., de 14 h. à 19 h. Jusqu'au 5 avril.

LA PHOTOGRAPHIE CREATRICE AU XX^e SIECLE A TRAVERS LES COLLECTIONS DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE. 158 auteurs, 379 photographies. — Musée national d'art moderne, Centre Beaubourg (212-71-71). Jusqu'au 10 mai.

HEROLD. Œuvres 1956-1976.
— Galerie Seino, 10 rue de la
Mairie, 18, jusqu'au 31 mars.

MAT JACOB. Cinquante dessins
encretés et documents inédits.
— Galerie Seino, 10 rue de la
Mairie, 18, jusqu'au 31 mars.
Sauf dimanche et lundi, de 15 h. 30
à 19 h. 30. Jusqu'au 30 avril.

LARISSE. Les quatre cents coups
du monde.
— Galerie Seino, 10 rue de la
Mairie, 18, rue des Grands-Augustins,
18, jusqu'au 25 avril (13-55-82).

MARC LANDOWSKY. La Terre.
— Galerie Seino, 10 rue de la
Mairie, 18, jusqu'au 25 avril.

LUBOSKI. Peintures et sculptures.
— Galerie Seino, 10 rue de la
Mairie, 18, jusqu'au 16 avril (633-
78-11). Jusqu'au 16 avril.

LEBS R P T I Z S BOIS O F.
— Galerie Seino, 10 rue de la
Mairie, 18, jusqu'au 16 avril.

M. ROUSSET. Œuvres en Vallois,
20, rue Saint-Denis (508-40-83), Jus-
qu'au 28 mars.

G. GALERIE BENO-D'INCELLI.
43, rue de Mirocendri (223-10-18),
Jusqu'au 29 mars.

J. MEURICE. — Galerie
Beaubourg, 2, 109, rue Saint-Martin
(887-31-31), Jusqu'au 16 avril.

E. KREMER. — Galerie
Eclair-de-Caumain, 23, rue de Seine
(326-54-11), Jusqu'au 28 mars.

N. FRANÇOIS MORELLET. — Galerie
N. Guilhot, 8, rue de la Chapelle,
30 Beaubourg, 1278-11-71. Jusqu'au
23 mars.

F. LANCANO PEDRUZZI Chemex.
— Galerie Saint-Paul, 22, rue Saint-
Paul (867-91-02), Jusqu'au 30 mars.

A. MARTEL. — Galerie
Marcelle, 12, rue du Roi-de-Sicile
(278-30-11), Jusqu'au 30 mars.

P. PERROT. — Galerie
Pierrot rétroscopé, 10 rue de Sévigné
(377-10-11), Jusqu'au 28 mars.

GILLES SACRISSE. — Galerie Art-
Omphale, 26, place Omphale (328-
81-21), Jusqu'au 28 mars.

FRITZ SCHWEGLER. Peintre et
collageur. — Galerie Dancie, 64,
rue de Valenciennes, jusqu'au 28 mars.

XANGS. Œuvres de 1953 à 1966.
— Galerie Albert Verbeke, 7, place
Fursberg (325-73-82). Jusqu'au 16
avril.

EN BALCON

CHEKLIK. Dessins, peintures et
sculptures de Moukhtarov. — Maison
des arts et de la culture André-
Malraux, 1 place de France-Villiers,
109-50-50. Sauf dimanche de 12 à 14
heures.

ENCENT. A T GETT, BERENICE
ABBOTT. — Galerie Zacharzik, 29, rue
Aubry-le-Boucher, Jusqu'au 28 mars.

AGNES VANDA et JEROME X.
— Galerie Seino, 10 rue de la
Mairie, 18, rue de l'Estet. Jusqu'au
15 avril.

POL GORNIER. Les peuples noirs.
— Galerie Seino, 10 rue de la
Mairie, 18, jusqu'au 25 mars.

PATRICK WARD. — (La photo-
sonde), 2 rue Christine (033-90-85),
Mars.

DANIEL MASLEY. — Galerie
Agathe-Gallard, 3 rue du Pont-
Neuf, jusqu'au 16 avril.

DIODERE IAN BREAKWELL.
R. FLIOPINVILLE. J. GERZ.
P.A. GETTE. — Galerie Barna,
18, rue de la Bas (548-87-86), Jusqu'au
15 avril.

V. MATWALD. Cent artistes,
trente ans d'instantanés. — 10, rue
de la Chapelle (935-95-81),
Jusqu'au 23 mars.

KARI BLOSSFELD. Plantes. —
Galerie Jacques-Bossert, 30, rue de
Leval (138-10-47).

GAMMA. Obsèques annivernelles.
— Galerie Nikon, 1 rue Jacob (633-
25-17), Mars.

JAMES KLOSTY, E MC : — les
ballets Mette Cunningham, Art Cen-
ter, 10 rue de Valenciennes, 109-50-50
ou Dragon (222-22-70), Mars.

RICCARDO KALVAR - BRUNO -
BARNABÉ FLOSSUT. Centre
d'art contemporain, 10 rue de
Maurand, 2 bis, rue Pierre-
Vaillant-Couturier, Athès-Mans.

Théâtre Jean-Vilar. place Etaling-
ger, Bureaux (508-75-18), Jusqu'au 28
mars.

CLAUDE RAIMOND - OTTONY.
Regard sur un exil : les immigrés.
— Centre de la culture d'Afrique,
Jusqu'au 30 mars.

HERVÉ GLOAGUEN. — Galerie
Gloaguen, 10 rue de Valenciennes,
Concarneau, Jusqu'au avril.

DISCAMPS et CHEVALIERE. —
Maison des États-Généralx, Chibon.
Jusqu'au 28 mars.

PHILIPPE SALAÜN. — Galerie
Néphore, 8, rue de la Gare, Bollwiller,
jusqu'au 28 mars.

ARMAND VIAL - FIBERE
ROBERTO. Média Métophe-
roscopée, 10 rue de Valenciennes,
Nîmes, jusqu'au 28 mars.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

ANNE SYLVESTRE
nouveau récital
PALAIS DES ARTS
JUSQU'AU 26 MARS
325 me St-MARTIN - 75003 PARIS
LOC. 272.62.98 COLLECT. 236.92.87



هكذا من الجهل

CARNET

PRESSE

Naissances

— Jean-Paul et Janine Chapron ont la joie d'annoncer la naissance de
Cyril,
le 12 mars 1977.

— J.L. AA. le prince et la princesse Minat sont heureux d'annoncer la naissance de leurs jumeaux, Kila et Fandila, leurs quinquèmes et cinquèmes en-
le 15 février 1977,
21, boulevard de Beauséjour,
75016 Paris.

— M. Claude Flancon et Mme. née Mathilde Beauvoir, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille, née
le 10 mars 1977,
Clinique gynécologique université de Munich,
75720 La Courbe-les-Bains.

— Emile et Béatrice Bléau, née Béatrice de Montvallon, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils,
le 7 mars 1977,
16, rue des Trois-Croix,
93000 Bobigny.

Marriages

— Patrick Leclercq et Joy Lee Smith, sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 5 mars,
60, boulevard de Beauséjour,
75016 Paris.

Décès

— Mme René Affre, née Bernadette Forc, M. et Mme Philippe Flourens, Mlle Anne Affre et M. Marc Rohr, son fiancé,
Mlle Affre et Mlle Lucie-Agnès Tréde, sa fiancée,
Mlle Paul Affre, M. Jean-Paul Affre,
M. et Mme Lucien Four-Passant, M. et Mme Jean Guenou et leurs enfants,
M. et Mme Jean Gatin et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Lottau, M. et Mme Patrick Forc et leurs enfants,
son épouse, son enfant, sa belle-mère, son frère, ses beaux-parents, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
Mlle Marie-Paule, sa sœur, sa tante, sa famille et tous ses amis, ont la profonde douleur de faire part du décès de
M. René AFFRE,
ingénieur E.C.P., 44,
survécu le 14 mars 1977 à l'âge de cinquante et un ans.
La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 18 mars 1977, à 8 h. 30, en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal, Paris-16, suivie de l'inhumation dans la plus stricte intimité, à Vaux-de-Cernay (Nord).
Ces avis tiennent lieu de faire-part.
15, rue Champs,
75016 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.

— La direction et le personnel des sociétés C.O.P., Chimie, Helle Van Cauwenbergh, Ripoll-Georget-Freitag ont la tristesse de faire part du décès de
M. René AFFRE,
membre du conseil d'administration de C.O.P. Chimie, président-directeur général d'Helle Van Cauwenbergh et Ripoll-Georget-Freitag, survécu le 14 mars 1977 à l'âge de cinquante et un ans.
Les obsèques auront lieu le vendredi 18 mars 1977 à 8 h. 30, en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal, Paris-16.
Ni fleurs ni couronnes.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Martine de BARSY,
journaliste à la télévision.
Ses amis présents à sa famille et en particulier à son fils Laurent Michel, leurs condoléances les plus sincères.

— M. Jules Caratini, M. Roger Caratini et Mme, née Françoise Pinon, Les familles Anselmi, Deparday et Brotons, ont la douleur de faire part du décès de
Mme Jules CARATINI, née Céline Anselmi, leur épouse, mère, belle-mère, grand-mère, arrière-grand-mère, tante et grand-tante,
survécue le 14 mars 1977, dans sa soixante-dix-neuvième année.
Les obsèques auront lieu le vendredi 18 mars 1977, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, Paris-14, à 10 h. 30.
Canal,
Haute-Corse,
124, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 Neuilly,
21, rue Daguerre,
75014 Paris.

— Mme Paul Charlaty, son épouse, M. et Mme Paul Charlaty, M. et Mme Gérard Douaire, ses enfants,
Caroline Myriam et Anne, ses petites-filles,
sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul CHARLATY, professeur honoraire de philosophie, survécu à Chambéry, le 4 mars, à l'âge de soixante et un ans.
L'inhumation a eu lieu à Planabaz (Savoie).
2, passage Gambetta,
Chambéry.

— La direction et le personnel de la société Cernab International, 21, rue du Louvain, 94 Boulogne, ont le profond regret de faire part du décès de leur ami,
M. Simon DREYFUS,
chef de service.

A L'HOTEL DROUOT

Joué

EXPOSITION

1. - Meubles, objets d'art 19.

2. - Meubles, objets d'art 19.

3. - Meubles, objets d'art 19.

4. - Meubles, objets d'art 19.

5. - Meubles, objets d'art 19.

6. - Meubles, objets d'art 19.

7. - Meubles, objets d'art 19.

8. - Meubles, objets d'art 19.

9. - Meubles, objets d'art 19.

10. - Meubles, objets d'art 19.

11. - Meubles, objets d'art 19.

12. - Meubles, objets d'art 19.

13. - Meubles, objets d'art 19.

14. - Meubles, objets d'art 19.

15. - Meubles, objets d'art 19.

16. - Meubles, objets d'art 19.

17. - Meubles, objets d'art 19.

18. - Meubles, objets d'art 19.

19. - Meubles, objets d'art 19.

20. - Meubles, objets d'art 19.

21. - Meubles, objets d'art 19.

22. - Meubles, objets d'art 19.

23. - Meubles, objets d'art 19.

24. - Meubles, objets d'art 19.

25. - Meubles, objets d'art 19.

26. - Meubles, objets d'art 19.

27. - Meubles, objets d'art 19.

28. - Meubles, objets d'art 19.

29. - Meubles, objets d'art 19.

30. - Meubles, objets d'art 19.

31. - Meubles, objets d'art 19.

32. - Meubles, objets d'art 19.

33. - Meubles, objets d'art 19.

34. - Meubles, objets d'art 19.

35. - Meubles, objets d'art 19.

36. - Meubles, objets d'art 19.

37. - Meubles, objets d'art 19.

38. - Meubles, objets d'art 19.

39. - Meubles, objets d'art 19.

40. - Meubles, objets d'art 19.

41. - Meubles, objets d'art 19.

42. - Meubles, objets d'art 19.

43. - Meubles, objets d'art 19.

44. - Meubles, objets d'art 19.

45. - Meubles, objets d'art 19.

46. - Meubles, objets d'art 19.

47. - Meubles, objets d'art 19.

48. - Meubles, objets d'art 19.

49. - Meubles, objets d'art 19.

50. - Meubles, objets d'art 19.

51. - Meubles, objets d'art 19.

52. - Meubles, objets d'art 19.

53. - Meubles, objets d'art 19.

54. - Meubles, objets d'art 19.

55. - Meubles, objets d'art 19.

56. - Meubles, objets d'art 19.

57. - Meubles, objets d'art 19.

58. - Meubles, objets d'art 19.

59. - Meubles, objets d'art 19.

60. - Meubles, objets d'art 19.

61. - Meubles, objets d'art 19.

62. - Meubles, objets d'art 19.

63. - Meubles, objets d'art 19.

64. - Meubles, objets d'art 19.

65. - Meubles, objets d'art 19.

66. - Meubles, objets d'art 19.

67. - Meubles, objets d'art 19.

68. - Meubles, objets d'art 19.

69. - Meubles, objets d'art 19.

70. - Meubles, objets d'art 19.

71. - Meubles, objets d'art 19.

72. - Meubles, objets d'art 19.

73. - Meubles, objets d'art 19.

74. - Meubles, objets d'art 19.

75. - Meubles, objets d'art 19.

76. - Meubles, objets d'art 19.

77. - Meubles, objets d'art 19.

78. - Meubles, objets d'art 19.

79. - Meubles, objets d'art 19.

80. - Meubles, objets d'art 19.

81. - Meubles, objets d'art 19.

82. - Meubles, objets d'art 19.

83. - Meubles, objets d'art 19.

84. - Meubles, objets d'art 19.

85. - Meubles, objets d'art 19.

86. - Meubles, objets d'art 19.

87. - Meubles, objets d'art 19.

88. - Meubles, objets d'art 19.

89. - Meubles, objets d'art 19.

90. - Meubles, objets d'art 19.

91. - Meubles, objets d'art 19.

92. - Meubles, objets d'art 19.

93. - Meubles, objets d'art 19.

94. - Meubles, objets d'art 19.

95. - Meubles, objets d'art 19.

96. - Meubles, objets d'art 19.

97. - Meubles, objets d'art 19.

98. - Meubles, objets d'art 19.

99. - Meubles, objets d'art 19.

100. - Meubles, objets d'art 19.

101. - Meubles, objets d'art 19.

102. - Meubles, objets d'art 19.

103. - Meubles, objets d'art 19.

104. - Meubles, objets d'art 19.

105. - Meubles, objets d'art 19.

106. - Meubles, objets d'art 19.

107. - Meubles, objets d'art 19.

108. - Meubles, objets d'art 19.

109. - Meubles, objets d'art 19.

110. - Meubles, objets d'art 19.

111. - Meubles, objets d'art 19.

112. - Meubles, objets d'art 19.

113. - Meubles, objets d'art 19.

114. - Meubles, objets d'art 19.

115. - Meubles, objets d'art 19.

116. - Meubles, objets d'art 19.

117. - Meubles, objets d'art 19.

118. - Meubles, objets d'art 19.

119. - Meubles, objets d'art 19.

120. - Meubles, objets d'art 19.

121. - Meubles, objets d'art 19.

122. - Meubles, objets d'art 19.

123. - Meubles, objets d'art 19.

124. - Meubles, objets d'art 19.

125. - Meubles, objets d'art 19.

126. - Meubles, objets d'art 19.

127. - Meubles, objets d'art 19.

128. - Meubles, objets d'art 19.

129. - Meubles, objets d'art 19.

130. - Meubles, objets d'art 19.

131. - Meubles, objets d'art 19.

132. - Meubles, objets d'art 19.

133. - Meubles, objets d'art 19.

134. - Meubles, objets d'art 19.

135. - Meubles, objets d'art 19.

136. - Meubles, objets d'art 19.

137. - Meubles, objets d'art 19.

138. - Meubles, objets d'art 19.

139. - Meubles, objets d'art 19.

140. - Meubles, objets d'art 19.

141. - Meubles, objets d'art 19.

142. - Meubles, objets d'art 19.

143. - Meubles, objets d'art 19.

144. - Meubles, objets d'art 19.

145. - Meubles, objets d'art 19.

146. - Meubles, objets d'art 19.

147. - Meubles, objets d'art 19.

148. - Meubles, objets d'art 19.

149. - Meubles, objets d'art 19.

150. - Meubles, objets d'art 19.

151. - Meubles, objets d'art 19.

152. - Meubles, objets d'art 19.

153. - Meubles, objets d'art 19.

154. - Meubles, objets d'art 19.

155. - Meubles, objets d'art 19.

156. - Meubles, objets d'art 19.

157. - Meubles, objets d'art 19.

158. - Meubles, objets d'art 19.

159. - Meubles, objets d'art 19.

160. - Meubles, objets d'art 19.

161. - Meubles, objets d'art 19.

162. - Meubles, objets d'art 19.

163. - Meubles, objets d'art 19.

164. - Meubles, objets d'art 19.

165. - Meubles, objets d'art 19.

166. - Meubles, objets d'art 19.

167. - Meubles, objets d'art 19.

168. - Meubles, objets d'art 19.

169. - Meubles, objets d'art 19.

170. - Meubles, objets d'art 19.

171. - Meubles, objets d'art 19.

172. - Meubles, objets d'art 19.

173. - Meubles, objets d'art 19.

174. - Meubles, objets d'art 19.

175. - Meubles, objets d'art 19.

176. - Meubles, objets d'art 19.

177. - Meubles, objets d'art 19.

178. - Meubles, objets d'art 19.

179. - Meubles, objets d'art 19.

180. - Meubles, objets d'art 19.

181. - Meubles, objets d'art 19.

182. - Meubles, objets d'art 19.

183. - Meubles, objets d'art 19.

184. - Meubles, objets d'art 19.

185. - Meubles, objets d'art 19.

186. - Meubles, objets d'art 19.

187. - Meubles, objets d'art 19.

188. - Meubles, objets d'art 19.

189. - Meubles, objets d'art 19.

190. - Meubles, objets d'art 19.

191. - Meubles, objets d'art 19.

192. - Meubles, objets d'art 19.

193. - Meubles, objets d'art 19.

JUSTICE

LES SUITES DE L'ÉVASION D'ALBERT SPAGGIARI

M. GÉRARD RANG EST INCULPÉ

De notre envoyé spécial

Nice. — Devinette nippée : qui sans avoir fait campagne, a obtenu davantage de voix que les royalistes, au premier tour des élections municipales ? Albert Spaggiari, bien sûr. Après sa fuite du palais de justice, trois jours auparavant, il s'est, en effet, trouvé quelques poignées d'électeurs pour, au prix d'un vote nul, lui exprimer leur admiration. Le « cas du siècle » à la Société générale de Nice avait fait de lui un héros, son évasion l'a presque défilé.

Sauf, bien sûr, dans l'esprit des policiers nippés, qui n'oublieront pas de s'être le « bras d'honneur » que le chef présumé des « égarés » décocha à deux d'entre eux en sautant sur la moto qui le conduisait vers la liberté. Bien que l'enquête administrative faite par l'inspection générale de la police nationale ait écarté toute responsabilité des fonctionnaires de cette administration — l'enquête de la chancellerie a abouti à des conclusions identiques, envers le juge d'instruction, M. Richard Bourdais — les enquêteurs de la P.J. de Nice ont un nouvel affront à laver dans une affaire qui ne les ménage pas.

Malgré la condamnation : il n'en tient peut-être l'un des complices de Spaggiari dans l'évasion du 10 mars, M. Gérard Rang, vingt-huit ans, qui serait le pilote de la Kawasaki 800 qui attendait Spaggiari devant le palais de justice. Des témoins l'ont reconnu au cours de séances d'identification, à vrai dire peu probantes. Inculpé de complicité d'évasion, il a été écroué.

En concordance avec les idées admises sur le rôle de la justice, M. Gérard Rang présente la double qualité de « droit commun » — inculpé dans une affaire de faux chèques du Crédit agricole remontant à trois ans, il est également soupçonné de participation à un vol de lingots d'or dans une banque nippée — et de « politique » : adepte, comme Spaggiari, de l'extrême droite, on l'a vu longtemps militer au sein de l'Association générale des étudiants nippés (AGEN), qui s'était donné pour mission la lutte contre la gauche et l'extrême gauche dans les milieux universitaires.

« Bons baisers de Hongkong »

Mais, même s'il fait un inculpé idéal, Gérard Rang fait front aux témoignages et nie les faits qu'on lui reproche. Il n'a certainement pas été aidé dans son système de défense, par la démarche d'un de ses avocats, M. Martine Wolf, qui aurait sollicité de manière trop pressante des témoignages favorables à son client. On a pu croire un moment à l'inculpation.

● Pour infraction à la loi anti-coucou, quatre arboriculteurs de la Drôme ont été inculpés le 14 mars, par M. Girard, premier juge d'instruction au tribunal de Belley. Durant l'été dernier, les producteurs de pêches des départements de la Drôme et de l'Ardèche avaient stoppé et déversé sur le ballast, en gare de Colos (Ain), le contenu d'une douzaine de wagons de pêches en provenance d'Italie.

● L'affaire de l'ilot Saint-Paul. — La Ville de Paris a chargé M. Delubac, huissier d'engager un référé devant le tribunal civil de Paris pour demander l'expulsion de cinq familles de mal-logés, qui se sont installées depuis le 15 février dans des locaux vides de l'ilot Saint-Paul (rue Saint-Paul et rue Charlemagne) en voie de rénovation dans le quatrième arrondissement dans le Nord de Paris (13-14 mars). Ordonnance à huitaine.

sur sa propre demande, de cette dernière. Mais l'un des avocats de M. Martine Wolf, M. Patrick Trani, indiquait mercredi 16 en fin de matinée que M. Pierre Lafage, doyen des juges d'instruction de Nice, n'a pas l'intention d'inculper M. Martine Wolf.

Cependant, personne, ici, n'est dupe de l'importance de la prise. « Rang est l'arbre qui cache la forêt : si c'est bien lui qui conduisait la moto, il ne sera jamais vu à l'annexe Spaggiari », dit-on. D'aucuns trouvent, d'autre part, curieux que le « cerveau » du « casse » ait pris le risque de renvoyer son complice « dans la gueule du loup ». Quel qu'il en soit, le départ de Spaggiari porte un coup définitif à l'enquête sur le cambriolage, qui plénait défilé après l'inculpation de trois participants supposés, tous des « droit commun », excepté leur chef : les « politiques » demeurent introuvables. On aime bien qu'on dise que leur chute était proche, intouchables.

Il se sont aujourd'hui plus que jamais, protégés par la « cavale » de l'ancien parachutiste d'Indochine. Pour combien de temps ? Les policiers nippés sont confiants. « On le retrouvera », affirme l'un d'eux. Il aime tellement la publicité qu'il ne se résoudrait pas à se manifester. Dans quelque temps, je ne serais pas surpris de trouver un matin, dans le courrier, une carte postale m'adressant ses bons baisers de Hongkong, ou d'ailleurs.

JAMES SARAZIN.

POLICE

Plusieurs organisations dénoncent les « dangers » de la réforme proposée par M. Poniatowski

Les syndicats de police renouellent ou multiplient, depuis plusieurs mois, leurs prises de position contre la réforme des structures de la police nationale, telle qu'elle est proposée par M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur (« Le Monde » daté 21, 27 janvier et 13-14 mars). Dans des communiqués publiés le 15 mars, la Fédération autonome des syndicats de police et plusieurs organisations, telles que la C.G.T., la C.F.D.T.-Police, le Syndicat des avocats de France et la Ligue des droits de l'homme, dénoncent les « dangers » de cette réforme qui a été officiellement présentée le 29 décembre 1976.

La Fédération autonome rappelle qu'elle a été créée suite au problème de maintien des unités de gendarmerie-patrouille sur un plan strictement institutionnel et s'oppose à ce qu'on mêle à ce dossier des perspectives de réformes structurelles qui devaient à l'origine faire l'objet de discussions séparées. La F.A.P. souligne, d'autre part, qu'elle ne saurait cautionner un quelconque projet de régionalisation de la police sur lequel elle n'aurait pas été préalablement consultée et qu'elle s'oppose à la réforme en cours, pour remettre gravement en cause le principe démocratique de la séparation des pouvoirs, notamment dans le domaine du maintien et du rétablissement de l'ordre.

Dans un communiqué commun, onze organisations (1) indiquent que cette réforme a été préparée sans négociations avec les syndicats de policiers et avec la volonté de mettre le Parlement devant le fait accompli, pour imposer la loi.

(1) Les signataires sont : Syndicat C.F.D.T. de la police parisienne, Fédération Intersyndicale des policiers et préfectures, commandants et Compagnie des eaux, C.F.T.C.-Police (ville), syndicat des avocats de France, C.G.T.-Police, Confédération C.G.T., Syndicat des commandants et officiers (P.F.P.E.-C.S.C.), Syndicat national indépendant des officiers de C.R.S., Ligue des droits de l'homme, C.F.D.T.-Police et tribunaux, Juristes démocrates.

CORRESPONDANCE

M. Detlev-Schultz sera-t-il extradé ?

M. Gérard Soulier, professeur à l'U.L.B. de droit de l'université d'Amiens, nous a adressé, à propos de l'affaire Detlev-Schultz (le Monde des 29 janvier, 2 et 8 mars) la lettre suivante :

« Detlev-Schultz ne devrait pas être extradé des raisons fortes s'opposent, les autres à d'impérieuses considérations de principe.

Qui est Detlev-Schultz ? Un militant politique allemand actuellement détenu à la prison de Colmar et faisant l'objet d'une demande d'extradition que le gouvernement d'Allemagne fédérale prend bien soin d'articuler sur des motifs de pur droit commun. La chambre d'accusation de Colmar ayant rendu un avis favorable à l'extradition le 8 décembre 1976, la Cour de cassation ayant déclaré irrecevable la pourvoi contre cet avis, la décision appartient maintenant au chef de l'État.

L'affaire pour laquelle l'Allemagne demande que lui soit livré Schultz est grave : le 7 mai 1976, dans la région de Darmstadt, deux policiers interceptent cinq personnes. Corps de l'un. Un policier est tué, l'autre blessé. Les cinq personnes prennent la fuite. Sur les lieux, on trouve le lendemain une pièce d'identité falsifiée : la photo substituée est celle de Schultz dit la police allemande. Schultz le nie absolument. Il nie avec la même énergie deux policiers interpellés à cette affaire. Cette pièce d'identité a été reproduite dans la presse allemande. Or, selon ses avocats, il n'est pas possible de dire que cette photo est celle de Schultz, et les

autorités allemandes refusent de communiquer les pièces du dossier.

Mais rien n'autorise à juger du fond. Tout permet en revanche d'affirmer que Detlev-Schultz est un opposant politique et de présumer que ce fait n'est pas étranger à la demande d'extradition. Schultz a maintes fois affirmé son engagement politique par la parole, l'écrit par des distributions de tracts dénonçant l'évolution de l'Allemagne, et notamment la condition des prisonniers politiques soumis à de nouvelles formes de torture. De nombreux articles de presse française ou allemande l'ont dénoncé comme un dangereux opposant.

C'est cela qui justifie, conformément au droit et à la jurisprudence française, un refus de l'extradition. Selon l'article 5 de la loi du 10 mars 1927, « l'extradition n'est pas accordée... lorsque le crime ou le délit a un caractère politique ou lorsqu'il résulte des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique ». Cette tradition, fondée sur le meilleur libéralisme, a été maintes fois honorée dans des cas d'espèce.

Cette tradition doit être sauvegardée. L'extradition de Schultz constituerait un véritable reniement, un précédent dangereux, et une sorte d'application de la « convention antiterroriste » avant même son entrée en vigueur. L'un des aspects les plus inquiétants de cette convention est le refus de toute considération des motifs des auteurs d'infractions définies de façon purement matérielle par le texte. Le refus de toute prise en compte de la subjectivité du délinquant constitue une amputation de l'individu, la négation de son identité. On voit où engager de telles coupures.

Sans compter le danger que constitue un système d'extradition quasi automatique avec des États à régime autoritaire. Mais ce danger a été souligné par le chef de l'État lui-même.

Detlev-Schultz ne devrait pas être extradé (1).

(1) Les personnes désireuses d'apporter leur soutien à Detlev-Schultz peuvent écrire à : Centre Vanguard, 46, rue de Vandœuvre, 75006 Paris.

FAITS DIVERS

A REIMS

Manifestation contre Michel Sardou malgré l'annulation de son récital

Environ deux cents jeunes gens se sont réunis au collectif antifasciste Sardou à midi, mardi soir 15 mars, dans le centre de Reims, malgré l'annulation du tour de chant que Michel Sardou devait faire se soir-là. Si le gala a été annulé, officiellement faute de réservations suffisantes, les manifestants, eux, ont revendiqué la responsabilité de ce changement de programme. Dans un tract, le collectif prétend que le show-business a eu peur de la révolte de la masse. Le défilé s'est déroulé sans incident.

Paris et mouvement s'entendent d'extrême gauche avaient appelé au boycottage de ce tour de chant jugé « fascisant, raciste et antisémite », et un meeting avait été organisé peu avant le début du spectacle à 1 kilomètre environ du Palais des sports, où devait se produire le chanteur. À la fin de ce meeting, quatre cents manifestants distribuant des tracts visant « les marchands de

spectacle et le show-business » se sont dirigés vers le Palais des sports, où avait pris place un important service d'ordre. Des billes de verre ont été lancées à l'aide de frondes contre les policiers et les véhicules de la gendarmerie. Quelques vitres du Palais des sports et des pare-brise de voitures ont été brisés.

Michel Sardou a néanmoins pu effectuer son tour de chant devant une salle au demeurant assez peu remplie. Les organisateurs indiquent que 1 800 entrées payantes ont été enregistrées. Michel Sardou avait « fait » 3 400 personnes à Besançon en 1976 et 4 600 l'année suivante.

L'hydramanté du 16 mars commença en ses termes les incidents de Besançon : « Intempéries manifestes : Sardou chante ses idées. Elles ne sentent pas bon. Il a le droit de les chanter. Le principe ne souffre pas d'exception. »

Après le suicide d'Alain Escoffier

LES DEUX MANIFESTANTS DES LOCAUX D'AÉROFLOT RESTENT DÉTENUS

Après la manifestation dans les locaux d'Aéroflot le 14 février aux Champs-Élysées, — à propos du suicide par le feu d'Alain Escoffier, les deux militants d'extrême droite encore détenus, MM. Alain Boinet et Laurent Maréchal, restent en prison. La chambre d'accusation a confirmé le 15 mars l'ordonnance de M. Louis Chabanac, premier juge d'instruction à Paris, qui les avait placés sous mandat de dépôt le 15 février (1).

L'un des détenus, M. Boinet, nous a adressé de Fresnes une lettre dans laquelle il explique son attitude et proteste contre l'usage « électoraliste » qui en a, selon lui, été fait par M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national. M. Boinet écrit notamment : « Nous sommes des militants révolutionnaires, des militants solidaires dont l'opposition à l'autorité majoritaire de droite est tout aussi rationnelle que celle que nous manifestons à l'égard de l'impérialisme et du totalitarisme soviétiques... Si la répressible escroquerie d'Alain Escoffier nous a amenés à déposer une gerbe à l'endroit même où il est mort, notre combat contre l'impérialisme américain peut nous conduire à tout moment dans les locaux de telle société multinationale U.S. ».

Nous avons d'autre part reçu une lettre de protestation de M. Jean-Marie Le Pen, père de Laurent, qui écrit : « Est-ce normal que dans notre société libérale avancée un garçon de vingt-quatre ans soit arrêté pour la seule faute d'avoir déposé une gerbe de fleurs ? Où est la crime ? Et surtout où est la liberté ? Le droit d'opinion est-il représenté ? Pour-à être de gauche pour énoncer l'opinion ? ».

Enfin, un « centre d'information et de propagande pour la liberté » qui reprend à son compte l'appel à une manifestation, le 20 mars prochain, lancée par le comité, Alain Escoffier, depuis (le Monde du 16 mars), qualifie, dans un communiqué, la décision de la chambre d'accusation, de « provocation contre les Français épris de liberté ».

(1) L'un d'eux, M. Jean-Claude Nourry, a été libéré le 16 mars.

● Le docteur Moricard est condamné pour fraude fiscale. — Pour avoir fraudé le fisc en octroyant de déduire, selon les experts, 150 000 francs au total de revenus réalisés en 1968 et 1970, le docteur René Moricard, professeur d'endocrinologie, et son épouse, le docteur France Moricard, ont été condamnés chacun à trois mois d'emprisonnement avec sursis, ce mardi 15 mars, par la 11^e chambre correctionnelle de Paris. Le tribunal a dit qu'il regrette vivement l'absence de publications et d'affiches au jugement, notamment l'affichage pendant trois mois à la porte du cabinet du docteur France Moricard.

● La médaille de Mme Francoise Giroud. — Entendu dans l'après-midi du 15 mars par M. Bernard Bouteux, premier substitut, chargé d'enquêter sur le cas de Mme Francoise Giroud, M. Aimé Haquart, un des plaideurs, a dit qu'il regrette vivement l'absence de publications et d'affiches au jugement, notamment l'affichage pendant trois mois à la porte du cabinet du docteur France Moricard.

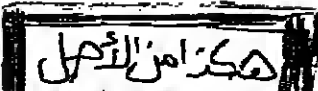
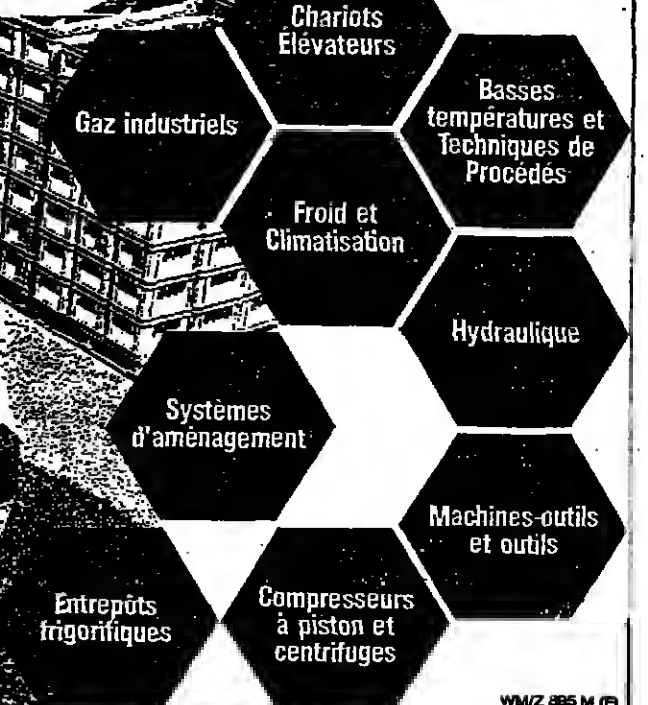
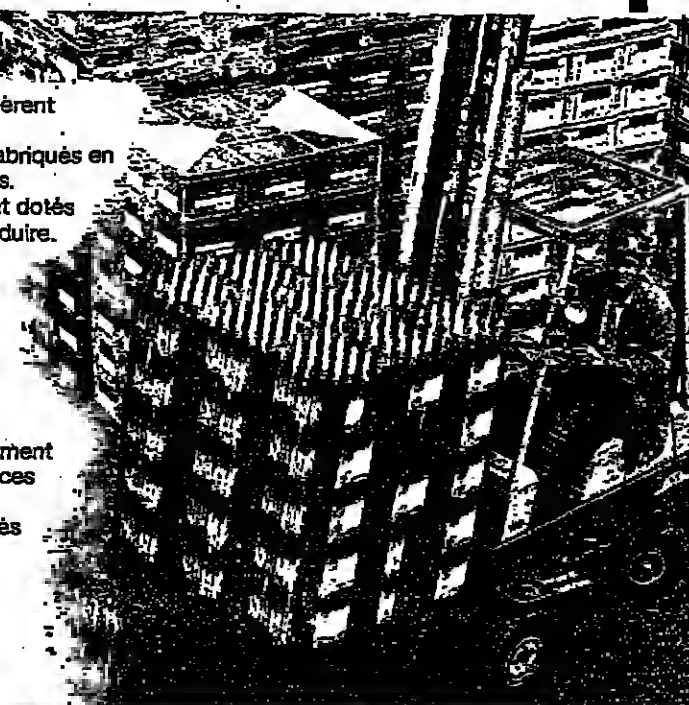
Il a toutefois ajouté qu'il estimait que l'enquête devait être menée à son terme. M. Robert Chapeau, qui a été porté, a confirmé l'attestation qu'il a donnée à Mme Giroud en déclarant avoir vu un jour son nom avec celui de sa sœur dans une liste de médailles de la Résistance.

Afin que vous calmez votre soif plus rapidement

C'est l'affaire de LINDE. Car les chariots LINDE accélèrent le transbordement des marchandises. Ils transportent les palettes de boissons. Ou les préfabriqués en béton, le bois, les tuiles : tous les produits imaginables. Dans l'industrie et le négoce. Les chariots LINDE sont dotés de la technique la plus avancée et sont faciles à conduire. Ils existent dans toutes les versions d'énergie. Dans les capacités allant de 1,0 à 7 tonnes. Les chariots LINDE sont à la pointe du progrès en Europe.

LINDE ne conçoit pas que des chariots élévateurs. LINDE est une société moderne, active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification des produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.

Linde Manutention
Rue de la Croix de l'Orme
Morainvilliers
78630 Orgeval
Tél. 975.73.00



Membre FDIC



Les responsables d'Etudes Financières de Morgan Guaranty sont des spécialistes du secteur industriel. Voici Richard Johnson, Carol Hallingby, David Jeffrey, du département Transports, visitant une usine aéronautique.

Si vous songez à vous implanter sur le marché américain, songez à Morgan Guaranty

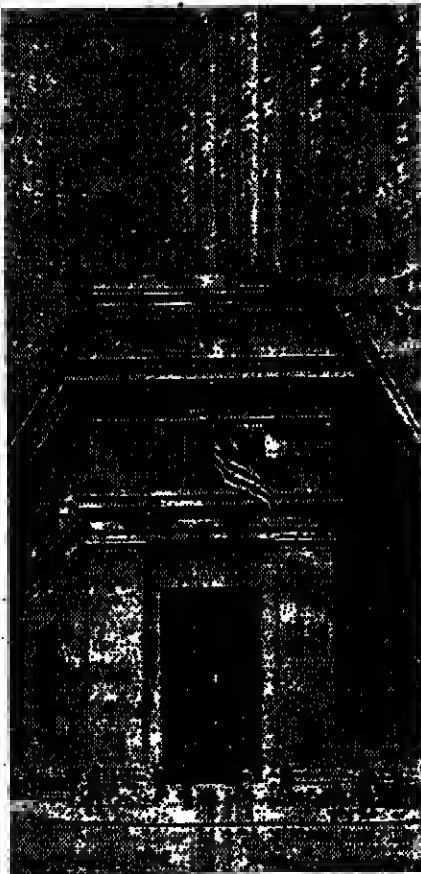
En nombre croissant des sociétés européennes investissent aux États-Unis, que ce soit par le biais d'acquisitions, de fusions, de créations de filiales communes ou encore en y installant directement leurs propres usines.

Et en nombre croissant aussi, les sociétés qui songent à s'implanter aux États-Unis se tournent vers le spécialiste en matière d'opérations bancaires internationales : Morgan Guaranty.

Si une implantation sur le marché des États-Unis fait partie de vos plans, contactez Morgan sur la place financière internationale de votre choix. Nous pouvons vous aider à chaque étape.

Le département Etudes Financières de la banque Morgan est unique en son genre. Il peut vous fournir une étude en profondeur sur l'industrie qui vous intéresse aux États-Unis; vous dire qui seront vos principaux concurrents et où ils sont implantés; quels sont les règlements dont il vous faudra tenir compte à l'échelon fédéral, à celui des états et des municipalités; vous dire encore si votre plan financier est réaliste.

Si vous êtes en quête de partenaires éventuels ou si vous envisagez d'acquiescer une société, les experts de notre département "Financial Services" vous aideront à trouver et à jauger les sociétés dont le profil vous convient. Nous vous mettrons aussi en rapport avec



des conseillers en matière légale et comptable quand vous en aurez besoin.

Le moment venu de financer votre entrée aux États-Unis, les spécialistes en Euro-devises de chaque bureau de Morgan pourront vous offrir une gamme de services très étendue.

Quel que soit le montant de l'investissement prévu, notre expérience dans la constitution de groupes bancaires nous permet de vous assurer un financement rapide tout en respectant le caractère strictement confidentiel de votre projet.

Si votre société songe à développer ses activités à l'étranger, songez à Morgan Guaranty. Nous apportons déjà notre concours à la majorité des plus grandes sociétés mondiales et à un grand nombre de plus petites aussi.

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY, 23, Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France : 14, place Vendôme, Paris (téléphone : 260.35.60) • AUTRES SUCCURSALES : Londres, Bruxelles, Anvers, Amsterdam (Bank Morgan Labouchere), Francfort, Düsseldorf, Munich, Zurich, Milan et Rome (ouverture 1977), Tokyo, Singapour, Nassau • BUREAUX DE REPRÉSENTATION : Madrid, Beyrouth, Sydney, Hong Kong, Manille, Sao Paulo, Caracas • ASSOCIÉS dans 35 pays • FILIALES BANCAIRES INTERNATIONALES : San Francisco, Houston, Miami (ouverture printemps 1977), Toronto (J.P. Morgan of Canada Limited).

Morgan Guaranty Trust Company

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,06

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	26,00	32,08
Banque insertion	36,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	26,00	32,08

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

C.I.T.I.M.A.M.

Service Informatique des Calvados de Mutualité Sociale Agricole de Midi-Pyrénées

RECHERCHE

pour mettre en place un réseau de 100 techniciens

CHEFS DE PROJETS

- Diplômés d'enseignement supérieur ;
- Expérience de conception et de mise en place de grands projets informatiques ;
- Connaissances T.P., bases de données exigées ;
- 5 ans d'expérience minimum.

ANALYSTES

- Formation supérieure souhaitée ;
- Expériences T.P. et programmation nécessaires ;
- 3 ans d'expérience minimum.

Envoyer C.V. détaillé + photo et prétentions à :

C.I.T.I.M.A.M.

500, avenue Monclar-de-Quercy,
82017 MONTAUBAN CEDEX.



groupe pierre fabre

Notre Centre de Recherche emploie 170 personnes (10 % du personnel de l'entreprise).

Nous souhaitons entrer en relations avec un

PHARMACIEN

(HOMME) qui sera le Responsable de la Recherche Pharmaceutique

Ce secteur d'activité comprend :

- la mise en forme - le contrôle analytique.

Nous recherchons les candidatures de personnes :

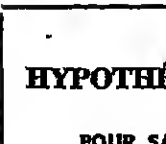
- diplômées en pharmacotechnie ;
- ayant effectué quelques années de recherche universitaire ;
- ayant une expérience confirmée en pharmacie dans une entreprise industrielle (éventuellement en production).

Le poste est à pourvoir à CASTRES.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à :

P. CHEVALLIER - Groupe Pierre Fabre

129, rue de la Farandole - 75016 PARIS



LA BANQUE HYPOTHECAIRE EUROPEENNE

RECHERCHE

POUR SA DÉLÉGATION RÉGIONALE DE MARSEILLE



UN JEUNE COLLABORATEUR DE BON NIVEAU

CHARGÉ DE

LA RECHERCHE DU MONTAGE ET DE LA GESTION

DES CRÉDITS AUX PROMOTEURS

Une première expérience professionnelle de 2 à 3 années serait appréciée.

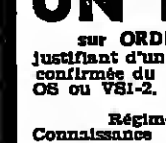
Adresser C.V., photo et prétentions à :

B.H.E., 65, cours Pierre-Puget 13006 Marseille



IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour son

Siège du Sud-Ouest



UN PUPITREUR

sur ORDINATEUR (système complexe)

justifiant d'un Bac scientifique et d'une expérience confirmée du matériel I.B.M. type 370 158/168 avec OS ou VSI-2.

Régime de travail : poste en 2 x 8.

Connaissances de la langue anglaise appréciée.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions, n° 3133, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.



SEITHA

climatologie, conditionnement, air

INGÉNIEURS

et TECHNICIENS

CHARGÉS D'AFFAIRES

Leur mission : coordonner les études, l'approvisionnement des matériaux, le montage, les essais, du bureau et du client.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

CENTRE DE PSYCH. APPLI., 104, rue Nav, 69002 LYON.

S.P. 74, 69002 LYON 0205 Cedex.

LE DÉPARTEMENT DES REACTIFS BIOLOGIQUES d'un Groupe International recherche

UN JEUNE PHARMACIEN

pour promouvoir ses produits auprès des laboratoires d'analyses privés ou hospitaliers de la Région BRETAGNE.

Le candidat idéal serait :

- un ancien interne de préférence
- ayant une bonne connaissance et expérience de la biologie
- le goût des contacts et des déplacements

Salaire : fixe + prime + remboursement de frais

Résidence souhaitée : NANTES

Poste à pourvoir rapidement

Env. CV détaillé, photo + prétentions sous référence 4.154 à

an.p.m. 41000

100, rue de la Gare, 92000 NANTY-LEZ-LYON

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR recherche

POUR SON AGENCE DE PAU

UN INGÉNIEUR ROUTIER

confirmé

Diplôme exigé, minimum 6 ans d'expérience dans le domaine des études routières (topographie, tracé, terrassements et chaussées, ouvrages d'art, équipements) au niveau études préliminaires, projets détaillés et dossiers d'appels d'offres.

Diplômé, minimum 2 ans d'expérience dans le domaine des études routières au niveau des études préliminaires, projets détaillés et dossiers d'appels d'offres.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous numéro 30704 R. à BLAISE Pub., 17, rue Label, 94300 - Vincennes, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ METALLURGIQUE recherche pour une de ses usines

SITUÉE CENTRE DE LA FRANCE

UN JEUNE INGÉNIEUR MECANICIEN

Après un passage d'environ 2 ans au Bureau d'Etudes où il aura fait progresser la technologie de nos produits, il reviendra mettre à profit cette première expérience pratique du siège de notre société (Paris).

De bonnes connaissances en mécanique des fluides, hydraulique et en anglais sont indispensables.

Adresser C.V. et prétentions No 03.315 CONTESSÉ PUBLI. 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

ENTREPRISE FRANÇAISE DE REMORQUAGE MARITIME EN MÉDITERRANÉE recherche

UN CADRE DÉBUTANT

Formation supérieure (I.E.C., Sup. de CO., licence en Droit ou Sciences Économiques, etc.).

Connaissances pratiques de l'anglais pour être la

Collaborateur immédiat du Directeur de la Société

Situation d'avenir pour un jeune diplômé dynamique et réalisateur, ayant le goût de l'entreprise et le sens des relations humaines.

Envoyer lettre manuscrite avec photo d'identité et curriculum vitae sous le n° 3.153 à CONTESSÉ PUBLI. 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

BANQUE SPÉCIALISÉE recherche

pour ses succursales de Province (villes universitaires)

ATTACHÉS COMMERCIAUX

- 25 ans minimum ;
- Formation bancaire indispensable ;
- Plusieurs années d'expérience commerciale, de préférence dans le domaine du crédit immobilier ;
- Ayant du goût pour l'activité et la réussite commerciale.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions n° 37.201 PUBLI. 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

DE JEUNES DIPLÔMÉS (ÉES) de l'Enseignement Supérieur Scientifique (licence) ou de certaines Écoles d'Ingénieurs

POUR POSTES D'INSPECTEURS DES SERVICES TECHNIQUES

Fonction : encadrement, organisation, gestion, études.

DATES DES ÉPREUVES : 28 et 29 AVRIL 1977

Adresser votre candidature au plus tard LE 16 MARS 1977

À la Direction des Télécommunications de Paris 8/10, boulevard de Vaugrard, pièce 810 E 75731 PARIS CEDEX 15

ou téléphoner pour tous renseignements complémentaires au 540.23.29

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE spécialisée en télécommunications recherche pour

SERVICES COMMERCIAUX

2 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX confirmés

L'un des postes concerne la vente de systèmes de traitement d'images et s'adresse à un ingénieur de formation informatique (matériel et logiciel) ayant au moins cinq ans d'expérience dans un service technique ou technico-commercial.

L'autre poste concerne la prise en charge d'un secteur de ventes aux armées et s'adresse plus particulièrement à un ingénieur Grande École (X, Armes) ou à un ingénieur ayant cinq à dix ans de pratique professionnelle ou ayant travaillé à un niveau élevé dans une administration militaire.

Pour ces deux postes la pratique de l'anglais est nécessaire et des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 3.346 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), q. tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES recherche un

CHEF DE PROJETS

Organisation - Informatique

capable de prendre progressivement en main l'ensemble des aspects de la

GESTION INDUSTRIELLE de ses unités de production.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, possédant une formation complémentaire en gestion, le candidat a déjà acquis une expérience de 3 à 5 ans en qualité d'analyste puis de chef de projets dans une entreprise industrielle.

Il se verra confier de larges responsabilités (gestion de développement dans un contexte européen, informatique répartie, bases de données...).

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Les perspectives de carrière sont celles d'une société multinationale (ce poste est à pourvoir suite à une mutation internationale).

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 11.981 M HAVAS CONTACT, 186, bd Haussmann, 75008 Paris.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL MULTINATIONAL recherche

AUDITEUR INTERNE

Capable de travailler en équipe avec le Responsable du contrôle des différentes filiales européennes du Groupe.

- Une formation supérieure en comptabilité (DECS ou grande école) est nécessaire ainsi qu'une expérience de 2 à 3 ans dans des fonctions d'audit de préférence dans un cabinet anglo-saxon.
- Une disponibilité pour des déplacements de courte durée en France et à l'étranger est souhaitée ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Si vous répondez à ces critères et que vous soyez intéressé par une rémunération élevée et une carrière internationale dans un groupe en expansion, écrivez-nous en adressant CV, photo, références et prétentions sous n° 77.023 à :

CAPIC 18, rue Volney 75002 PARIS

COMITÉ D'ENTREPRISE recherche

DIRECTEUR et 10 MONITEURS DIPLOMÉS

pour colonie 7-8 ans en VENDÉE - Zone C

Appeler d'urgence : 205-99-33

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES (10.000 Personnes) recherche

DEUX CADRES FONCTION PERSONNEL

Pour l'une de ses principales divisions couvrant la région Parisienne (2500 personnes)

Jeune directeur du personnel

120.000 / 150.000 F an

28 ans minimum, il dispose d'une bonne expérience de la fonction personnel acquise de préférence dans une activité de service très décentralisée.

Séjour PARIS - Réf 490

Responsable des relations syndicales

98.000 / 120.000 F an

28 ans minimum, il dispose d'une bonne base juridique, d'une expérience des relations sociales de grande qualité d'écoute et de diplomatie.

Séjour PARIS - Réf 491

Envoyer en précisant la référence à :

GFC 110, rue de Sévres 75015 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE spécialisée en télécommunications recherche pour

SERVICES COMMERCIAUX

Banlieue Ouest

2 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX confirmés

L'un des postes concerne la vente de systèmes de traitement d'images et s'adresse à un ingénieur de formation informatique (matériel et logiciel) ayant au moins cinq ans d'expérience dans un service technique ou technico-commercial.

L'autre poste concerne la prise en charge d'un secteur de ventes aux armées et s'adresse plus particulièrement à un ingénieur Grande École (X, Armes) ou à un ingénieur ayant cinq à dix ans de pratique professionnelle ou ayant travaillé à un niveau élevé dans une administration militaire.

Pour ces deux postes la pratique de l'anglais est nécessaire et des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 3.346 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), q. tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES recherche un

CHEF DE PROJETS

Organisation - Informatique

capable de prendre progressivement en main l'ensemble des aspects de la

GESTION INDUSTRIELLE de ses unités de production.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, possédant une formation complémentaire en gestion, le candidat a déjà acquis une expérience de 3 à 5 ans en qualité d'analyste puis de chef de projets dans une entreprise industrielle.

Il se verra confier de larges responsabilités (gestion de développement dans un contexte européen, informatique répartie, bases de données...).

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Les perspectives de carrière sont celles d'une société multinationale (ce poste est à pourvoir suite à une mutation internationale).

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 11.981 M HAVAS CONTACT, 186, bd Haussmann, 75008 Paris.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL MULTINATIONAL recherche

AUDITEUR INTERNE

Capable de travailler en équipe avec le Responsable du contrôle des différentes filiales européennes du Groupe.

- Une formation supérieure en comptabilité (DECS ou grande école) est nécessaire ainsi qu'une expérience de 2 à 3 ans dans des fonctions d'audit de préférence dans un cabinet anglo-saxon.
- Une disponibilité pour des déplacements de courte durée en France et à l'étranger est souhaitée ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Si vous répondez à ces critères et que vous soyez intéressé par une rémunération élevée et une carrière internationale dans un groupe en expansion, écrivez-nous en adressant CV, photo, références et prétentions sous n° 77.023 à :

CAPIC 18, rue Volney 75002 PARIS

COMITÉ D'ENTREPRISE recherche

DIRECTEUR et 10 MONITEURS DIPLOMÉS

pour colonie 7-8 ans en VENDÉE - Zone C

Appeler d'urgence : 205-99-33

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gracieusement, il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522 15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

FAUT-IL UN MONSIEUR CONSOMMATEUR DANS L'ENTREPRISE ?

Journée d'étude le 31 mars au
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
DES AFFAIRES
avec la participation effective de
Mme SCRIVENER

Renseignements et inscription

Bernard CATRY

CESA

78330 JOUY-EN-JOSAS
956-80-00 poste 582

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE
du

Monde

Au sommaire du numéro de mars

LE CAPITALISME CONTRE LA DÉMOCRATIE ?

(Enquête de Maurice T. Maschke)

LES ISRAËLIENS FACE À L'O.L.P.

(Amnon Kapelouk)

DIPLOMATIE ET DROITS DE L'HOMME

(Donald M. Fraser, représentant démocrate au Congrès américain)

DÉFENSE ET SÉCURITÉ DANS L'EUROPE

(Xavier Sallantin)

LA FRANCE ET LA COURSE AUX ARMEMENTS

(Jean Konoep)

ÉGYPTE : LE REFUS DE L'APARTHEID ÉCONOMIQUE ?

(Mohamed Sid-Ahmed)

LE TIERS-MONDE et l'ORDRE INTERNATIONAL

Edmond Jouve, Mario Bettati, Mohamed Djilili,
Françoise de la Serre, Charles Zorogbibe
et Philippe Laurence

Des équipes françaises se déclarent solidaires des peuples d'Amérique latine.
Le projet de pacte militaire dans l'Atlantique sud : Pretoria joue la carte de l'Amérique latine (Robert A. Manning).
Sénégal : socialisme au verbe dans une économie dépendante (Howard Schissel).
Vietnam : l'idéologie révolutionnaire et pragmatisme économique (Noyon R. Chandel).
La crise en Grande-Bretagne : fiction et réalité (Ralph Miliband).
La contestation de l'histoire aux États-Unis (Pierre Dommergues).
POLITIQUE ET LITTÉRATURE : Le roman policier en Union soviétique (Fédor Teptchoukhov).
CINÉMA POLITIQUE : Voix de la théorie.
LIVRES : Pourquoi penser la Chine dans sa complexité ? (Jean Daubien). - Décomposition ou renforcement de la sphère soviétique ? (Marc Ferrol). - « Dialectique pour l'Europe décadente », de R. Aron (Yves Flourenel).
SUPPLÉMENTS : Oman, vers un Etat moderne. - Identité de la Floride.

L'activité des organisations internationales

Le numéro : 5 F
(en vente dans les kiosques)
Abonnement et vente cumulée
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

Une lettre du premier ministre sur la hausse des prix en 1977

Nous avons reçu de M. Raymond Barre, premier ministre, la lettre suivante :

Dans un article consacré à la situation économique, qu'a publié le *Monde* en date du vendredi 11 mars 1977, M. Alain Verhulst écrit, à propos de la hausse des prix des matières premières importées, que celle-ci pourrait amener le gouvernement « à durcir son plan anti-inflation, dans le but d'empêcher les prix de dépasser les objectifs qu'il s'est fixés (+ 6,5 % entre janvier et décembre 1977) ».

Comme j'ai toujours apprécié la qualité et l'objectivité des articles de M. Verhulst, et comme je connais par ailleurs l'audience de votre journal, je désire saisir cette occasion pour préciser un aspect qui n'a pas été toujours clairement compris, de la politique des prix menée par le gouvernement depuis septembre 1976.

Comme je l'ai indiqué à diverses reprises, le chiffre de 6,5 % n'est pas l'objectif que s'est assigné le gouvernement pour l'année 1977, mais la norme qu'il s'est fixée pour les décisions de prix et de tarifs qui dépendent de lui, et qui a été, en outre, retenue par les engagements de modération de prix conclus par les organisations professionnelles pour 1977.

Le gouvernement n'a pas en revanche fixé d'objectif quantitatif pour les raisons que j'ai analysées devant l'Association de la presse économique et financière le 21 décembre 1976. Permettez-moi de rappeler ce que j'ai dit à ce moment-là :

« On ne retrouvera pas en trois mois des taux de hausse de prix acceptables en partant d'un rythme annuel de 12 à 13 %. Lorsque j'entends certains parler à ce propos du « pari des 6,5 % », qu'ils aient pris le gouvernement pour cible, je m'en suis gardé, mais la norme qu'il s'est fixée, avec laquelle certains commentateurs confondent une « norme » de prix et un « objectif » de prix.

« L'Etat a choisi pour terme de référence de toutes ses décisions économiques en 1977 une norme de prix de 6,5 %. Ainsi entend-il contribuer à la déflation de l'inflation en se donnant à lui-même une contrainte. Mais je suis toujours gardé de fixer des « objectifs », ou de prendre des « paris ». Je m'en suis gardé parce que j'ai tiré les leçons de l'expérience déjà faite en la matière en France. Je m'en suis aussi gardé parce que l'évolution effective des prix dépend essentiellement des décisions de l'Etat, mais du comportement des agents économiques qui fixent en France les prix industriels et ceux des services, des décisions des entreprises de la Communauté économique européenne qui fixent les prix agricoles, des décisions des pays producteurs de pétrole et de minerais premières matières premières, des décisions des opérateurs sur le marché des changes.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

« Ce qui importe est moins de parvenir à des résultats artificiels et précaires que d'agir durablement sur les facteurs conjoncturels et structurels qui déterminent l'évolution des prix. Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres.

AGRICULTURE

UN AGRONOME ET LES PAYSANS

Quand René Dumont bat la campagne

Six ouvrages en cinq ans, sans parler de dizaines d'articles, sans compter ces *Nouveaux Voyages* dans les campagnes françaises (1). Décidément, René Dumont produit beaucoup. Comme si le professeur d'agronomie était pressé de dire l'angoisse que le ténacité d'un agrome écologiste. Comme s'il accumulait les arguments, péroratoires, pour faire choc.

Coureur infatigable du tiers-monde, il revient sur ses premières traces, en France, avec un jeune compagnon de route, François de Ravignan (2). A chacune de leurs haltes, ils nous adressent une carte postale polychrome : le Lauragais et la Thiérache, Pluzunet et Ludoéc, Carpentras et Cavillon, le Puy-de-Dôme et le Gâtinais, la Touraine et les Landes... La collection constitue assurément la meilleure introduction qui soit à la connaissance de l'agriculture française actuelle.

L'individualisme et la coopération, l'extension et l'intensité, la plaine et la montagne, les cotons et les marais, les céréales et les légumes, les « gros » et les « petits », la campagne et le village : toute la diversité, toutes les contradictions du monde rural, sont analysées. Comme les plantes, le paysan et ses racines dans le sol ; mais, il est abstrait au roseau, fleur ou épine... Quels enseignements en tire René Dumont ?

En 1944-1950, le problème agricole français me paraissait simple : je n'en voyais pas toute la complexité et je proposais des solutions à dominante technique. Pour accroître la production, je mettais l'accent sur le tracteur et les engrais, la révolution fourragère ; avec la corrélation de l'agrandissement nécessaire de la taille des exploitations, je préconisais l'exode rural ; celui-ci était alors bénéfique pour le reste de l'économie. J'y ajoutais quelques préoccupations sociales en faveur des agriculteurs pauvres et des consommateurs démunis (3). Depuis, il a beaucoup vu, beaucoup appris les paysans. Il croit qu'ils ne disparaissent ; aujourd'hui, le problème nous paraît

au contraire d'une redoutable complexité. Avec une humilité peu habituelle, René Dumont reconnaît qu'il hésite, qu'il se heurte à des contradictions. Un exemple : lui, le candidat écologiste aux élections présidentielles est prudent, étonné, réservé, à l'égard de l'agriculture biologique. « Les producteurs n'utilisent pas d'engrais solubles, d'herbicides ni de pesticides chimiques, ne fumant généralement qu'en vendant leur produit plus cher que le moyen, prétendant qu'ils sont meilleurs pour la santé, ce qui est plus vite affirmé que réellement démontré. »

Il propose néanmoins pour la politique agricole française un cheminement proche des « voies de gauche » : contrôle des attributions foncières, offices publics, renforcement des coopératives, prix différenciés selon les volumes de production... Conseils qu'il assortit d'un avertissement : « Compter sur l'application mécanique du programme commun (...) pour résoudre toutes nos difficultés serait fort dangereux. »

Fondamentalement, René Dumont reste obéissant par le mètre du tiers-monde, par l'inflation démographique, par la domination alimentaire des Etats-Unis. Alors, il propose que la France se fasse le pays du Marché commun, fasse « tourner à fond » leur agriculture. Pour pouvoir livrer des céréales, de la poudre d'os et du lait aux pays en développement. En attendant que les pays les plus pauvres puissent ne compter que sur leur propre force.

Utopique, encore une fois ? Le monde n'a jamais aimé les Casandres. Pourtant, ceux qui nous gouvernent ne devraient pas oublier : presque tous les diagnostics de René Dumont ont été vérifiés. Trop tard la plupart du temps... — A. G.

(1) *Nouveaux voyages dans les campagnes françaises*, René Dumont et François de Ravignan, Le Seuil, 318 pages.

(2) Auteur, en collaboration avec Albert Fournet, d'un ouvrage à paraître aux Editions du Seuil : « Le Nouvel Ordre de la Famille, Révolutions paysannes ».

IMPOTS

LA MODIFICATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE LAISSE INTACTE LA RÉFORME

Le projet de loi modifiant la nouvelle taxe professionnelle — qui remplace la patente — sera soumis au conseil des ministres le 14 mars. Ce projet est la dernière modification apportée à la loi de 1975 instituant une taxe professionnelle en remplacement de la patente. Il est très important car il modifie la nouvelle taxe avant qu'elle ne soit appliquée.

Telle est la conclusion des travaux du comité parlementaire qui avait été chargé d'étudier les modifications à apporter à la loi du 20 juillet 1975 instituant une taxe professionnelle en remplacement de la patente. On se souvient que la nouvelle taxe avait provoqué les toiles d'un certain nombre de contribuables — en général des industriels et commerçants — qui se voyaient voir leur impôt local se gonfler aussi brusquement que massivement. De nombreux petits commerçants et artisans ont vu leurs impôts augmenter de façon considérable.

Pour calmer les protestations qu'avaient provoquées ces augmentations dans certains cas exorbitants, le gouvernement avait décidé de limiter à 70 % la hausse de la taxe professionnelle 1976 par rapport au niveau de la patente de 1975. Il semble qu'en 1977 cette formule sera reconduite, mais avec un plafond nettement plus élevé qui pourrait être de l'ordre de 150 à 200 %. L'essentiel des conclusions du comité parlementaire serait d'ajouter à ce « plafond national » un élément proportionnel commun qui serait la progression des dépenses locales. Plus l'augmentation du budget de la commune serait forte et plus le plafond de limitation des hausses de la taxe professionnelle serait élevé.

• **ERRATUM.** — Dans notre numéro daté 20-21 février, consacré notamment au calcul de l'impôt sur le revenu, une coquille typographique s'est glissée dans « le tableau pratique du calcul de l'impôt » (page 23). A la colonne « 3 parts-impôt », il fallait lire 2 896 et non 636. Nous prions nos lecteurs de nous excuser de cette erreur.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

LES ARTISANS DU BATIMENT S'ÉLEVÉNT CONTRE LA TENTATIVE DE REGROUPEMENT DES CLASSES MOYENNES

La Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB), qui regroupe quelque cent trente mille entreprises du secteur, s'est prononcée contre les tentatives de regroupement des classes moyennes qui se sont développées depuis plusieurs mois (cf. le *Monde* du 2 mars), avec notamment la création des GIE par MM. Debiase, Ginguère, Combe, Charpentier et Monnier. Au cours du trente et unième congrès national de la CAPEB, qui s'est tenu les 10 et 11 mars à Vichy, M. Lecœur, président de cette organisation, a dénoncé, nous le signalons, notre correspondant l'interprétation du terme « classes moyennes » : « Quels liens, quels intérêts communs, entre un artisan cordonnier et un notaire, entre un commerçant et un ingénieur de chez Renault ? », a-t-il déclaré, s'élevant contre la confusion que l'on semble vouloir établir ainsi entre les salariés et les classes dites moyennes. A la suite du congrès, les artisans du bâtiment ont également adressé une mise en garde aux pouvoirs publics, leur demandant de respecter les échéances fixées par la loi d'orientation, qui prévoit l'harmonisation de l'imposition et de la protection sociale des artisans avec le régime des salariés avant le 31 décembre 1977.

MATIÈRES PREMIÈRES

NOUVELLE HAUSSE DES COURS DU CAFÉ

Les cours du café ont de nouveau fortement monté à Londres. Le Marché à terme a atteint 4 800 livres par tonne pour les livraisons à un an et dépassant ainsi de 130 livres le précédent record établi le 7 mars sur l'échange de septembre. La tension qui se manifeste sur les cours à terme traduit les inquiétudes des opérateurs qui redoutent une aggravation de la pénurie.

A ce propos, l'Organisation internationale du café a indiqué que si la consommation restait à 140 millions de sacs par an, le 1^{er} octobre 1976 au 30 septembre 1977 un niveau actuel de 68 millions de sacs de 60 kg par an, les stocks des pays exportateurs seraient ramenés de 15 à 7 millions de sacs, soit l'équivalent du café consommé en six semaines dans les pays importateurs.

FABRICANT - VENTE DIRECTE
**COUVERTS
ARGENT ET INOX
ORFÈVRES**
FRANOR 70, RUE AMELOT
TEL. 700.87.94
N° 50-54 bis rue de la République

MENDIEN TOURS
19, Rue des PYRAMIDES - PARIS 7^e TEL. 280.31.41
TUNISIE
une terre - des hommes
**LOCATION DE VILLA
"HAMMAMET"**
2 SEMAINES PARIS/PARIS 1120 F
Demandez notre documentation gratuite
NOM/PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____ VILLE : _____ TEL : _____

دعواتكم لاجل

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

QUAND LES FILIALES DES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES ÉTRANGÈRES CONTRE-ATTAQUENT TOUS AZIMUTS...

Longtemps muettes sur les accusations portées contre elles, les filiales étrangères opérant en France viennent violemment de décider de changer de tactique. Successivement Esso-Sol, au cours d'une conférence de presse de son président, M. Lamaison, puis la Shell, dans son bulletin mensuel, ont répondu vigoureusement aux « attaques » lancées par M. Marchais, lors du débat télévisé qu'il opposait à M. Fourcade le 17 février.

L'argumentation du secrétaire général du P.C.F. consistait notamment à opposer les résultats des filiales de compagnies internationales à ceux des sociétés françaises. « Pour le même chiffre d'affaires, disait-il, pour la même quantité de brut traité, les quatre sociétés étrangères opérant en France n'ont réalisé comme profits nets que 2 milliards de francs, soit 4 milliards de francs de moins qu'Elf-Aquitaine. »

Il faut, répondit Shell et Esso, comparer ce qui est comparable. Alors que les sociétés françaises ont une activité d'exploration-production à l'étranger, les « étrangères » sont essentiellement des sociétés de raffinage et de distribution. Pour ces seules activités, la comparaison des marges brutes d'autofinancement est favorable aux filiales des « majors » de près de 1 milliard de francs en 1975 pour une même part du marché.

Quant à l'idée qu'il est impossible de connaître le prix d'origine du pétrole, les compagnies la rejettent et affirment qu'il n'y a pas de secret. Si la marge bénéficiaire II y a, elle est connue puisque publiée par des pays producteurs qui « ne nous font pas de cadeaux ».

Au-delà de la présentation de ces arguments - bien peu nouveaux, c'est évident - il y a aussi l'interventionnisme du gouvernement français en matière pétrolière qui est visé par cette contre-offensive. « Un pays commence à se dévoyer lorsqu'il décide de ce que fera tout un chacun », soupire M. Lamaison.

BRUNO DETHOMAS.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● CHAMPAGNE : ANNÉE RECORD. - 153 495 794 bouteilles de champagne ont été vendues en 1976, soit 26,8 % de plus qu'en 1975, annonce le comité interprofessionnel du vin de Champagne. Cette progression annuelle est la plus importante jamais enregistrée. 115 millions

de bouteilles ont été vendues en France, soit près des trois quarts de la production. Les exportations ont augmenté de 24,3 %. L'Italie (2 263 000 bouteilles) a été le premier client étranger des viticulteurs champenois. Elle est suivie de la Belgique (1 238 970), la Grande-Bretagne (953 millions), les États-Unis (4 millions) et l'Allemagne fédérale.

Étranger

● LE CHOMAGE A DIMINUÉ en février aux Pays-Bas. Corrigé des variations saisonnières, le nombre de personnes sans emploi est tombé à 121 000, soit 12 % de moins qu'en janvier 4,9 % de la population active néerlandaise. En Suisse, le chômage a régressé à 6,6 % en février. 17 838 Suisses sont sans travail, soit 0,6 % de la population active. La revanche, au Canada, le taux de chômage a été de 7,9 % en février 1977 (7 % un an plus tôt), depuis vingt ans, jamais le chômage n'avait été aussi élevé au Canada. — (A.F.P.)

● EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, LE PROGRAMME SPÉCIAL D'INVESTISSEMENTS PUBLICS sera plus élevé que prévu. Il atteindra au total 15 milliards de deutschemarks, au lieu des 11 milliards prévus initialement. Des cette année, des investissements d'un montant de 3,5 milliards de deutschemarks seront réalisés. Ces dépenses supplémentaires, destinées à améliorer les infrastructures des transports, l'environnement et le secteur de l'énergie. — (A.F.P.)

Ordinateurs

Au sommaire du no 14 mars 1977

CGE/Sintra : la stratégie de l'arménienne. Orsid : un milliard de centimes dans le COM. IBM/Calcomp : pas d'objection votre honneur. Sur le gril : M. François Toutain, directeur général de SEMS. Sur le terrain : Chine : la dialectique dans l'urbanisation des ordinateurs... etc

Ordinateurs est diffusé uniquement par abonnements. Un an : 450 FF. 12 bis rue Duphot 75001 Paris. Tel : 260.09.41

Important Groupe possédant très beau local vide proche centre ville MARSEILLE : 1.300 m² + Bureaux climatisés, plain-pied 2 entrées charretières. Étudierait toutes propositions dépôt, location, exploitation en collaboration. Possibilité gestion stock par système IBM du Groupe. — S'adresser S.A.E.B.I. 7, bd Icard, 13010 MARSEILLE - Tel. (91) 79-66-00.

MARCHÉ COMMUN

Les réticences de la Grande-Bretagne risquent de repousser au-delà du 1^{er} avril la fixation des prix agricoles

Les ministres de l'Agriculture des neuf pays du Marché commun, qui se sont réunis les 14 et 15 mars à Bruxelles pour examiner les propositions de la Commission sur la fixation des prix agricoles pour la prochaine campagne, se sont séparés sans qu'aucune décision ait été prise. Les différentes délégations étant restées campées sur leur position de départ, la majorité des observateurs redoutent qu'un accord ne puisse intervenir avant le 1^{er} avril, date limite fixée par les règlements communautaires. Les ministres se retrouveront le 25 mars.

Par ailleurs, une délégation du Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) a demandé,

mardi 15 mars, à M. John Silken, qui préside les travaux du conseil, un blocage des prix des produits agricoles essentiels tels que les céréales, les produits laitiers et le sucre. Les consommateurs peuvent difficilement admettre la nécessité d'exporter dans des pays non communautaires des produits agricoles communautaires à des prix subventionnés. Pour surcroît, la politique agricole communautaire doit être, selon le BEUC, élargie à une « politique alimentaire » plus ouverte qui tiendrait compte des intérêts des agriculteurs, des industries alimentaires, des distributeurs et des consommateurs.

De notre correspondant

brémement trahir les débats. M. Bonnet a exprimé sa préoccupation à ce sujet. De fait, les Anglais n'ont guère intérêt à bloquer des décisions qui risquent d'être, finalement, assez proches des propositions de la Commission. Celles-ci, si elles étaient retenues, auraient de multiples effets. Elles entraîneraient une réduction sensible des montants compensatoires appliqués au Royaume-Uni, ce qui aboutirait à diminuer les subventions des Fonds européens agricole dont bénéficient actuellement les importations britanniques. Bref, pour les Anglais, le blocage est la meilleure des situations.

Les chances d'aboutir avant le

1^{er} avril sont d'autant plus faibles que, pour des raisons inverses, d'autres pays sont tentés de paralyser l'essentiel britannique. En raison des corrections monétaires, l'adoption des propositions de la Commission signifierait en Allemagne une hausse moyenne des prix de 0,3 %. C'est là une perspective qui n'enchantait guère M. Ertl, le ministre fédéral. M. Lavens, le ministre belge, se trouve placé dans une situation voisine : il considère comme insupportable l'idée de devoir limiter chez lui la hausse des prix à 0,5 % (rien pour le lait jusqu'au 15 septembre) et redoute d'autant plus la réaction de ses agriculteurs, durement frappés par l'inflation, qu'il a le mal de la disposition des chambres par le gouvernement Tindemans les Belges voteront dans quelques semaines.

Cette coalition hétérogène de pays ne dispose donc de retarder l'accord, ce qui ne fait qu'aggraver la situation. Les propositions de la Commission entraînent dans notre pays un relèvement moyen des prix de l'ordre de 8 %. Ce n'est pas le Pérou, mais différer cet ajustement alors que l'inflation continue à ronger les recettes des exploitants serait assurément mal accueilli. M. Bonnet a répété mardi que l'essentiel pour son gouvernement était que les corrections monétaires proposées par la Commission, qu'il considère comme un minimum, soient effectivement appliquées. Ces corrections aboutiraient à réduire l'écart existant aujourd'hui du fait des variations monétaires entre les prix effectivement payés aux producteurs et ceux qui leur seraient versés si les conditions de concurrence plus normales.

M. Bonnet a également fait part à M. Gundersch, le commissaire chargé des affaires agricoles, de son souci de trouver une solution technique pour normaliser les échanges de vin entre la France et l'Italie. L'objectif français, qui vise à la méthode retenue, est que les vins de la péninsule ne puissent entrer en France au-dessous du prix de 1,50 franc le litre. Mais il s'agit là pour la Commission de considérer qu'il y a une situation de crise.

PHILIPPE LEMAITRE.

A L'ÉTRANGER

LA SITUATION A BRITISH LEYLAND

Les syndicats lancent à leur tour un ultimatum aux grévistes

De notre correspondant

Londres. — Mardi 15 mars aux Communes, le premier ministre, M. Callaghan, s'est associé à l'ultimatum des syndicats. Les grévistes de Leyland et les dirigeants des syndicats ont exigé qu'ils cessent de travailler sans qualification, récemment embauchés, gagnés à presque autant qu'un spécialiste qui a fait cinq ans d'apprentissage et travaille depuis vingt ans.

Le leader des grévistes, M. Ray Fraser, a réaffirmé que les ouvriers ne reprendront pas le travail avant que leurs revendications soient satisfaites. Celles-ci sont : la direction de la production, la réduction des heures de travail, la suppression des heures supplémentaires, la reconnaissance du droit de négociation séparément le jour où l'engagement des nouvelles discussions salariales. M. Fraser et ses amis déclarent, s'ils ne s'inclinent pas, que la direction de Leyland fasse superviser le travail des chaînes par les contremaîtres et les ingénieurs. Il n'est pas impossible, non plus, que l'entreprise tente de recruter des ouvriers à l'étranger.

JEAN WETZ.

COMMERCE EXTÉRIEUR

La réduction du déficit commercial s'est confirmée en février

En février, les importations françaises ont atteint 27 083 millions de francs et les exportations 25 521 millions de francs. Le déficit a donc été de 1 562 millions de francs, et le taux de couverture des achats par les ventes de 94,2 %. Si l'on considère les données après correction des variations saisonnières, les importations ont régressé à 27 058 millions de francs et les exportations à 25 539 millions de francs, soit un taux de couverture de 94,4 %, faisant apparaître un déficit de 1 519 millions de francs. En un mois, les importations ont diminué en valeur de 2,2 % et les exportations progressé de 1 %. En un an, les achats progressent de 25,2 % en valeur et les ventes de 21,8 %.

L'amélioration du commerce extérieur de la France en février n'est pas une surprise (le Monde du 25 février). Elle confirme le mouvement de réduction du déficit amorcé à la fin de l'année dernière. Durant l'été, le déséquilibre de nos échanges extérieurs était très nettement aggravé, et dans des proportions considérables, à cause, notamment, de la sécheresse (3,2 milliards de déficit mensuel moyen) et de la hausse des prix de la matière première des achats par les ventes était descendu en dessous de 90 %. À partir de décembre, le déficit mensuel moyen est revenu à 1,7 milliard de francs (1,87 en décembre ; 2,4 en janvier ; 1,5 en février) et le taux de couverture des importations par les exportations est repassé au-dessus de 90 % (94,3 % en décembre ; 91,4 % en janvier ; 94,4 % en février).

Cette amélioration s'explique par la progression très soutenue des exportations (+ 30 % l'an, la hausse depuis cinq mois) et par le tassement des importations, notamment de produits énergétiques (des achats de produits agricoles et alimentaires restent, eux, très élevés). La seconde bonne nouvelle annoncée mercredi est la progres-

HONORAIRES MÉDICAUX

La C.S.M.F. réclame une augmentation des tarifs de 10 % d'ici à mai 1978

« Oui, mais » au plan Barre, telle peut être résumée la position de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) qui a fait état, mardi 15 mars, du contenu de la lettre qu'elle a envoyée, le 7 mars, au premier ministre puis aux syndicats et caisses d'assurance maladie. Dans ce courrier, elle fait connaître ses revendications sur la revalorisation des honoraires qui traditionnellement interviennent un mois de mai de chaque année.

Dans la mesure où « la procédure classique adoptée par les négociateurs » prend en compte l'évolution annuelle d'un certain nombre d'indices dont la période de référence est toujours l'année précédente, la C.S.M.F. se base sur l'évolution des prix en 1976 (+ 9,9 %) pour réclamer un relèvement des honoraires du même ordre. Elle demande, en conséquence, que la constitution du généraliste passe de 32 F à 35 F, celle du spécialiste de 48 F à 53 F et que la visite de l'ophtalmologiste soit fixée à 48 F au lieu de 44 F. Mais il s'agit là pour la C.S.M.F. d'un objectif portant sur l'année conventionnelle mai 1977-mai 1978. La C.S.M.F. est prête à accepter, en 1977, une limitation de la croissance des honoraires conformément au plan Barre mais elle exige une révision de ces honoraires fin 1977 de telle sorte

que sa revendication d'un relèvement de 9,9 % en un an puisse être retenue « sauf aggravation de la situation économique ». Si ces propositions ne sont pas prises en considération, a déclaré le docteur Monier, président de la C.S.M.F., « une attitude grave serait portée à la gestion des soins médicaux, ce qui est une mesure où les frais professionnels ont augmenté ces dernières années à un rythme plus rapide que l'inflation officielle des prix ».

Outre le problème d'une négociation en deux temps, les revendications de la C.S.M.F. posent une question plus délicate encore : celle de sa participation aux négociations. Ayant refusé de signer l'avant-projet de loi de 1976, la C.S.M.F. n'a toujours pas été invitée autour du tapis vert par la caisse d'assurance-maladie des salariés. Cette dernière, en adoptant cette attitude, ne fait qu'appuyer la lettre la convention... signée par la C.S.M.F., qui avait préconisé elle-même la non-participation aux discussions annuelles du syndicat médical, qui n'aurait pas ratifié l'avant-projet de loi de l'année précédente. Cette clause se retourne aujourd'hui contre elle ; seule la Fédération des médecins de France (F.M.F.), syndicat minoritaire, qui a accepté l'avant-projet 1976, est actuellement associée aux discussions.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschemarks	Fr. suisses	Fr. français
48 heures	4 1/8	5 1/8	4	5
1 mois	4 3/8	5 3/8	4 1/4	5 1/4
3 mois	4 3/4	5 3/4	4 1/2	5 1/2
6 mois	5 1/4	5 3/4	4 5/8	5 7/8

ALAIN VERNOLES.

EMPLOI

LA C.G.T. ÉVALUE A 1 450 000 LE NOMBRE DES CHÔMEURS

Commentant les statistiques de l'emploi pour le mois de février, connues mardi (« le Monde » du 16 mars), M. Jean-Paul Barby, député national du parti socialiste au travail et à l'emploi, a vivement dénoncé la « remise en cause » du nombre des chômeurs, qui, selon lui, par le gouvernement, a été « avalé ». « Pour que le nombre des chômeurs n'augmente plus, il suffit de changer la définition du chômage. Tel est le sens des propositions du ministre du travail et de l'emploi que le gouvernement vient de commander de toute urgence à l'INSEE. » Cette manipulation est inacceptable, estime M. Barby. Les jongleries avec les chiffres ne peuvent servir de substitut à une absence de politique de l'emploi. La C.G.T., qui appelle sur la création du chômage donnée par le Bureau international du travail (BIT), a fait savoir, mardi, que le nombre des chômeurs d'emploi aux statistiques s'élevait, à la fin du mois de février, à 1 450 000 (pour le ministère du travail : 1 450 000 en données observées, 171 000 en données corrigées des variations saisonnières, soit une augmentation de l'ordre de 8 % en un an). Selon la Rne de Grasse, le chômage s'est partiellement aggravé, depuis février 1976, en Bretagne, en Corse, dans les pays de la Loire et en Auvergne.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

LA C.F.D.T. POURSUIT SA PROGRESSION AUX P.T.T.

Les résultats aux élections professionnelles qui viennent d'avoir lieu aux P.T.T. pour désigner les représentants du personnel aux commissions administratives paritaires, laissent apparaître une progression de la C.F.D.T., qui a gagné près de 9 000 voix, et, dans une moindre mesure, de la C.G.T. Les communistes ont gagné 41 points entre 1968 et 1977.

En revanche, P.O. et les syndicats les moins représentatifs reculent sensiblement, à l'exception de la C.F.T. qui paraît avoir bénéficié de pertes importantes de la Fédération nationale des syndicats autonomes.

RÉSULTATS

Sur 570 561 suffrages exprimés, la C.G.T. obtient 112 469 voix, soit 19,7 % contre 41,1 % en mars 1974, date des précédentes élections ; P.O. 89 028 voix soit 15,6 %, au lieu de 28,5 % ; la C.F.T. 50 192 voix, soit 8,8 %, au lieu de 16 % ; C.F.D.T. 12 565 voix soit 2,2 %, au lieu de 4,5 %. La Fédération nationale des télécommunications passe de 4 % à 3,8 % ; la C.F.T. de 1,3 % à 1,6 % ; la Fédération nationale des syndicats autonomes, de 1,7 % à 0,8 %. Ces chiffres et pourcentages portent sur 97,2 % des suffrages déposés.

LA VIE SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La plainte des frères Schlumpf

« UN COMBLE ? »

Le juge des référés de Mulhouse a reporté à vendredi l'audience à laquelle ont été assignés les responsables ouverts de l'association de salariés de l'usine Schlumpf. Alors que les propriétaires des frères Schlumpf, accusés d'avoir obtenu des ordonnances d'expulsion, ont pris par le juge, celui-ci a accédé à la requête de l'association des salariés et de la C.F.D.T., qui estimait ne pas avoir le temps nécessaire pour préparer son dossier. Mais la C.F.D.T. réclame aussi la présence à l'audience des frères Schlumpf. Et pour cause.

« Les frères Schlumpf, en infraction, réfugiés en Suisse et contre lesquels un mandat d'arrêt a été prononcé, ne se sont pas soumis à la justice, mais ont fait appel pour demander l'expulsion des travailleurs qui occupent le mu-

GRÈVE DES PILOTES DE LIGNE POUR PROTÉGER CONTRE DES LICENCIEMENTS

Les deux tiers des adhérents du Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.) se sont prononcés par référendum pour une action déterminante, y compris l'arrêt de travail, afin de protéger contre les licenciements à Air-Rouge et à Air-Alpes. Le S.N.P.L. a décidé d'adresser une demande d'audience au secrétaire d'Etat aux transports et au président du Syndicat national des transports aériens, afin de protester contre les licenciements frappant 16 d'entre eux. Air-Rouge, le conflit porte sur le licenciement d'un pilote, Mlle Maguy Lecocq, déléguée du personnel, qui avait pris la décision de faire transférer à Lyon, pour des raisons météorologiques, les passagers de la ligne Paris-Lyon. Le 5 janvier dernier, pour la direction, il s'agissait d'une faute professionnelle.

BIBLIOGRAPHIE

« LIP »

UNE AFFAIRE NON CLASSÉE

Vingt et un chemins de Palente, parmi lesquels la plupart des animateurs de l'affaire « LIP », comme MM. Piaget, Raguenes, Vittori, Burgi, mais aussi l'ancien secrétaire général de la Société européenne d'horlogerie, M. Michel Garcin, sont les auteurs du dernier acte de l'imposante série d'ouvrages consacrés au conflit LIP, mais aussi à une affaire non classée. A la partie historique, qui résume les événements de 1973 à 1976, s'ajoutent des réflexions de l'O.S. au chef d'atelier sur le déroulement du conflit. On y résume aussi certains comptes avec le gouvernement, le petit et le grand patronat, le parti communiste.

Parmi les réponses aux questions économiques et politiques posées au fil de cet ouvrage, la plus élaborée a trait sans aucun doute à la nationalisation de LIP. Comme devait le préciser M. Michel Mousel, secrétaire national du P.S.U., et auteur de la post-face, lors d'une présentation du livre par la fédération du Doubs et la section LIP du P.S.U. à Besançon : « Cette nationalisation ne devrait pas consister simplement à s'en remettre à l'Etat, mais à instaurer un contrôle ouvrier utilisant la capacité des travailleurs à intervenir non seulement sur la fonctionnement de l'entreprise, mais aussi sur l'ensemble de l'économie. »

Au demeurant, le débat instauré chez LIP sur le rôle des travailleurs dans une perspective d'auto-gestion, a largement servi de base aux travaux du P.S.U. concernant les nationalisations. Lorsqu'une entreprise est abandonnée par ses patrons, ceux-ci devraient être déclassés de leur statut de propriétaires, estime M. Mousel. L'entreprise tomberait alors dans le domaine public et les salariés seraient chargés de la garder et de protéger les actifs. Une sorte de conseil de tutelle composé des représentants des travailleurs, des collectivités locales et des créanciers se prononcerait sur les solutions proposées, et les travailleurs y disposeraient d'un droit de veto. Il s'agirait là pour M. Mousel de faire passer dans la loi un certain nombre de données résultant des faits.

CLAUDE FABERT.

* LIP : une affaire non classée. Ed. Syros, coll. « Points chauds », 22 pages, 21 F., 3, rue Racine, 75014 Paris.

OCCUPATION DU CENTRE INFORMATIQUE DE LA B.N.P. A PARIS

Depuis lundi 14 mars, le service informatique du centre de traitement de l'information de Paris de la B.N.P. est en grève avec occupation des locaux. Ce conflit, qui progressivement touche les autres centres de province (Bordeaux et Lyon), ainsi que les départements informatiques des centres administratifs (Nancy, Lille, Dinan et Marseille), a pour origine le problème de l'intégration des primes de nuit pour les équipes qui travaillent en 3 x 8 et qui doivent être peu à peu supprimées d'ici cinq ans à la suite d'une échafaudée entre des grévistes et des cadres, lundi après-midi, à Paris, la direction de la B.N.P. du centre Barbes s'est défilée et le lock-out a été révoqué. Les grévistes (licenciement immédiat sans indemnité) ainsi que huit suspensions de salariés, dont trois délégués. Pour la direction, qui prétend qu'il n'est actuellement plus possible de traiter les équipes et vivements à Paris, la libération des locaux est en préalable à toute reprise de discussions. Les syndicats (C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et F.O.) réclament la levée des sanctions et la garantie des salaires. A l'heure actuelle, c'est, note le directeur du personnel, « un dialogue de sourds ». Le tribunal des référés doit, jeudi ou vendredi, statuer sur l'occupation des locaux. Les syndicats, pour leur part, ont appelé l'assemblée des personnels parisiens de la B.N.P. à débayer pendant une demi-heure ce mercredi après-midi.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. du textile de l'habillement et des autres organisations de deux semaines d'action (du 21 au 29 mars et du 11 au 15 avril), ainsi qu'une manifestation nationale le 22 avril à Paris, afin de protester contre la dégradation de l'emploi dans le secteur textile. Au cours d'une journée régionale d'action organisée le 11 mars à Lyon, les syndicats ont déclaré : « La crise du textile n'est pas inéluctable. La consommation de textile par habitant et par an n'est en France que de 3 kilos, alors qu'elle est de 15 en Grande-Bretagne et de 19 en Allemagne. Pour rattraper ce retard, il ne faut pas supprimer 200 000 emplois, mais en améliorer le pouvoir d'achat. »

SALAIRES LES SYNDICATS ESTIMENT INSUFFISANTES LES NOUVELLES PROPOSITIONS DE LA S.N.C.F.

La cinquième réunion paritaire, qui s'est tenue, le 15 mars, entre les représentants de la S.N.C.F. et ceux des syndicats, n'a rien apporté de positif aux yeux de la plupart des cheminots. La direction, cette fois, a proposé le choix entre deux formules d'évaluation des salaires, l'une en « niveau », l'autre en « masse ». Dans les deux cas, la progression du pouvoir d'achat serait d'environ 1,70 %, si, à la fin de 1977, les prix et la production intérieure brute augmentaient respectivement de 6,5 % et de 4,8 %. Selon l'hypothèse actuellement plus vraisemblable d'une hausse des prix de 8 % et de la PIB de 3 %, l'amélioration du pouvoir d'achat ne serait que de 0,28 %, sur la base de l'indice officiel des prix. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont déjà repoussé les propositions directrices. Les autres organisations estiment, elles aussi, que la situation est bloquée. Elles doivent donner leur réponse à la prochaine réunion le 30 mars. La F.G.A.C. (conducteurs autonomes) a annoncé son intention de rechercher d'ici là des possibilités d'action avec les autres syndicats.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT 1977 CHARBONNAGES DE FRANCE

11%

600 000 obligations de 1000 francs garanties par l'Etat

émises et remboursables au pair

amortissement en six séries égales à raison d'une série à la fin des 30, 60, 90 et 120 années, et de deux séries à la fin de la 150^{ème} année

date de jouissance : le 26 Avril 1977

taux de rendement actuariel brut : **10,78 %**

BANQUE HERVET

Le Conseil d'administration de la Banque Hervet s'est réuni le 8 mars pour examiner les comptes de l'exercice 1976.

Ceux-ci font apparaître un bénéfice net de 23 880 028 F, en diminution de 3 % par rapport à ceux de 1975.

Au niveau du groupe, les bénéfices nets consolidés marquent une diminution d'environ 10 %.

Ces chiffres s'expliquent après paiement de la contribution exceptionnelle de 4,5 % et imputation de 5 600 000 F de charges extraordinaires qui ont grévé l'exercice.

Le Conseil propose à l'assemblée de porter la dividende de 6,50 F par action + 3,25 F d'avoir fiscal, soit 9,75 F par action, précédée de 4,47 F par action, soit 14,22 F.

Unanimité des pouvoirs qui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire du 27 avril 1976, la commission d'administration a décidé d'augmenter le capital de 60 millions à 70 millions de francs par incorporation de réserves.

La Société Finance Participative, constituée à l'initiative de la Société Générale Financière, groupeant autour d'elle un certain nombre de compagnies d'assurances et de sociétés de crédit, qui a pris une participation de 4 %.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale du 15 mai 1977, au Conseil d'administration M. Hubert Mourat, secrétaire général honoraire de France et directeur général de Finance Participative.

FROMAGERIES PAUL-RENAUD

Le chiffre d'affaires E.T. pour 1976 s'est élevé à 137 millions de francs, en progression de 21 % sur l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé est de 307 millions de francs (+ 24 %).

Aux taux de change égal et structures comparables, la progression s'établit à 14 %.

SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE - S.S.B.

Au cours de sa séance du 14 mars 1977, le conseil de surveillance de la S.S.B. a pris connaissance des comptes de l'exercice 1976, qui lui ont été présentés par le directeur.

Le bénéfice net de l'exercice, après déduction de toutes charges, taxes, impôts, provisions et réserves, s'élève à 10 117 592 F, contre 10 millions 267 718 francs pour l'exercice 1975.

Le directeur propose à l'assemblée générale du 15 mai 1977, le versement de 10,12 F par action, précédée de 4,47 F par action, soit 14,59 F par action.

Le conseil de surveillance a également décidé d'augmenter le capital de 60 millions à 70 millions de francs par incorporation de réserves.

La Société Finance Participative, constituée à l'initiative de la Société Générale Financière, groupeant autour d'elle un certain nombre de compagnies d'assurances et de sociétés de crédit, qui a pris une participation de 4 %.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale du 15 mai 1977, au Conseil d'administration M. Hubert Mourat, secrétaire général honoraire de France et directeur général de Finance Participative.

DART INDUSTRIES

Le bénéfice consolidé s'élève pour l'exercice 1976 à 102 millions, soit 4,26 par action.

Après déduction des charges exceptionnelles de 22 %, le bénéfice net consolidé de DART INDUSTRIES s'élève pour 1976 à 102 millions, soit 4,26 par action.

Le conseil propose à l'assemblée générale du 15 mai 1977, le versement de 4,26 F par action, précédée de 4,47 F par action, soit 8,73 F par action.

Unanimité des pouvoirs qui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire du 27 avril 1976, la commission d'administration a décidé d'augmenter le capital de 60 millions à 70 millions de francs par incorporation de réserves.

La Société Finance Participative, constituée à l'initiative de la Société Générale Financière, groupeant autour d'elle un certain nombre de compagnies d'assurances et de sociétés de crédit, qui a pris une participation de 4 %.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale du 15 mai 1977, au Conseil d'administration M. Hubert Mourat, secrétaire général honoraire de France et directeur général de Finance Participative.

FINANCIERE SOFAL

Au cours de sa séance du 11 mars 1977, le conseil d'administration a arrêté le bilan et les comptes de l'exercice 1976.

Après 24 000 000 F d'impôts sur les sociétés (dont 734 704 F de contribution exceptionnelle) et affectation d'une somme de 10 000 000 de F à divers provisions, le bénéfice net ressort à 12 233 074 F contre 11 470 064 F (dont 997 988 F de plus-values) en 1975.

Le conseil, se conformant aux recommandations gouvernementales, propose à l'assemblée générale qui se réunira le 5 mai de fixer à 15,96 F (dont 4,47 F de plus-values) le dividende payable en 1977, et, par conséquent, sur le bénéfice reporté de l'exercice précédent, de verser 2,10 F (dont 0,70 F d'impôt versé au titre de l'exercice 1976) par action.

Le dividende net, qui était de 10 F pour l'exercice 1975, serait ainsi porté au total à 12 F.

MATRA

Au cours de la première quinzaine de mars le volume des actions Matra échangées à la Bourse de Paris s'est sensiblement accru.

Un certain nombre d'applications se sont effectuées à des cours se situant entre 420 et 440 F.

Puis de la moitié des 5 000 titres échangés sont restés sous contrôle de la majorité actuelle, le reste ayant été racheté par des investisseurs purement financiers.

J.-C. HARRARI L. JAWORSKI - C. GAUSSALI LE MANAGEMENT DANS L'ASSURANCE

Principes et pratiques du M.A.R. (Méthode d'Analyse et de Recherche) en état-major et sur le terrain.

avec la contribution d'un collectif de personnalités de la profession.

L'ARGUS, 2, p. de Châteaudun, Paris-9.

NOUVEL EMPRUNT GROUPE DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Les Sociétés de Développement Régional (S.D.R.) suivantes émettent conjointement, mais sans solidarité entre elles, un emprunt groupé de 200 000 000 de francs se répartissant comme suit :

- LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DU NORD 32 000 000 F
- ET DU PAS-DE-CALAIS 32 000 000 F
- LA SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CENTRE ET DU CHER 45 000 000 F
- LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE L'OUEST 45 000 000 F
- LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE LA BRETAGNE 32 000 000 F
- LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE NORMANDIE 32 000 000 F
- LA SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FLORE 16 000 000 F

L'emprunt est garanti par l'Etat pendant toute sa durée et est représenté par 200 000 obligations de 1 000 F nominal, dont le prix d'émission est fixé au pair, jouissance 6 avril 1977, intérêt annuel 11 %, amortissement en 14 annuités constantes après un délai de 1 an, moitié par tirage au sort, moitié par rachat en Bourse. Les obligations émises feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (cotation publique) au 15 avril 1977, sous réserve de la formation d'un marché de 100 000 titres de la C.O.B.

Ce nouvel emprunt permettra aux S.D.R. désignées de financer les besoins à long terme d'entreprises de leur ressort, soit par l'octroi de prêts directs, soit par l'intermédiaire d'opérations de crédit-bail immobilier.

Les activités des S.D.R. se sont considérablement développées au cours des dernières années, maintenant ainsi le succès de leurs interventions auprès des industries de leur région (participations, long terme, crédit-bail, moyen terme).

FRANCE GARANTIE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de notre Société tenue le mardi 15 mars 1977 a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Le 31 décembre 1976, l'actif net s'élevait à 1 147 695 072,5 F, à la même date, la valeur liquidative de l'action ressortait à 211 F.

Pour l'exercice 1976, le bénéfice distribuable s'élève à 24 223 854,13 francs (contre 27 569 201,32 francs pour l'exercice 1975), ce qui permet la distribution d'un dividende de 13,15 francs par action encaissé s'ajoute un crédit d'impôt de 1,63 franc.

Le tableau ci-dessous présente le montant et la répartition de ce dividende matérialisé pour les titres au porteur par les coupons n° 17 et 18.

	Net	Crédit d'impôt	Total
Coupon n° 17 (assort d'avantages fiscaux)	12,56	1,57	14,13
Coupon n° 18	1,59	0,11	1,70
Total	14,15	1,68	15,83

Il sera procédé au paiement à partir du lundi 21 mars 1977 contre remise de ces coupons aux guichets des établissements suivants :

- Caisse des Dépôts et Consignations, 54, rue de Lille, 75002 Paris.
- Banque Industrielle et Comptable, 22, rue Racine, 75008 Paris.
- Banque de l'Union Européenne, 4 et 6, rue Gaillon, 75002 Paris.
- Caisse Centrale des Banques de France, 115, r. Montmartre, 75003 Paris.
- Banque Nationale de Paris.
- Société Générale.
- Crédit Lyonnais.

Les actionnaires ont la possibilité de réinvestir en actions nouvelles de la Société le dividende de l'exercice 1976 en franchise totale de droits d'entrée à condition que la réinvestissement ait lieu dans les trois mois qui suivront la mise en paiement du dividende.

KUBOTA LTD

Le conseil d'administration, réuni le 8 mars, a approuvé la réduction du capital de 10 millions d'actions, qui lui était soumise, relative à l'émission de 10 millions d'actions nouvelles.

Ces actions seront offertes au public, principalement aux Etats-Unis, par un syndicat de banques et d'établissements financiers qui a soulevé la totalité de l'émission. Elles seront représentées par des certificats de dépôts.

Le prix d'émission est de 339 yens et la date de règlement a été fixée au 25 mars 1977.

BANQUE EUROPÉENNE DE TOKYO S.A.

4-8, rue Sainte-Anne - 75001 PARIS

Extrait des comptes au 31 décembre 1976 qui seront proposés à la prochaine assemblée générale ordinaire prévue le 13 mai 1977 :

	En milliers de F.F.	Contrevaleur en milliers de \$ U.S.
Crédits exécutés	2 048 103	411 581
Dépôts	2 628 381	528 970
Dépôts	142 100	30 000
Capital et réserves	114 597	23 058
Bénéfice avant impôt	16 729	3 366
Bénéfice net après impôt	10 701	2 153
Total du Bilan	2 946 063	592 689

Actionnaires :

- THE BANK OF TOKYO LTD, Tokyo
- THE INDUSTRIAL BANK OF JAPAN LTD, Tokyo
- BANK OF TOKYO HOLDING S.A., Luxembourg
- THE LONG TERM CREDIT BANK OF JAPAN LTD, Tokyo
- THE NIPPON FUDOSAN BANK LTD, Tokyo
- THE KYOWA BANK LTD, Tokyo
- THE TAIYO KOBE BANK LTD, Kobe
- THE SAITAMA BANK LTD, Urawa
- THE HOKKAIDO TAKUSHOKU BANK LTD, Sapporo

REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA S.N.M.C. UNITÉ TUBES P.V.C. BP: 61 SÉTIF

Avis d'appel d'offres international n° 1/77

L'Unité Tubes P.V.C., Zone Industrielle SÉTIF, lance un appel d'offres international pour la fourniture d'un lot d'accessoires pour tuyauteries P.V.C. pression et évacuation (raccords, robinetteries, vannes, etc.).

Les dossiers seront retirés auprès de la Direction Production S. N. M. C., Gué de Constantine, KOUBA-ALGER.

La date limite de remise des soumissions est fixée au 15 avril 1977.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 15 MARS

Plus résistent

Après la baisse sensible enregistrée la veille à la Bourse de Paris, les valeurs françaises se sont généralement montrées plus résistants, l'indice de la chambre syndicale progressant de 0,65 %.

Il en a été ainsi dans la grande majorité des compartiments, les établissements de crédit prenant la tête du mouvement avec le B.C.T. qui a progressé de plus de 4,5 % à la suite de la publication de ses résultats (voir ci-contre). Les hausses, quoiqu'égales, ont également été en nombre, aux alimentations, au bâtiment, aux magasins, à la chimie et au matériel électrique. Aux automobiles, à l'automobile, à la construction mécanique et à l'électronique s'affaiblissent.

Près d'une quarantaine de sociétés ont subi une baisse, dont la plus importante est celle de la S.A. de la Bourse de Paris, qui a perdu 1,45 %.

Le repli enregistré par les valeurs françaises au lendemain du premier tour de scrutin a-t-il été - aux yeux des opérateurs - trop sévère ? Il est incontestable que nombre de sociétés ont subi une baisse, mais il est difficile de corriger des écarts. D'autres écarts pourraient cependant à l'origine de la meilleure tenue des cours observés aujourd'hui.

Les écarts de la veille ont été en fait la conséquence de la tenue de la séance de la Bourse de Paris, qui a été marquée par une baisse des cours, les dévaluations intermédiaires ne semblant pas - pour le moment - poser de graves problèmes, et repoussant à plus tard la tenue de la séance de la Bourse de Paris.

Sur le marché de la Bourse de Paris, le volume des transactions s'est établi à 4 millions de francs contre 3,7 millions.

LONDRES

Encouragé par la nouvelle hausse de Wall Street et par l'espérance d'une nouvelle réduction des taux de l'ascomex, le marché anglais de la semaine dernière a été marqué par une hausse de 1,45 %.

NEW-YORK

La hausse se poursuit

La forte hausse enregistrée lundi à Wall Street s'est poursuivie mardi, la séance s'étant terminée à 10,35 points, soit une hausse de 0,65 points par rapport à la veille.

À l'origine de cette accélération des échanges, les investisseurs ont été encouragés par le mouvement de progression des cours.

De toute évidence, ceux qui croient à un redémarrage imminent de l'activité économique sont de plus en plus nombreux.

Après la séance, l'activité d'un redémarrage de la production industrielle (+1,2 %) en février les a confortés dans leur sentiment, mais ils ont aussi constaté que les conséquences de la vague de grèves ont été moins graves que prévu.

Indice Dow Jones des transports, 227,35 (+0,15) ; services publics, 706,44 (+0,15).

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various financial instruments like 10% T.B., 10% T.B., etc.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 2 columns: Cours, Dernier cours. Rows include 1 dollar en francs, 100 francs en dollars.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

FINANCIERE DE SUISSE - Le bénéfice net réalisé en 1976 s'élève à 10,44 millions de francs contre 14,43 millions en 1975. Le dividende global passe de 24 à 25,50 francs. Une action gratuite pour dix anciennes sera attribuée.

POULEX - Le bénéfice net réalisé en 1976 s'élève à 18,2 millions de francs contre 16,3 millions en 1975. Le dividende global est fixé à 13,50 francs contre 12,50 francs.

PETROLEX BP - Le résultat net comptable de l'exercice 1976 est une perte de 1 million de francs et le résultat comptable d'exploitation une perte de 10 millions de francs (après 300 millions de francs en 1975). Le résultat réel d'exploitation est un déficit de 367 millions de francs sur la base des amortissements comptabilisés.

COOPEL - Le bénéfice net de l'exercice 1976 s'élève à 12,25 millions de francs contre 11,47 millions en 1975. Le dividende global est fixé à 15,00 francs (contre 12,50 francs en 1975) et un supplément de 2,50 francs (global) qui sera distribué au cours du premier semestre de 1977.

FINANCIERE SOVAL - Bénéfice net 1976 : 12,25 millions de francs contre 11,47 millions en 1975. Dividende global : 15,00 francs (contre 12,50 francs en 1975) et un supplément de 2,50 francs (global) qui sera distribué au cours du premier semestre de 1977.

BOURSE DE PARIS - 15 MARS - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % du jour. Rows include various stocks like S.A. de la Bourse de Paris, B.C.T., etc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % du jour. Rows include various stocks like S.A. de la Bourse de Paris, B.C.T., etc.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % du jour. Rows include various financial instruments like 10% T.B., 10% T.B., etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % du jour. Rows include various gold prices like Or fin 999,9, Or fin 999,9, etc.

COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % du jour. Rows include various exchange rates like Dollar, Livre, etc.

COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % du jour. Rows include various exchange rates like Dollar, Livre, etc.

